

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

HSBC CONTINENTAL EUROPE

Société Anonyme au capital de 1 327 915 960 €
Siège social : 38 Avenue Kleber – 75116 Paris
775 670 284 R.C.S. Paris

Comptes annuels approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 24 mars 2025**A. – Etats financiers sociaux****I. – Bilan social**

(En millions d'euros.)

Actif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Caisse, banques centrales et office des chèques postaux		50 946	66 640
Effets publics et valeurs assimilées (1)	4	27 426	21 823
Créances sur les établissements de crédit (2)	2	22 634	25 311
Opérations avec la clientèle (3)	3	53 373	60 521
Obligations et autres titres à revenu fixe (1)	4	11 864	8 946
Actions et autres titres à revenu variable	4	6 415	2 843
Participations et autres titres détenus à long terme	5	62	88
Parts dans les entreprises liées	5	1 878	2 112
Crédit-bail et Location avec Option d'Achat	7	32	81
Immobilisations incorporelles	6	113	82
Immobilisations corporelles	7	84	97
Autres actifs	9	20 755	21 598
Comptes de régularisation	10	39 056	42 633
Total de l'actif		234 638	252 775

Passif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Banques centrales et office des chèques postaux		14	275
Dettes envers les établissements de crédit (2)	11	20 276	23 263
Opérations avec la clientèle (3)	12	97 977	108 308
Dettes représentées par un titre	13	25 821	23 417
Autres passifs (1)	15	38 296	43 742
Comptes de régularisation	16	36 563	38 690
Provisions	14	270	1 896
Dettes subordonnées	17	3 407	3 397
Capital souscrit	18 & 19	1 328	1 062
Primes d'émission	19	7 291	5 808
Réserves	19	1 088	1 055
Provisions réglementées		—	—
Report à nouveau (4)	19	1 808	1 191
Résultat de l'exercice	19	499	671
Acompte sur dividende		—	—
Total du passif		234 638	252 775

Hors bilan	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Engagements financiers donnés	21	60 036	58 737
Engagements de garantie donnés	21	19 273	17 485
Engagements sur titres donnés		30 312	35 836
Engagements de financement reçus	21	1 052	909
Engagements de garantie reçus	21	7 379	19 044
Engagements sur titres reçus		35 976	42 001

(1) Après prise en compte de la présentation sur base nette des opérations relatives aux emprunts de titres. Voir Note 1, Note 4 et Note 15.
(2) Après prise en compte des règles de netting applicables aux opérations de pensions livrées et reçues. Voir Note 1, Note 2 et Note 11.
(3) Après prise en compte des règles de netting applicables aux opérations de pensions livrées et reçues et présentation de la créance de Centralisation auprès du fonds d'épargne de la Caisse des Dépôts et Consignations en déduction de l'épargne réglementée. Voir Note 1, Note 3 et Note 12.
(4) Avant affectation proposée soumise à l'approbation de l'Assemblée Générale de HSBC Continental Europe.

II. – Compte de résultat social

(En millions d'euros.)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Produits / (Charges)			
Intérêts et produits assimilés	23	8 806	7 340
Intérêts et charges assimilés	23	-7 944	-5 675
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés		55	100
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilés		-38	-84
Revenus des titres à revenu variable	24	619	740
Commissions (produits)	25	1 429	1 355
Commissions (charges)	25	-635	-457
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	26	654	104
Gains ou pertes sur opérations de placement et assimilés	27	-90	17
Autres produits d'exploitation bancaire		138	94
Autres charges d'exploitation bancaire		-28	-32
Produit net bancaire		2 966	3 503
Charges générales d'exploitation	28	-1 791	-2 013
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		70	-13
Résultat brut d'exploitation		1 245	1 476
Coût du risque	8	-117	-186
Résultat d'exploitation		1 128	1 290
Gains et pertes sur actifs immobilisés	29	-349	15
Résultat courant avant impôt		779	1 305
Résultats exceptionnels	30	13	-405
Impôts sur les bénéfices	31	-293	-229
Dotations et reprises des fonds pour risques bancaires généraux et provisions réglementées		—	—
Résultat net		499	671

III. – Tableau des résultats comptables et des variations des capitaux propres

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Résultats comptables		
Globaux	499	671
– Par action (En euros.) (1)	1,88	3
Variations des capitaux propres (hors résultat de l'exercice 2024) (après affectation du résultat pour 2023)		
– Variation de l'écart de réévaluation	—	—
– Variation des réserves et du report à nouveau	671	275
– Affectation du résultat de l'exercice précédent	671	275
– Répartition des bénéfices	—	—
– Ajustement du report à nouveau à l'ouverture (2)	-20	—
– Variation de réévaluation et provisions réglementées	—	—
– Acquisitions / cessions (3)	—	182
Variation de la situation nette globale	651	457
– Par action (en euros.) (1)	2,45	2
Dividende proposé	—	—
– Global	—	—
– Par action (En euros.) (1)	—	—

(1) Le nombre d'actions à la fin de chaque exercice s'établit à 265 583 192 pour 2024 et 212 466 555 pour 2023.

(2) Ajustement du report à nouveau des succursales sur les années précédentes.

(3) Comprend l'impact de l'intégration de l'acquisition par la succursale allemande de HSBC Trinkaus & Burkhardt GmbH en juin 2023.

IV. — Notes annexes aux comptes sociaux

Faits significatifs de l'exercice 2024

Activité

Le produit net bancaire, à 2 966 millions EUR, s'inscrit en baisse de 537 millions EUR par rapport à l'année passée. Cette baisse s'explique principalement par la diminution de la marge d'intérêts due à la vente des activités de banque de détail en France et par l'augmentation de la charge d'intérêts sur les dépôts de la clientèle au sein de l'activité Global Payment Solutions. Ces impacts ont été en partie compensés par une augmentation de la marge d'intérêts résultant de l'intégration des résultats de la succursale allemande pour l'ensemble de l'exercice 2024.

Les charges générales d'exploitation, d'un montant de 1 791 millions EUR, sont en baisse de 222 millions EUR par rapport à l'exercice précédent, ce qui s'explique principalement par une diminution de 444 millions EUR attribuée à la vente des activités de banque de détail en France et à la fin de la constitution du Fonds de résolution unique (FRU) en 2024, compensée en partie par une augmentation des charges de 222 millions EUR due à l'intégration en année pleine de la succursale allemande en 2024.

Les dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles s'élèvent à 70 millions EUR (crédit), soit une variation de 83 millions EUR par rapport à 2023, principalement due à la reprise de la dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs non financiers pour 116 millions EUR liée à l'activité de banque de détail. Le coût du risque de crédit s'établit à 117 millions EUR, contre 186 millions EUR en 2023, une variation qui reflète la baisse des provisions de stage 3 de 139 millions EUR en 2024 en France, et l'augmentation des provisions de 70 millions EUR au sein de la succursale allemande.

Les gains ou pertes sur les cessions d'actifs immobilisés et placements à long terme affichent une perte de 349 millions EUR contre un gain de 15 millions EUR en 2023, principalement en raison de la dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs non financiers pour 116 millions EUR liée à la vente des activités de banque de détail en France en 2024, et de la dépréciation de l'investissement de la succursale allemande dans HSBC Trinkaus & Burkhardt GmbH pour 233 millions EUR en 2024.

Le résultat exceptionnel affiche un gain de 13 millions EUR, contre une perte de 405 millions EUR l'an passé. En 2023, la succursale allemande a payé une somme de 434 millions EUR au titre du Domination and Profit and Loss Transfer Agreement (« DPLTA ») dans le cadre de l'acquisition pour couvrir les pertes générées par sa filiale HSBC Trinkaus & Burkhardt GmbH. En 2024, la finalisation de la vente des activités de banque de détail a généré un gain de 13 millions EUR provenant principalement de la reprise nette des provisions pour pertes et coûts de cession.

Les impôts sur les bénéfices et impôts différés représentent une charge de 293 millions EUR, soit une augmentation de 64 millions EUR par rapport à 2023. Ce montant comprend une charge fiscale courante de 119 millions EUR, qui reflète la charge de 160 millions EUR enregistrée par les succursales de HSBC Continental Europe, compensée partiellement par le crédit d'impôt de 41 millions EUR de la seule entité

HSBC Continental Europe. La charge d'impôt différé de 174 millions EUR reflète le passage en charges de l'actif d'impôt différé en France pour un montant de 150 millions EUR en 2024.

Le résultat net affiche un bénéfice de 499 millions EUR contre un bénéfice de 671 millions EUR en 2023.

Au 31 décembre 2024, le total du bilan de HSBC Continental Europe s'élève à 235 milliards EUR contre 253 milliards EUR au 31 décembre 2023.

Cessions d'activités

Cession des activités de banque de détail en France

Le 1^{er} janvier 2024, HSBC Continental Europe a finalisé la vente de ses activités de banque de détail en France à CCF, filiale de Promontoria MMB SAS (« My Money Group »). La vente comprenait également la participation de 100 % de HSBC Continental Europe dans HSBC SFH (France) et sa participation de 3 % dans Crédit Logement.

Conformément aux termes de la vente, HSBC Continental Europe a conservé un portefeuille de 7,1 milliards EUR composé de prêts immobiliers et de certains autres prêts, et de la marque CCF, qu'elle a concédée sous licence à l'acheteur dans le cadre d'un accord de licence à long terme.

Pour plus de détails, se reporter à la section « Notes annexes aux comptes consolidés » à la note 1.3 Événements significatifs de l'année.

Changements de contrôle

Augmentation de capital

Suite à l'augmentation de capital décidée lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 6 décembre 2024, le capital social de HSBC Continental Europe est passé de 1 062 332 775 EUR à 1 327 915 960 EUR, divisé en 265 583 192 actions d'une valeur nominale de 5 EUR au 20 décembre 2024.

Émissions et remboursements

En janvier 2024, HSBC Continental Europe a remboursé un prêt Tier 2 à la première date de remboursement optionnel, cinq ans avant l'échéance, pour un montant de 400 millions EUR et a émis un nouveau prêt Tier 2 au profit de HSBC Bank plc avec une échéance de onze ans pour un montant notionnel de 400 millions EUR.

En mars 2024, HSBC Continental Europe a remboursé un prêt Tier 2 à la quatrième date de remboursement optionnel, près de quatre ans avant l'échéance, pour un montant de 300 millions EUR et a émis un nouveau prêt Tier 2 au profit de HSBC Bank plc avec une échéance de onze ans pour un montant notionnel de 300 millions EUR.

En mars 2024, HSBC Continental Europe a émis des obligations senior non privilégiées avec une échéance de sept ans pour un montant notionnel de 500 millions EUR.

En mai 2024, HSBC Continental Europe a remboursé une dette senior privilégiée de 1 milliard EUR émise en mai 2019.

En juin 2024, HSBC Continental Europe a remboursé un prêt Tier 2 à la première date de remboursement optionnel, cinq ans avant l'échéance, pour un montant de 100 millions EUR.

En juin 2024, HSBC Continental Europe a émis des obligations senior non privilégiées avec une échéance de sept ans pour un montant notionnel de 800 millions EUR.

En août 2024, HSBC Continental Europe a remboursé à la première date de remboursement optionnel, cinq ans avant l'échéance, un prêt Tier 2 émis en juin 2014 en faveur de HSBC Bank plc pour un montant de 150 millions EUR.

En décembre 2024, HSBC Continental Europe a remboursé à la première date de remboursement optionnel un prêt additionnel Tier 1 émis en décembre 2019 en faveur de HSBC Bank plc pour un montant de 250 millions EUR, et a émis un nouveau prêt additionnel Tier 1 en faveur de HSBC Bank plc d'un montant notionnel de 250 millions EUR.

En décembre 2024, HSBC Continental Europe a remboursé à la première date de remboursement optionnel, cinq ans avant son échéance, un prêt Tier 2 émis en décembre 2014 au profit de HSBC Holdings plc, pour un montant de 260 millions EUR, et a émis un nouveau prêt Tier 2 au profit de HSBC Bank plc avec une échéance de douze ans, pour un montant notionnel de 500 millions EUR.

En décembre 2024, HSBC Continental Europe a remboursé, à la première date de remboursement optionnel, un an avant leur échéance, pour 800 millions EUR de titres senior privilégiés émis en décembre 2020 et décembre 2021 au profit de HSBC Bank plc.

En décembre 2024, HSBC Continental Europe a émis au profit de HSBC Bank plc des obligations senior non privilégiées d'une échéance de huit ans pour un montant notionnel de 400 millions EUR.

En décembre 2024, HSBC Continental Europe a émis au profit de HSBC Bank plc des obligations senior non privilégiées d'une échéance de neuf ans pour un montant notionnel de 400 millions EUR.

1. – Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes de HSBC Continental Europe sont établis conformément aux règlements 2014-03 et 2014-07.

(a) Comptabilisation et amortissement des immobilisations

HSBC Continental Europe applique les articles de la section « Évaluation des actifs postérieurement à leur date d'entrée » du règlement n° 2014-03 de l'ANC relatifs à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

HSBC Continental Europe applique l'approche par composants pour l'enregistrement et l'amortissement des immobilisations.

Immeubles d'exploitation et de placement

Pour les immeubles d'exploitation et de placement, HSBC Continental Europe a appliqué l'approche par composants en retenant a minima les composants et les modes et durées d'amortissements suivants :

Composants	Modes et durées d'amortissements
Infrastructures	
Construction	25 et 50 ans linéaire
Gros œuvre	25 ans linéaire
Installations techniques	
Climatisation Ventilation Chauffage	10 ans linéaire
Installation électrique lourde	10 ans linéaire
Installation téléphonique et électricité légère	10 ans linéaire
Installation sécurité	10 ans linéaire
Agencements	
Travaux et agencements de second œuvre	10 ans linéaire

Fonds de commerce

Les fonds de commerce acquis sont susceptibles de faire l'objet d'une dépréciation en cas d'indices objectifs de perte de valeur.

Mali de fusion

Le mali technique est affecté selon les modalités prévues à l'article 745-5 du règlement 2014-03 aux différents actifs apportés concernés et inscrit dans les comptes conformément aux règles précisées à l'article 745-7.

Le mali technique est amorti ou rapporté au résultat selon les mêmes règles et dans les mêmes conditions que les actifs sous-jacents auxquels il est affecté. Voir Note 6.

Autres immobilisations

Concernant les autres catégories d'immobilisations, les durées d'amortissement retenues sont déterminées en fonction des durées d'utilité des biens considérés :

Composants	Modes et durées d'amortissements
Matériel de bureau	5 ans, dégressif ou linéaire
Mobilier	5 à 10 ans, dégressif ou linéaire
Matériel informatique	3 à 7 ans, dégressif ou linéaire
Logiciels	3, 5 ou 10 ans, linéaire

Immobilisations données en location – crédit-bail mobilier

Les immobilisations données en location dans le cadre de l'activité de crédit-bail mobilier sont enregistrées conformément aux principes comptables définis par l'avis n° 2006-C du 4 octobre 2006 du Comité d'Urgence afférents à l'interprétation des dispositions de l'avis n° 2004-15 du 23 juin 2004 du CNC relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs excluant dans les comptes individuels les contrats de location au sens d'IFRS 16 du champ d'application des articles 211-1 à 224-4 du règlement n° 2014-03 de l'ANC.

Les immobilisations données en location dans le cadre de l'activité de crédit-bail mobilier sont amorties, en utilisant la méthode linéaire, sur la durée réelle d'utilisation mais sans excéder la durée du contrat de location.

Les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

- mobilier et matériel de bureau : 5 ans ;
- matériel informatique : 3 ans ; et
- matériel et outillage : 5 à 7 ans.

Les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles données en location sont portées dans les charges sur opérations de crédit-bail et location avec option d'achat ou de location simple.

Dans la comptabilité financière, l'encours financier des contrats est substitué aux immobilisations nettes données en location. La différence entre les encours financiers et la valeur nette comptable des immobilisations est représentée par la réserve latente brute.

(b) Portefeuille titres

Les opérations sur titre sont enregistrées conformément aux principes comptables définis aux articles 2311-1 à 2391-1 du règlement n° 2014-07 de l'ANC.

Les titres sont classés dans les catégories suivantes :

- les titres de transaction ;
- les titres de placement ;
- les titres d'investissement ;
- les titres de l'activité du portefeuille ;
- les autres titres détenus à long terme ; et
- les titres de participation et parts dans les entreprises liées. Les titres sont enregistrés au bilan en date de règlement.

Titres de transaction

Les titres de transaction sont à l'origine des titres négociables sur un marché actif, acquis ou vendus dès l'origine avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme et détenus dans le cadre de l'activité de mainteneur de marché ou gérés dans le cadre d'une gestion spécialisée de portefeuille de transaction.

Les titres de transaction sont enregistrés à leur prix de revient. À la date de clôture, ces titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent et les variations de valeur sont portées dans le compte de résultat.

Titres de placement

Les titres de placement sont les titres qui ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement, ni parmi les titres visés aux articles 2351-1, 2351-2 et 2351-3 du règlement n° 2014-07 de l'ANC acquis dans une optique de rendement et pouvant faire l'objet d'une revente à plus ou moins brève échéance.

À la date d'acquisition, ils sont enregistrés au bilan à leur prix d'acquisition.

Selon l'article 2332-3 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, lorsque le prix d'acquisition des titres à revenu fixe est supérieur à leur prix de remboursement, la différence est amortie sur la durée de vie résiduelle des titres. Lorsque le prix d'acquisition des titres à revenu fixe est inférieur à leur prix de remboursement, la différence est portée en produits sur la durée de vie résiduelle des titres. L'étalement de ces différences est réalisé en utilisant la méthode actuarielle.

À la clôture de la période, les titres de placement sont évalués individuellement au plus bas du prix de revient ou du prix d'acquisition. Les moins-values latentes donnent lieu à la constitution d'une dépréciation.

Titres d'investissement

Sont considérés comme des titres d'investissement les titres à revenu fixe acquis avec l'intention de les détenir de façon durable, en principe jusqu'à l'échéance.

Les titres d'investissement sont enregistrés à la date de leur acquisition au prix d'acquisition. Les titres d'investissement sont maintenus à leur coût historique.

Selon l'article 2342-2 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, lorsque le prix d'acquisition des titres à revenu fixe est supérieur à leur prix de remboursement, la différence est amortie sur la durée de vie résiduelle des titres. Lorsque le prix d'acquisition des titres à revenu fixe est inférieur à leur prix de remboursement, la différence est portée en produits sur la durée de vie résiduelle des titres. L'étalement de ces différences est réalisé en utilisant la méthode actuarielle.

Lors de l'arrêté comptable, les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable, corrigée des amortissements et reprises des différences décrites ci-dessus, et le prix de marché des titres à revenu fixe ne font pas l'objet d'une dépréciation, sauf s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas ces titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles et sans préjudice des dépréciations à constituer en application des dispositions du Titre 2 du livre II du présent règlement, traitant du risque de crédit sur les titres, s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Titres de l'activité de portefeuille

Cette rubrique regroupe les investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle. C'est notamment le cas des titres détenus dans le cadre d'une activité de capital risque.

Les titres de l'activité de portefeuille sont comptabilisés initialement au prix d'acquisition et ultérieurement au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité, déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention.

Selon l'article 2352-4 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, à chaque arrêté comptable, les moins-values latentes résultant de la différence entre la valeur comptable et la valeur d'utilité, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une « dotation pour dépréciation » sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Autres titres détenus à long terme

Les « Autres titres détenus à long terme » sont des actions et valeurs assimilées que HSBC Continental Europe entend détenir durablement pour en retirer à plus ou moins longue échéance une rentabilité satisfaisante, sans pour autant intervenir dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus, mais avec l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice. Ces titres sont comptabilisés initialement au prix d'acquisition et ultérieurement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité.

Les modalités d'évaluation de la valeur d'utilité sont précisées ci-après.

Titres de participation et parts dans les entreprises liées

La rubrique « Titres de participation et parts dans les entreprises liées » regroupe les titres détenus de façon durable (titres de participation) et les titres de filiales (parts dans les entreprises liées).

Selon l'article 2352-6 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, pour les autres titres détenus à long terme, les titres de participation et parts dans les entreprises liées, cotées ou non, la valeur d'utilité représente ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. À condition que

leur évolution ne résulte pas de circonstances accidentelles, les éléments suivants peuvent être pris en compte pour cette estimation : rentabilité et perspective de rentabilité, capitaux propres, perspective de réalisation, conjoncture économique, cours moyens de bourse des derniers mois.

Comptabilisation des plus ou moins-values

Les plus ou moins-values sur titres de transaction sont enregistrées dans la rubrique « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dépréciations sur titres de placement sont enregistrés dans la rubrique « Gains ou pertes sur opérations de placement et assimilés ».

Concernant les autres titres, les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dépréciations sont enregistrés dans la rubrique « Gains et pertes sur actifs immobilisés » du compte de résultat.

Opérations de pension livrée

Les opérations de cession ou d'acquisition temporaires de titres qui s'inscrivent juridiquement dans le cadre de la loi n° 93-1444 du 31 décembre 1993 modifiée par la loi n° 2003-1311 du 30 décembre 2003, dites de pension livrée sur titres, sont sans incidence sur la composition et la valorisation du portefeuille titres. Au plan comptable, conformément aux articles 2413-1 à 2413-4 du règlement n° 2014-07 de l'ANC), elles sont traitées comme des opérations de financement, la contrepartie des mouvements de trésorerie étant, suivant le sens de l'opération, une créance ou une dette. Les produits et charges perçus ou supportés par le cessionnaire ou le cédant sont comptabilisés en intérêts.

Valeurs reçues ou données en pension

Les opérations de pension qui ne sont pas effectuées dans le cadre de la loi n° 93-1444 sont classées sous cette rubrique dans le bilan. Leur traitement comptable est identique à celui décrit ci-dessus pour les pensions livrées.

Un traitement similaire est appliqué aux opérations de :

- « Buy and sell back » et « sell and buy back ».
- prêts / emprunts de titres garantis par des dépôts cash.

Depuis 2020, les opérations de pensions données et reçues sont présentées sur base nette.

Prêts et emprunts

Les opérations de prêts et d'emprunts de titres sont enregistrées conformément à l'article 2361-2 du règlement n° 2014-07 de l'ANC.

Conformément aux dispositions du règlement 2020-10, les titres empruntés sont présentés en déduction de la dette représentative des titres empruntés.

(c) Créances et dettes

Prêts évalués individuellement

Créances douteuses et douteuses compromises

Les créances douteuses et douteuses compromises sont comptabilisées conformément aux articles 2221-1 à 2222-2 du règlement 2014-07 de l'ANC.

Sont classées en créances douteuses les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque probable ou certain de non-recouvrement total ou partiel.

La segmentation des encours chez HSBC Continental Europe se reflète dans le système de notation interne des crédits en vigueur dans notre établissement : aux clients sains correspond une note allant de 1 à 8 ; les clients douteux non compromis se voient attribuer la note 9 ; la note 10 est réservée aux douteux compromis, y compris les créances irrécouvrables avant leur passage en pertes.

Sont ainsi classées en créances douteuses :

- les créances impayées depuis plus de trois mois pour tous les types de crédit et le crédit-bail mobilier, ce délai étant porté à plus de six mois en matière de crédit immobilier ou de crédit-bail immobilier et à plus de neuf mois pour les crédits aux collectivités locales ;
- les créances présentant des critères de risque avéré ;
- les créances qui, avant même l'expiration de ces délais, présentent un caractère contentieux (redressement judiciaire, liquidation judiciaire, faillite personnelle, etc.) ; et
- les créances issues de restructurations pour lesquelles le débiteur est à nouveau en défaut.

HSBC Continental Europe applique les dispositions de l'article 2221-2 du règlement n° 2014-07 de l'ANC relatif au caractère douteux des découverts. Pour les découverts, l'ancienneté de l'impayé est décomptée dès que :

- le débiteur a dépassé une limite autorisée qui a été portée à sa connaissance par HSBC Continental Europe ; ou
- le débiteur a été averti que son encours dépasse une limite fixée par HSBC Continental Europe dans le cadre de son dispositif de contrôle interne ; ou
- le débiteur a tiré des montants sans autorisation de découvert.

Le déclassement en douteux d'une créance entraîne immédiatement celui de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie, selon le principe de contagion, et le cas échéant, le déclassement en douteux des contreparties du même groupe, selon une analyse au cas par cas.

En application des articles 2221-8 à 2231.3 du règlement 2014-07 de l'ANC relatif au traitement comptable du risque de crédit, HSBC Continental Europe a mis en œuvre les dispositions spécifiques portant sur les créances restructurées et les créances douteuses compromises.

En application de l'article 2221-8 du règlement 2014-07 de l'ANC, sont considérées comme douteuses compromises les créances dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé. Il s'agit des créances pour lesquelles la déchéance du terme a été prononcée ou pour lesquelles le contrat a été résilié en cas de crédit-bail, ainsi que des créances classées en douteux depuis plus d'un an, sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé compte tenu des informations sur les perspectives de recouvrement disponibles à ce stade. Les intérêts sur créances douteuses compromises ne sont enregistrés en compte de résultat qu'au moment de leur paiement effectif.

Retour en encours sain

Un encours devenu douteux peut être à nouveau classé dans la catégorie des encours sains lorsque le paiement des échéances initiales de cet encours a repris de manière régulière, sans incident de paiement conformément à l'article 2221-5 du règlement 2014-07 de l'ANC.

Concernant les crédits restructurés, le classement en encours douteux peut être abandonné si, d'une part, l'encours respecte la condition précédente et, d'autre part, le risque sur la contrepartie est levé.

Enregistrement en résultat

Les dotations pour dépréciations des créances douteuses et douteuses compromises, prises en charge pour la détermination du résultat de l'activité bancaire, sont déterminées chaque année en fonction des risques de non-recouvrement évalués après analyse individuelle de chacun des dossiers concernés. Conformément à l'article 2231-2 du règlement 2014-07 de l'ANC, les dépréciations sur créances douteuses et douteuses compromises sont égales à la différence entre la valeur actualisée des flux de récupération futurs attendus et la valeur brute comptable de l'actif. Ces dépréciations ne peuvent pas être inférieures aux intérêts enregistrés sur les encours douteux non encaissés.

Au compte de résultat, les dotations et reprises sur dépréciations, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont comptabilisées sur la ligne « Coût du risque ».

Décotes sur créances restructurées

En application des articles 2221-5 et 2231-3 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, HSBC Continental Europe met en œuvre les dispositions spécifiques portant sur les créances restructurées.

Lors de la restructuration, tout abandon de principal ou d'intérêt, échu ou couru, est constaté en perte.

Par ailleurs, au moment de la restructuration, le prêt restructuré fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation retenu est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe, ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration déterminé selon les termes contractuels pour les prêts à taux variable. Cette décote est enregistrée en coût net du risque lors de la restructuration puis reprise en marge d'intérêts sur la durée restant à courir de la créance.

(d) Dettes envers les établissements de crédit et opérations avec la clientèle

L'ensemble des dettes est enregistré au coût amorti. Sont incluses dans ces rubriques les opérations de pension.

(e) Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont classées selon la nature de leur support, à l'exclusion des titres subordonnés enregistrés au sein des dettes subordonnées.

Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties selon la méthode actuarielle sur la durée de vie de l'emprunt, les frais afférents à leur émission étant répartis linéairement sur cette même durée.

(f) Provisions

Conformément au règlement n° 2014-03 de l'ANC, les provisions sont constatées lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources, sans contrepartie au moins équivalente attendue du bénéficiaire (qu'il soit connu ou pas), sera nécessaire pour éteindre une obligation juridique ou implicite du fait d'événements passés et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Provisions pour retraites et autres avantages

HSBC Continental Europe a choisi d'adopter la recommandation 2013-02 de l'ANC relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires.

HSBC Continental Europe fait bénéficier certains salariés d'avantages à long terme et d'avantages postérieurs à l'emploi à savoir régimes de retraite et indemnités de fin de carrière.

Les coûts comptabilisés pour le financement des régimes à prestations définies sont déterminés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées, chaque régime faisant l'objet d'évaluations actuarielles annuelles.

Les profits et pertes actuariels sont comptabilisés immédiatement en résultat.

Le coût des services de l'année, le rendement attendu des actifs du régime, le coût des services passés, ainsi que l'effet de désactualisation des passifs du régime sont comptabilisés en charges d'exploitation.

L'engagement net au titre des prestations définies comptabilisé au bilan représente la valeur actuelle des obligations de prestations définies corrigée des coûts de services passés non comptabilisés et diminuée de la juste valeur des actifs du régime. Tout actif résultant de ce calcul est limité au coût des services passés non comptabilisés, augmenté de la valeur actuelle des remboursements disponibles des futures cotisations au régime.

Les versements aux régimes à cotisations définies et aux régimes de retraite publics sont comptabilisés en charge à la date à laquelle ils sont dus lorsque les obligations de HSBC Continental Europe au titre des régimes sont équivalentes à celles d'un régime à cotisations définies.

Provision sur PEL et CEL

Les Comptes Epargne Logement (« CEL ») et les Plans d'Epargne Logement (« PEL ») sont des instruments financiers spécifiques institués par la loi n° 65-554 du 10 juillet 1965. Ils associent une phase d'épargne et une phase de crédit, indissociablement liées, la phase de crédit étant contingente à la phase d'épargne.

Conformément aux articles 2621-1 à 2624-2 du règlement n° 2014-07 de l'ANC relatifs à la comptabilisation des comptes et plans d'épargne logement dans les établissements habilités à recevoir des dépôts d'épargne logement et à consentir des prêts d'épargne logement, HSBC Continental Europe provisionne les conséquences défavorables des engagements sur PEL / CEL dans ses comptes sociaux.

Les engagements PEL sont évalués par génération, sans compensation entre les générations. Les engagements CEL sont considérés comme une seule et même génération, distincte de celles des PEL.

Les provisions liées aux conséquences défavorables de ces engagements sont calculées sur la base d'un modèle qui tient compte :

- d'une estimation du comportement futur d'épargne et de crédit de la clientèle, résultant de données historiques ; et
- de la valeur des différents paramètres de marché, notamment taux et volatilité, déterminés à partir de données observables à la date d'évaluation.

Provision au titre des paiements à base d'actions

Paiement à base d'actions du Groupe HSBC

Les paiements à base d'actions sont constitués par les paiements fondés sur des actions émises par HSBC Holdings plc. Le personnel de HSBC Continental Europe bénéficie des avantages suivants :

- Depuis 2006, HSBC Holdings plc a mis en place des plans d'actions HSBC Holdings plc.
- Le personnel peut avoir la possibilité de souscrire des actions HSBC Holdings plc dans le cadre du plan d'épargne d'entreprise.

Plan d'attribution d'actions

HSBC Continental Europe octroie des plans d'attributions d'actions à ses employés en contrepartie des services rendus. La charge est enregistrée en résultat sur la période entre la date d'attribution et la date d'acquisition.

L'annulation de la charge peut résulter de l'incapacité à remplir les conditions d'acquisition pendant la période d'acquisition.

Le montant enregistré en résultat est ajusté pour tenir compte de la réalité des actions attribuées en date d'acquisition (certaines actions attribuées n'étant pas acquises en raison du non-respect par les salariés du critère de présence ou de performance).

(g) Positions de change / Opérations en devises

Conformément aux articles 2711-1 à 2731-1 du règlement 2014-07 de l'ANC, les positions de change opérationnelles actives et passives en devises sont réévaluées au cours en vigueur à la clôture de la période et les profits ou pertes ainsi dégagés sont inclus dans les produits ou charges d'exploitation bancaire.

Précisons que les établissements assujettis comptabilisent les opérations de change au comptant ainsi que les autres opérations en devises dans des comptes ouverts et libellés dans chacune des devises utilisées. Sont considérées comme opérations de change au comptant pour l'application du présent titre les opérations d'achat ou de vente de devises dont les parties ne diffèrent pas le dénouement ou ne le diffèrent qu'en raison du délai d'usance.

À chaque arrêté comptable, les éléments d'actif, de passif ou hors bilan sont évalués au cours de marché en vigueur à la date d'arrêté ou au cours de marché constaté à la date antérieure la plus proche. Le cours de marché applicable aux éléments d'actif, de passif et aux engagements de change au comptant est le cours au comptant de la devise concernée. Le cours de marché applicable aux engagements de change à terme est le cours à terme restant à courir de la devise concernée.

(h) Contrats de change à terme

Les contrats de change à terme non dénoués à la date de clôture et couverts par des opérations au comptant sont réévalués au cours du comptant de fin de la période. Les reports ou déports calculés lors de leur conclusion sont enregistrés prorata temporis au compte de résultat. Les contrats de change à terme secs ou couverts par des instruments à terme sont réévalués au cours du terme restant à courir.

(i) Instruments financiers à terme

Le groupe HSBC Continental Europe est actif sur l'ensemble des marchés des instruments financiers, soit pour le compte de sa clientèle, soit dans une optique de couverture d'éléments de bilan ou d'arbitrage.

Options de taux et de change

Les options sont des contrats passés entre deux parties qui confèrent à l'une d'elles, l'acheteur, le droit d'acheter ou de vendre un actif réel ou un autre instrument financier appelé « actif sous-jacent » au terme d'une certaine période, à un prix convenu au moment de la conclusion du contrat.

Les contrats d'options se traduisent par le versement d'une prime par l'acheteur au vendeur. HSBC Continental Europe traite des options de taux et des options de change.

Les principes de base du traitement comptable de ces différents produits sont identiques.

À la conclusion du contrat, le montant notionnel de « l'actif sous-jacent » sur lequel porte l'option est enregistré en hors bilan.

En matière de produits et de charges, on distingue les contrats de couverture, des contrats négociés dans le cadre d'opérations de marché ou d'arbitrage :

- les produits et charges relatifs aux opérations de couverture sont rapportés de manière symétrique à ceux afférents à l'élément couvert ;
- les soultes constatées lors de la résiliation ou de l'assignation d'un contrat d'échange de taux d'intérêt ou de devises sont rapportées immédiatement au compte de résultat. Toutefois lorsqu'un contrat répondait initialement aux conditions définies aux points b) ou c) de l'article 2522-1 et que ce contrat est soit assigné, soit résilié et éventuellement remplacé par un autre contrat ou instrument équivalent, ces soultes peuvent être rattachées prorata temporis ; et
- dans le cas des opérations de marché, les positions sont revalorisées en date de situation. Pour les opérations cotées sur un marché organisé ou assimilé au sens des articles 2511-1 à 2516-1 du Livre II – Titre 5 – Chapitre 1 relatif à la comptabilisation des instruments financiers à terme de taux d'intérêts, du règlement n° 2014-07 de l'ANC, les variations de valeur de la position sont inscrites au compte de résultat, soit par le biais des appels de marge, soit directement à la suite d'un calcul mathématique lorsque les options ne sont pas cotées.

Contrats à terme de taux d'intérêt

Le mode de comptabilisation est identique à celui décrit ci-dessus pour les options.

Contrats d'échange de devises et / ou de conditions d'intérêts (swaps, FRA)

Les contrats d'échange de devises et / ou de conditions d'intérêts sont enregistrés conformément aux articles 2521-1 et 2529-1 du règlement 2014-07 de l'ANC.

Les contrats sont comptabilisés distinctement selon qu'ils ont pour objet :

- de maintenir des positions ouvertes isolées afin, le cas échéant, de bénéficier de l'évolution des taux d'intérêt ;
- de couvrir, de manière identifiée dès l'origine, conformément à l'article 4 du règlement n° 88-02 du CRBF modifié susvisé, le risque de taux d'intérêt affectant un élément ou un ensemble d'éléments homogènes, ou le risque de crédit dans le cas des Credit Default Swaps (« CDS ») ;
- de couvrir et de gérer le risque global de taux d'intérêt de l'établissement sur l'actif, le passif et le hors bilan ; et
- de permettre une gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction (activité de trading).

Sur le plan comptable, les méthodes utilisées diffèrent selon qu'il s'agit d'opérations de couverture ou d'opérations réalisées dans le cadre de l'activité de trading.

Les résultats des opérations de couverture d'actifs ou de passifs sont enregistrés prorata temporis. Il en est ainsi notamment pour les swaps négociés dans le cadre de la gestion actif / passif du risque global de taux.

Les résultats sur les positions gérées dans le cadre d'un portefeuille de swaps de transaction sont évalués en valeur de marché après prise en compte d'une réfaction effectuée pour tenir compte des risques de contrepartie et des coûts futurs de gestion du portefeuille.

Les montants des notionnels sont inscrits en hors bilan.

Règles de compensation

Lorsque qu'il peut être établi que les obligations réciproques sont réglées sur base nette pour une même contrepartie, une même devise et une même date de maturité conformément aux accords contractuels en vigueur pour lesquels le droit de régler sur base nette peut être exercé, des règles de compensation sont appliquées. Par ailleurs, lorsque les conditions préalables au netting sont respectées, la compensation est appliquée aux instruments dérivés ainsi qu'au collatéral associé.

Risque de contrepartie attaché aux instruments financiers à terme

La juste valeur des contrats doit prendre en compte le risque de contrepartie lié auxdits contrats.

La correction de valeur au titre du risque de contrepartie est au moins égale au coût en fonds propres déterminé dans les conditions précisées à l'article 2525-3 du règlement n° 2014-07 de l'ANC.

(j) Résultats exceptionnels

Ce poste comprend exclusivement les produits et les charges avant impôt, qui sont générés ou surviennent de manière exceptionnelle et qui ne relèvent pas de l'activité courante de l'établissement et le cas échéant, les corrections d'erreur significatives identifiées.

(k) Impôts différés

Des impôts différés sont constatés sur la base des écarts temporaires entre la valeur comptable des actifs et passifs au bilan et la valeur fiscale attribuée à ces actifs et passifs. En règle générale, tous les écarts temporaires imposables donnent lieu à l'enregistrement d'un passif d'impôt différé tandis que les actifs d'impôt différé sont constatés dans la mesure où il existe une probabilité de bénéfices imposables futurs sur lesquels sont affectés ces écarts temporaires déductibles.

Les impôts différés sont calculés sur la base des taux d'imposition applicables prévisionnels sur les périodes auxquelles les actifs seront réalisés ou les passifs réglés.

(l) Information sectorielle

L'information n'est pas disponible sur la base des comptes sociaux mais est détaillée sur une base consolidée à partir de la page 13 dans le rapport de gestion.

2. – Prêts et créances sur les établissements de crédit

Ventilation des encours selon la durée restant à courir

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Total après déduction de la créance de centralisation auprès de la caisse des dépôts et consignations	22 634	25 311
Créance de centralisation Caisse des Dépôts et Consignations présentée en déduction de l'épargne réglementée (1)	10	2 543
Netting titres reçus en pension livrée	31 880	24 813
Total avant netting - brut	54 524	52 667
À vue	3 051	2 749
À terme	51 303	49 742
≤ 3 mois	49 735	45 750
3 mois et ≤ 1 an	103	528
1 an et ≤ 5 ans	1 238	3 222
5 ans	227	242
Créances rattachées	170	176
Total général	54 524	52 667
– dont :		
<i>Titres reçus en pension livrée</i>	46 490	42 386
<i>Prêts subordonnés</i>	—	40
(1) Principalement lié à la vente des activités de banque de détail en France.		

3. – Prêts et créances sur la clientèle

Ventilation des encours par nature

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Total après netting	53 373	60 521
Netting titres reçus en pension livrée	5 287	944
Total avant netting - brut	58 660	61 465
Créances commerciales	2 609	2 434
Comptes ordinaires débiteurs	3 420	3 520
Autres concours à la clientèle	52 631	55 511
Total	58 660	61 465
– dont :		
<i>Crédits éligibles au refinancement de la Banque centrale européenne ou Banque de France</i>	3 533	5 201
<i>Titre reçus en pension livrée</i>	16 718	8 023

Ventilation des encours par qualité de crédit

(En millions d'euros.)	31/12/2024				31/12/2023
	Encours sains	Encours douteux	Dépréciation sur encours douteux	Total	Total
Crédits aux particuliers	5 977	30	-10	5 997	16 344
Crédits à la clientèle financière	5 616	154	-46	5 724	4 588
Crédits à la clientèle non financière	28 936	1 247	-278	29 905	32 180
Titres reçus en pension livrée	16 718	—	—	16 718	8 023
Créances rattachées	310	6	—	316	325
Total	57 557	1 437	-334	58 660	61 465
– dont :					
<i>Prêts subordonnés</i>				—	—
<i>Créances douteuses non compromises brutes</i>				1 360	1 387
<i>Créances douteuses compromises brutes</i>				77	374
<i>Dépréciations sur créances douteuses non compromises brutes</i>				-297	-380
<i>Dépréciations sur créances douteuses compromises brutes</i>				-37	-252

Ventilation des encours selon la durée restant à courir

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
À vue	3 917	3 836
À terme	54 427	57 304
≤ 3 mois	18 264	9 128
> 3 mois et ≤ 1 an	6 480	8 365
> 1 an et ≤ 5 ans	21 075	25 207
> 5 ans	8 608	14 604
Créances rattachées	316	325
Total	58 660	61 465

4. – Portefeuilles de titres de transaction, de placement et d'investissement

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
	Valeur nette comptable	Valeur nette comptable
Effets publics et valeurs assimilées	29 557	24 211
– Titres de transaction	19 561	18 005
– Titres de placement	9 519	6 160
– Titres d'investissement	399	—
– Créances rattachées	78	46
Effets publics et valeurs assimilées après netting	27 426	21 823
– dont : titres empruntés présentés en déduction de la dette sur titres empruntés	2 131	2 388
Obligations et autres titres à revenu fixe	11 864	8 946
Titres de transaction	1 707	1 473
– titres cotés	1 707	1 473
– obligations non cotées, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	—	—
Titres de placement	9 280	7 013
– obligations cotées	6 884	5 154
– obligations non cotées, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	2 396	1 859
Titres d'investissement	812	425
– obligations cotées	—	420
– obligations non cotées, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	812	5
Créances rattachées	65	35
– dont :		
Titres subordonnés	100	100
Titres empruntés	101	170
Actions et autres titres à revenu variable et TAP	6 415	2 843
Titres de transaction	6 320	2 825
– actions cotées	6 271	2 789
– actions et autres titres non cotés	49	36
Titres de placement	85	—
– actions cotées	—	—
– actions et autres titres non cotés	85	—
Titres de l'activité de portefeuille ('TAP')	10	18
– TAP cotés	—	—
– TAP non cotés	10	18
Total	47 836	36 000

Ventilation des effets publics et obligations par durée restant à courir

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Effets publics et valeurs assimilées		
≤ 3 mois	1 890	461
> 3 mois et ≤ 1 an	2 292	1 456
> 1 an et ≤ 5 ans	10 636	9 911
> 5 ans	14 661	12 337
Créances rattachées	78	46
Total	29 557	24 211
Obligations et autres titres à revenu fixe		
≤ 3 mois	2 292	2 394

> 3 mois et ≤ 1 an	1 389	200
> 1 an et ≤ 5 ans	5 865	4 700
> 5 ans	2 253	1 617
Créances rattachées	65	35
Total	11 864	8 946

Valeur estimée du portefeuille de titres de placement et des titres de l'activité de portefeuille (« TAP »)

(En millions d'euros.)	31/12/2024		31/12/2023	
	Valeur nette comptable	Valeur estimée	Valeur nette comptable	Valeur estimée
Effets publics et valeurs assimilées	9 519	9 640	6 160	6 347
Obligations et autres titres à revenu fixe	9 280	9 232	7 013	6 685
Actions et autres titres à revenu variable et TAP	10	14	18	29
Total titres de placement et TAP (hors créances rattachées)	18 809	18 886	13 191	13 061

Le portefeuille de titres de placement est constitué essentiellement de titres à revenu fixe dont le risque de taux est généralement couvert. Les règles d'évaluation de ce portefeuille sont indiquées dans la Note 1b.

Plus et moins-values latentes sur titres de placement et titres de l'activité de portefeuille (« TAP »)

(En millions d'euros.)	31/12/2024		
	Avant provisions	Provisions nettes de couverture	Plus-values/moins-values nettes
Plus-values latentes sur titres de placement et TAP	175	37	138
– effets publics et valeurs assimilées	145	29	116
– obligations et autres titres à revenu fixe	21	8	13
– actions et autres titres à revenu variable et TAP	9	—	9
Moins-values latentes sur titres de placement et TAP	200	36	164
– effets publics et valeurs assimilées	97	21	76
– obligations et autres titres à revenu fixe	97	13	84
– actions et autres titres à revenu variable et TAP	6	2	4

Informations complémentaires sur les titres données en application du règlement 2014-07 de l'ANC en date du 26 novembre 2014

La surcote (différence non amortie entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres) des titres de placement et d'investissement s'élève à 93,8 millions EUR pour 2024 et à 47,8 millions EUR pour 2023.

Aucun titre n'a fait l'objet d'un transfert d'un portefeuille à un autre en 2024 ou en 2023. Aucun titre d'investissement n'a été cédé durant l'exercice.

5. – Titres de participation, titres détenus à long terme et parts dans les filiales et entreprises liées

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
	Valeur nette comptable	Valeur nette comptable
Titres de participation	33	37
Titres cotés	—	—
– établissements de crédit	—	—
– autres	—	—
Titres non cotés	33	37
– établissements de crédit	6	6

– autres	27	31
Autres titres détenus à long terme	29	51
Titres cotés	—	—
– établissements de crédit	—	—
– autres	—	—
Titres non cotés	29	51
– établissements de crédit	—	—
– autres (1)	29	51
Parts dans les entreprises liées	1 878	2 112
Titres cotés	—	—
– établissements de crédit	—	—
– autres	—	—
Titres non cotés (2)	1 878	2 112
– établissements de crédit	705	1 221
– autres	1 173	891
Créances rattachées		
Total	1 940	2 200

(1) Ce poste reflète une diminution de 25 millions EUR concernant les certificats d'associés du Fonds de garantie des dépôts et de résolution (« FGDR »).

(2) En 2024, une correction a été effectuée par un reclassement entre les catégories établissements de crédit et autres.

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Valeurs brutes au 1 ^{er} janvier (hors avances et créances rattachées)	2 493	2 930
Variations de l'année :		
– acquisitions de titres / augmentations de capital	22	449
– cessions / réductions de capital (3)	-218	-886
– incidence des différences de conversion	—	—
– autres mouvements / fusions	—	—
Valeurs brutes au 31 décembre (hors avances et créances rattachées)	2 297	2 493
Dépréciations au 1 ^{er} janvier	-294	-286
Variations de l'année :		
– dotations de l'exercice (4)	-235	-8
– reprises de dépréciations (5)	172	1
– autres mouvements	—	—
– incidence des différences de conversion	—	—
Dépréciations au 31 décembre	-357	-293
Créances rattachées	—	—
Valeurs nettes au bilan y compris créances rattachées	1 940	2 200

(3) Dont la cession de l'investissement dans HSBC SFH (France) pour 113 millions EUR, la cession de la participation dans Crédit Logement pour 39 millions EUR, la cession des certificats d'associés FGDR pour 25 millions EUR, et la cession de l'investissement dans l'entité HSBC Epargne Entreprise pour 30 millions EUR.

(4) Représente une provision pour dépréciation dans la succursale allemande pour 233 millions EUR.

(5) Comprend la reprise de provision pour dépréciation de l'investissement dans HSBC SFH (France) pour 113 millions EUR, la reprise de provision pour dépréciation de la participation dans Crédit Logement pour 39 millions EUR ainsi que la reprise de provision pour dépréciation de l'investissement dans HSBC Epargne Entreprise pour 16 millions EUR.

6. – Immobilisations incorporelles

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Valeurs brutes au 1 ^{er} janvier	534	469
Variations de l'année :		
– transferts et autres mouvements	-4	—
– acquisitions d'immobilisations	58	95
– cessions d'immobilisations et autres mouvements ¹	-124	-30
Valeurs brutes au 31 décembre	464	534
Amortissements au 1 ^{er} janvier	452	418
Variations de l'année :		
– dotations de l'exercice aux amortissements et aux dépréciations	28	60
– transferts et autres mouvements	—	—

– cessions, retraits d'immobilisations et autres mouvements (1)	-129	-26
Amortissements au 31 décembre	351	452
Valeurs nettes des immobilisations incorporelles au 31 décembre	113	82

(1) Principalement lié à la vente des activités de banque de détail en France.

Depuis le 1^{er} janvier 2016 et conformément au règlement de l'ANC n° 2015-06 du 23 novembre 2015 modifiant le règlement n° 2014-03 de l'ANC, le mali technique est comptabilisé dans un compte spécifique par catégorie d'actif concerné après son affectation (art. 745-6). Il est amorti selon les mêmes règles et dans les mêmes conditions que les actifs sous-jacents auxquels il est affecté (art. 745-7).

Le mali subit une dépréciation lorsque la valeur actuelle d'un ou plusieurs actifs sous-jacents auxquels la quote-part de mali a été affectée devient inférieure à la valeur comptable du ou des actifs majorée de la quote-part de mali affectée. La valeur actuelle correspond à la valeur la plus élevée entre la valeur vénale et la valeur d'usage (cf. article 214-1 à 214-27 du règlement n° 2015-06 de l'ANC).

Affectation du mali aux actifs

(En millions d'euros.)	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur nette à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	—	—	—	—
Immobilisations corporelles	4,0	—	4,0	—
Immobilisations financières (1)	0,2	—	—	0,2
Total	4,2	—	4,0	0,2

(1) Inclus au sein de la Note 4 et de la Note 5.

7. – Immobilisations corporelles

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Valeurs brutes au 1 ^{er} janvier	710	618
Variations de l'année :		
– transferts et autres mouvements	—	—
– acquisitions d'immobilisations	8	112
– cessions d'immobilisations et autres mouvements (1)	-327	-20
Valeurs brutes au 31 décembre	391	710

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Amortissements au 1 ^{er} janvier	613	558
Variations de l'année :		
– dotations de l'exercice aux amortissements et aux dépréciations	25	98
– transferts et autres mouvements	—	11
– cessions, retraits d'immobilisations et autres mouvements (1)	-331	-54
Amortissements au 31 décembre	307	613
Valeurs nettes au bilan au 31 décembre	84	97

(1) Principalement lié à la vente des activités de banque de détail en France.

Ventilation des immobilisations corporelles par nature

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Terrains et constructions d'exploitation	8	9
Terrains et constructions hors exploitation	—	—
Autres immobilisations corporelles	76	88
Valeurs nettes au bilan au 31 décembre	84	97

Crédit-bail et Location avec Option d'Achat

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Immobilisation en cours	—	3
Valeurs brutes (1)	206	379
Amortissements	-174	-300
Créances rattachées	—	-1
Total	32	81

(1) Comprend des véhicules pour 76 millions EUR, des bâtiments, installations et outillages pour 29 millions EUR, d'autres équipements pour 99 millions EUR, et du matériel bureautique informatique pour 2 millions EUR.

Au 31 décembre 2024, l'encours financier des contrats de crédit-bail mobilier s'élève à 42 millions EUR (97 millions EUR en 2023) et la provision pour réserve latente négative avant impôts différés est de 9 millions EUR (19 millions EUR en 2023).

8. – Dépréciations et provisions enregistrées en coût du risque

(En millions d'euros.)	Encours au 01/01/2024	Dotations	Reprises utilisées	Reprises disponibles	Autres variations	Encours au 31/12/2024
Dépréciations sur créances douteuses interbancaires et clientèle (hors intérêts douteux)	632	293	-348	-241	-2	334
Dépréciations sur titres	—	—	—	—	—	—
Provisions pour engagements par signature (1)	31	23	—	-16	—	38
Total des dépréciations et des provisions enregistrées en coût du risque	663	316	-348	-257	-2	372

(1) Les chiffres d'ouverture de 2024 ont été ajustés de 7 millions EUR pour corriger l'erreur identifiée au cours de l'année 2024. Il n'y a pas d'impact sur le bilan et le compte de résultat de 2023.

Coût du risque

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Dotations nettes aux dépréciations de l'exercice :		
– créances douteuses, douteux compromis, clientèle et interbancaires (hors intérêts douteux)	-109	-195
– risques de contrepartie sur titres	—	—
– engagements par signature	-10	6
– récupération sur créances amorties	2	3
Total coût du risque	-117	-186
– dont pertes :		
Non couvertes sur créances douteuses	-58	-121
Non couvertes sur engagements par signature	—	—
Couvertes par des provisions	-348	-38

9. – Autres actifs

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Total après netting	20 755	21 598
Netting du collatéral associé aux dérivés	2 312	4 152
Total avant netting	23 067	25 750
– dont :		
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	319	3 238
Débiteurs divers et autres comptes d'actif	22 748	22 512

10. – Comptes de régularisation actif

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Total après netting	39 056	42 633
Netting des dérivés	14 834	19 479
Total avant netting	53 890	62 112
– dont :		
Comptes d'encaissement	70	172
Autres comptes de régularisation (1)	53 820	61 940
(1) Dont valeur de marché des dérivés : 52 112 millions EUR en 2024 (2023 : 59 806 millions EUR).		

11. – Opérations de trésorerie et interbancaires

Répartition des opérations par échéance contractuelle résiduelle

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Total après netting	20 276	23 263
Netting titres donnés en pension livrée	31 880	24 813
Total avant netting	52 156	48 076
À vue	10 694	6 727
À terme	41 359	41 161
≤ 3 mois	7 909	11 191
3 mois et ≤ 1 an	529	341
1 an et ≤ 5 ans	32 379	28 481
5 ans	542	1 148
Dettes rattachées	103	188
Total	52 156	48 076
– dont : titres donnés en pension livrée	38 926	33 707

12. – Dépôts de la clientèle

Nature des opérations

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Total après netting	97 977	108 308
Créance de centralisation auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations présentée en déduction de l'épargne réglementée (1)	10	2 543
Netting titres donnés en pension livrée	5 287	944
Total avant netting	103 274	111 795
Dépôts à vue (1)	50 611	61 509
Comptes à régime spécial à vue	48	8 598
Comptes à régime spécial à terme	—	640
Comptes à terme	41 811	37 572
Total des dépôts de la clientèle (hors pensions livrées)	92 470	108 319
Titres donnés en pension livrée	10 596	3 211
Dettes rattachées	208	265
Total des comptes créditeurs de la clientèle	103 274	111 795

(1) Principalement lié à la vente des activités de banque de détail en France.

Ventilation des comptes créditeurs de la clientèle par durée restant à courir

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
À vue	50 659	70 107
À terme	52 407	41 423
≤ 3 mois	48 747	35 504

> 3 mois et ≤ 1 an	3 148	5 238
> 1 an et ≤ 5 ans	346	511
> 5 ans	166	170
Dettes rattachées	208	265
Total	103 274	111 795

13. – Dettes représentées par un titre

Répartition des dettes représentées par un titre par type

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Bons de caisse	—	—
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	9 860	8 849
Emprunts obligataires	15 587	14 290
Dettes rattachées	374	278
Total	25 821	23 417

Ventilation des dettes représentées par un titre par durée restant à courir

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Dettes représentées par un titre	25 447	23 139
≤ 3 mois	2 541	2 956
> 3 mois et ≤ 1 an	4 187	4 818
> 1 an et ≤ 5 ans	10 121	7 385
> 5 ans	8 598	7 980
Dettes rattachées	374	278
Total	25 821	23 417

14. – Provisions

(En millions d'euros.)	Encours au 01/01/2024	Dotations	Reprises utilisées	Reprises disponibles	Autres variations	Encours au 31/12/2024
Provisions pour engagements et litiges	37	23	-4	-17	—	39
Autres provisions (1), (2)	1 859	75	-1 658	-42	-3	231
Total	1 896	98	-1 662	-59	-3	270

(1) La provision pour perte liée à la vente des activités de banque de détail en France qui s'élevait à 1 551 millions EUR à fin décembre 2023 a été entièrement reprise dont 1 544 millions EUR de provision utilisée et 7 millions EUR de provision disponible.

(2) La provision PEL/CEL de 5 millions EUR a été transférée en raison de la vente des activités de banque de détail en France.

15. – Autres passifs

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Total après netting	38 296	43 742
Netting du collatéral associé aux dérivés	2 312	4 152
Dont titres empruntés présentés en déduction de la dette sur titres empruntés	2 131	2 388
Total avant netting	42 739	50 282
Dont :		
– comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	314	362
– créditeurs divers et autres ¹	16 788	20 394
– titres de transaction vendus à découvert et titres reçus en pension livrée revendus fermes	25 637	29 526

(1) Dont dépôts de garantie en espèces sur instruments financiers reçus en 2024 : 13 782 millions EUR, contre 15 669 millions EUR en 2023.

16. – Comptes de régularisation passif

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Total après netting	36 563	38 690
Netting des dérivés	14 834	19 479
Total avant netting	51 397	58 169
– dont :		
Comptes de décaissement	29	174
Autres comptes de régularisation (1)	51 368	57 995
(1) Dont valeur de marché des dérivés (avant netting) : 50 321 millions EUR en 2024 et 56 840 millions EUR en 2023.		

17. – Dettes subordonnées

Cette rubrique regroupe les dettes à terme ou à durée indéterminée, matérialisées ou non par des titres, dont le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers. Le cas échéant, les intérêts courus à verser attachés aux dettes subordonnées sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Titres subordonnés

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Titres subordonnés remboursables	25	—
Titres participatifs et subordonnés à durée indéterminée	16	16
Emprunts subordonnés	3 335	3 345
Dettes rattachées	31	36
Total	3 407	3 397

Émissions de HSBC Continental Europe

Les titres subordonnés émis par HSBC Continental Europe, en euros comme en devises, sont des dettes dont le remboursement, en cas de liquidation, n'est possible qu'après le désintéressement des autres créanciers mais avant celui des porteurs de titres participatifs ou de parts de capital.

Titres subordonnés

	Date d'émission	Date d'échéance	Taux de référence	Devise d'émission	31/12/2024 (En millions d'euros.)	31/12/2023 (En millions d'euros.)
Titres subordonnés remboursables (1)	07/07/2005	07/07/2025	Taux fixe	EUR	10	—
	08/07/2005	08/07/2025	Taux fixe	EUR	5	—
	25/06/2002	26/06/2028	Taux fixe	EUR	10	—
Titres subordonnés à durée indéterminée (2)	22/07/1985	Perpétuelle	TMO - 0,25	FRF	16	16
Dettes rattachées					—	—
Total (y compris les dettes rattachées)					41	16

(1) En 2024, inclusion des billets à ordre enregistrés dans la succursale allemande pour 25 millions EUR, inscrits par erreur en Créances rattachées en 2023.

(2) Les titres participatifs ne sont remboursables à un prix égal au pair qu'en cas de liquidation de la société.

Emprunts subordonnés

Emprunts subordonnés	Date d'émission	Date d'échéance	Type de taux	Devise d'émission	31/12/2024 (En millions d'euros.)	31/12/2023 (En millions d'euros.)
Emprunts à durée indéterminée (1)	26/05/2017	Perpétuelle	Taux fixe	EUR	200	200
	28/03/2018	Perpétuelle	Taux fixe	EUR	300	300
	16/12/2019	Perpétuelle	Taux variable	EUR	—	250
	18/12/2024	Perpétuelle	Taux fixe	EUR	250	—

	18/03/2022	Perpétuelle	Taux variable	EUR	250	250
	06/12/2016	Perpétuelle	Taux variable	EUR	235	235
	23/01/2019	Perpétuelle	Taux fixe	EUR	200	200
Emprunts subordonnés (2)	21/06/2018	21/06/2028	Taux variable	EUR	—	300
	29/01/2019	29/01/2029	Taux variable	EUR	—	400
	22/12/2014	22/12/2029	Taux variable	EUR	—	260
	27/07/2019	27/06/2029	Taux variable	EUR	—	100
	22/05/2020	22/05/2030	Taux variable	EUR	500	500
	30/06/2014	28/08/2029	Taux variable	EUR	—	150
	08/12/2023	08/12/2034	Taux variable	EUR	200	200
	29/01/2024	29/01/2035	Taux variable	EUR	400	—
	21/03/2024	21/03/2035	Taux variable	EUR	300	—
	10/12/2024	10/12/2036	Taux variable	EUR	500	—
Dettes rattachées					31	36
Total (y compris dettes rattachées)					3 366	3 381

(1) Tier 1 additionnel : le remboursement total ou partiel de ces titres (Tier 1 additionnel ou « Additional Tier 1 ») est possible à partir de ou après la date d'échéance sous certaines conditions, à l'exception de deux dettes émises par la succursale allemande en 2016 et 2019 d'un montant de 435 millions EUR, dont le remboursement est possible uniquement en totalité.

(2) Le remboursement total ou partiel de ces titres (Tier 2) est possible, à partir de ou après la date d'échéance sous certaines conditions.

Pour plus de détails, voir les informations publiées au titre du Pilier 3 par HSBC Continental Europe.

Pour plus de détails, voir les informations publiées au titre du Pilier 3 par HSBC Continental Europe.

18. – Capital social

	Nombre d'actions	Montant (En millions d'euros.)	Nombre d'actions	Montant (En millions d'euros.)
(Actions de 5 euros de nominal)				
Au 1 ^{er} janvier	212 466 555	1 062 333	212 466 555	1 062 333
– exercice d'options de souscription	—	—	—	—
– augmentation de capital	53 116 637	265 583	—	—
– réduction du capital	—	—	—	—
Au 31 décembre	265 583 192	1 327 916	212 466 555	1 062 333

Droits de vote

Au 31 décembre 2024, le total des droits de vote s'établit à 265 583 192.

19. – Capitaux propres

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Capital souscrit (1)	1 328	1 062
Prime d'émission (1)	7 291	5 808
Réserves	1 088	1 055
– réserve légale	85	52
– réserve des plus-values à long terme	405	405
– réserve de réévaluation	3	3
– réserve extraordinaire et autres	305	305
– réserve libre	290	290
– écart de réévaluation sur coût des services passés	—	—
Report à nouveau (2)	1 808	1 191
Acomptes sur dividende	—	—
Provisions réglementées	—	—
Résultat de la période	499	671
Capitaux propres	12 014	9 787

(1) Augmentation du capital social en 2024.

(2) Avant affectation à la distribution de dividendes et/ou à la réserve légale de l'année en cours.

Variation des capitaux propres

(En millions d'euros.)	31/12/2024
Solde au 1 ^{er} janvier	9 787
Résultat de la période	499
Augmentation de capital	266
Prime d'émission	1 483
Acompte sur dividendes	—
Autres (1)	-21
Solde au 31 décembre	12 014
(1) Ajustement du report à nouveau des succursales sur les années précédentes.	

Réserve légale

Cette réserve est constituée par un prélèvement d'un vingtième au moins des bénéfices de l'année. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social. Elle n'est pas distribuable.

Réserve des plus-values nettes à long terme

La distribution de cette réserve entraînerait une imposition complémentaire égale à la différence entre l'imposition à taux normal et l'imposition à taux réduit.

Réserve de réévaluation (réévaluation de 1976)

Cette réserve peut être incorporée au capital mais elle ne peut être distribuée ou utilisée pour compenser des pertes.

Autres réserves

Les sommes mises en réserves depuis plus de cinq ans feraient l'objet d'un précompte si elles étaient distribuées. Pour les distributions mises en paiement à compter du 1^{er} janvier 2000, HSBC Continental Europe pourra, désormais, prélever les dividendes sur les bénéfices soumis à l'impôt sur les sociétés au titre d'exercices clos depuis cinq ans au plus, en commençant par le plus ancien, en application du décret du 21 décembre 1999.

20. – Pensions, plan de retraite

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Provision pour engagements sociaux	10	43

Principales hypothèses actuarielles retenues pour les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies

Les principales hypothèses actuarielles retenues pour l'évaluation des engagements des régimes de retraite, qui serviront de base au calcul des charges étaient les suivantes :

(En %) - France	Taux d'actualisation	Taux d'inflation	Taux de revalorisation des retraites versées et différées	Taux de revalorisation des salaires
Au 31/12/2024	3,25	2,00	2,00	2,92
Au 31/12/2023	3,1	2,00	2,00	2,95

(En %) - Allemagne	Taux d'actualisation	Taux d'inflation	Taux de revalorisation des retraites versées et différées	Taux de revalorisation des salaires
Au 31/12/2024	3,41	2,25	2,25	2,25
Au 31/12/2023	3,17	2,25	2,25	2,25

HSBC Continental Europe détermine les taux d'actualisation en liaison avec ses actuaires sur la base du rendement actuel moyen d'emprunts de qualité (notés AA), dont les échéances correspondent à celles de ses obligations à régime de prestations définies.

Provision comptabilisée

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Valeur actuarielle des engagements à prestations définies	373	401
Juste valeur des actifs des régimes	-363	-358
Passif net comptabilisé	10	43

L'ensemble des éléments constituant le tableau ci-dessous a été passé par résultat.

Actif / (passif) net des régimes de retraite à prestations définies

(En millions d'euros.)	Juste valeur des actifs des régimes de retraite	Valeur actualisée des obligations postérieures à l'emploi	Actif / (passif) net au titre des avantages postérieurs à l'emploi
Passif net au titre des avantages postérieurs à l'emploi au 1 ^{er} janvier 2024	-358	401	43
Coûts des services rendus	—	7	7
Revenu / (coût) d'intérêt net sur les passifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi	-7	12	5
Effets de revalorisation	1	-6	-5
Prestations versées	1	-18	-17
Autres	—	-23	-23
Au 31/12/2024	-363	373	10

Juste valeur des actifs des régimes de retraite ventilés par classe d'actif

(En millions d'euros.)	31/12/2024			
	Juste valeur	Prix coté observable sur un marché actif	Absence de prix coté observable sur un marché actif	Dont : HSBC
Juste valeur des actifs des régimes de retraite	-363	349	14	—
– actions	-3	3	—	—
– titres	-245	245	—	—
– immobilier	—	—	—	—
– dérivés	—	—	—	—
– autres	-115	101	14	—

21. – Hors bilan

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
A – Engagements de financement		
Engagements donnés	60 036	58 737
Accords de refinancement et autres engagements de financement en faveur d'établissements de crédit	8 327	8 064
Accords de refinancement et autres engagements de financement en faveur de la clientèle	51 709	50 673
– ouvertures de crédits confirmés	51 646	50 621
– acceptations à payer et divers	63	52
Engagements reçus	1 052	909

Accords de refinancement et autres engagements de financement reçus d'établissements de crédit	1 052	909
B – Engagements de garantie		
Engagements donnés	19 273	17 485
– Cautions, avals et autres garanties d'ordre d'établissements de crédit	3 216	3 255
– Cautions, avals et autres garanties d'ordre de la clientèle	16 057	14 230
Engagements reçus	7 379	19 044
– Cautions, avals et autres garanties d'ordre	7 379	19 044

Autres valeurs données en garantie

(En millions d'euros.)		31/12/2024
Créances données en garantie de covered bonds		—
Créances données en garantie 3G et TRICP		3 133
Créances données en garantie CCBM		400
Titres donnés en garantie		2 693
Total		6 226

22. – Opérations sur instruments financiers à terme

(En milliards d'euros.)	31/12/2024				31/12/2023			
	Juste valeur nette	Opérations de couverture (1)	Opérations de marché (1)	Total (1)	Juste valeur nette	Opérations de couverture (1)	Opérations de marché (1)	Total (1)
Opérations fermes	2,0	34	5 193	5 227	3,0	25	4 323	4 348
Opérations sur marchés organisés	—	—	99	99	—	—	70	70
– contrats de taux	—	—	69	69	—	—	48	48
– contrats de change	—	—	14	14	—	—	11	11
– indices et actions	—	—	16	16	—	—	11	11
Opérations de gré à gré	2,0	34	5 094	5 128	3,0	25	4 253	4 278
– futures de taux	—	—	627	627	—	—	508	508
– swaps de taux	1,8	34	3 368	3 402	3,4	25	2 878	2 903
– swaps de devises et swaps cambistes	-0,1	—	172	172	-0,1	—	68	68
– autres contrats à terme	0,3	—	927	927	-0,3	—	799	799
Opérations conditionnelles	-1,4	—	497	497	-1,1	—	487	487
Opérations sur marchés organisés	-0,8	—	191	191	-0,5	—	139	139
– options de taux	—	—	—	—	—	—	—	—
– options de change	—	—	94	94	—	—	81	81
– autres options	-0,8	—	97	97	-0,5	—	58	58
Opérations de gré à gré	-0,6	—	306	306	-0,6	—	348	348
– Caps et floors	—	—	98	98	—	—	116	116
Swaptions et options	-0,6	—	208	208	-0,6	—	232	232
– achetés	-0,6	—	109	109	-0,6	—	120	120
– vendus	—	—	99	99	—	—	112	112
Total des opérations sur instruments financiers à terme	0,6	34	5 690	5 724	1,9	25	4 810	4 835

(1) Montant des notionnels.

Informations complémentaires sur les contrats de taux d'intérêt de gré à gré

Montant des notionnels (En milliards d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Contrats de couverture individualisée (1)	8	6
Contrats de couverture globale (2)	26	19
Contrats permettant une gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction	3 368	2 878
Opérations de marché en position isolée	—	—

(1) Les swaps comptabilisés dans la catégorie "Contrats de couverture individualisée" ont pour objectif de couvrir le risque de taux et de change d'un actif et d'un passif identifié dès l'origine.

(2) Les swaps comptabilisés dans la catégorie de "gestion globale du risque de taux" ont pour objectif de couvrir et de gérer le risque global de taux d'intérêt de l'établissement sur les actifs et les passifs.

Instruments financiers à terme : durée restant à courir

(En milliards d'euros.)	31/12/2024			
	≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	Total
Instruments financiers de :				
– devises	265	60	21	346
– taux	1 688	1 570	1 122	4 380
– autres	905	92	1	998
Total	2 858	1 722	1 144	5 724

Montants de l'équivalent risque de crédit sur produits dérivés

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
A – Contrats négociés à l'intérieur de conventions-cadres et bénéficiant des effets de compensation	12 378	12 502
1. Transactions réalisées avec des établissements de crédit appartenant à un pays du groupe OCDE	11 901	12 014
2. Transactions réalisées avec la clientèle, et avec des établissements de crédit n'appartenant pas à un pays du groupe OCDE	477	488
B – Autres contrats	2 579	2 272
1. Transactions réalisées avec des établissements de crédit appartenant à un pays du groupe OCDE	2 545	2 245
– contrats sur taux d'intérêts	254	369
– contrats sur devises	1 241	894
– contrats sur actions	893	794
– contrats de dérivés de crédit	1	40
– contrats sur produits de base	156	148
2. Transactions réalisées avec la clientèle, et avec des établissements de crédit n'appartenant pas à un pays du groupe OCDE	34	27
– contrats sur taux d'intérêts	—	—
– contrats sur devises	34	27
– contrats sur actions	—	—
Total des équivalents risque de crédit	14 957	14 774
Soit un montant équivalent risque de crédit après pondération de :	4 488	4 282

Effets des compensations sur les équivalents risque de crédit

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Equivalents risques avant compensation	108 652	125 978
Bénéfices résultant de la liquidation des positions	-93 025	-96 917
Bénéfice résultant des garanties reçues	-670	-14 287
Equivalents risques après compensation	14 957	14 774

23. – Marge d'intérêts

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés		
Etablissements de crédits et assimilés	4 818	4 166
Clientèle	3 051	2 599
Obligations et autres titres à revenu fixe	937	575

Total	8 806	7 340
Intérêts et charges assimilés		
Etablissements de crédits et assimilés	-2 806	-1 726
Clientèle	-3 645	-2 838
Dettes subordonnées	-206	-148
Obligations et autres titres à revenu fixe	-1 287	-963
Total	-7 944	-5 675

24. – Ventilation des revenus des titres à revenu variable

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Revenus		
Titres de placement et autres titres de l'activité de portefeuille	16	7
Titres de participation et autres titres détenus à long terme	—	—
Parts dans les entreprises liées (1)	603	733
Total	619	740

(1) Dont dividendes de la filiale allemande HSBC Trinkaus & Burkhardt GmbH pour 449 millions EUR en 2024 et 584 millions EUR en 2023.

25. – Ventilation des commissions

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Commissions		
Produits	1 429	1 355
Sur opérations avec les établissements de crédit	123	71
Sur opérations avec la clientèle	126	124
Sur opérations de change	21	13
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	307	218
Sur prestations de services pour compte de tiers	527	667
Sur engagements	260	216
Autres commissions	65	46
Charges	-635	-457
Sur opérations avec les établissements de crédit	-69	-50
Relatives aux opérations sur titres	-379	-204
Relatives aux opérations sur instruments financiers à terme	—	—
Sur prestations de service pour compte de tiers	-164	-160
Sur engagements	-8	-8
Autres commissions	-15	-35
Total des commissions	794	898

26. – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Résultats		
Titres de transaction	419	409
Opérations de change	353	295
Instruments financiers à terme	-118	-600
Total	654	104

27. – Gains ou pertes sur opérations de placement et assimilés

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Résultats sur titres de placement		
Plus et moins-values	-48	25
Dépréciation :	-43	-4
– dotations	-168	-54
– reprises	125	50
Résultats sur titres de l'activité de portefeuille		
Plus et moins-values	1	-4
Dépréciation :	—	—
– dotations	—	—
– reprises	—	—
Total	-90	17

28. – Ventilation des charges générales d'exploitation

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Frais de personnel		
Salaires et traitements, charges sociales, impôts et taxes sur rémunération	-757	-854
Charges de retraite	-76	-94
Participation et intéressement	-10	-13
Total frais de personnel	-843	-961
Autres frais administratifs	-948	-1 052
Total des charges générales d'exploitation	-1 791	-2 013

Plan d'attribution d'actions

Au 31 décembre 2024, la provision s'élève à 12 millions EUR.

29. – Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Gains ou pertes sur titres d'investissement	—	—
Gains ou pertes sur immobilisations incorporelles ou corporelles (1)	-115	—
Gains ou pertes sur titres de participation et titres détenus à long terme et entreprises liées (2)	-234	15
Total	-349	15

(1) Principalement lié à la vente des activités de banque de détail en France.

(2) Dont une provision pour dépréciation dans la succursale allemande pour 233 millions EUR.

30. – Résultats exceptionnels

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Résultats exceptionnels		
Provisions pour pertes sur contrat (1)	9	8
Dépréciations des actifs corporels et titres de participation	—	—
Coûts de la vente (2)	4	21
Correction d'erreur	—	—
Autres (3)	—	(434)
Total	13	(405)

(1) Reflète la variation en 2024 résultant d'une augmentation de la perte contractuelle de 4 millions EUR, compensée par une diminution de 13 millions EUR des éléments non monétaires (transfert d'actifs attribués à valeur nulle dans le cadre de la vente des activités de banque de détail en France).

(2) Comprend 19 millions EUR de coûts de cession encourus, compensés par une reprise de la provision sur coûts de cession d'un montant de 26 millions EUR suite à la vente des activités de banque de détail en France, et les coûts de cession des actions HSBC Epargne Entreprise pour 3 millions EUR.

(3) Reflète le paiement, en 2023, de 434 millions EUR correspondant à l'engagement de la succursale allemande comptabilisé dans DPLTA (Domination and Profit and Loss Transfer Agreement) dans le cadre de l'acquisition, afin de couvrir les pertes générées par sa filiale allemande HSBC Trinkhaus and Burkhard GmbH.

31. – Impôt sur les bénéfices

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Impôts courants		
À taux normal	-119	-156
À taux réduit	—	—
Impôts différés	-174	-74
Total	-293	-229

Les impôts différés sont calculés selon les principes définis à la Note 1.

Les taux français retenus pour le calcul de ces impôts sont les suivants, tels que basés sur la date de liquidation de l'impôt :

(En %.)	2025	2024	2023
Impôts courants (1)	25,00	25,00	25,00
Taux réduit (imposition PVLT) (2)	3,1	3,1	3,1
Taux réduit (Plus-value de cession immeubles SIIC)(3)	19,0	19,0	19,0
Taux réduit (Fonds communs de placement à risque) (3)	15,0	15,0	15,0
Contributions sur l'impôt			
CSB	3,3	3,3	3,3
Contribution exceptionnelle	—	—	—
Impôts différés			
ID taux normal si retournement en 2023	25,00	25,00	25,00
ID taux normal si retournement en 2024	25,00	25,00	25,00
ID taux normal si retournement en 2025	25,00	25,00	25,00
ID taux normal si retournement en 2026	25,00	25,00	25,00
ID taux réduit si retournement en 2023	3,1	3,1	3,1
ID taux réduit si retournement en 2024	3,1	3,1	3,1
ID taux réduit si retournement en 2025	3,1	3,1	3,1
ID taux réduit si retournement en 2026	3,1	3,1	3,1

(1) Taux standard de 25 % (hors CSB de 3,3 %).

(2) Conformément à la législation fiscale française, les plus-values sur cession d'actions enregistrées comme des titres de participation selon le référentiel comptable français et détenues depuis au moins deux ans, sont imposables en France au taux effectif de 3,1 % (soit 12 % de la plus-value au taux standard de 25,83 %).

(3) Le régime est soumis à des conditions spécifiques.

Les bénéfices de HSBC Continental Europe sont imposés à des taux différents en fonction des pays dans lesquels ces bénéfices sont réalisés. La charge d'impôt la plus importante concerne la France où le taux applicable d'impôt sur les sociétés était de 25 % en 2023 et 2024. La contribution sociale sur les bénéfices est maintenue à 3,3 % de l'impôt sur les sociétés, ce qui porte le taux d'imposition effectif à 25,83 % (25,83 % en 2023).

Le taux d'imposition effectif final varie en fonction de la contribution des entités hors de France, notamment l'Allemagne, qui a un taux d'imposition sur les sociétés de 31,4 % pour les exercices 2023 et 2024, ainsi que d'autres succursales européennes.

Impôt courant

Le compte de résultat affiche une charge d'impôt courant de 119 millions EUR en 2024 (2023 : 156 millions EUR). Cette variation s'explique par l'effet de la charge d'impôt enregistrée par les succursales de HSBC Continental Europe de 160 millions EUR (2023 : 188 millions EUR), dont 72 millions EUR ont été constatés par la succursale allemande, compensée en partie par un crédit d'impôt de HSBC Continental Europe de 41 millions EUR.

Impôt différé

L'exercice 2024 se solde par une charge d'impôts différés de 174 millions EUR (2023 : 74 millions EUR), reflétant principalement le passage en charges de l'actif d'impôt différé sur les pertes du groupe d'intégration fiscale français pour un montant de 150 millions EUR.

Au 31 décembre 2024, l'actif d'impôt différé net était de 658 millions EUR (2023 : 832 millions EUR), dont 538 millions EUR pour HSBC Continental Europe, 114 millions EUR d'actif d'impôt différé de HSBC Continental Europe Allemagne et 6 millions EUR pour les autres succursales européennes de HSBC Continental Europe. L'actif d'impôt différé net pour HSBC Continental Europe de 538 millions EUR s'explique principalement par des pertes reportables des années précédentes de 501 millions EUR (2023 : 652 millions EUR).

En 2024, le management a estimé le caractère probable des bénéfices imposables futurs permettant de recouvrer les actifs d'impôt différé du groupe d'intégration fiscale français, en tenant compte du reversement des différences temporaires imposables existantes, des déterminants de la performance passée, des prévisions des performances futures et de l'incertitude associée aux prévisions. À la lumière de ces estimations, l'actif d'impôt différé au titre des déficits fiscaux a été réduit d'un montant de 150 millions EUR durant l'année. Ces déficits sont indéfiniment reportables et il est estimé qu'ils seront utilisés à une échéance de 10 à 13 ans.

Impôt différé non comptabilisé

Les impôts différés non comptabilisés du Groupe s'élèvent à 177 millions EUR (déficits fiscaux non reconnus : 685 millions EUR) au 31 décembre 2024 (2023 : néant).

32. – Procédures judiciaires et affaires réglementaires relatives aux entités de l'ensemble du Groupe HSBC

Des entités du Groupe HSBC, dont HSBC Continental Europe, font l'objet d'actions en justice et autres procédures menées par les autorités de régulation, découlant de l'exercice de leurs activités ordinaires. En dehors des dossiers décrits ci-dessous et de ceux décrits à la section « Les risques juridiques et gestion des litiges » aux pages 223 à 224 du Document d'Enregistrement Universel 2024, HSBC Continental Europe considère qu'aucune de ces questions ne revêt d'importance majeure. HSBC Continental Europe a procédé, en lien avec ces affaires, à des provisions dans tous les cas où un paiement sera probablement demandé en règlement des obligations découlant d'événements antérieurs et où une estimation fiable du montant desdites obligations peut être faite. Aucune provision comptabilisée ne constitue une reconnaissance de la part de HSBC Continental Europe d'un manquement ou d'une responsabilité juridique. Bien que l'issue de ces affaires et actions en justice soit par définition incertaine, la Direction estime que, sur la base des informations disponibles, HSBC Continental Europe a passé des dotations aux provisions appropriées, lorsque nécessaire, au titre des actions en justice à la date du 31 décembre 2024.

Enquêtes dans le cadre de la législation relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et de la législation relative aux sanctions financières internationales

En décembre 2012, HSBC Holdings, la société tête du Groupe auquel appartient la banque, a conclu un engagement parmi d'autres avec l'Autorité des services financiers britanniques, la Financial Services Authority, qui a ensuite été remplacé par un engagement avec la Financial Conduct Authority (« FCA ») en 2013, renouvelé en juillet 2020, ainsi qu'un accord d'amende civile homologué par une ordonnance avec la Réserve fédérale américaine (Federal Reserve Board, « FRB »), cet engagement et cet accord contiennent certaines obligations pour l'avenir liées à la lutte contre le blanchiment de capitaux et aux sanctions financières internationales. HSBC Holdings a également accepté de désigner un contrôleur indépendant (sous le qualificatif, pour les besoins de la FCA, de « Personne Qualifiée » en application de la section 166 du UK Financial Services and Market Act, et pour les besoins de la FRB, sous le qualificatif de « Consultant Indépendant ») aux fins d'évaluer périodiquement le programme de conformité du Groupe HSBC en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et de sanctions financières internationales.

La « Personne Qualifiée » a terminé sa mission dans le courant du second trimestre 2021 et la FCA a décidé que la poursuite de la mission de la « Personne qualifiée » n'était plus nécessaire. De son côté, le « Consultant Indépendant » a également terminé sa mission et, en août 2022 la FRB a mis un terme à son ordonnance.

Bernard L. Madoff Investment Securities LLC

Bernard L. Madoff (« Madoff ») a été arrêté en décembre 2008 aux Etats-Unis et a ensuite plaidé coupable pour avoir dirigé un stratagème de fraude de type Ponzi. Sa société, Bernard L. Madoff Investment Securities LLC (« Madoff Securities »), est en cours de liquidation aux États-Unis par un « Trustee ».

Diverses sociétés HSBC non américaines ont fourni des services de conservation, d'administration et équivalents à un certain nombre de fonds constitués en dehors des États-Unis et dont les actifs étaient investis dans Madoff Securities.

Diverses sociétés HSBC ont fait l'objet d'actions en justice liées à Madoff, parmi lesquelles HSBC Institutional Trust Services (Irlande) DAC (« HTIE »), et / ou sa filiale Somers Dublin DAC.

Le 1^{er} août 2018, HSBC Continental Europe a acquis auprès de HSBC Bank plc 100 % des actions de HTIE. Le contrat d'acquisition prévoit qu'HSBC Bank plc indemniserait HSBC Continental Europe et / ou ses filiales au titre de certains passifs dont les pertes résultant des litiges Madoff liés aux activités de HTIE et / ou de Somers Dublin DAC antérieures à l'acquisition par HSBC Continental Europe de HTIE. (HTIE a par la suite fusionné avec HSBC Continental Europe en Irlande).

HTIE et / ou sa filiale Somers Dublin DAC sont visées dans les procédures liées à Madoff décrites ci-dessous.

Litige US :

Le Trustee a engagé aux États-Unis des procédures judiciaires contre diverses sociétés du groupe HSBC et des sociétés tierces, visant à recouvrer des virements de Madoff Securities à HSBC d'un montant non spécifié. Ces procédures sont en instance devant le tribunal des faillites du district sud de New York (le « Tribunal des faillites »).

Enquêtes et procédures concernant la fixation de l'Euribor

Plusieurs autorités du monde entier, en charge de la régulation, de la concurrence et du contrôle, dont celles du Royaume-Uni, des États-Unis d'Amérique, de l'UE, d'Italie, de Suisse et d'ailleurs, ont mené des enquêtes civiles et pénales et procédures de contrôle sur la fourniture de taux par le panel de banques en vue de la fixation de l'Euribor (« European Interbank Offered Rate ») ou Taux offert sur le marché interbancaire européen, ainsi que sur les modalités de communication desdits taux. HSBC et / ou ses filiales (y compris HSBC Continental Europe en sa qualité de membre du panel Euribor) ont fait l'objet, de la part des autorités de régulation, de demandes d'information et coopèrent à ces enquêtes et procédures de contrôle.

En décembre 2016, la Commission européenne (la « Commission ») a rendu une décision concluant que HSBC et d'autres banques ont eu, début 2007, des pratiques anticoncurrentielles relatives au prix des produits dérivés de taux d'intérêt en euros. La Commission a prononcé contre HSBC une amende déterminée sur la base d'une durée de 1 mois de participation par HSBC à ces pratiques, dont le montant a été payé par HSBC Continental Europe. HSBC a introduit un recours contre cette décision devant le Tribunal de l'UE (« le Tribunal »), qui a, en septembre 2019, rendu un arrêt confirmant la majorité des griefs retenus par la Commission mais annulant l'amende. HSBC et la Commission ont chacun formé un pourvoi contre l'arrêt du Tribunal auprès de la Cour de Justice de l'UE.

En juin 2021, la Commission a adopté une nouvelle décision d'amende pour un montant inférieur de 5 % à celui de l'amende précédemment annulée, à la suite de quoi la Commission a retiré son pourvoi formé devant la Cour de Justice de l'UE. En janvier 2023, le pourvoi formé par HSBC contre l'arrêt du Tribunal de septembre 2019 a été rejeté par la Cour de Justice de l'UE, qui a confirmé les conclusions de la Commission sur la responsabilité de HSBC. En novembre 2024, la Cour de Justice a rejeté le recours distinct introduit par HSBC concernant le montant de l'amende.

Autres enquêtes réglementaires, procédures et litiges

Enquêtes fiscales :

En mars 2023, le Parquet national français a annoncé une enquête contre plusieurs banques, dont HSBC Continental Europe et HSBC Bank plc, Paris Branch, pour une présumée fraude fiscale en relation avec le traitement fiscal des dividendes sur des opérations de trading. HSBC Bank plc et HSBC Allemagne continuent également de coopérer dans le cadre d'une enquête menée par le ministère public allemand sur de nombreuses institutions financières et leurs employés, en relation avec le régime de retenue à la source sur les dividendes appliqué à certaines activités de trading.

Sur la base des faits actuellement connus, il n'est pas possible à l'heure actuelle pour HSBC de prédire la résolution de ces affaires, notamment leur calendrier ou tout impact éventuel sur HSBC, qui pourrait être significatif.

33. – Implantations dans les États ou territoires non coopératifs

HSBC Continental Europe ne détient aucune implantation directe ou indirecte dans les États ou territoires non coopératifs au sens de l'article 238-0 A du Code général des impôts.

34. – Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif n'est intervenu entre le 31 décembre 2024 et la date d'approbation de ces états financiers par le Conseil d'Administration qui nécessiterait un ajustement ou une information supplémentaire dans les états financiers.

35. – Autres informations

35.1. – Renseignements concernant les filiales et participations au 31 décembre 2024

(En milliers d’euros, sauf indication contraire.)	Forme juridique	Activités	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation du résultat	Quote-part du capital détenu (En %.)	Valeur comptable des titres détenus	
						Brute	Nette
A – Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur brute excède 1 % du capital de HSBC Continental Europe							
1 – Filiales (+ 50 %)							
HSBC Factoring (France) 38, avenue Kléber – 75116 Paris (France)	SA	Affacturage	9 240	141 419	100	39 236	195 542
Société Française et Suisse, 38, avenue Kléber – 75116 Paris (France)	SA	Société de portefeuille	599	8 874	100	60 384	9 776
SAPC UFIPRO Recouvrement 38, avenue Kléber – 75116 Paris (France)	SARL	Société de recouvrement	7 619	1 559	99,98	16 262	9 174
HSBC Global Asset Management (France) Immeuble Coeur Défense-110 esplanade du Général de Gaulle – 92400 Courbevoie (France)	SA	Gestion d'actifs	8 050	58 033	100	153 967	307 000
HSBC Services (France) 38, avenue Kléber – 75116 Paris (France)	SA	Société commerciale	2 242	467	100	36 877	2 902
Valeurs Mobilières Elysées, 38, avenue Kléber – 75116 Paris (France)	SA	Société de portefeuille	41 920	9 875	100	67 757	53 986
HLF 38, avenue Kléber – 75116 Paris (France)	SA	Crédit-bail	168 528	108 645	100	281 756	327 869
SFM 38, avenue Kléber – 75116 Paris (France)	SA	Société de participations	11 987	14 939	100	25 201	37 749
Foncière Elysées S.A. 38, avenue Kléber – 75116 Paris (France)	SAS	Société immobilière	14 043	3 857	100	44 478	28 464
Charterhouse Management Services Ltd 8 Canada Square – London E14 5HQ (Royaume-Uni)	Société à responsabilité limitée de droit anglais	Société de portefeuille	12 091	—	100	12 060	16 518
HSBC Real Estate Leasing (France), 38, avenue Kléber – 75116 Paris (France)	SA	Crédit-bail immobilier	38 255	60 871	80,98	37 190	80 331
CCF & Partners Asset Management Ltd 8 Canada Square – London E14 5HQ (Royaume-Uni)	Société à responsabilité limitée de droit anglais	Holding d'investissement	6 046	—	100	5 107	6 366
HSBC Assurances Vie (France), Immeuble Coeur Défense – 110 esplanade du Général de Gaulle – 92400 Courbevoie (France)	SA	Compagnie d'assurance	115 000	812 435	100	513 999	1 116 183
HSBC Bank Malta p.l.c. 116 Archbishop Street, Valletta, Malta	Limited company (SA)	Banque d'entreprises, assurance et gestion d'actifs	108 092	487 344	70,03	203 875	203 875
HSBC Private Bank (Luxembourg) S.A. 18 Bd de Kockelscheuer, 1821 Gasperich Luxembourg	Limited Company (SA)	Banque privé	160 000	80 805	100	195 000	195 000
B – Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas 1 % du capital de HSBC Continental Europe							
1 – Filiales							
a) Filiales françaises (ensemble)	—	—	—	—	—	—	—
b) Filiales étrangères (ensemble)	—	—	—	—	—	—	—
2 – Participations							
a) Participations françaises (ensemble)	—	—	—	—	—	—	—
b) Participations étrangères (ensemble)	—	—	—	—	—	—	—

(En milliers d'euros, sauf indication contraire.)	Prêts & avances consentis par HSBC Continental Europe et non remboursés	Montants des cautions et avals fournis par HSBC Continental Europe	Chiffre d'affaires du dernier exercice	Dividendes encaissés par HSBC Continental Europe au cours de l'exercice	Résultat (bénéfice net ou perte du dernier exercice)
A – Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur brute excède 1 % du capital de HSBC Continental Europe					
1 – Filiales (+ 50 %)					
HSBC Factoring (France) 38, avenue Kléber – 75116 Paris (France)	2 609 826	—	140 533	19 743	—

Société Française et Suisse, 38, avenue Kléber – 75116 Paris (France)	—	—	—	-86	—
SAPC UFIPRO Recouvrement 38, avenue Kléber – 75116 Paris (France)	—	—	—	-6	—
HSBC Global Asset Management (France) Immeuble Coeur Défense-110 esplanade du Général de Gaulle – 92400 Courbevoie (France)	—	—	201 160	13 925	15 094
HSBC Services (France) 38, avenue Kléber – 75116 Paris (France)	—	—	—	-12	—
Valeurs Mobilières Elysées, 38, avenue Kléber – 75116 Paris (France)	—	—	—	2 168	—
HLF 38, avenue Kléber – 75116 Paris (France)	12 919	—	—	20 811	17 258
SFM 38, avenue Kléber – 75116 Paris (France)	—	—	—	950	—
Foncière Elysées S.A. 38, avenue Kléber – 75116 Paris (France)	—	—	2 456	1 900	1 204
Charterhouse Management Services Ltd 8 Canada Square – London E14 5HQ (Royaume-Uni)	—	—	655	508	—
HSBC Real Estate Leasing (France), 38, avenue Kléber – 75116 Paris (France)	—	—	92 124	6 689	—
CCF & Partners Asset Management Ltd 8 Canada Square – London E14 5HQ (Royaume-Uni)	—	—	—	—	—
HSBC Assurances Vie (France), Immeuble Coeur Défense – 110 esplanade du Général de Gaulle – 92400 Courbevoie (France)	—	—	1 622 995	81 511	—
HSBC Bank Malta p.l.c. 116 Archbishop Street, Valletta, Malta	155 000	8 920	263 141	108 670	31 162
HSBC Private Bank (Luxembourg) S.A. 18 Bd de Kockelscheuer, 1821 Gasperich Luxembourg	743 287	356 000	48 543	-17 589	—
B – Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas 1 % du capital de HSBC Continental Europe					
1 – Filiales					
a) Filiales françaises (ensemble)	—	—	—	—	—
b) Filiales étrangères (ensemble)	—	—	—	—	—
2 – Participations					
a) Participations françaises (ensemble)	—	—	—	—	—
b) Participations étrangères (ensemble)	—	—	—	—	—

35.2. – Transactions avec les filiales et les autres entreprises liées

(En millions d'euros.)	31/12/2024	
	Filiales	Autres entreprises liées
Actif		
Effets publics et valeurs assimilées	—	7 113
Créances sur les établissements de crédit	2 817	4 907
Opérations avec la clientèle	101	4 009
Obligations et autres titres à revenu fixe	—	6
Passif		
Dettes envers les établissements de crédit	214	12 331
Opérations avec la clientèle	383	439
Dettes représentées par un titre	—	—
Autres passifs	—	6 028
Dettes subordonnées	—	2 900
Hors Bilan		
Engagements de financement donnés	1 400	—
Engagements de garantie donnés	—	1 786
Engagements sur titres donnés	—	—

V. — Affectation du résultat

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, ayant constaté que les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2024 font ressortir un résultat net comptable de 498 883 067,84 euros, approuve la proposition d'affectation de ce résultat faite par le Conseil d'Administration et décide d'affecter ce résultat de la manière suivante :

Le résultat de l'exercice arrêté à	498 883 067,84 €
Augmenté du report à nouveau	1 807 689 585,36 €
Soit au total	2 306 572 653,20 €
Sera réparti de la manière suivante :	
Dotation à la réserve légale	24 944 153,39 €
Dotation du compte report à nouveau	2 281 628 499,81 €

Conformément aux prescriptions légales, il est rappelé qu'aucun dividende n'a été versé au titre des trois derniers exercices.

VI. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société HSBC Continental Europe relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dépréciations des prêts et créances à la clientèle d'entreprises

Risque identifié

Dans le cadre de ses activités de prêts aux entreprises, HSBC Continental Europe estime, à la date de clôture, les risques de pertes sur son portefeuille et comptabilise, le cas échéant, des provisions à ce titre.

Le contexte économique actuel marqué par la hausse de l'inflation, des prix d'énergie et la baisse des taux d'intérêt contribue à l'augmentation du degré d'incertitude de ces estimations.

L'appréciation de l'existence d'un risque de non recouvrement ainsi que le montant provisionné relèvent du jugement exercé par la direction de la banque et sont soumises à un degré élevé d'incertitude, qui s'est accru dans le contexte économique actuel. Celle-ci prend notamment en considération les événements indicateurs d'un risque potentiel tels que les défauts de paiements contractuels ou d'autres facteurs tels que notamment la situation financière des emprunteurs affectant leur capacité de remboursement, les secteurs économiques sur lesquels ils évoluent, la valeur de recouvrement de leurs garanties, les dividendes qui pourraient être disponibles en cas de liquidation ou de faillite ou encore la viabilité de leurs modèles économiques.

Compte tenu du caractère significatif des encours de crédits à la clientèle et de l'importance du jugement exercé par la direction dans l'estimation des provisions nous avons considéré ce sujet comme un point clé de l'audit.

Notre réponse

La direction a mis en place des contrôles afin de s'assurer de la fiabilité des estimations des dépréciations individuelles. Dans ce contexte, nous avons testé les contrôles, jugés clés pour notre audit, de manière à apprécier la pertinence des dépréciations comptabilisées.

Ainsi les tests ont porté sur les contrôles relatifs à la surveillance des crédits dont le processus de notation des contreparties, au classement en créances douteuses et à l'approbation de dépréciations individuelles.

Nous avons procédé à une revue critique des contrôles permettant à la direction de vérifier que les provisions estimées sur la base des modèles utilisés étaient proportionnées aux pertes réelles observées a posteriori.

Nous avons également testé sur la base d'un échantillon de prêts sélectionnés en fonction du niveau de risque, l'adéquation des méthodologies et des politiques de provisionnement. Sur la base de cet échantillon, nous avons évalué de manière indépendante le niveau des provisions comptabilisées à dire d'experts.

Les dépréciations sur créances douteuses sur crédits à la clientèle non financière représentent un montant de 278 millions EUR au 31 décembre 2024.

Se référer à la note 3 de l'annexe aux comptes annuels

Reconnaissance des Impôts Différés Actifs liés aux pertes fiscales reportables**Risque identifié**

Au 31 décembre 2024, les impôts différés actifs nets sur le groupe d'intégration fiscale français s'élèvent à 538 millions EUR dans les comptes annuels de HSBC Continental Europe, dont 501 millions EUR d'impôts différés actifs au titre de pertes fiscales reportables, après le passage en charge de 150 millions EUR de l'actif d'impôt différé sur les pertes du groupe d'intégration fiscale français.

La valorisation et la recouvrabilité des impôts différés actifs résultant de ces pertes reportables dépendent principalement :

- du résultat taxable que HSBC Continental Europe prévoit de générer dans le futur ;
- de la législation fiscale française applicable à la reconnaissance et à l'utilisation des impôts différés actifs provenant des pertes fiscales reportables de HSBC Continental Europe en France.

La valorisation et l'utilisation future des impôts différés actifs sur déficits reportables reposent sur des jugements importants de la part de la direction. Ces jugements portent principalement sur les projections des résultats fiscaux, la durée des pertes fiscales ainsi que les stratégies de planification fiscale disponibles et réalisables.

Par conséquent, compte tenu de l'importance du montant des impôts différés actifs au 31 décembre 2024 et des estimations et jugements exercés par la direction pour la reconnaissance de ces impôts différés sur pertes fiscales reportables, nous avons considéré que ces derniers constituaient un point clé de l'audit des comptes de HSBC Continental Europe.

Notre réponse

Nous avons réalisé les diligences suivantes afin de valider la recouvrabilité des impôts différés actifs sur pertes fiscales reportables :

- Nous avons testé les contrôles en place autour du calcul et de la comptabilisation des impôts différés actifs sur pertes fiscales reportables ;

Nous avons, avec l'aide de nos fiscalistes, fait une revue critique des hypothèses utilisées par la direction pour estimer la valeur recouvrable des impôts différés actifs estimée sur les déficits reportables à la clôture de l'exercice.

Nos travaux ont notamment consisté à :

- Tester les données clés utilisées dans le modèle de comptabilisation des impôts différés, y compris les prévisions de trésorerie des plans approuvés par le conseil d'administration ;
- Apprécier les estimations faites par la direction des projections de résultats fiscaux en examinant les différences temporelles et permanentes des années précédentes et prises en compte dans les projections futures ;
- Comparer les hypothèses utilisées par la direction pour estimer les résultats fiscaux futurs pour déterminer le montant des impôts différés actifs à reconnaître avec les hypothèses utilisées pour déterminer les flux de trésorerie futurs utilisés dans les différents tests de dépréciation d'actifs ;
- Évaluer la conformité des hypothèses de la direction avec les lois et règles fiscales en place et à venir ;
- Nous avons testé la classification des impôts différés actifs en prenant en compte l'existence d'impôts différés passifs ;
- Apprécier les estimations faites par la direction concernant le passage en charges de l'actif d'impôt différé sur les pertes du groupe d'intégration fiscale français.
- Enfin, nous avons apprécié le caractère approprié des informations communiquées dans les annexes aux comptes annuels.

Pour plus d'informations, se référer aux notes 1.k et 31 de l'annexe aux comptes annuels.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4 et L.22-10-10 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Directeur Général.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société HSBC Continental Europe par votre assemblée générale du 23 avril 2015 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 10 mai 2007 pour le cabinet BDO Paris.

Au 31 décembre 2024, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 10^e année de sa mission sans interruption et le cabinet BDO Paris dans la 18^e année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 19 février 2025
Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Agnès Hussherr

BDO Paris
Vincent Génibrel

B. – Comptes consolidés**I. – Compte de résultat consolidé au 31 décembre 2024**

(En millions d'euros.)	Notes	2024	2023 (1)
Activités poursuivies			
Marge nette d'intérêt		1 498	2 191
– intérêts et produits assimilés		8 288	7 307
– intérêts et charges assimilées		-6 790	-5 116
Commissions nettes	3	1 214	1 194
– commissions (produits)	3	1 755	1 588
– commissions (charges)	3	-541	-394
Résultat net des instruments financiers détenus à des fins de transaction ou gérés à la juste valeur	4	484	259
Résultat net des actifs et des passifs des entreprises d'assurance, y compris les dérivés associés, évalués à la juste valeur par le compte de résultat	4	40	36
Variation de juste valeur de la dette à long terme et des dérivés associés	4	3	16
Variation de juste valeur des actifs financiers évalués obligatoirement à la juste valeur par le compte de résultat	4	63	14
Résultat net de cession des investissements financiers		-2	1
Produits/(charges) financiers d'assurance	5	-38	-31
Résultat des services d'assurance		18	11
– produits des services d'assurance		26	19
– charges des services d'assurance		-8	-8
Gains/(pertes) comptabilisés sur les actifs détenus en vue de la vente		-11	—
Autres produits/(charges) d'exploitation		80	29
Produit net bancaire avant variations relatives aux dépréciations pour pertes attendues et autres pertes enregistrées au titre du risque de crédit		3 349	3 720
Variations relatives aux dépréciations pour pertes attendues et autres pertes enregistrées au titre du risque de crédit		-97	-145
Produit net bancaire		3 252	3 575
Total des charges d'exploitation		-2 322	-2 250
– frais de personnel	6	-1 008	-1 001
– frais généraux et administratifs		-1 218	-1 214
– dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et du droit d'utilisation		-61	-12
– dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et dépréciation des écarts d'acquisition	20	-35	-23
Résultat avant impôt		930	1 325
Impôt sur les bénéfices	8	-406	-346
Résultat après impôt au titre des activités poursuivies		524	979
Résultat après impôt au titre des activités abandonnées	2	79	-71
Résultat net		603	908
Attribuable à :			
– résultat net part du groupe		568	883
– part des intérêts minoritaires au titre des activités poursuivies		35	25
– part des intérêts minoritaires au titre des activités abandonnées	2	—	—
Bénéfice par action	10	2,65	4,17
Bénéfice par action après dilution	10	2,65	4,17
Dividende par action	9	—	—

(1) Conformément à la norme IFRS 5, les données comparatives ont été retraitées pour refléter les activités abandonnées dans le cadre de la cession planifiée des activités d'assurance vie en France. Cela inclut également les activités abandonnées dans le cadre de la cession des activités de banque de détail en France.

II. – Etat consolidé du résultat global au 31 décembre 2024

(En millions d'euros.)	Notes	2024	2023 (1)
Résultat net des activités poursuivies		524	979
Autres éléments du résultat global			
Éléments pouvant être reclassés par la suite en compte de résultat sous certaines conditions :			
Instruments de dettes évalués à la juste valeur par les autres éléments du résultat global :			
– profits/(pertes) de juste valeur		3	15
– (plus)/moins-values de cession transférées dans le compte de résultat		3	25
– pertes de crédit attendues comptabilisées en compte de résultat		4	-1
– impôt différé		—	-1
Couvertures de flux de trésorerie :		-4	-8
– profits/(pertes) de juste valeur (2)		86	168
– (profits)/pertes de juste valeur reclassés dans le compte de résultat (2)	15	-111	106
– impôt différé	15	228	121
	15	-31	-59

Produits/(charges) financiers des contrats d'assurance		—	—
– avant impôt différé		—	—
– impôt différé		—	—
Différence de change nette d'impôt différé		2	9
Éléments ne pouvant pas être reclassés par la suite en compte de résultat :			—
Gains/(pertes) actuariels sur régime de retraite à prestations définies :		3	-20
– avant impôt différé	6	5	-30
– impôt différé		-2	10
Variation de la juste valeur liée aux variations du risque de crédit propre des passifs financiers désignés dès l'origine à la juste valeur :		-20	-67
– avant impôt différé	23	-26	-84
– impôt différé		6	17
Actions évaluées à la juste valeur par les autres éléments du résultat global :		-4	-2
– profits/(pertes) de juste valeur		-4	-2
– impôt différé		—	—
Total des autres éléments du résultat global, nets d'impôt		70	103
Total du résultat global au titre des activités poursuivies		594	1 082
Total du résultat global au titre des activités abandonnées	2	90	-41
Total des produits et charges :			—
– part du groupe		648	1 013
– part des intérêts minoritaires au titre des activités poursuivies		36	28
– part des intérêts minoritaires au titre des activités abandonnées		—	—
Total du résultat global		684	1 041

(1) Conformément à la norme IFRS 5, les données comparatives ont été retraitées pour refléter les activités abandonnées dans le cadre de la cession planifiée des activités d'assurance vie en France. Cela inclut également les activités abandonnées dans le cadre de la cession des activités de banque de détail en France.

(2) Suite à une erreur de traitement dans l'état consolidé du résultat global, la couverture de flux de trésorerie au titre de la période close le 31/12/2023 a été retraitée pour 119 millions EUR afin de tenir compte du produit net bancaire sur les swaps de couverture de flux de trésorerie. Ce retraitement n'a pas d'impact sur le produit net bancaire au titre de la période dans l'état consolidé du résultat global ni sur le traitement de la couverture de flux de trésorerie au titre de la période et au début ou à la fin de l'exercice dans le tableau de variation des capitaux propres consolidés.

III. – Bilan consolidé au 31 décembre 2024

Actif	Notes	2024	2023
Caisse, banques centrales et CCP		48 907	56 894
Portefeuille de transaction	11	22 853	17 249
Actifs financiers désignés comme ou obligatoirement évalués à la juste valeur par le compte de résultat	14	1 563	13 590
Instruments dérivés	15	43 251	45 522
Prêts et créances sur les établissements de crédit(1)		5 703	5 816
Prêts et créances sur la clientèle (1)		51 288	50 127
Opérations de prise en pension – hors-trading		25 764	24 490
Investissements financiers	16	20 740	22 608
Actifs détenus en vue de la vente	2	25 477	23 211
Comptes de régularisation et autres actifs (2)	21	17 998	21 726
Impôt courant		595	599
Écarts d'acquisition et immobilisations incorporelles	20	219	188
Actifs d'impôt différé	8	650	957
Total de l'actif		265 008	282 977

(1) Les prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle incluent les pertes de crédit attendues prévues par IFRS 9. Une analyse plus détaillée des pertes de crédit attendues est présentée dans le tableau « Synthèse des instruments financiers auxquels les provisions pour pertes de crédit attendues s'appliquent selon la norme IFRS 9 » sous la section « Risque de crédit ».

(2) En 2023 les « Comptes d'encaissement » de 273 millions EUR étaient présentés au bilan, mais ils figurent dans les « Comptes de régularisation et autres actifs » dans le Document d'Enregistrement Universel et le Rapport Financier Annuel 2024. De la même manière, les « Comptes de décaissement » de 320 millions EUR sont présentés dans les « Comptes de régularisation et autres passifs ».

(3) Suite à une erreur de classification, les données comparatives au 31/12/2023 ont été retraitées pour un montant de 1,4 milliard EUR du poste « Comptes créditeurs de la clientèle » au poste « Dettes envers les établissements de crédit ».

Passif	Notes	2024	2023
Dettes envers les établissements de crédit(3)		11 820	10 261
Comptes créditeurs de la clientèle (3)		97 065	93 890
Opérations de mise en pension – hors-trading		12 344	11 153
Portefeuille de transaction	22	16 480	19 877
Passifs financiers désignés dès l'origine à la juste valeur	23	9 906	9 696
Instruments dérivés	15	41 857	43 630
Dettes représentées par un titre		15 257	12 909
Passifs d'un groupe destiné à être cédé détenus en vue de la vente	2	24 718	23 817
Comptes de régularisation et autres passifs (2)	24	17 848	21 789
Impôt courant		236	211
Passifs des contrats d'assurance	6	518	21 035

Provisions	25	184	245
Passifs d'impôt différé	8	3	5
Dettes subordonnées	26	1 941	1 951
Total des dettes		250 177	270 469
Fonds propres			
Capital social appelé	29	1 328	1 062
Primes d'émission	29	6 747	5 264
Autres fonds propres	9	1 430	1 433
Autres réserves		1 574	1 480
Report à nouveau et résultat de la période		3 563	3 103
Total des fonds propres – part du groupe		14 642	12 342
Part des intérêts minoritaires		189	166
Total des fonds propres		14 831	12 508
Total du passif et des capitaux propres		265 008	282 977

(1) Les prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle incluent les pertes de crédit attendues prévues par IFRS 9. Une analyse plus détaillée des pertes de crédit attendues est présentée dans le tableau « Synthèse des instruments financiers auxquels les provisions pour pertes de crédit attendues s'appliquent selon la norme IFRS 9 » sous la section « Risque de crédit ».

(2) En 2023 les « Comptes d'encaissement » de 273 millions EUR étaient présentés au bilan, mais ils figurent dans les « Comptes de régularisation et autres actifs » dans le Document d'Enregistrement Universel et le Rapport Financier Annuel 2024. De la même manière, les « Comptes de décaissement » de 320 millions EUR sont présentés dans les « Comptes de régularisation et autres passifs ».

(3) Suite à une erreur de classification, les données comparatives au 31/12/2023 ont été retraitées pour un montant de 1,4 milliard EUR du poste « Comptes créditeurs de la clientèle » au poste « Dettes envers les établissements de crédit ».

IV. – Tableau des flux de trésorerie consolidés au 31 décembre 2024

(En millions d'euros.)	Notes	2024	2023 (1)
Activités poursuivies			
Résultat avant impôt		930	1 325
Retraitement des éléments non monétaires		-337	438
– amortissements, dépréciations et provisions des immobilisations corporelles, incorporelles et du droit d'utilisation		96	35
– flux nets de trésorerie provenant des activités d'investissement		-1	-1
– pertes attendues sur portefeuille de crédit et dépréciations pour risque de crédit		107	145
– provisions (y compris provision pour retraites)		9	33
– paiement à base d'actions	6	22	15
– autres éléments non monétaires inclus dans le résultat avant impôts		-80	-31
– élimination des écarts de conversion (2)		-490	242
Variation des actifs et passifs d'exploitation		-6 102	-567
– variation nette sur titres de transaction et dérivés		-8 424	1 301
– variation des prêts et créances sur établissements de crédit et à la clientèle		-1 732	2 796
– variation sur opérations de prise en pension – hors trading		-3 931	-5 921
– variation des actifs financiers obligatoirement à la juste valeur par le compte de résultat		-629	225
– variation des autres actifs		900	-8 862
– variation des comptes créditeurs de la clientèle et des établissements de crédit		6 668	4 965
– variation des opérations de mise en pension – hors trading		1 191	4 498
– variation des dettes représentées par un titre		2 348	6 048
– variation des passifs financiers désignés dès l'origine à la juste valeur		309	571
– variation des autres passifs		-2 613	-5 760
– impôts payés		-189	-428
Flux nets de trésorerie provenant des activités d'exploitation		-5 509	1 196
Acquisition d'investissements financiers		-9 956	-6 990
Cession et arrivée à échéance d'investissements financiers		3 658	3 828
Flux nets de trésorerie sur acquisition/cession d'actifs corporels		-13	-21
Flux nets de trésorerie sur acquisition/cession d'actifs incorporels		-69	-53
Flux nets du regroupement d'entreprises (3)		—	611
Flux nets de trésorerie sur cession de filiales, entités mises en équivalence et opérations conjointes (4)		-430	-777
Flux nets de trésorerie provenant des activités d'investissement		-6 810	-3 402
Émissions d'actions et autres instruments de capitaux propres	29	1 745	—
Passifs subordonnés émis	26	500	—
Passifs subordonnés remboursés	26	-510	-72
Dividendes versés	9	-83	-78
Dividendes versés aux intérêts minoritaires		-13	-8
Flux nets de trésorerie provenant des activités de financement		1 639	-158
Flux nets de trésorerie au titre des activités abandonnées	2	-9 679	9 401
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie		-20 359	7 037
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		95 623	88 749
Effet de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie		213	-163
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		75 477	95 623
Trésorerie et équivalents de trésorerie (5)			
– caisse, banques centrales et CCP (6)		48 907	56 894
– prêts et créances sur les établissements de crédit de maturité inférieure ou égale à un mois		4 572	5 001

– opérations de prise en pension avec les établissements de crédit de maturité inférieure ou égale à un mois		13 498	16 155
– dépôts de garantie, comptes de règlement nets et comptes d'encaissement / de décaissement		6 534	8 042
– trésorerie et équivalents de trésorerie des activités détenues en vue de la vente / abandonnées (4), (7)		1 966	9 531
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 31 décembre		75 477	95 623

(1) Conformément à la norme IFRS 5, les données comparatives ont été retraitées pour refléter les activités abandonnées dans le cadre de la cession planifiée des activités d'assurance vie en France. Cela inclut également les activités abandonnées dans le cadre de la cession des activités de banque de détail en France.

(2) Ajustement pour ramener les variations entre les montants du bilan d'ouverture et de clôture aux taux moyens. Cet ajustement n'est pas effectué ligne par ligne, car les détails ne peuvent être déterminés dans dépenses raisonnables.

(3) 195 millions EUR ont été versés en contrepartie de l'acquisition de HSBC Private Bank (Luxembourg) S.A. le 2 novembre 2023. Le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de cette filiale dont le contrôle a été obtenu s'élève à 0,8 milliard EUR.

(4) Les flux nets de trésorerie sur cession au titre de 2024 incluent l'impact net de 0,4 milliard EUR des liquidités supplémentaires versées sur la cession des activités de banque de détail en France en janvier 2024 (sur le produit total de la vente de 9,9 milliards EUR, 9,5 milliards EUR ont été reclassés comme détenus en vue de la vente au 31/12/2023, dont 9,3 milliards EUR de prêts et créances sur la clientèle et 0,2 milliard EUR de caisse, banques centrales et CCP) et de 38 millions EUR sur la cession de HSBC Épargne Entreprise à Natixis Interépargne en novembre 2024. Les flux de trésorerie nets sur cession au titre de 2023 incluant 0,8 milliard EUR sur la vente des opérations de la succursale en Grèce à Pancreta Bank S.A. le 28 juillet 2023.

(5) La trésorerie et les équivalents de trésorerie au 31/12/2023 incluent 287 millions EUR au titre de la cession planifiée des activités d'assurance vie en France (265 millions EUR de prêts et créances sur les établissements de crédit de maturité inférieure ou égale à un mois ; 22 millions EUR de comptes de règlement nets et de dépôts de garantie en espèces).

(6) Au 31/12/2024, 7,8 milliards EUR (2023 : 6,0 milliards EUR) étaient indisponibles pour les usages de HSBC Continental Europe en raison de plusieurs restrictions, parmi lesquelles des dépôts obligatoires.

(7) Au 31/12/2024, ce montant inclut 1,8 milliard EUR liés à la cession planifiée des activités de banque privée en Allemagne (1,8 milliard EUR de caisse, banques centrales et CCP) et 139 millions EUR liés à la cession planifiée des activités d'assurance vie en France (139 millions EUR de prêts et créances sur les établissements de crédit de maturité inférieure ou égale à un mois).

Les intérêts reçus s'élèvent à 8 932 millions EUR, dont 357 millions EUR au titre des activités abandonnées (2023 : 7 898 millions EUR, dont 530 millions EUR au titre des activités abandonnées). Les intérêts payés s'élèvent à 7 530 millions EUR, dont 25 millions EUR au titre des activités abandonnées (2023 : 5 658 millions EUR, dont 318 millions EUR au titre des activités abandonnées). Les dividendes reçus s'élèvent à 43 millions EUR (2023 : 30 millions EUR).

V. – Tableau de variation des capitaux propres consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024

(En millions d'euros.)	Capital social appelé et primes d'émission	Autres fonds propres	Report à nouveau et résultat de l'exercice	Autres réserves	
				Actifs financiers à la juste valeur par les autres éléments du résultat global	Couverture de flux de trésorerie
Au 1 ^{er} janvier 2024	6 326	1 433	3 103	-763	-63
Résultat net des activités poursuivies	—	—	489	—	—
Autres éléments du résultat global	—	—	-17	-3	86
– instruments de dettes à la juste valeur par les autres éléments du résultat global	—	—	—	2	—
– actions à la juste valeur par les autres éléments du résultat global	—	—	—	-4	—
– couvertures de flux de trésorerie	—	—	—	—	86
– gains/(pertes) actuariels sur régime de retraite à prestations définies	—	—	3	—	—
– variation du risque de crédit propre des passifs financiers désignés dès l'origine à la juste valeur	—	—	-20	—	—
– produits/(charges) financiers d'assurance comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	—	—	—	—	—
– écart de change	—	—	—	—	—
Total du résultat global des activités poursuivies	—	—	472	-3	86
Total du résultat global des activités abandonnées	—	—	79	138	—
– fonds propres additionnels	1 749	-3	—	—	—
– dividendes (1)	—	—	-83	—	—
– impact net des accords de paiement réglés en actions	—	—	—	—	—
– changement dans le regroupement d'entreprises et autres mouvements	—	—	-8	-10	—
Total autres variations des capitaux propres	1 749	-3	-91	-10	—
Au 31/12/2024	8 075	1 430	3 563	-638	23

(1) Le montant des dividendes correspond au coupon versé au titre des autres instruments de capitaux propres de catégorie 1 pour 83 millions EUR.

(En millions d'euros.)	Autres réserves		Réserve financière d'assurance	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
	Écarts de conversion	Réserve de fusion et autres réserves				
Au 1 ^{er} janvier 2024	-6	1 603	709	12 342	166	12 508
Résultat net des activités poursuivies	—	—	—	489	35	524
Autres éléments du résultat global	3	—	—	69	1	70
– instruments de dettes à la juste valeur par les autres éléments du résultat global	—	—	—	2	1	3
– actions à la juste valeur par les autres éléments du résultat global	—	—	—	-4	—	-4
– couvertures de flux de trésorerie	—	—	—	86	—	86
– gains/(pertes) actuariels sur régime de retraite à prestations définies	—	—	—	3	—	3
– variation du risque de crédit propre des passifs financiers désignés dès l'origine à la juste valeur	—	—	—	-20	—	-20
– produits/(charges) financiers d'assurance comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	—	—	—	—	—	—
– écart de change	3	—	—	2	—	2
Total du résultat global des activités poursuivies	3	—	—	558	36	594
Total du résultat global des activités abandonnées	2	—	129	90	—	90
– fonds propres additionnels	—	—	—	1 746	— -13	1 746
– dividendes (1)	—	—	—	-83	—	-96
– impact net des accords de paiement réglés en actions	—	—	—	—	—	—
– changement dans le regroupement d'entreprises et autres mouvements	1	6	—	-11	—	-11
Total autres variations des capitaux propres	1	6	—	1 652	-13	1 639
Au 31/12/2024	—	1 609	580	14 642	189	14 831

(1) Le montant des dividendes correspond au coupon versé au titre des autres instruments de capitaux propres de catégorie 1 pour 83 millions EUR.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 20231

(En millions d'euros.)	Capital social appelé et primes d'émission	Autres fonds propres	Report à nouveau et résultat de l'exercice	Autres réserves	
				Actifs financiers à la juste valeur par les autres éléments du résultat global	Couverture de flux de trésorerie
Au 1 ^{er} janvier 2023	6 326	1 433	2 338	-1 136	-231
Résultat net des activités poursuivies	—	—	954	—	—
Autres éléments du résultat global	—	—	-87	10	168
– instruments de dettes à la juste valeur par les autres éléments du résultat global	—	—	—	12	—
– actions à la juste valeur par les autres éléments du résultat global	—	—	—	-2	—
– couvertures de flux de trésorerie	—	—	—	—	168
– gains/(pertes) actuariels sur régime de retraite à prestations définies	—	—	-20	—	—
– variation du risque de crédit propre des passifs financiers désignés dès l'origine à la juste valeur	—	—	-67	—	—
– produits/(charges) financiers d'assurance comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	—	—	—	—	—
– écart de change	—	—	—	—	—
Total du résultat global des activités poursuivies	—	—	867	10	168
Total du résultat global des activités abandonnées	—	—	-65	366	—
– fonds propres additionnels	—	—	—	—	—
– dividendes (1)	—	—	-78	—	—
– impact net des accords de paiement réglés en actions	—	—	—	—	—
– changement dans le regroupement d'entreprises et autres mouvements2	—	—	41	-3	—
Total autres variations des capitaux propres	—	—	-37	-3	—
Au 31/12/2023	6 326	1 433	3 103	-763	-63

(1) Le montant des dividendes correspond au coupon versé au titre des autres instruments de capitaux propres de catégorie 1 pour 78 millions EUR.

(2) Les variations des regroupements d'entreprises et autres changements comprennent un apport de capital de 51 millions EUR lié à l'acquisition de HSBC Private Bank (Luxembourg) S.A. le 2 novembre 2023 et l'affectation du bénéfice à la réserve obligatoire de 11 millions EUR.

(En millions d'euros.)	Autres réserves		Réserve financière d'assurance	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
	Écarts de conversion	Réserve de fusion et autres réserves				
Au 1 ^{er} janvier 2023	-13	1 592	1 049	11 358	146	11 504
Résultat net des activités poursuivies	—	—	—	954	25	979
Autres éléments du résultat global	9	—	—	100	3	103

– instruments de dettes à la juste valeur par les autres éléments du résultat global	—	—	—	12	3	15
– actions à la juste valeur par les autres éléments du résultat global	—	—	—	-2	—	-2
– couvertures de flux de trésorerie	—	—	—	168	—	168
– gains/(pertes) actuariels sur régime de retraite à prestations définies	—	—	—	-20	—	-20
– variation du risque de crédit propre des passifs financiers désignés dès l'origine à la juste valeur	—	—	—	-67	—	-67
– produits/(charges) financiers d'assurance comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	—	—	—	—	—	—
– écart de change	9	—	—	9	—	9
Total du résultat global des activités poursuivies	9	—	—	1 054	28	1 082
Total du résultat global des activités abandonnées	-2	—	-340	-41	—	-41
– fonds propres additionnels	—	—	—	—	—	—
– dividendes (1)	—	—	—	-78	-8	-86
– impact net des accords de paiement réglés en actions	—	—	—	—	—	—
– changement dans le regroupement d'entreprises et autres mouvements ²	—	11	—	49	—	49
Total autres variations des capitaux propres	—	11	—	-29	-8	-37
Au 31/12/2023	-6	1 603	709	12 342	166	12 508

(1) Le montant des dividendes correspond au coupon versé au titre des autres instruments de capitaux propres de catégorie 1 pour 78 millions EUR.
(2) Les variations des regroupements d'entreprises et autres changements comprennent un apport de capital de 51 millions EUR lié à l'acquisition de HSBC Private Bank (Luxembourg) S.A. le 2 novembre 2023 et l'affectation du bénéfice à la réserve obligatoire de 11 millions EUR.

VI. – Notes annexes aux comptes consolidés

1. – Base d'établissement et principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés de HSBC Continental Europe sont disponibles sur demande auprès du siège de HSBC Continental Europe, 38 Avenue Kléber – 75116 Paris ou sur les sites Internet www.hsbc.com et www.hsbc.fr.
Les présents états financiers consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 18 février 2025.

1.1. – Base d'établissement

(a) Conformité avec les normes comptables internationales « International Financial Reporting Standards »

Les états financiers consolidés de HSBC Continental Europe ont été établis dans le respect des normes internationales d'informations financières (International Financial Reporting Standards, « IFRS ») telles que publiées par l'IASB (« International Accounting Standards Board ») et incluent les interprétations formulées par l'IFRS Interpretations Committee, telles que validées par l'Union européenne (« UE »). Il n'y avait aucune norme non approuvée en vigueur pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 affectant ces états financiers consolidés.

Normes comptables IFRS adoptées durant l'exercice clos au 31 décembre 2024

Aucune nouvelle norme, modification de norme ou interprétation n'a eu d'effet sur ces états financiers. Les politiques comptables ont été appliquées de manière cohérente.

(b) Évolution des principes comptables

Amendements mineurs aux normes comptables IFRS

L'IASB a publié un certain nombre d'amendements mineurs aux normes comptables IFRS en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2025. HSBC Continental Europe anticipe un impact non significatif, au moment de leur adoption, sur les comptes consolidés.

Autres amendements et nouvelles normes comptables IFRS

Amendements aux normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 7 « Instruments financiers : Informations à fournir »
En mai 2024, l'IASB a publié des amendements aux normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 7 « Instruments financiers : Informations à fournir », entrant en vigueur pour les périodes de rapport annuel à compter du 1^{er} janvier 2026. Outre des indications sur le moment où certains passifs financiers peuvent être réputés réglés suite à l'utilisation d'un système de paiement électronique, ces amendements apportent également des précisions sur la classification des actifs financiers dont les conditions contractuelles modifient le calendrier ou le montant des flux de trésorerie contractuels, y compris ceux découlant d'éventualités liées à l'ESG, et des actifs financiers présentant certaines caractéristiques de non-recours. HSBC Continental Europe réalise actuellement une évaluation de l'impact potentiel de ces amendements.

IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers »

En avril 2024, l'IASB a publié la norme IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers », applicable aux périodes de rapport annuel à compter du 1^{er} janvier 2027. Cette nouvelle norme comptable vise à donner aux utilisateurs des états financiers des informations plus transparentes et comparables sur la performance financière d'une entité. Elle remplacera l'IAS 1 « Présentation des états financiers », mais reprendra telles quelles de nombreuses dispositions de cette norme comptable IFRS. Elle comporte par ailleurs trois séries de nouvelles exigences relatives à la structure du compte de résultat, aux mesures de performance définies par la direction et à l'agrégation et à la désagrégation des informations financières.

La norme IFRS 18 ne modifiera pas les critères de comptabilisation ou les bases d'évaluation, mais elle pourrait avoir un impact sur la présentation des informations dans les états financiers, en particulier au niveau du compte de résultat et, dans une moindre mesure, des flux de trésorerie. Le Groupe HSBC est actuellement en train d'évaluer les impacts et la disponibilité des données avant d'élaborer un plan de mise en œuvre plus détaillé.

(c) Devises

La monnaie fonctionnelle de HSBC Continental Europe est l'euro qui est également la monnaie de présentation des états financiers consolidés de HSBC Continental Europe.

Les transactions en devises sont enregistrées au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et les passifs libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date d'établissement du bilan, à l'exception des actifs et des passifs non monétaires évalués au coût historique, qui sont convertis en utilisant le taux de change en vigueur à la date de la transaction initiale. Les différences de change sont incluses dans les autres éléments du résultat global ou dans le compte de résultat selon que le gain ou la perte sur cet élément sous-jacent est comptabilisé.

Dans les états financiers consolidés, les actifs et passifs des succursales, filiales, coentreprises et entreprises associées, dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro, sont convertis dans la monnaie de présentation de HSBC Continental Europe au taux de clôture, tandis que leurs résultats sont convertis en euros aux taux de change moyens de la période de reporting. Les différences de change sont constatées dans les autres éléments du résultat global. À la cession d'une opération réalisée à l'étranger, les différences de change comptabilisées précédemment dans les autres éléments du résultat global sont reclassées dans le compte de résultat.

(d) Présentation des informations

Certaines informations à déclarer au titre des normes comptables IFRS sont incluses dans les sections auditées du présent Document d'Enregistrement Universel 2024, comme suit :

- les informations concernant la nature et l'étendue des risques liés aux instruments financiers autres que le risque d'assurance sont incluses dans la section « Risques » aux pages 164 à 239, et le risque d'assurance est inclus dans la Note 5 « Activités d'assurance » aux pages 267 à 279 ; et
- les informations concernant les fonds propres sont incluses dans la section « Capital » à la page 212.

Les informations relatives aux résultats par ligne métier (« IFRS 8 ») sont publiées dans le rapport de gestion aux pages 13 à 18.

(e) Estimations et jugements critiques

La préparation des informations financières nécessite l'utilisation d'estimations et de jugements relatifs aux conditions futures. En raison des incertitudes et du niveau élevé de subjectivité inhérents à la comptabilisation ou à l'évaluation de certains éléments, présentés comme les « estimations et jugements critiques » dans la section 1.2 ci-dessous, il est possible que les résultats futurs définitifs des opérations concernées diffèrent des estimations retenues dans le cadre de la préparation des états financiers 2024. Cela pourrait entraîner des estimations et des jugements sensiblement différents de ceux formés par la direction aux fins des présents états financiers. Le choix par la direction des méthodes comptables de HSBC Continental Europe contenant des estimations et jugements critiques reflète le caractère significatif des éléments auxquels les règles sont appliquées et le degré élevé de jugement et d'incertitude d'estimation impliqués.

La Direction a pris en compte l'impact des risques liés au climat sur la situation financière et la performance de HSBC Continental Europe. Bien que les effets du changement climatique soient une source d'incertitude, au 31 décembre 2024, la direction estime qu'il n'y a pas d'impact significatif sur les jugements critiques et les estimations des risques physiques, de transition et autres risques liés au climat à court et moyen terme. En particulier, la Direction a pris en compte l'impact potentiel connu et observable des risques liés au climat des jugements et estimations associés dans les calculs de valeur d'utilité.

(f) Principe de continuité d'exploitation

Les états financiers sont établis sur le principe d'une continuité d'exploitation, la Direction considérant que HSBC Continental Europe et la maison mère disposent des ressources nécessaires aux besoins de l'activité dans un avenir prévisible. Ce principe de continuité d'exploitation s'appuie sur un large éventail d'informations ayant trait aux conditions économiques actuelles et futures, incluant les projections de rentabilité, de liquidité, de besoins en fonds propres et de ressources en capital.

Ces considérations incluent des scénarios de crise qui reflètent un environnement économique incertain sur fond de volatilité inflationniste, d'évolution rapide des taux de change et de perturbation des chaînes d'approvisionnement en raison de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, du conflit au Moyen-Orient et des tensions entre les États-Unis et la Chine. D'autres risques importants ou émergents sont également pris en compte, comme le changement climatique, ainsi que les impacts connexes sur la rentabilité, le capital et la liquidité.

1.2. – Principales méthodes comptables**(a) Consolidation et préparation des états financiers**Investissements dans les filiales

Lorsque le contrôle s'exerce par le biais de droits de vote, HSBC Continental Europe consolide l'entité s'il détient directement ou indirectement les droits de vote nécessaires pour faire exécuter des décisions par la direction de l'entité. Dans tous les autres cas, l'appréciation du contrôle est plus complexe et suppose la prise en compte de plusieurs facteurs, et notamment l'exposition à la variabilité des résultats, le pouvoir de diriger les activités pertinentes, et si le pouvoir est exercé en qualité d'agent ou de principal.

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le montant de la participation ne donnant pas le contrôle est évalué soit à la juste valeur, soit à la quote-part de celle-ci dans les actifs nets identifiables de l'entreprise acquise. Ce choix est fait pour chaque regroupement d'entreprises.

Les investissements dans les filiales sont comptabilisés au coût diminué des pertes de valeur.

Un test de dépréciation est réalisé lorsqu'il existe un indice de dépréciation, en comparant la valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie avec sa valeur comptable.

Estimations et jugements critiques

Les investissements dans des filiales sont soumis à un test de dépréciation lorsqu'il existe un indice que l'investissement pourrait être déprécié, ce qui implique des estimations de la valeur d'utilité reflétant la meilleure estimation par la direction des flux de trésorerie futurs de l'investissement et des taux utilisés pour actualiser ces flux de trésorerie, tous deux soumis à des facteurs incertains comme suit :

Jugements

- L'exactitude des flux de trésorerie prévisionnels est soumise à un degré élevé d'incertitude dans des conditions de marché volatiles. Lorsqu'il est établi que de telles circonstances existent, la direction réalise les tests de dépréciation plus d'une fois par an lorsque des indicateurs de dépréciation existent. Cela garantit que les hypothèses sur lesquelles reposent les prévisions de flux de trésorerie continuent de refléter les conditions actuelles du marché et la meilleure estimation par la Direction des perspectives commerciales futures.

Estimations

- Les flux de trésorerie futurs de chaque investissement sont sensibles aux flux de trésorerie projetés pour les périodes pour lesquelles des prévisions détaillées sont disponibles, ainsi qu'aux hypothèses relatives à l'évolution à long terme des flux de trésorerie durables. Les prévisions sont comparées aux performances réelles et aux données économiques vérifiables, mais elles reflètent le point de vue de la Direction sur les perspectives commerciales futures au moment de l'évaluation.
- Les taux utilisés pour actualiser les flux de trésorerie futurs attendus peuvent avoir un effet significatif sur leur évaluation et sont basés sur les coûts des fonds propres affectés à l'investissement. Le pourcentage du coût des fonds propres découle généralement d'un modèle d'évaluation des actifs financiers et du coût implicite des capitaux propres du marché, qui intègre des données reflétant un certain nombre de variables financières et économiques, notamment le taux d'intérêt sans risque dans le pays concerné et une prime pour le risque de l'activité évaluée. Ces variables sont soumises à des fluctuations des taux du marché extérieur et à des conditions économiques indépendantes de la volonté de la Direction.

Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition est affecté à une/aux unités génératrices de trésorerie (« UGT ») pour les besoins du test de dépréciation représentant le niveau au plus bas auquel l'écart d'acquisition est suivi pour les besoins de gestion interne. Les UGT de HSBC Continental Europe sont considérées comme une « global business unit » au sein des principales

entités opérationnelles. Un test de dépréciation est réalisé une fois par an, ou chaque fois qu'il existe une perte de valeur en comparant la valeur recouvrable d'une UGT à sa valeur comptable.

L'écart d'acquisition est affecté à un groupe d'actifs détenus en vue de la vente si celui-ci répond à la définition d'une unité génératrice de trésorerie auquel l'écart d'acquisition a été alloué ou s'il s'agit d'une opération avec cette unité génératrice de trésorerie.

Estimations et jugements critiques

L'examen de l'écart d'acquisition et des actifs non financiers (voir Note 1.2 (n)) au titre de la dépréciation reflète la meilleure estimation par la direction des flux de trésorerie futurs des UGT et les taux utilisés pour actualiser ces flux de trésorerie, qui sont tous deux soumis à des facteurs incertains, comme suit :

Jugements

- L'exactitude des flux de trésorerie prévisionnels est soumise à un degré élevé d'incertitude dans des conditions de marché volatiles. Lorsqu'il est établi que de telles circonstances existent, la Direction réexamine les écarts d'acquisition plus d'une fois par an lorsque des indicateurs de dépréciation existent. Cela garantit que les hypothèses sur lesquelles reposent les prévisions de flux de trésorerie continuent de refléter les conditions actuelles du marché et la meilleure estimation par la Direction des perspectives commerciales futures.

Estimations

- Les flux de trésorerie futurs des UGT sont sensibles aux flux de trésorerie projetés pour les périodes pour lesquelles des prévisions détaillées sont disponibles ainsi qu'aux hypothèses relatives à l'évolution à long terme des flux de trésorerie durables par la suite. Les prévisions sont comparées aux performances réelles et aux données économiques vérifiables, mais elles reflètent le point de vue de la Direction sur les perspectives futures d'activités au moment de l'évaluation.
- Les taux utilisés au titre de l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus peuvent avoir un effet significatif sur leur valorisation et sont basés sur les coûts du capital affectés aux UGT individuelles. Le coût du capital est généralement basé sur un modèle d'évaluation des actifs financiers qui intègre des données reflétant un certain nombre de variables financières et économiques, y compris le taux d'intérêt sans risque dans le pays concerné ainsi qu'une prime pour le risque lié à l'activité en cours d'évaluation. Ces variables sont soumises à des fluctuations des taux du marché extérieur et à des conditions économiques indépendantes de la volonté de la Direction.
- Les principales hypothèses utilisées pour estimer la dépréciation de l'écart d'acquisition et les actifs non financiers sont décrites dans la Note 20.

Entités structurées sponsorisées par HSBC Continental Europe

Une entité est considérée comme sponsorisée par HSBC Continental Europe si, en plus de son implication continue dans l'entité,

HSBC Continental Europe a un rôle essentiel dans la création de cette entité ou dans le regroupement des contreparties concernées de manière à permettre la réalisation de la transaction. HSBC Continental Europe n'est généralement pas considéré comme un sponsor si la seule implication dans l'entité est uniquement administrative.

Intérêts dans les entreprises liées mises en équivalence et sous contrôle conjoint

Les partenariats sont des investissements dans lesquels HSBC Continental Europe, conjointement avec une ou plusieurs parties, exerce un contrôle conjoint. Selon les droits et obligations de HSBC Continental Europe, le partenariat est classé comme une opération conjointe ou une coentreprise. HSBC Continental Europe consolide par mise en équivalence les investissements dans des entités sur lesquelles il exerce une influence notable et qui ne sont ni des filiales ni des partenariats.

HSBC Continental Europe comptabilise sa quote-part des actifs, des passifs et du résultat des opérations sous contrôle conjoint. Les participations dans des entreprises liées, mises en équivalence et sous contrôle conjoint sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. La quote-part attribuable des résultats et des réserves des coentreprises et des entreprises sous contrôle conjoint est incluse dans les états financiers consolidés de HSBC Continental Europe sur la base soit des états financiers établis jusqu'au 31 décembre, soit des montants calculés au prorata ajustés pour tenir compte de toute transaction ou événement significatif survenus entre la date de disponibilité des états financiers et le 31 décembre. Les participations dans des entreprises liées, mises en équivalence et sous contrôle conjoint sont évaluées à chaque date de clôture et soumises à un test de dépréciation lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, en comparant le montant recouvrable de l'investissement concerné à la valeur comptable de ce dernier. Les écarts d'acquisition relatifs aux acquisitions de participations dans des entreprises liées, mises en équivalence et sous contrôle conjoint ne font pas l'objet d'un test de dépréciation distinct, mais sont évalués comme faisant partie de la valeur comptable de la participation.

(b) Revenus et charges**Produit net bancaire****Produits et charges d'intérêts**

Les produits et charges d'intérêts relatifs à tous les instruments financiers productifs d'intérêts, à l'exception des instruments classés en portefeuille de transaction ou comptabilisés à la juste valeur, sont inscrits au compte de résultat en « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées » sur la base de la méthode du taux d'intérêt effectif. La seule exception à ce principe correspond aux intérêts attachés aux dettes émises par HSBC Continental Europe à des fins de financement, désignées à la juste valeur sur option pour réduire une asymétrie comptable ainsi qu'aux dérivés gérés conjointement, qui sont enregistrés en charges d'intérêt.

Les intérêts sur les actifs financiers dépréciés sont constatés en appliquant le taux d'intérêt effectif au coût amorti (soit la valeur comptable brute de l'actif diminuée des provisions pour pertes de crédit attendues).

Produits et charges autres que d'intérêts

HSBC Continental Europe encaisse des commissions provenant de services fournis dans le temps, tels que les services de tenue de compte et cartes de crédit, ou lorsque HSBC Continental Europe effectue une transaction spécifique à une date de réalisation donnée, tels que des frais de courtage et des services d'importations/exportations. À l'exception de certaines commissions de gestion sous mandat et de performance, toutes les autres commissions sont générées à un prix fixe. Les commissions de gestion et de performance peuvent varier en fonction de la taille du portefeuille clients et de la performance de HSBC Continental Europe en tant que gestionnaire de fonds. Les frais variables sont comptabilisés lorsque toutes les incertitudes sont résolues. Les commissions proviennent généralement de contrats à court terme dont les conditions de paiement ne comportent pas de composante de financement significative.

HSBC Continental Europe agit en tant que mandant dans la majorité des contrats avec les clients, à l'exception des services de courtage. Pour la plupart des transactions de courtage, HSBC Continental Europe agit en tant que mandataire dans la transaction et comptabilise le revenu de courtage net des frais à payer aux autres parties du contrat.

HSBC Continental Europe comptabilise les commissions liées aux transactions à la date de la réalisation complète de la prestation de service. Lorsque le contrat exige que les services soient fournis au fil du temps, le revenu est systématiquement comptabilisé sur la durée de l'accord.

Lorsque HSBC Continental Europe propose un ensemble de services contenant plusieurs prestations non distinctes, telles que celles incluses dans la tenue de compte, les prestations sont traitées comme une seule prestation. Si un ensemble de services contient des prestations distinctes, le prix de transaction correspondant est attribué à chaque prestation sur la base des prix de vente individuels estimés.

Les dividendes reçus sont constatés lorsque le droit à paiement est acquis.

Le résultat net des instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net comprend les éléments suivants :

- « Résultat net d'instruments financiers détenus à des fins de transaction ou gérés à la juste valeur ». Cet élément comprend les activités de transaction nettes, qui incluent tous les gains et pertes résultant de la variation de la juste valeur des actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction et des autres instruments financiers gérés à la juste valeur, ainsi que les intérêts et produits assimilés, les intérêts et charges assimilées et les dividendes reçus, à l'exclusion de l'effet des variations du risque de crédit des passifs gérés à la juste valeur. Il inclut également tous les gains et pertes résultant de la variation de la juste valeur des dérivés gérés conjointement avec des actifs et des passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat.
 - « Résultat net des actifs et des passifs des entreprises d'assurance, y compris les dérivés évalués à la juste valeur par le compte de résultat ». Cela comprend tous les gains et pertes sur variations de juste valeur, les produits et charges assimilées, et les dividendes afférents sur les actifs et les passifs financiers évalués à la juste valeur par le compte de résultat, ainsi que les dérivés gérés conjointement aux précédents instruments, qui peuvent être identifiables séparément à partir d'autres instruments dérivés de transaction.
 - « Variation de juste valeur des instruments de dette désignés et des dérivés associés ». Les intérêts payés sur la dette à long terme et les flux de trésorerie sur les dérivés associés sont présentés dans les intérêts et charges assimilées, ce qui réduit les asymétries comptables.
 - « Variation de juste valeur des actifs financiers mesurés à la juste valeur par le compte de résultat ». Cela inclut les intérêts sur les instruments qui échouent au test SPPI (« Solely Payment of Principal and Interests »). Voir (d) ci-après.
- Les méthodes comptables relatives au résultat des services d'assurance et aux produits et charges financiers d'assurance sont décrites à la Note 1.2(j).

(c) Évaluation des instruments financiers

Tous les instruments financiers sont comptabilisés initialement à la juste valeur. La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la cession d'un actif ou le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. La juste valeur d'un instrument financier lors de sa comptabilisation initiale est égale au prix de transaction

(c'est-à-dire la juste valeur de la contrepartie donnée ou reçue). Toutefois, s'il existe une différence entre le prix de la transaction et la juste valeur des instruments financiers dont la juste valeur est basée sur la cotation d'un marché liquide ou une technique d'évaluation reposant seulement sur des données de marchés observables, HSBC Continental Europe comptabilise la différence comme un gain initial (un « gain ou perte le premier jour »). Dans tous les autres cas, le gain ou la perte au jour 1 est différé et comptabilisé dans le compte de résultat sur la durée de la transaction, lorsque la transaction arrive à maturité ou est clôturée, ou que les données de valorisation deviennent observables, ou encore que HSBC Continental Europe conclut une opération de compensation.

La juste valeur des instruments financiers est généralement évaluée sur une base individuelle. Toutefois, dans les cas où HSBC Continental Europe gère un groupe d'actifs et de passifs financiers en fonction de son exposition nette au risque de marché ou de crédit, la juste valeur du groupe d'instruments financiers est évaluée sur une base nette, mais les actifs et les passifs financiers sous-jacents sont présentés séparément dans les états financiers, à moins qu'ils ne répondent aux critères de compensation IFRS. Les instruments financiers sont classés dans l'un des trois niveaux de hiérarchie de la juste valeur, décrits dans la Note 12, « Juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur ».

Estimations et jugements critiques

Les techniques de valorisation ne s'appuient, pour la plupart, que sur des données de marché observables. Cependant, certains instruments financiers sont classés sur la base de techniques de valorisation qui comportent une ou plusieurs données de marché significatives non observables, et pour elles, l'évaluation de la juste valeur repose davantage sur le jugement :

Jugements

- Un instrument dans son intégralité est classé comme évalué à l'aide de paramètres non observables significatifs si, de l'avis de la Direction, supérieure à 5 % de la valorisation de l'instrument est déterminée par des données non observables.
- « Non observable » dans ce contexte signifie qu'il n'y a que peu ou pas de données actuelles de marché disponibles pour déterminer le prix auquel une transaction à conditions de marché serait susceptible d'être effectuée. Cela ne signifie généralement pas qu'il n'y a aucune donnée disponible sur laquelle fonder une détermination de la juste valeur (des données de prix consensuelles peuvent, par exemple, être utilisées).

Estimations

- Les détails sur les instruments financiers de niveau 3 de HSBC Continental Europe et la sensibilité de leur valorisation à l'effet de l'application d'hypothèses alternatives raisonnables pour déterminer leur juste valeur sont présentés dans la Note 12.

(d) Instruments financiers évalués au coût amorti

Les actifs financiers détenus pour collecter les flux de trésorerie contractuels et contenant des clauses contractuelles donnant lieu à des dates spécifiques à des flux de trésorerie constitués uniquement de paiements de capital et d'intérêts, sont évalués au coût amorti. Ces actifs financiers comprennent la plupart des prêts et avances aux banques et à la clientèle et certains titres de créance. De plus, la plupart des passifs financiers sont évalués au coût amorti. HSBC Continental Europe enregistre les instruments financiers au coût amorti relevant des règles applicables en matière de livraison dans un délai défini par la réglementation ou par une convention de marché en date de transaction. La valeur comptable de ces actifs financiers, lors de la comptabilisation initiale, comprend tous les frais directs encourus.

HSBC Continental Europe peut octroyer des engagements de financement à des conditions contractuelles fixes pour des durées déterminées. Lorsque le prêt résultant de l'engagement de prêt devrait être vendu peu de temps après l'origination, l'engagement de prêt est comptabilisé en tant que dérivé. Lorsque HSBC Continental Europe a l'intention de conserver le prêt, l'engagement de prêt est inclus dans les calculs de dépréciation.

Les actifs financiers ne sont reclassés que lorsque le modèle économique de leur gestion change. Ces changements, qui devraient être peu fréquents, sont déterminés par la Direction générale à la suite de changements externes ou internes et doivent être significatifs pour les opérations et démontrables pour les parties externes. Les reclassements sont appliqués de manière prospective à partir du premier jour de la première période de reporting suivant le changement de modèle économique. Lorsqu'un actif financier est reclassé de la catégorie d'évaluation au coût amorti à la catégorie d'évaluation à la juste valeur par les autres éléments du résultat global, sa juste valeur est évaluée à la date du reclassement. Tout gain ou toute perte résultant d'une différence entre le coût amorti précédent et la juste valeur est comptabilisé dans les autres éléments du résultat global. Le taux d'intérêt effectif et l'évaluation des pertes de crédit attendues ne sont pas ajustés à la suite de ce reclassement.

Opérations de mise et de prise en pension et accords similaires – hors-trading

Lorsque les titres de créance sont vendus sous réserve d'un engagement de les racheter à un prix prédéterminé (« opérations de mise en pension »), ils restent au bilan et un passif représentatif de la contrepartie reçue est enregistré. Les titres achetés sous réserve de les revendre (« opérations de prise en pension ») ne sont pas comptabilisés au bilan et

un actif est comptabilisé au titre de la contrepartie initiale versée. Les mises et prises en pension hors-trading sont évaluées au coût amorti. La différence entre le prix de vente et le prix de rachat ou entre le prix d'achat et le prix de revente est traitée comme des intérêts et comptabilisée dans la marge nette d'intérêt sur la durée de vie de l'accord.

Les contrats économiquement équivalents à des mises en pension et prises en pension (telles que des ventes ou des achats de titres de créance conclus avec des swaps sur rendement total avec la même contrepartie) sont comptabilisés de la même manière et présentés avec les opérations de prise en pension ou de mise en pension.

(e) Actifs financiers évalués à la juste valeur par les autres éléments du résultat global

Les actifs financiers gérés suivant un modèle de collecte de flux de trésorerie contractuels et de vente, et qui prévoient des conditions contractuelles donnant lieu, à des dates déterminées, à des flux de trésorerie constitués uniquement de paiements de capital et d'intérêts, sont évalués à la juste valeur par les autres éléments du résultat global. Ceux-ci comprennent principalement des titres de créance. Ils sont comptabilisés en date de transaction lorsque HSBC Continental Europe devient partie au contrat et sont généralement décomptabilisés lorsqu'ils sont soit vendus soit remboursés. Ils sont réévalués à la juste valeur et les variations de valeur (excepté celles liées aux dépréciations, aux produits d'intérêts et aux gains et pertes de change) sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global jusqu'à la vente des actifs. Lors de la cession, les gains ou pertes cumulés dans les autres éléments du résultat global sont comptabilisés dans le compte de résultat en « Résultat net de cession des investissements financiers ». Les actifs financiers évalués à la juste valeur par les autres éléments du résultat global sont inclus dans les calculs de dépréciation décrits ci-dessous et la dépréciation est comptabilisée en compte de résultat.

(f) Titres actions évalués à la juste valeur par les autres éléments du résultat global

Les titres actions pour lesquels les variations de juste valeur sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global sont des investissements facilitant des affaires et autres investissements similaires dans lesquels HSBC Continental Europe détient des investissements autrement que pour générer un rendement sur le capital. Les dividendes de ces investissements sont enregistrés au compte de résultat. Les gains ou pertes résultant de la décomptabilisation de ces titres ne sont jamais transférés en résultat. Autrement, les titres actions sont évalués à la juste valeur par le compte de résultat.

(g) Instruments financiers désignés à la juste valeur par compte de résultat

Les instruments financiers, autres que ceux détenus à des fins de transaction, sont classés dans cette catégorie s'ils remplissent un ou plusieurs des critères énoncés ci-dessous et sont ainsi désignés irrévocablement à l'origine :

- La comptabilisation à la juste valeur supprime ou réduit de manière significative une asymétrie comptable.
- Un groupe d'actifs et de passifs financiers ou un groupe de passifs financiers est géré et sa performance est évaluée à la juste valeur, conformément à une stratégie documentée de gestion des risques ou d'investissement.
- Le passif financier contient un ou plusieurs dérivés incorporés non étroitement liés.

Les actifs financiers mesurés à la juste valeur sont comptabilisés lorsque HSBC Continental Europe conclut des contrats avec des contreparties, généralement à la date de transaction, et sont normalement décomptabilisés lorsque les droits sur les flux de trésorerie expirent ou sont transférés. Les passifs financiers désignés dès l'origine à la juste valeur sont comptabilisés lorsque HSBC Continental Europe conclut des contrats avec des contreparties, généralement comptabilisés à la date de règlement, et sont normalement décomptabilisés lors de leur extinction.

Les variations ultérieures de la juste valeur sont comptabilisées dans le compte de résultat dans la rubrique « Résultat net des instruments financiers détenus à des fins de transaction ou gérés à la juste valeur » ou dans le « Résultat net des actifs et passifs des entreprises d'assurance, y compris les dérivés connexes, évalués à la juste valeur par le compte de résultat » ou dans la « Variation de juste valeur de la dette à long terme et des dérivés associés » à l'exception de l'effet des variations du risque de crédit des passifs, présenté dans les « Autres éléments du résultat global », à moins que ce traitement crée ou aggrave une asymétrie comptable en résultat.

Selon les critères susmentionnés, les catégories d'instruments financiers désignées par HSBC Continental Europe sont les suivantes :

- Instruments de dette à des fins de financement désignés à la juste valeur sur option destinés à réduire une asymétrie comptable.
L'exposition aux intérêts et/ou au change sur certains titres de créance à taux fixe émis a été mise en correspondance avec l'exposition aux intérêts et/ou au change sur certains swaps dans le cadre d'une stratégie documentée de gestion des risques.
- Actifs et passifs financiers dans le cadre de contrats d'investissement en unités de compte et de contrats de placement en unités de compte. Un contrat en vertu duquel HSBC Continental Europe n'accepte pas de risque d'assurance significatif de la part d'une autre partie n'est pas qualifié de contrat d'assurance, à l'exception des contrats de placement avec participation discrétionnaire aux bénéfices ("DPF"), mais est comptabilisé en tant que passif financier. Les

engagements vis-à-vis des clients au titre de contrats d'assurance sont déterminés sur la base de la juste valeur des actifs détenus dans les fonds en unités des comptes ou à l'aide d'une méthode de valorisation. Les actifs et les passifs financiers correspondants sont gérés sur la base de la juste valeur et l'information est communiquée à la direction sur cette même base.

- La désignation à la juste valeur des actifs financiers et des passifs associés permet de comptabiliser les variations de juste valeur dans le compte de résultat et de les présenter sur la même ligne.
- Passifs financiers qui contiennent à la fois des dépôts et des dérivés : ces passifs financiers sont gérés et leur performance évaluée sur la base de la juste valeur.

(h) Instruments dérivés

Les dérivés sont des instruments financiers dont la valeur fluctue en fonction de l'évolution d'une variable (ou sous-jacent) qui peut être une action, un taux d'intérêt ou d'autres indices. Lors de la comptabilisation initiale, les produits dérivés sont évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Les instruments dérivés sont considérés comme des actifs lorsque la juste valeur est positive ou comme des passifs lorsque la juste valeur est négative. Ces dispositions s'appliquent de la même manière aux dérivés incorporés. Lorsque les produits dérivés sont gérés conjointement avec des instruments de dette émis par HSBC Continental Europe et enregistrés à la juste valeur pour réduire une asymétrie comptable, les intérêts contractuels comme les intérêts attachés à la dette émise sont enregistrés dans le compte de résultat.

Comptabilité de couverture

Les dérivés qui ne sont pas désignés dans une relation de juste valeur et sont détenus à des fins de gestion des risques, sont documentés dans des relations de couverture si et seulement si les critères de documentation et d'efficacité sont atteints. HSBC Continental Europe utilise ces produits dérivés ou, si cela est autorisé, d'autres instruments de couverture non dérivés en couverture de juste valeur, en couverture de flux de trésorerie ou en couverture des investissements dans des établissements à l'étranger en fonction du risque couvert.

Couverture de juste valeur

La comptabilité de couverture de juste valeur ne modifie pas la comptabilisation des gains et des pertes sur les dérivés et autres instruments de couverture, mais implique la comptabilisation des variations de la juste valeur des actifs ou des passifs couverts attribuables au risque couvert qui ne seraient autrement pas comptabilisées dans le compte de résultat. Si une relation de couverture ne remplit plus les critères de comptabilité de couverture, le traitement de couverture est suspendu, et l'ajustement cumulé de la valeur comptable d'un élément couvert pour lequel la méthode du taux d'intérêt effectif est utilisée, est amorti au compte de résultat suivant la méthode du taux d'intérêt effectif recalculé, sauf si l'élément couvert a été décomptabilisé, auquel cas il est comptabilisé immédiatement au compte de résultat.

Couverture de flux de trésorerie

La partie efficace des gains et pertes sur les instruments de couverture est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global ; la partie non efficace de la variation de la juste valeur des instruments dérivés de couverture, qui font partie d'une relation de couverture de flux de trésorerie, est immédiatement comptabilisée au compte de résultat sous la rubrique « Résultat net des instruments financiers détenus à des fins de transaction ou gérés à la juste valeur ». Les gains et pertes cumulés comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sont reclassés dans le compte de résultat suivant le même rythme que la reconnaissance en résultat du risque couvert. Lorsqu'une relation de couverture est suspendue, ou est partiellement suspendue, le gain ou la perte cumulé en autres éléments du résultat global reste dans les capitaux propres jusqu'à ce que la transaction prévisionnelle soit comptabilisée au compte de résultat. Lorsqu'une transaction prévue ne remplit plus les critères, le gain ou la perte cumulé précédemment comptabilisé dans les autres éléments du résultat global est immédiatement reclassé au compte de résultat.

Instruments dérivés non admis en comptabilité de couverture

Les couvertures non éligibles correspondent à des produits dérivés entrant dans des couvertures économiques d'actifs et de passifs pour lesquels la comptabilité de couverture n'a pas été appliquée.

(i) Dépréciation des actifs financiers au coût amorti et évalués à la juste valeur par les autres éléments du résultat global

Les pertes de crédit attendues sont constatées pour les prêts et avances aux banques et à la clientèle, les opérations de prise en pension hors-trading, les autres actifs financiers détenus au coût amorti, les instruments de dettes à la juste valeur

par les autres éléments du résultat global, ainsi que certains engagements de prêts et contrats de garantie financière. Dès l'origine, une dépréciation (ou une provision dans le cas de certains engagements de prêts et contrats de garantie financière) correspondant aux pertes de crédit résultant d'un événement de défaut pouvant intervenir dans les 12 mois à venir est comptabilisée. En cas d'augmentation significative du risque de crédit d'un actif financier depuis sa date d'enregistrement initiale dans les comptes de la banque, le montant de dépréciation (ou de provision) comptabilisé correspond aux pertes de crédit résultant d'un événement de défaut pouvant intervenir sur la durée de vie de l'instrument financier. Les actifs financiers dont le risque de crédit ne s'est pas détérioré de façon significative sont considérés comme étant en stage 1 ; les actifs financiers considérés comme ayant subi une hausse significative du risque de crédit sont en stage 2 et les actifs financiers présentant un indicateur objectif de dépréciation, et donc considérés comme étant en défaut, sont en stage 3. Les actifs financiers dépréciés dès leur acquisition ou leur origination (« POCI ») sont traités différemment, comme indiqué ci-dessous.

Les actifs financiers dépréciés (« stage 3 »)

HSBC Continental Europe détermine qu'un instrument financier est déprécié et se trouve en stage 3 en examinant des critères objectifs et pertinents, notamment :

- les impayés en capital ou en intérêts dépassant 90 jours ;
- l'existence d'autres éléments indiquant que l'emprunteur est susceptible de ne pas payer, par exemple si une concession significative lui a été accordée pour des raisons économiques ou légales liées à ses difficultés financières ; ou
- le prêt étant par ailleurs considéré comme étant en défaut.

Si le risque d'encourir un défaut de paiement n'est pas identifié à un stade antérieur, il l'est en cas d'impayé de plus de 90 jours. Par conséquent, les définitions de crédit douteux et de défaut de paiement sont alignées dans la mesure du possible, de sorte que le stage 3 représente tous les prêts considérés comme étant en défaut ou douteux.

Les produits d'intérêts sont comptabilisés en appliquant le taux d'intérêt effectif au coût amorti, c'est-à-dire à la valeur comptable brute diminuée de la dépréciation pour perte de crédit attendue.

Passage en perte à terme

Les actifs financiers (et les dépréciations associées) sont normalement passés en perte à terme, partiellement ou totalement, lorsqu'il n'existe plus aucune perspective de recouvrement. Lorsque des prêts sont garantis, ceci n'arrive généralement qu'après réception de tout produit de la réalisation de la garantie. Dans les cas où la valeur réalisable nette d'une garantie a été déterminée et où il n'y a aucune attente raisonnable de recouvrement supplémentaire, le passage en pertes peut être effectué plus tôt.

Renégociation de crédit

Les prêts sont identifiés comme faisant l'objet d'une renégociation et classés comme performants ou non performants lorsque HSBC Continental Europe modifie les conditions contractuelles en raison de difficultés financières de l'emprunteur. Les prêts non performants faisant l'objet d'une renégociation sont de stage 3 et classés comme non performants jusqu'à ce qu'ils satisfassent aux critères de redressement, comme spécifié par la politique de risque de crédit applicable (par exemple, lorsque le prêt n'est plus en défaut et qu'aucun autre indicateur de défaut n'est présent depuis au moins 12 mois). Tout montant radié à la suite d'une modification des conditions contractuelles lors de l'entrée en vigueur de la renégociation ne sera pas annulé.

HSBC Continental Europe applique les lignes directrices de l'ABE sur la renégociation de crédit pour ses portefeuilles de détail, qui concernent les politiques de risque de crédit et notre déclaration en ce qui concerne le statut des prêts comme dépréciés principalement en raison d'une renégociation (ou d'une remédiation de ceux-ci). De plus amples détails sont fournis à la section « Restructuration de prêts et « forbearance » » aux pages 200 et 201.

Les prêts performants renégociés sont initialement de stage 2 et restent classés comme renégociés jusqu'à ce qu'ils satisfassent aux critères de redressement applicables (par exemple, ils continuent de ne pas être en défaut et aucun autre indicateur de défaut n'est présent pendant une période d'au moins 24 mois). À ce stade, le prêt est soit au stage 1, soit au stage 2, tel que déterminé en comparant le risque de défaut survenant à la date de clôture (sur la base des conditions contractuelles modifiées) et le risque de défaut survenant lors de la comptabilisation initiale (sur la base des clauses contractuelles originales, non modifiées).

Un prêt renégocié est décomptabilisé si l'accord existant est annulé et qu'un nouvel accord est conclu à des conditions substantiellement différentes, ou si les termes d'un accord existant sont modifiés de sorte que le prêt faisant l'objet d'une renégociation est un instrument financier substantiellement différent. Tout nouveau prêt qui survient à la suite d'événements de décomptabilisation dans ces circonstances sera généralement classé comme POCI et continuera d'être déclaré comme faisant l'objet d'une renégociation.

Modifications de prêts hors renégociation

Les modifications qui ne génèrent pas de renégociation du prêt sont considérées comme des restructurations commerciales. Lorsqu'une restructuration commerciale entraîne une modification (par un changement des conditions existantes ou par la création d'un nouveau contrat de prêt) faisant que les droits de HSBC Continental Europe sur les flux de trésorerie du contrat initial ont expiré, l'ancien prêt est décomptabilisé et le nouveau prêt est comptabilisé à la juste valeur. Les droits sur les flux de trésorerie sont généralement considérés comme expirés si la restructuration commerciale est effectuée aux taux du marché et si aucune concession liée au paiement n'a été accordée. Les modifications de certains prêts à la grande clientèle avec un niveau élevé de risque de crédit plus élevé sont évaluées en vue de leur décomptabilisation compte tenu des modifications des conditions contractuelles qui, individuellement ou combinées, sont jugées donner lieu à un instrument financier sensiblement différent.

Les modifications de prêt obligatoires ou d'ordre général qui ne sont pas spécifiques à l'emprunteur, par exemple les programmes gouvernementaux d'aide à la clientèle, n'ont pas été classées comme des prêts renégociés et n'ont généralement pas entraîné de décomptabilisation, mais leur classification en stage est déterminée en tenant compte de toutes les informations disponibles et justifiables en vertu de notre politique de provisionnement des pertes de crédit attendues. Les changements apportés à ces instruments financiers qui sont économiquement équivalents et requis par la réforme des taux d'intérêt de référence n'entraînent pas la décomptabilisation ou une modification de la valeur comptable de l'instrument financier, mais nécessitent plutôt une mise à jour du taux d'intérêt effectif pour refléter le changement du taux d'intérêt de référence.

Augmentation significative du risque de crédit (« stage 2 »)

Une évaluation en vue de savoir si le risque de crédit a augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale est réalisée à chaque période de reporting en prenant en compte l'évolution du risque de défaillance sur la durée de vie résiduelle de l'instrument financier.

L'évaluation compare, explicitement ou implicitement, le risque de défaillance survenant à la date de reporting par rapport au risque constaté lors de la comptabilisation initiale, en tenant compte d'informations raisonnables et justifiables, y compris des informations sur les événements passés, les conditions actuelles et les conditions économiques futures. L'évaluation est impartiale, pondérée en fonction des probabilités et, dans la mesure du possible, utilise des informations prospectives cohérentes avec celles utilisées dans la mesure de l'ECL. L'analyse du risque de crédit est multifactorielle. La détermination de la pertinence ou non d'un facteur spécifique et de son poids par rapport à d'autres facteurs dépend du type de produit, des caractéristiques de l'instrument financier et de l'emprunteur, ainsi que de la région géographique. Par conséquent, il n'est pas possible de fournir un ensemble unique de critères qui détermineront ce qui constitue une augmentation significative du risque de crédit. Ces critères sont différents suivant les types de prêts, en particulier entre les portefeuilles de détail (essentiellement des clients particuliers et entrepreneurs individuels) et de grande clientèle (essentiellement des entreprises et institutions financières ou souveraines).

Toutefois, sauf s'ils ont été identifiés à un stade antérieur, tous les actifs financiers sont considérés avoir subi une augmentation significative du risque de crédit lorsqu'ils présentent des paiements en retard de plus de 30 jours. En outre, les prêts à la grande clientèle qui sont évalués individuellement – et sont généralement des entreprises et des clients commerciaux – sont inclus en stage 2 lorsqu'ils figurent sur une liste de surveillance au titre du risque de crédit.

Pour les portefeuilles de grande clientèle, la comparaison quantitative évalue le risque de défaut en utilisant une probabilité de défaut (« PD ») sur la durée de vie des actifs qui englobe un large éventail d'informations, notamment la note de crédit de l'emprunteur (Customer Risk Rating, ou « CRR »), les prévisions macroéconomiques et les probabilités de transition (amélioration ou détérioration) du crédit. Pour les CRR à l'origination jusqu'à 3.3, une augmentation significative du risque de crédit est évaluée en comparant la probabilité de défaut moyenne pour la durée résiduelle estimée à l'origination avec une estimation équivalente à la date de reporting. Le seuil à partir duquel la variation de la probabilité de défaut est considérée comme significative dépend de la qualité du crédit à l'origination telle que traduite par le CRR, selon le tableau ci-dessous :

CRR à l'origination	Seuils d'augmentation significative de la probabilité de défaut :
0.1–1.2	15 bps
2.1–3.3	30 bps

Pour les CRR supérieurs à 3.3, qui n'ont pas fait l'objet d'une dépréciation, une augmentation significative du risque de crédit est considérée comme avérée lorsque la probabilité de défaut a doublé par rapport à celle à l'origination. Les changements significatifs de la probabilité de défaut se font à dire d'expert, qui s'appuie sur les données historiques du crédit et les changements relatifs aux taux du marché.

Pour les prêts antérieurs à la mise en œuvre de IFRS 9, la probabilité de défaut à l'origination ne tient pas compte des ajustements qui reflètent les attentes des conditions macroéconomiques futures, qui ne sont pas disponibles sans l'utilisation de données rétrospectives. En l'absence de ces données, l'origination de la probabilité de défaut doit être

calculée approximativement en estimant la probabilité de défaut sur la durée de l'opération (« through the cycle ») et leur variation historique, en respectant l'approche modélisée de l'instrument sous-jacent et le CRR à l'origination. Pour ces prêts, la comparaison quantitative est complétée par la prise en compte de la détérioration marginale de la note de crédit du client basée sur les seuils figurant dans le tableau suivant :

CRR à l'origination	Critères significatifs supplémentaires – Nombre de crans de dégradation de la qualité de crédit du client (CRR) requis pour identifier une détérioration significative du crédit (stage 2) (> ou égale à)
0.1	5 crans
1.1–4.2	4 crans
4.3–5.1	3 crans
5.2–7.1	2 crans
7.2–8.2	1 cran

Pour plus d'informations sur l'échelle des 23 catégories utilisée pour la note de crédit de l'emprunteur (« CRR »), se reporter à la page 182.

Pour les portefeuilles de détail, le risque de défaut est évalué à l'aide d'une probabilité de défaut à 12 mois à la date de clôture dérivée de modèles internes, qui intègrent toutes les informations disponibles sur le client. Cette probabilité de défaut est ajustée de l'effet des prévisions macroéconomiques au-delà de 12 mois et est considérée comme une approximation raisonnable d'une mesure de probabilité de défaut à vie. Les expositions sur la clientèle de détail sont d'abord segmentées en portefeuilles homogènes, généralement par pays, produit et marque. Au sein de chaque portefeuille, les comptes de stage 2 sont définis comme des comptes ayant une probabilité de défaut ajustée sur 12 mois supérieure à la probabilité de défaut moyenne sur 12 mois des prêts de ce portefeuille 12 mois avant qu'ils ne deviennent impayés depuis 30 jours. L'opinion des experts en matière de risque de crédit est qu'aucune augmentation antérieure du risque de crédit n'est significative. Ce seuil spécifique au portefeuille identifie donc les prêts dont la probabilité de défaut est supérieure à celle attendue pour les prêts dont les performances sont conformes aux attentes initiales et supérieure à celle qui aurait été acceptable à l'origine. Il permet donc d'identifier les prêts dont le risque est significativement plus élevé nécessitant un passage en stage 2.

HSBC Continental Europe améliore l'approche des critères de transfert de détail de certains portefeuilles à mesure que des données supplémentaires deviennent disponibles, de façon à utiliser une approche plus relative. Ces améliorations tirent parti de l'augmentation des données liées à l'origination dans l'évaluation des augmentations significatives du risque de crédit en comparant la probabilité de défaut sur la durée restante à la probabilité de défaut sur la durée restante comparable à l'origination sur la base de segments d'origination spécifiques au portefeuille.

Créances saines sans augmentation significative du risque de crédit – (« stage 1 »)

Les pertes de crédit attendues résultant d'un événement de défaut pouvant intervenir dans les 12 mois à venir sont comptabilisées pour les instruments financiers qui restent en stage 1.

Crédits dépréciés dès l'acquisition ou à l'origination

Les actifs financiers achetés ou émis à l'origine avec une décote importante reflétant les pertes de crédit subies sont considérés comme des crédits dépréciés dès l'acquisition ou à l'origination. Cette catégorie comprend les nouveaux instruments financiers comptabilisés dans la plupart des cas suite à la décomptabilisation des prêts renégociés. Le montant de la variation de la durée de vie des ECL pour un prêt POCI est comptabilisé en résultat jusqu'à ce que le prêt POCI soit décomptabilisé, même si les durées de vie des ECL sont inférieures au montant des ECL inclus dans les flux de trésorerie estimés lors de la comptabilisation initiale.

Transferts entre « stages »

Les actifs financiers peuvent être transférés entre les différentes catégories (autres que POCI) en fonction des variations du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale. Les instruments financiers sont retransférés de stage 2 en stage 1 s'il y a eu une amélioration significative du risque de crédit. À l'exception des prêts restructurés, les instruments financiers sont sortis du stage 3 lorsqu'ils ne présentent plus aucune caractéristique de dépréciation, tel que décrit ci-dessus. Dans le cas de prêts non performants faisant l'objet d'une renégociation, ces instruments financiers sont transférés hors du stage 3 lorsqu'ils ne présentent plus aucun signe de dépréciation de crédit et répondent aux critères de traitement décrits ci-dessus.

Évaluation de l'ECL

L'évaluation du risque de crédit et l'estimation des pertes de crédit attendues (Expected Credit Loss, ou « ECL ») sont objectives et pondérées en fonction des probabilités, et intègrent toutes les informations pertinentes pour l'évaluation, notamment les événements passés, les conditions actuelles et les prévisions raisonnables et justifiables des événements et des conditions économiques futures à la date de reporting. En outre, l'estimation de l'ECL doit tenir compte de la valeur temps de l'argent et tient compte d'autres facteurs tels que les risques liés au climat.

En général, HSBC Continental Europe calcule l'ECL en utilisant trois composantes principales : une probabilité de défaut (« PD »), une perte en cas de défaut (Loss Given Default, ou « LGD ») et l'exposition en cas de défaillance (Exposure At Default, ou « EAD »).

L'ECL sur 12 mois est calculée en multipliant les PD, LGD et EAD sur 12 mois. L'ECL sur la durée de vie du contrat est calculée en utilisant une PD sur la durée de vie du contrat. Les PD à 12 mois et les durées de vie représentent respectivement la probabilité de défaut au cours des 12 prochains mois et sur la durée résiduelle de l'instrument.

L'EAD correspond à l'exposition de la banque en cas de défaut et est calculée en tenant compte du remboursement du principal et des intérêts ainsi que des prélèvements attendus. La LGD représente les pertes attendues sur l'EAD en cas de défaillance compte tenu de la réalisation des garanties et de la valeur temps de l'argent.

HSBC Continental Europe s'appuie dans la mesure du possible sur le cadre IRB, en procédant à une recalibration pour répondre aux différentes exigences d'IFRS 9 comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Modèle	Fonds propres réglementaires	IFRS 9
PD	<ul style="list-style-type: none"> – Représente la PD moyenne à long terme tout au long d'un cycle économique (pour les portefeuilles immobiliers, une approche hybride, située entre les extrêmes de point in time et applicable sur l'ensemble du cycle, est utilisée pour le calcul des moyennes à long terme, conformément à ce que requiert l'Autorité de régulation prudentielle) – Critère minimum de plus de 90 jours de retard pour tous les portefeuilles (inclut les critères de probabilité d'absence de paiement (« UTP ») en ligne avec la politique interne) – Peut être sujette à un plafond souverain 	<ul style="list-style-type: none"> – Représente la qualité et la performance actuelles du portefeuille, ajustées pour prendre en compte l'impact des scénarios macroéconomiques prospectifs – Critère minimum de plus de 90 jours de retard pour tous les portefeuilles (inclut les critères UTP en ligne avec la politique interne)
EAD	<ul style="list-style-type: none"> – Ne peut être inférieure au solde à la date de reporting 	<ul style="list-style-type: none"> – Amortissement pour les produits à terme. – Tirage futur pris en compte pour les produits renouvelables
LGD	<ul style="list-style-type: none"> – LGD de crise (cohérente avec les pertes que s'attend à subir HSBC Continental Europe lors d'une récession économique grave mais plausible) – Des seuils réglementaires peuvent s'appliquer pour atténuer le risque de sous-estimation de la LGD de crise en raison du manque de données historiques – Actualisée en utilisant un indice approprié (au moins 9 %) – Tous frais de collecte inclus 	<ul style="list-style-type: none"> – LGD basée sur les dernières performances et données du portefeuille et incluant l'impact attendu des conditions économiques futures telles que les variations de la valeur du collatéral – Pas de seuil, actualisé selon le taux d'intérêt effectif initial – Seuls les coûts associés à la vente du collatéral et certains coûts tiers sont inclus
Autre		<ul style="list-style-type: none"> – Réactualisé depuis la date de l'événement de défaut à la date de clôture.

Alors que les PD à 12 mois sont recalibrées à partir des modèles IRB dans la mesure du possible, la PD sur la durée de vie des actifs est déterminée à partir des probabilités d'évolution future des PD à 12 mois. Pour la méthodologie du crédit aux entreprises, la PD sur la durée de vie de ces actifs prend également en compte la migration de crédit attendue, c'est-à-dire la variation attendue du CRR du client au cours de la durée de vie du crédit.

La perte de crédit attendue pour le crédit aux entreprises en stage 3 est déterminée principalement sur une base individuelle à l'aide d'une méthode de flux de trésorerie actualisés (Discounted Cash Flows, ou « DCF »). Les flux de trésorerie futurs attendus sont basés sur les estimations à dire d'expert à la date de reporting, reflétant des hypothèses raisonnables et justifiables et des projections de recouvrements futurs et d'encaissements d'intérêts futurs.

La garantie est prise en compte, s'il est probable que le recouvrement de l'encours comprendra la réalisation de la garantie, sur la base de la juste valeur estimée de celle-ci au moment de la réalisation attendue, diminuée des coûts d'obtention et de vente de la garantie.

Les flux de trésorerie sont actualisés à une approximation raisonnable du taux d'intérêt effectif initial. Pour les montants significatifs, les flux de trésorerie selon quatre scénarios sont pondérés selon les probabilités en référence au statut de l'emprunteur, aux scénarios économiques appliqués de manière plus générale par HSBC Continental Europe et à dire d'expert quant à la probabilité de réussite de la stratégie de recouvrement. Pour les cas moins significatifs où une évaluation

individuelle est entreprise, l'effet de différents scénarios économiques et stratégies de résolution aboutit à un calcul d'ECL basé sur un résultat le plus probable qui est ajusté pour prendre en compte les pertes résultant de résultats moins probables mais possibles. Pour certains cas moins significatifs, la banque peut utiliser une approche modélisée basée sur la LGD pour l'évaluation des ECL, qui prend en compte une série de scénarios économiques.

Mesure de la perte de crédit attendue (ECL)

La perte de crédit attendue est mesurée dès la comptabilisation initiale de l'actif financier. La période maximale prise en compte lors de la mesure de la perte de crédit attendue (qu'il s'agisse d'une perte de crédit attendue à 12 mois ou à vie) correspond à la période contractuelle maximale pendant laquelle HSBC Continental Europe est exposé au risque de crédit. Toutefois, lorsque l'instrument financier comprend à la fois un engagement tiré et non tiré et que la capacité contractuelle d'exiger le remboursement et d'annuler l'engagement non tiré ne limite pas l'exposition du risque de crédit de HSBC Continental Europe au délai de préavis contractuel, ce n'est pas la durée contractuelle du crédit qui détermine la période maximale considérée. La valeur l'ECL est alors plutôt mesurée sur la période au cours de laquelle HSBC Continental Europe restera exposée au risque de crédit qui n'est pas atténué par des mesures de gestion du risque de crédit. Ceci s'applique aux découverts bancaires du portefeuille de détail, où la période correspond à la durée au terme de laquelle les expositions en stage 2 se retrouvent en défaut ou ne sont plus considérées comme des comptes sains ; cette période est déterminée au niveau des portefeuilles et varie entre deux et six ans. De plus, pour ces facilités, il n'est pas possible d'identifier la perte de crédit attendue sur la composante « engagement de prêt » séparément de la composante « actif financier ».

En conséquence, le total de l'ECL est comptabilisé en provision pour perte de l'actif financier sauf si le total de l'ECL dépasse la valeur comptable brute de l'actif financier, auquel cas la perte de crédit attendue est comptabilisée en provision. Pour les facilités de découvert à la grande clientèle, des mesures de gestion du risque de crédit sont prises au moins une fois par an.

Données économiques prospectives

HSBC Continental Europe utilise différents scénarios économiques globaux prospectifs, déterminés par référence à des prévisions externes, qui sont représentatifs des conditions économiques anticipées. Cette approche est considérée comme suffisante pour calculer de façon objective la perte de crédit attendue dans la plupart des environnements économiques. Dans certains contextes économiques, des analyses complémentaires peuvent s'avérer nécessaires et peuvent entraîner des scénarios ou des ajustements additionnels, pour refléter une gamme de résultats économiques possibles suffisante pour une estimation non biaisée. La méthodologie détaillée est décrite dans « Incertitude dans la mesure et analyse de sensibilité des estimations ECL » à la page 191.

Estimations et jugements critiques

Le calcul de l'ECL selon IFRS 9 impose à HSBC Continental Europe de porter un certain nombre de jugements, d'hypothèses et d'estimations. Les plus significatifs sont indiqués ci-dessous :

Jugements

- Définition de ce qui est considéré comme une hausse significative du risque de crédit.
- Choix et calibration des modèles de PD, LGD et EAD qui soutiennent les calculs, y compris la formulation de jugements raisonnables et justifiables sur la façon dont les modèles réagissent aux conditions économiques actuelles et futures.
- Sélection des paramètres du modèle et des prévisions économiques, y compris déterminer si des prévisions économiques suffisantes et correctement pondérées sont incorporées pour calculer la perte attendue sans biais.
- Ajustements selon le jugement de la direction pour tenir compte des événements de dernière minute, des limitations et des lacunes des modèles et des données, et des jugements d'experts en matière de crédit.
- Sélection de stratégies de recouvrement pertinentes pour certains prêts douteux wholesale.

Estimations

- Le paragraphe « Incertitude dans la mesure et analyse de sensibilité des estimations ECL » à la page 191 expose les hypothèses utilisées pour déterminer les ECL et fournit une indication de la sensibilité du résultat à l'application de différentes pondérations à une série d'hypothèses économiques.

(j) Contrats d'assurance

Un contrat est classé comme contrat d'assurance lorsque l'entité accepte un risque d'assurance significatif d'une autre partie en acceptant d'indemniser cette partie si elle est affectée négativement par un événement futur incertain spécifié. Un contrat d'assurance peut également transférer un risque financier, mais est comptabilisé comme un contrat d'assurance si le risque d'assurance est significatif. En outre, HSBC Continental Europe émet des contrats d'investissement avec les éléments de participation discrétionnaire ("DPF") qui sont également comptabilisés au titre de la norme IFRS 17 « Contrats d'assurance ».

Agrégation des contrats d'assurance

Les contrats d'assurance individuels qui sont gérés ensemble et soumis à des risques similaires sont identifiés en tant que portefeuille. Les contrats gérés ensemble appartiennent généralement à la même catégorie de produits et présentent des caractéristiques similaires, telles que l'application d'un cadre tarifaire ou d'une gestion de produits similaires et sont émis par la même entité juridique. Si un contrat est exposé à plus d'un risque, le risque dominant du contrat est utilisé pour évaluer s'il présente des risques similaires. Chaque portefeuille est ensuite classé par groupe de rentabilité attendue. Les portefeuilles sont répartis selon leur rentabilité en : (i) contrats déficitaires à l'origine ; (ii) contrats qui lors de leur comptabilisation initiale ont une faible probabilité de devenir déficitaires par la suite ; et (iii) autres contrats. Ces groupes de rentabilité sont ensuite divisés par date d'émission, les contrats émis par le Groupe HSBC après la date de transition étant regroupés en groupes trimestriels ou annuels. Pour les groupes de contrats impliquant plusieurs devises, le Groupe HSBC les considère comme étant libellés dans une seule devise. HSBC Continental Europe n'a pas choisi l'option de non-application des cohortes annuelles.

L'évaluation du passif des contrats d'assurance est basée sur les groupes de contrats d'assurance tels qu'établis lors de la comptabilisation initiale, et comprendra les flux de trésorerie d'exécution ainsi que la CSM représentant les bénéfices non acquis. La politique comptable du Groupe HSBC met à jour les estimations utilisées dans l'évaluation sur une base annuelle.

Flux de trésorerie d'exécution

Les flux de trésorerie d'exécution comprennent les éléments suivants :

(i) Meilleures estimations des flux de trésorerie futurs

Les flux de trésorerie à l'intérieur des frontières de chaque contrat du Groupe HSBC comprennent les montants à percevoir au titre des primes et paiements pour les sinistres, les prestations et les charges, et sont évalués à l'aide de scénarios et d'hypothèses impartiaux sur la base de l'expérience démographique et opérationnelle du Groupe HSBC ainsi que de données de mortalité externes lorsque les données d'expérience du Groupe HSBC sont insuffisantes pour être crédibles.

(ii) Ajustement pour refléter la valeur temps de l'argent et les risques financiers associés aux flux de trésorerie futurs

Les estimations des flux de trésorerie futurs sont ajustées pour refléter la valeur temps de l'argent (c'est-à-dire l'actualisation) et les risques financiers, et obtenir ainsi une valeur actualisée attendue. Le Groupe HSBC emploie généralement des techniques de modélisation stochastique dans l'estimation des produits avec options et garanties. Le taux d'actualisation à appliquer à un ensemble donné de flux de trésorerie futurs attendus est déterminé selon une approche bottom-up : il s'agit de la somme du rendement sans risque et d'une prime d'illiquidité. Le rendement sans risque est déterminé sur la base de données de marché observables, lorsque ces marchés sont considérés comme profonds, liquides et transparents. Lorsque ces informations ne sont pas disponibles, la direction s'appuie sur son jugement pour déterminer le rendement sans risque approprié. Les primes d'illiquidité reflètent les caractéristiques de liquidité des contrats d'assurance concernés.

(iii) Ajustement du risque pour le risque non financier

L'ajustement du risque compense l'incertitude autour du montant et de la date d'occurrence des futurs flux de trésorerie en lien avec le risque non financier. Il correspond à un niveau de stress du 75^e percentile sur une période d'un an. Le niveau de stress est déterminé en fonction des contraintes réglementaires externes et des contraintes internes en matière de capital économique. De plus, l'ajustement du risque calculé sur la base d'une approche pluriannuelle sera publié.

Pour la principale entité de production d'assurance du Groupe HSBC, le niveau de stress du 75^e centile sur un an correspond au 60^e centile (2023 : 60^e centile) basé sur une vision ultime du risque sur toutes les années futures.

Le Groupe HSBC ne ventile pas les variations d'ajustement du risque entre le résultat des services d'assurance (incluant les produits et les charges des services d'assurance) et les produits ou charges financiers d'assurance. Tous les changements sont inclus dans le résultat des services d'assurance.

Modèles d'évaluation

Le modèle d'évaluation basé sur l'approche par commission variable (ci-après dénommée « VFA ») est utilisé pour la majorité des contrats émis par le Groupe HSBC, ce qui est obligatoire si les critères d'éligibilité suivants sont remplis lors de leur entrée en vigueur :

- i. les conditions contractuelles précisent que l'assuré participe à une part d'un ensemble clairement identifié d'éléments sous-jacents ;
- ii. le Groupe HSBC s'attend à payer à l'assuré une part substantielle des rendements à la juste valeur des éléments sous-jacents. Le Groupe HSBC considère qu'une part substantielle correspond à la majorité des rendements ; et
- iii. le Groupe HSBC s'attend à ce qu'une part substantielle de la variation des montants à payer à l'assuré varie en fonction de la variation de la juste valeur des éléments sous-jacents. Le Groupe HSBC considère qu'une part

substantielle est une part majoritaire de variation sur une moyenne pondérée probable de valeur actualisée parmi l'ensemble des scénarios.

Pour les contrats évalués dans le cadre de la VFA, l'option des autres éléments du résultat global (« OCI ») est utilisée. L'option OCI est appliquée lorsque les éléments sous-jacents détenus par le Groupe HSBC ne sont pas comptabilisés à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Selon cette option, seul le montant correspondant aux produits ou charges comptabilisés dans le compte de résultat sur les éléments sous-jacents est inclus dans les produits ou charges financiers pour ces contrats d'assurance, ce qui permet d'éliminer les asymétries comptables. Le montant restant des produits ou charges financiers pour ces contrats d'assurance émis pour la période est comptabilisé dans les autres éléments du résultat global. En outre, l'option d'atténuation des risques est utilisée pour un certain nombre de compensations économiques par rapport aux instruments qui répondent à des exigences spécifiques.

Les autres contrats émis et les contrats de réassurance détenus sont comptabilisés selon le modèle d'évaluation générale (ci-après dénommé « GMM »).

CSM et unités de couverture

La CSM représente le bénéfice non acquis et ne donne lieu à aucun produit ou charge lors de la comptabilisation initiale lorsque le groupe de contrats est rentable. La CSM est ajustée à chaque période de reporting ultérieure pour tenir compte des changements dans les flux de trésorerie liés aux services futurs (par exemple, les changements dans les hypothèses non économiques, y compris les taux de mortalité et de morbidité). Lors de la comptabilisation initiale des groupes de contrats déficitaires et lorsque des groupes de contrats deviennent déficitaires par la suite, les pertes sont immédiatement comptabilisées dans les charges des services d'assurance.

Pour les groupes de contrats évalués dans le cadre de la VFA, les changements intervenants dans les éléments sous-jacents affectés au Groupe HSBC et les variations au niveau de l'expérience économique et des hypothèses économiques ajustent la CSM, alors que ces variations n'ajustent pas la CSM pour les contrats en GMM, mais sont comptabilisées dans le compte de résultat au fur et à mesure de leur survenance. Toutefois, dans le cadre de l'option d'atténuation des risques pour les contrats VFA, les variations des flux de trésorerie d'exécution et les variations de la part du Groupe HSBC dans le rendement de la juste valeur des éléments sous-jacents que les instruments atténuent ne sont pas ajustées dans la CSM mais comptabilisées en résultat. Les instruments d'atténuation des risques sont principalement les contrats de réassurance détenus.

La CSM est systématiquement comptabilisée dans les revenus d'assurance pour refléter les services fournis dans le cadre des contrats d'assurance, sur la base des unités de couverture du groupe de contrats. Les unités de couverture sont déterminées par la quantité de prestations et la période de couverture prévue des contrats.

Le Groupe HSBC identifie la quantité des prestations fournies comme suit :

- Pour les couvertures d'assurance : sur la base des prestations nettes d'assurance attendues à chaque période après déduction des décotes, les prestations nettes d'assurance correspondant au montant du capital assuré moins la valeur du fonds ou la valeur de rachat.
- Pour les services d'investissement (y compris les services de rendement et les services liés à l'investissement) : sur la base d'une évaluation constante reflétant l'accès de l'assuré au contrat, l'unité de couverture correspondant au nombre de contrats d'assurance.

Pour les contrats qui fournissent à la fois une couverture d'assurance et des services d'investissement, les unités de couverture sont pondérées en fonction de la valeur actualisée attendue des sorties de trésorerie futures de chaque service.

Résultat des services d'assurance

Les revenus d'assurance reflètent la contrepartie à laquelle le Groupe HSBC s'attend en échange de la prestation de services de couverture et autres services contractuels d'assurance (à l'exclusion de toute composante de placement). Les charges des services d'assurance comprennent les sinistres avérés et autres frais de service d'assurance encourus (à l'exclusion de toute composante d'investissement) ainsi que les pertes subies par des groupes onéreux de contrats et les annulations de ces pertes.

Produits/(charges) financiers d'assurance

Les produits et charges financiers d'assurance comprennent la variation de la valeur comptable du groupe de contrats d'assurance résultant des effets de la valeur temps de l'argent, du risque financier et de leurs variations. Pour les contrats évalués selon l'approche par commission variable (VFA), les variations de la juste valeur des éléments sous-jacents (hors ajouts et retraits) sont comptabilisées en produits ou charges financiers d'assurance, sauf lorsque l'option OCI s'applique comme décrit ci-dessus.

(k) Frais de personnel**Paielements réglés en actions**

HSBC Continental Europe conclut des accords de paiement fondés sur des parts réglées en actions avec ses employés en guise de rémunération pour la prestation de leurs services.

La période d'acquisition de ces plans peut démarrer avant la date d'attribution légale si les salariés ont commencé à rendre leurs services avant la date d'attribution légale, lorsqu'il existe une compréhension commune des termes et conditions de l'accord. Les charges sont comptabilisées lorsque l'employé commence à rendre des services auxquels l'attribution se rapporte.

Les annulations résultent du non-respect d'une condition de non-acquisition pendant la période d'acquisition, et sont traitées comme une accélération de l'acquisition reconnues immédiatement dans le compte de résultat. Le non-respect d'une condition d'acquisition par le salarié n'est pas considéré comme une annulation et le montant des charges comptabilisées pour l'attribution est ajusté pour refléter le nombre d'attributions qui devraient être acquises.

Régimes d'avantages postérieurs à l'emploi

HSBC Continental Europe gère un certain nombre de régimes de retraite, y compris des régimes à prestations définies et d'autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi.

Les paiements aux régimes à cotisations définies sont comptabilisés en charges lorsque les employés rendent les services. Les engagements de retraite à prestations définies sont calculés selon la méthode des unités de crédit projetées. La charge nette au compte de résultat comprend principalement le coût des services rendus et les intérêts nets sur l'actif ou le passif net au titre des prestations définies, et est présentée en charges d'exploitation.

Les réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies, qui comprennent les écarts actuariels, le rendement des actifs du régime (hors intérêts) et l'effet du plafond de l'actif (le cas échéant, hors intérêts), sont comptabilisées immédiatement en autres éléments du résultat global. L'actif ou le passif net au titre des prestations définies représente la valeur actuelle des obligations au titre des prestations définies diminuée de la juste valeur des actifs du régime, après application du test du plafond de l'actif, lorsque l'excédent net au titre des prestations définies est limité à la valeur actuelle des remboursements disponibles et des diminutions de cotisations futures au régime.

Les coûts des obligations découlant des autres régimes postérieurs à l'emploi est comptabilisé sur la même base que les régimes de retraite à prestations définies.

(l) Impôts

L'impôt sur les bénéfices comprend l'impôt courant et l'impôt différé. L'impôt sur les bénéfices est enregistré dans le compte de résultat, sauf dans la mesure où il se rapporte à des éléments comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ou directement en capitaux propres, auquel cas l'impôt est comptabilisé dans la même ligne dans lequel l'élément lié apparaît.

Les impôts courants sont les impôts prévisionnels à payer sur les bénéfices imposables de l'année en cours et de tout ajustement des impôts dus au titre des années précédentes. Le Groupe HSBC prévoit des passifs d'impôts courants potentiels pouvant survenir sur la base des montants attendus à payer aux autorités fiscales.

Les impôts différés sont constatés sur la base des écarts temporaires entre la valeur comptable des actifs et passifs au bilan et la valeur fiscale attribuée à ces actifs et passifs. Les impôts différés sont calculés sur la base des taux d'imposition applicables prévisionnels sur les périodes auxquelles les actifs seront réalisés ou les passifs réglés.

Au moment d'évaluer la probabilité et la suffisance des futurs bénéfices imposables, HSBC Continental Europe tient compte de l'ensemble des éléments probants à l'appui de la comptabilisation des actifs d'impôt différé, ainsi que des risques inhérents aux prévisions à long terme, notamment les risques liés au changement climatique, et des facteurs ayant récemment conduit à la constatation de pertes fiscales, le cas échéant. HSBC Continental Europe tient également compte du renversement futur des différences temporelles imposables existantes et des stratégies de planification fiscale, y compris des réorganisations.

Les impôts courants et différés sont calculés sur la base des taux d'imposition et des lois en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date de clôture du bilan.

Estimations et jugements critiques

La comptabilisation des impôts différés actifs dépend de jugements et estimations.

Jugements

- Évaluer la probabilité et l'existence de résultats futurs taxables suffisants, sur la base des informations disponibles permettant de justifier la reconnaissance d'impôts différés actifs tout en tenant compte des risques inhérents à la réalisation de projections à long terme, des éléments à l'origine des pertes récentes, de la chronique de retournement

dans le futur des différences temporaires, des évolutions fiscales et des réorganisations. Les jugements spécifiques liés à la reconnaissance d'impôts différés actifs sont mentionnés à la Note 8.

Estimations

- La reconnaissance des impôts différés actifs est sensible à l'estimation des flux de trésorerie futurs pour lesquels des projections détaillées et des hypothèses de long terme en matière de flux de trésorerie sur lesquels les projections de profits taxables sont fondés et qui affectent la probabilité d'utilisation des pertes reportables et des crédits d'impôts sont disponibles.

(m) Provisions, passifs éventuels et garanties

Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'événements passés et pour laquelle une estimation fiable peut être faite.

Estimations et jugements critiques

La comptabilisation et l'évaluation des provisions obligent HSBC Continental Europe à formuler un certain nombre de jugements, hypothèses et estimations. Les plus importants sont présentés ci-dessous :

Jugements

- Déterminer s'il existe une obligation actuelle. Un conseil professionnel est pris en considération sur l'évaluation des litiges et des obligations similaires.
- Les provisions relatives aux procédures judiciaires et aux affaires réglementaires nécessitent généralement un degré de jugement plus élevé que les autres types de provisions. Lorsque les choses en sont à un stade précoce, les jugements comptables peuvent être difficiles en raison du degré élevé d'incertitude associé à la détermination de l'existence d'une obligation actuelle et à l'estimation de la probabilité et du montant des sorties de trésorerie qui pourraient survenir. Au fur et à mesure que les choses progressent, la direction et les conseillers juridiques évaluent de manière continue si les provisions doivent être comptabilisées, en révisant les estimations précédentes, le cas échéant. Aux stades plus avancés, il est généralement plus facile de faire des estimations autour d'un ensemble mieux défini de résultats possibles.

Estimations

- Les provisions pour poursuites judiciaires et questions réglementaires restent très sensibles aux hypothèses retenues dans l'estimation. Il pourrait y avoir un plus large éventail de résultats possibles pour toute procédure judiciaire, enquête ou enquête en cours. En conséquence, il est souvent impossible de quantifier une gamme de résultats possibles pour des questions individuelles. Il n'est pas non plus possible de quantifier de manière significative les gammes de résultats potentiels dans leur ensemble pour ces types de dispositions en raison de la nature et des circonstances diverses de ces questions et du large éventail d'incertitudes impliquées.

Engagements de financement et de garantie

Passifs éventuels

Les passifs éventuels, qui comprennent certaines garanties et lettres de crédit engagées en tant que données en garanties, et les passifs éventuels liés à des procédures judiciaires ou à des problématiques d'ordre réglementaire, ne sont pas comptabilisés dans les états financiers, mais font l'objet d'une présentation en annexe à moins que la probabilité de sortie de trésorerie soit très faible ou peu probable.

Contrats de garantie financière

Les passifs correspondant à des contrats de garantie financière qui ne sont pas classés comme des contrats d'assurance sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, ce qui correspond généralement aux honoraires perçus ou à la valeur actualisée des honoraires à recevoir.

(n) Dépréciation d'actifs non financiers

Les logiciels en cours de développement font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an. Les autres actifs non financiers sont les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles (hors écart d'acquisition) et les droits d'utilisation (« ROU »). Ils font l'objet d'un test de dépréciation au niveau de l'actif pris individuellement lorsqu'il existe un indice de dépréciation à ce niveau ou au niveau de l'UGT pour les actifs qui n'ont pas de valeur recouvrable au niveau de

l'actif isolé. Par ailleurs, un test de dépréciation est également réalisé au niveau de l'UGT lorsqu'il existe un indice de dépréciation à ce niveau. Dans cet objectif, les UGT sont considérées comme les principales entités juridiques opérationnelles réparties par activité mondiale.

Le test de dépréciation compare la valeur comptable de l'actif non financier ou de l'UGT à sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de cession ou la valeur d'utilité. La valeur comptable d'une UGT comprend la valeur comptable de ses actifs et passifs, y compris les actifs non financiers qui lui sont directement attribuables et les actifs non financiers qui peuvent lui être attribués de façon raisonnable et cohérente. Les actifs non financiers qui ne peuvent être attribués à une UGT individuelle sont soumis à un test de dépréciation au niveau d'un regroupement approprié d'UGT.

La valeur recouvrable de l'UGT correspond au montant le plus élevé de la juste valeur de l'UGT diminuée des coûts de vente, ce montant étant déterminé par des experts indépendants qualifiés, et de la valeur d'utilité calculée sur la base des données appropriées (voir Note 21). Lorsque la valeur recouvrable d'une UGT est inférieure à sa valeur comptable, une charge de dépréciation est comptabilisée au compte de résultat. Cette perte de valeur peut être affectée aux autres actifs au prorata de leur valeur comptable de chaque actif dans l'UGT en s'assurant que la répartition de la perte de valeur ne puisse pas réduire la valeur comptable d'un actif en dessous de la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente ou de zéro.

Les dépréciations constatées au cours des périodes précédentes sur les actifs non financiers peuvent faire l'objet d'une reprise en cas de changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable des actifs. La comptabilisation d'une reprise de valeur ne doit pas générer une valeur comptable supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée au cours des exercices antérieurs.

(o) Subventions gouvernementales

Les subventions publiques correspondent à des aides d'État prenant la forme d'un transfert de ressources vers une entité en contrepartie du respect dans le passé ou à venir de certaines conditions en lien avec les activités opérationnelles de l'entité. Le bénéfice d'un prêt octroyé par l'État à un taux d'intérêt inférieur au taux de marché s'analyse comme une subvention publique. Le bénéfice d'un prêt octroyé à un taux d'intérêt inférieur au marché est égal à la différence entre la valeur comptable initiale du prêt enregistré et le produit reçu. Lors de l'identification des coûts destinés à être compensés par la subvention, les conditions et obligations devant être atteintes doivent être considérées. Les subventions publiques sont enregistrées s'il existe une assurance raisonnable que les conditions seront atteintes et que la subvention sera reçue. Les subventions publiques sont enregistrées en résultat sur une base systématique sur les périodes sur lesquelles l'entité enregistre les coûts correspondants.

Estimations et jugements critiques

Jugements

- Déterminer dans quelle mesure l'entité a une assurance raisonnable que les conditions attachées à la perception de la subvention seront atteintes.

(p) Actifs non courants et groupes destinés à être cédés détenus en vue de la vente et activités abandonnées

HSBC Continental Europe classe en actifs non courants et groupe d'actifs disponibles à la vente les actifs dont la valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une transaction de vente plutôt que par l'utilisation continue. Pour être classé en actif détenu pour la vente, l'actif doit être disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel sous réserve uniquement des conditions qui sont habituelles et coutumières pour la vente de tels actifs (ou groupes destinés à être cédés) et sa vente doit être hautement probable. Pour que la vente soit hautement probable, la direction, au niveau approprié, doit s'être engagée à l'égard d'un plan de vente de l'actif (ou du groupe destiné à être cédé), et un programme actif pour trouver un acheteur et mener à bien le plan doit avoir été entrepris. De plus, l'actif (ou le groupe destiné à être cédé) doit être activement commercialisé en vue de la vente à un prix qui est raisonnable par rapport à sa juste valeur actuelle. Par ailleurs, la vente devrait normalement répondre, dans l'année suivant son classement, aux critères de comptabilisation à titre de vente réalisée et les mesures requises pour mener le plan à bien doivent indiquer qu'il est improbable que des changements importants soient apportés au plan ou que celui-ci soit retiré.

Les actifs disponibles à la vente et les groupes destinés à être cédés sont évalués (à l'exception des actifs et passifs hors périmètre des règles d'évaluation édictées par IFRS 5 au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. Si la valeur nette comptable des actifs non courants ou groupe d'actifs disponibles à la vente est supérieure à la juste valeur diminuée des coûts de vente, l'écart constaté entre ces deux valeurs constitue une charge de dépréciation. La charge de dépréciation est d'abord allouée aux actifs non courants entrant dans le périmètre défini par IFRS 5 applicable en matière de règles d'évaluation. Cela réduit d'abord la valeur comptable de tout écart d'acquisition affecté au groupe destiné à être cédé, puis aux autres actifs non courants du groupe destiné à être cédé au

prorata sur la base de la valeur comptable de chaque actif du groupe destiné à être cédé. Après, toute perte de valeur supérieure à la valeur comptable des actifs non courants du champ d'application d'IFRS 5 pour l'évaluation est comptabilisée par rapport au total des actifs du groupe destiné à être cédé.

HSBC Continental Europe classe une composante d'une entité comme activité abandonnée lorsqu'elle a été cédée ou est classée comme détenue en vue de la vente et :

- représente une ligne d'activité principale ou une zone géographique d'opération distincte ;
- fait partie d'un plan coordonné unique visant à se départir d'une ligne d'activité principale ou d'une zone géographique d'opérations distincte ; ou
- est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

Une fois les activités classées comme abandonnées, les résultats seront présentés comme tels dans le compte de résultat et le tableau des flux de trésorerie. Les activités abandonnées détenues en vue de la vente sont évaluées de la même manière que les autres groupes destinés à être cédés, c'est-à-dire au moindre de la valeur comptable et de la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

Estimations et jugements critiques

Le classement comme détenu en vue de la vente dépend de certains jugements.

Jugements

Le jugement de la direction est requis pour déterminer si les critères d'IFRS 5 relatifs aux actifs détenus en vue de la vente s'appliquent, y compris si une vente est hautement probable et doit être conclue dans l'année suivant la classification. L'exercice du jugement tiendra normalement compte de la probabilité d'obtenir avec succès les approbations réglementaires ou politiques nécessaires qui sont presque toujours requises pour la vente d'activités bancaires. Pour les plans importants et complexes, le jugement comprendra également une évaluation de la force exécutoire de tout accord de vente contraignant, de la nature et de l'ampleur de tout obstacle à l'inexécution, et de la capacité de la contrepartie à entreprendre les travaux préparatoires nécessaires avant l'achèvement, à se conformer aux conditions préalables, et être par ailleurs en mesure de respecter les engagements contractuels de réalisation dans les délais prévus. Une fois classés comme détenus en vue de la vente, le jugement doit être exercé de manière continue pour s'assurer que le classement reste approprié au cours des périodes comptables futures.

1.3. – Événements significatifs de l'année

Cessions d'activités

Pour plus de détails sur les cessions d'activités, se référer à la Note 2 « Actifs détenus en vue de la vente, passifs d'un groupe destiné à être cédé et activités abandonnées ». Pour les méthodes comptables et les jugements connexes, se reporter à la Note 1.2 (p).

Cession des activités de banque de détail en France

Le 1^{er} janvier 2024, HSBC Continental Europe a finalisé la vente de ses activités de banque de détail en France à CCF, une filiale de Promontoria MMB SAS (« My Money Group »). La cession comprend également 100 % des actions détenues par HSBC Continental Europe dans HSBC SFH (France) et la participation de HSBC Continental Europe dans Crédit Logement représentant 3 % du capital de Crédit Logement.

Au terme de la vente et conformément à ses conditions, HSBC Continental Europe a reçu une participation bénéficiaire de 0,1 milliard EUR dans la société holding ultime de My Money Group. Les impacts associés à la comptabilisation initiale de cette participation à la juste valeur ont été comptabilisés dans la perte sur cession avant impôt en 2023, lors du reclassement du groupe destiné à être cédé comme détenu en vue de la vente. Conformément aux conditions de la cession, HSBC Continental Europe a conservé un portefeuille de 7,1 milliards EUR au moment de la vente, composé de prêts immobiliers et de certains autres prêts, pour lesquels il pourrait envisager des opportunités de revente à un moment opportun, ainsi que la marque CCF, qu'il a concédée à l'acheteur dans le cadre d'un contrat de licence à long terme. Par ailleurs, les filiales de HSBC Continental Europe, HSBC Assurances Vie (France) et HSBC Global Asset Management (France), ont conclu des accords de distribution avec l'acheteur.

Les soldes des prêts à la clientèle et les impacts associés sur le compte de résultat du portefeuille de prêts conservés, ainsi que la participation aux bénéfices et l'accord de licence de la marque CCF, ont été reclassés de la Banque privée et de gestion de patrimoine vers le Corporate Centre, avec effet au 1^{er} janvier 2024.

Au cours du quatrième trimestre 2024, HSBC Continental Europe a entamé la processus de commercialisation du portefeuille conservé de crédits immobiliers et d'autres prêts destinés à la vente, dont la valeur comptable s'établissait à 6,7 milliards EUR au 31 décembre 2024. Par conséquent, HSBC Continental Europe a reclassé le portefeuille selon un modèle économique « hold-to-collect-and-sale » au 1^{er} janvier 2025 et l'évaluera prospectivement à partir du premier trimestre 2025 à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. HSBC Continental Europe prévoit de comptabiliser une perte de juste valeur avant impôt estimée à 1 milliard EUR dans les autres éléments du résultat global lors de la réévaluation des instruments financiers. La valorisation de ce portefeuille de prêts peut être sensiblement différente en cas de vente en

raison de facteurs spécifiques à l'entité et à la transaction, notamment les coûts de financement et la valeur des relations avec les clients. Dans l'éventualité d'une vente, au moment de la conclusion de la vente, les variations cumulées de la juste valeur comptabilisées dans les autres éléments du résultat global, et cohérentes avec les conditions de la vente convenue, seraient reclassées dans le compte de résultat. En décembre 2024, HSBC Continental Europe a conclu des couvertures économiques non éligibles pour couvrir le risque de taux d'intérêt du portefeuille, et a comptabilisé un gain au prix de marché de 0,1 milliard EUR depuis le début de l'année.

Cession des activités de tenue de compte et de conservation de l'épargne salariale

Le 29 novembre 2024, HSBC Continental Europe a finalisé la cession de HSBC Épargne Entreprise à Natixis Interépargne, filiale du Groupe BPCE.

La transaction comprenait :

- la cession par HSBC Continental Europe, à Natixis Interépargne, de sa filiale HSBC Épargne Entreprise ;
- la conclusion d'un accord de commercialisation de services et plans d'épargne salariale et de retraite entre HSBC Global Asset Management (France) et Natixis Interépargne ; et
- le transfert volontaire du personnel dédié aux services de tenue de compte et de conservation de l'épargne salariale vers le nouveau gestionnaire de compte, Natixis Interépargne.

HSBC Global Asset Management (France), filiale de HSBC Continental Europe, a conservé la conception et la distribution de l'offre d'épargne salariale et de retraite, ainsi que la relation commerciale avec les clients, et s'appuiera sur Natixis Interépargne pour l'administration et la conservation des comptes d'épargne des clients.

Cession planifiée des activités d'assurance vie en France

Le 20 décembre 2024, HSBC Continental Europe a signé un protocole d'accord concernant la cession planifiée de son activité française d'assurance vie, HSBC Assurances Vie (France), à Matmut Société d'Assurance Mutuelle (« Matmut »). La transaction, qui est soumise aux approbations réglementaires et à la consultation des salariés, devrait être finalisée au second semestre 2025. Au 31 décembre 2024, le groupe destiné à être cédé répondait aux critères de classement comme détenant en vue de la vente, d'où le classement de 23,3 milliards EUR d'actifs et de 22,6 milliards EUR de passifs comme détenus en vue de la vente, et la comptabilisation d'une perte négligeable lors de la cession.

La perte totale avant impôt au moment de la finalisation de la vente est estimée à 0,1 milliard EUR et comprend les coûts de migration et le recyclage des réserves de conversion de devises étrangères cumulées, les réserves financières d'assurance et d'autres réserves pour une perte nette totale de 34 millions EUR au 31 décembre 2024.

Cession planifiée des activités de banque privée en Allemagne

Le 23 septembre 2024, HSBC Continental Europe a annoncé avoir conclu un accord pour céder son activité de banque privée en Allemagne à BNP Paribas S.A., et le groupe destiné à être cédé répondait aux critères de classement comme détenant en vue de la vente au 31 décembre 2024. Cette cession, qui doit encore faire l'objet d'une consultation auprès du Comité d'entreprise, devrait être finalisée au second semestre 2025.

La cession devrait générer un gain avant impôt de 0,2 milliard EUR, qui sera comptabilisé à la finalisation de la transaction.

Cession planifiée des activités d'administration de hedge funds

Le 21 novembre 2023, HSBC Continental Europe a conclu un accord exclusif avec BNP Paribas Securities Services pour transférer l'ensemble des activités d'administration de hedge funds de HSBC aux entités de BNP Paribas sur plusieurs marchés, dont Hong Kong, Singapour, l'Irlande et le Luxembourg. Le transfert de services sera proposé à 25 clients dans le monde et impliquera l'intégration de certains collaborateurs au sein des équipes d'experts de BNP Paribas. L'opération devrait être finalisée d'ici fin mars 2025, après la finalisation des migrations clients.

Augmentation de capital

Sur décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 6 décembre 2024, le capital total de HSBC Continental Europe a été augmenté de 1 748 millions EUR le 20 décembre 2024. Il comprend un capital social de 266 millions EUR, qui se divise en 53 116 637 actions d'une valeur nominale de 5 EUR chacune.

Émissions et remboursements

En janvier 2024, HSBC Continental Europe a remboursé un prêt Tier 2 à la première date de remboursement, cinq ans avant l'échéance, pour un montant de 400 millions EUR et a émis un nouveau prêt Tier 2 pour HSBC Bank plc avec une maturité de onze ans pour un montant notionnel de 400 millions EUR.

En mars 2024, HSBC Continental Europe a remboursé un prêt Tier 2 à la première date de remboursement, près de quatre ans avant l'échéance, pour un montant de 300 millions EUR et a émis un nouveau prêt Tier 2 pour HSBC Bank plc avec une maturité de onze ans pour un montant notionnel de 300 millions EUR.

En mars 2024, HSBC Continental Europe a émis des titres seniors non privilégiés d'une maturité de sept ans pour un montant notionnel de 500 millions EUR.

En mai 2024, HSBC Continental Europe a racheté des titres seniors privilégiés émis en mai 2019 pour un montant de 1 milliard EUR.

En juin 2024, HSBC Continental Europe a remboursé un prêt Tier 2 à la première date de remboursement, cinq ans avant l'échéance, pour un montant de 100 millions EUR.

En juin 2024, HSBC Continental Europe a émis des titres seniors non privilégiés d'une maturité de sept ans pour un montant notionnel de 800 millions EUR.

En août 2024, HSBC Continental Europe a remboursé un prêt Tier 2 émis en juin 2014 pour HSBC Bank plc à la première date de remboursement, cinq ans avant l'échéance, pour un montant de 150 millions EUR.

En décembre 2024, HSBC Continental Europe a remboursé un prêt Tier 1 additionnel émis en décembre 2019 pour HSBC Bank plc à la première date de remboursement pour un montant de 250 millions EUR et a émis un nouveau prêt Tier 1 additionnel pour HSBC Bank plc pour un montant notionnel de 250 millions EUR.

En décembre 2024, HSBC Continental Europe a remboursé un prêt Tier 2 émis en décembre 2014 pour HSBC Holdings plc à la première date de remboursement, cinq ans avant l'échéance, pour un montant de 260 millions EUR et a émis un nouveau prêt Tier 2 pour HSBC Bank plc assorti d'une maturité de douze ans pour un montant notionnel de 500 millions EUR.

En décembre 2024, HSBC Continental Europe a racheté des titres senior privilégiés émis en décembre 2020 et décembre 2021 pour HSBC Bank plc pour un montant de 800 millions EUR, à la première date de remboursement, un an avant l'échéance.

En décembre 2024, HSBC Continental Europe a émis des titres senior non privilégiés pour HSBC Bank plc d'une maturité de huit ans pour un montant notionnel de 400 millions EUR.

En décembre 2024, HSBC Continental Europe a émis des titres senior non privilégiés pour HSBC Bank plc d'une maturité de neuf ans pour un montant notionnel de 400 millions EUR.

Financement par opérations de refinancement ciblées à long terme (« TLTRO »)

En mars 2024, HSBC Continental Europe a remboursé sa dernière tranche au titre des opérations de refinancement ciblées à long terme (« TLTRO ») pour un montant de 1,1 milliard EUR.

Engagements de paiement irrévocables du Fonds de résolution unique

À l'instar de ses pairs, HSBC Continental Europe a revu le traitement comptable de certains dépôts en espèces suite à un arrêt de la Cour de Justice de l'Union Européenne rendu le 25 octobre 2023 concernant le statut de ces dépôts en cas de retrait d'agrément. HSBC Continental Europe a conclu que sa politique comptable n'est pas affectée par la décision. Plus précisément, le dépôt en espèces continue d'être présenté comme un actif, et l'« engagement de paiement irrévocable » associé continue d'être analysé comme un passif éventuel non comptabilisé jusqu'à une date future où il devient probable qu'une sortie de trésorerie se produira, auquel cas une provision sera reconnu. Au 31 décembre 2024, la trésorerie s'élève à 150 millions EUR, dont 10 millions EUR liés à HSBC Allemagne.

2. – Actifs détenus en vue de la vente, passifs d'un groupe destiné à être cédé et activités abandonnées

Détenus en vue de la vente au 31 décembre

(En millions d'euros.)	2024	2023
Détenus en vue de la vente au 31 décembre		
Groupe destiné à être cédé	25 493	24 989
Pertes de valeur (1)	-19	-1 783
Actifs non courants détenus en vue de la vente	3	5
Actifs détenus en vue de la vente	25 477	23 211
Passifs d'un groupe destiné à être cédé	24 718	23 817

(1) Cela représente des pertes de valeur supérieures à la valeur comptable des actifs non courants, exclus du périmètre d'évaluation d'IFRS 5. Les données comparatives de décembre 2023 représentent la perte non allouée sur la vente des activités de banque de détail en France, y compris la participation aux bénéfices.

Groupes destinés à être cédés**Cession planifiée des activités d'assurance vie en France**

Le 20 décembre 2024, HSBC Continental Europe a signé un protocole d'accord concernant la cession planifiée de son activité française d'assurance vie, HSBC Assurances Vie (France), à Matmut Société d'Assurance Mutuelle (« Matmut »). La transaction, qui est soumise aux approbations réglementaires et à la consultation des salariés, devrait être finalisée au second semestre 2025.

La perte totale avant impôt au moment de la finalisation de la vente est estimée à 0,1 milliard EUR et comprend les coûts de migration et le recyclage des réserves de conversion de devises étrangères cumulées, les réserves financières d'assurance et d'autres réserves pour une perte nette totale de 34 millions EUR au 31 décembre 2024.

Au 31 décembre 2024, le groupe destiné à être cédé comprenait 23,3 milliards EUR d'actifs et 22,6 milliards EUR de passifs qui satisfaisaient aux critères de classement comme détenus en vue de la vente.

Cession planifiée des activités de banque privée en Allemagne

Le 23 septembre 2024, HSBC Continental Europe a annoncé avoir conclu un accord pour céder son activité de banque privée en Allemagne à BNP Paribas S.A. Cette cession, qui doit encore faire l'objet d'une consultation auprès du Comité d'entreprise, devrait être finalisée au second semestre 2025.

La cession devrait générer un gain avant impôt de 0,2 milliard EUR, qui sera comptabilisé à la finalisation de la transaction.

Au 31 décembre 2024, le groupe destiné à être cédé incluait 2,1 milliards EUR d'actifs et 2,1 milliards EUR de passifs, qui répondaient aux critères de classement comme détenus en vue de la vente.

Cession planifiée des activités d'administration de hedge funds

Le 21 novembre 2023, HSBC Continental Europe a conclu un accord exclusif avec BNP Paribas Securities Services pour transférer l'ensemble des activités d'administration de hedge funds de HSBC aux entités de BNP Paribas sur plusieurs marchés, dont Hong Kong, Singapour, l'Irlande et le Luxembourg. Le transfert de services sera proposé à 25 clients dans le monde et impliquera l'intégration de certains collaborateurs au sein des équipes d'experts de BNP Paribas. L'opération devrait être finalisée d'ici fin mars 2025, après la finalisation des migrations clients.

Au 31 décembre 2023, les activités étaient classées comme détenues en vue de la vente conformément à la norme IFRS 5.

Au 31 décembre 2024, les principales catégories d'actifs et de passifs associés des groupes destinés à être cédés, y compris les dépréciations affectées, étaient les suivantes :

(En millions d'euros.)	Activités d'assurance vie en France	Activités de banque privée en Allemagne	Total
Actifs du groupe destiné à être cédé détenus en vue de la vente			
Caisse, banques centrales et CCP	—	1 827	1 827
Actifs financiers désignés ou obligatoirement évalués à la juste valeur par le compte de résultat	14 034	—	14 034
Instruments dérivés	26	—	26
Prêts et créances sur les établissements de crédit	139	—	139
Prêts et créances sur la clientèle	—	298	298
Investissements financiers (1)	8 193	—	8 193
Actifs des contrats d'assurance	22	—	22
Comptes de régularisation et autres actifs	934	20	954
Total de l'actif au 31/12/2024	23 348	2 145	25 493
Passifs du groupe destiné à être cédé détenus en vue de la vente			
Dettes envers les établissements de crédit	—	—	—
Comptes créditeurs de la clientèle	—	2 010	2 010
Passifs financiers désignés à la juste valeur	11	114	125
Instruments dérivés	—	—	—
Dettes représentées par un titre	—	—	—
Comptes de régularisation et autres passifs	1 538	21	1 559
Passifs des contrats d'assurance	21 023	—	21 023
Provisions	1	—	1
Total du passif au 31/12/2024	22 573	2 145	24 718
Juste valeur des instruments financiers sélectionnés non évalués à la juste valeur au bilan			
Prêts et créances sur la clientèle	—	300	300
Comptes créditeurs de la clientèle	—	2 010	2 010

(1) Correspond aux investissements financiers à la juste valeur par OCI.

Date de réalisation prévue	Second semestre 2025	Second semestre 2025
Secteur opérationnel	Banque privée et de gestion de patrimoine	Banque privée et de gestion de patrimoine

Activités abandonnées

Outre la classification ci-dessus en actifs destinés à être cédés, au niveau de HSBC Continental Europe, le projet de cession des activités d'assurance vie en France répondait également aux critères de classification et de présentation des activités abandonnées selon IFRS 5. En conséquence, le résultat des activités abandonnées s'élevant à 0,1 milliard EUR (2023 : 0,2 milliard EUR) a été comptabilisé séparément dans le compte de résultat.

Après avoir été classées comme détenues en vue de la vente en 2023, la cession des activités de banque de détail en France répondait aux critères de classification et de présentation des activités abandonnées selon IFRS 5. En conséquence, le résultat des activités abandonnées au 31 décembre 2023 s'élevant à - 0,2 milliard EUR a été comptabilisé séparément dans le compte de résultat.

Compte de résultat des activités abandonnées

(En millions d'euros.)	2024	2023 (1)
Produit net bancaire	124	315
Total des charges d'exploitation	-24	-382
Résultat avant impôt	100	-67
Impôt sur les bénéfices	-21	-4
Résultat net	79	-71
– part des intérêts minoritaires	—	—

(1) Conformément à la norme IFRS 5, les données comparatives ont été retraitées pour refléter les activités abandonnées dans le cadre de la cession planifiée des activités d'assurance vie en France. Cela inclut également les activités abandonnées dans le cadre de la cession des activités de banque de détail en France.

Les autres éléments du résultat global liés aux activités abandonnées sont les suivants :

(En millions d'euros.)	2024	2023 (1)
Résultat après impôt au titre des activités abandonnées	79	-71
Éléments ne pouvant pas être reclassés par la suite en compte de résultat :		
Instruments de dettes évalués à la juste valeur par les autres éléments du résultat global :	138	366
Produits/(charges) financiers des contrats d'assurance	-129	-340
Différence de change nette d'impôt différé	2	-2
Gains/(pertes) actuariels sur régime de retraite à prestations définies	—	-2
Variation de la juste valeur liée aux variations du risque de crédit propre des passifs financiers désignés dès l'origine à la juste valeur	—	8
Total des autres éléments du résultat global des activités abandonnées (2)	11	30
Total du résultat global au titre des activités abandonnées	90	-41

(1) Conformément à la norme IFRS 5, les données comparatives ont été retraitées pour refléter les activités abandonnées dans le cadre de la cession planifiée des activités d'assurance vie en France. Cela inclut également les activités abandonnées dans le cadre de la cession des activités de banque de détail en France..

(2) Les pertes cumulées au titre des activités abandonnées comptabilisées dans les autres éléments du résultat global s'élèvent à 34 millions EUR au 31/12/2024 en lien avec la cession prévue des activités d'assurance vie en France (2023 : 45 millions EUR en lien avec la cession prévue des activités d'assurance vie en France et 21 millions EUR en lien avec la cession des activités de banque de détail en France).

Les flux de trésorerie attribués aux activités abandonnées sont les suivants :

(En millions d'euros.)	2024	2023 (1)
Trésorerie et équivalents de trésorerie en début de période	9 818	417
Flux nets de trésorerie provenant des activités d'exploitation	-148	9 403
Flux nets de trésorerie provenant des activités d'investissement	-9 531	-2
Flux nets de trésorerie au titre des activités abandonnées	—	—
	-9 679	9 401
– trésorerie et équivalents de trésorerie des activités abandonnées	139	9 818

(1) Conformément à la norme IFRS 5, les données comparatives ont été retraitées pour refléter les activités abandonnées dans le cadre de la cession planifiée des activités d'assurance vie en France. Cela inclut également les activités abandonnées dans le cadre de la cession des activités de banque de détail en France.

3. – Commissions nettes

Commissions nettes par produits (activités poursuivies)

(En millions d'euros.)	Au 31/12/2024 Total	Au 31/12/2023 (1) Total
Service de tenue de compte	161	156
Gestion sous mandat	378	389
Cartes de paiement	16	15
Facilités de crédit	254	227
Commissions de courtage	236	219
Fonds d'investissement	1	—
Commissions imports/exports	14	16
Remises	95	95
Souscriptions / prises fermes	173	133
Droits de garde	96	100
Commissions de courtage d'assurance	6	3
Autres (2)	325	235
Commissions (produits)	1 755	1 588
Moins : commissions (charges)	-541	-394
Commissions nettes	1 214	1 194

(1) Conformément à la norme IFRS 5, les données comparatives ont été retraitées pour refléter les activités abandonnées dans le cadre du projet de cession des activités d'assurance vie en France. Cela inclut également les activités abandonnées dans le cadre de la vente des activités de banque de détail en France.

(2) Comprend principalement les commissions intra-groupes et les commissions de tiers non incluses dans les autres catégories.

Commissions nettes par ligne de métiers (activités poursuivies)

(En millions d'euros.)	Banque privée et de gestion de patrimoine (WPB)	Banque d'entreprises (CMB)	Activités de marchés et de conservation de titres (MSS)	Banque de financement et d'investissement (GB)	Banque de financement, d'investissement et de marchés (GBM) – Autres activités	Corporate Centre	Total
Au 31/12/2024							
Commissions (produits)	361	383	706	474	52	-221	1 755
Moins : commissions (charges)	-105	-31	-471	-106	-42	214	-541
Commissions nettes	256	352	235	368	10	-7	1 214
Au 31/12/2023 (1)							
Commissions (produits)	323	366	729	402	54	-286	1 588
Moins : commissions (charges)	-98	-19	-450	-72	-35	280	-394
Commissions nettes	225	347	279	330	19	-6	1 194

(1) Conformément à la norme IFRS 5, les données comparatives ont été retraitées pour refléter les activités abandonnées dans le cadre du projet de cession des activités d'assurance vie en France. Cela inclut également les activités abandonnées dans le cadre de la vente des activités de banque de détail en France.

Les commissions nettes comprennent 540 millions EUR de commissions perçues sur des actifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur par le compte de résultat (2023 : 513 millions EUR), 146 millions EUR de commissions versées sur des passifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur par le compte de résultat (2023 : 165 millions EUR), 474 millions EUR de commissions perçues sur des activités fiduciaires (2023 : 489 millions EUR) et 22 millions EUR de frais à payer liés aux fonds d'investissements et autres activités fiduciaires (2023 : 22 millions EUR).

4. – Résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le compte de résultat (activités poursuivies)

(En millions d'euros.)	2024	2023 (1)
Résultat net résultant des :		
Activités de transaction nettes	708	745
Autres instruments désignés et mesurés obligatoirement à la juste valeur et dérivés associés	-224	-486
Résultat net des instruments financiers détenus à des fins de transaction ou gérés à la juste valeur	484	259
Actifs financiers détenus pour faire face aux engagements en vertu de contrats d'assurance et d'investissement	40	36
Engagements envers des clients en vertu de contrats d'investissement	—	—

Résultat net des actifs et des passifs des entreprises d'assurance, y compris les dérivés associés, évalués à la juste valeur par le compte de résultat	40	36
Produits dérivés gérés conjointement avec les titres de créance émis par HSBC Continental Europe	92	194
Autres variations de juste valeur	-89	-178
Variations de la juste valeur de la dette à long terme et des dérivés associés	3	16
Variation de juste valeur des autres instruments financiers mesurés obligatoirement à la juste valeur par le compte de résultat	63	14
Au 31 décembre	590	325

(1) Conformément à la norme IFRS 5, les données comparatives ont été retraitées pour refléter les activités abandonnées dans le cadre du projet de cession des activités d'assurance vie en France. Cela inclut également les activités abandonnées dans le cadre de la vente des activités de banque de détail en France.

5. – Activités d'assurance

Le tableau ci-dessous représente une analyse des produits et charges d'assurance constatés au cours de la période :

Résultat des services d'assurance

(En millions d'euros.)	Exercice clos le 31/12/2024			Exercice clos le 31/12/2023		
	Contrats vie à participation directe et contrats d'investissement DPF (1)	Autres contrats vie (2)	Total	Contrats vie à participation directe et contrats d'investissement DPF (1)	Autres contrats vie (2)	Total
Revenus d'assurance						
Montants relatifs aux variations de passifs pour la couverture restante	175	56	231	174	65	239
– Marge sur services contractuels comptabilisée pour les services fournis	79	19	98	84	21	105
– Variation de l'ajustement au titre du risque non financier expiré	10	2	12	6	2	8
– Sinistres survenus anticipés et autres charges de service d'assurance	86	35	121	84	42	126
– Autres	—	—	—	—	—	—
Recouvrement des flux de trésorerie d'acquisition	3	1	4	2	1	3
Total des revenus d'assurance	178	57	235	176	66	242
Charges des services d'assurance						
Sinistres survenus et autres charges de service d'assurance	-81	-36	-117	-85	-27	-112
Pertes et reprises de pertes sur contrats onéreux	1	-1	—	-2	-2	-4
Amortissement des flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition	-3	-1	-4	-2	-1	-3
Ajustements des passifs pour sinistres survenus	—	7	7	—	3	3
Total des charges des services d'assurance	-83	-31	-114	-89	-27	-116
Total du résultat des services d'assurance	95	26	121	87	39	126
– au titre des activités poursuivies	10	8	18	—	11	11
– au titre des activités abandonnées	85	18	103	87	28	115

(1) Les « Contrats vie à participation directe et contrats d'investissement DPF » sont essentiellement évalués selon le modèle de mesure de l'approche des frais variables.

(2) Les « Autres contrats d'assurance vie » sont évalués selon le modèle général d'évaluation.

Rendement d'investissement net

(En millions d'euros.)	Exercice clos le 31/12/2024			Exercice clos le 31/12/2023		
	Contrats vie à participation directe et contrats d'investissement DPF	Autres contrats vie	Total	Contrats vie à participation directe et contrats d'investissement DPF	Autres contrats vie	Total
Rendement d'investissement						
Montants comptabilisés en résultat (1)	865	—	865	1 197	3	1 200
Montants comptabilisés en OCI (2)	174	—	174	461	—	461
Total du rendement d'investissement (mémoire)	1 039	—	1 039	1 658	3	1 661
Produits/(charges) financiers nets						
Variation de la juste valeur des éléments sous-jacents aux contrats à participation directe	-1 035	—	-1 035	-1 646	—	-1 646
Option de réduction de l'effet du risque	-13	—	-13	—	—	—
Intérêts capitalisés	—	—	—	—	1	1
Effet de la variation des taux d'intérêt et d'autres hypothèses financières	—	-1	-1	—	—	—

Effet de l'évaluation des variations des estimations selon les taux courants et de l'ajustement de la CSM selon les taux en vigueur lors de la comptabilisation initiale	—	—	—	—	-2	-2
Total des charges financières nettes liées aux contrats d'assurance	-1 048	-1	-1 049	-1 646	-1	-1 647
Représentées par :						
Montants comptabilisés en résultat	-874	-1	-875	-1 187	-1	-1 188
Montants comptabilisés en OCI	-174	—	-174	-459	—	-459
Total du résultat d'investissement net	-9	-1	-10	12	2	14
– au titre des activités poursuivies	3	-1	2	3	2	5
– au titre des activités abandonnées	-12	—	-12	9	—	9
Représenté par :						
Montants comptabilisés en résultat	-9	-1	-10	10	2	12
Montants comptabilisés en OCI	—	—	—	2	—	2

(1) Les rendements d'investissement « montants comptabilisés en résultat » provenant des actifs auxquels sont adossés les passifs des contrats d'assurance pour l'exercice clos le 31/12/2024 incluaient 672 millions EUR (2023 : 989 millions EUR) déclarés sous « Résultat net des actifs et passifs des entreprises d'assurance, y compris les dérivés connexes, évalués à la juste valeur par le compte de résultat », 196 millions EUR (2023 : 215 millions EUR) déclarés sous « Produit net bancaire » et (2) millions EUR (2023 : (7) millions EUR) déclarés sous « Produits/(charges) financiers d'assurance ».

(2) Les rendements d'investissement 'montants comptabilisés en OCI' provenant des actifs auxquels sont adossés les passifs de s contrats d'assurance pour l'exercice clos le 31/12/2024 incluaient des gains de juste valeur de 174 millions EUR (2023 : gains de 465 millions EUR) et 0 million EUR (2023 : (4) millions EUR) de dépréciation sur placements financiers évalués à la juste valeur par OCI (FVOCI).

Rapprochement des montants inclus dans les OCI pour les actifs financiers à la juste valeur par OCI – Contrats évalués selon l'approche rétrospective modifiée

(En millions d'euros.)	2024	2023
Solde au 1 ^{er} janvier	-606	-912
Variation nette de la juste valeur	-143	419
Montant net reclassé en résultat	3	-6
Impôt sur le résultat	36	-107
Devises et autres	—	—
Solde au 31 décembre	-710	-606

Évolution des montants comptables des contrats d'assurance - Analyse au titre de la couverture restante et des sinistres survenus

(En millions d'euros.)	Exercice clos le 31/12/2024								
	Via à participation directe et investissement DPF				Autres contrats vie				Total
	Passifs pour la couverture restante :		Sinistres survenus	Total	Passifs pour la couverture restante :		Sinistres survenus	Total	
	Hors composante perte	Composant e perte			Hors composante perte	Composant e perte			
Actifs à l'ouverture	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Passifs à l'ouverture	20 939	2	1	20 942	57	3	33	93	21 035
Solde net d'ouverture au 1er janvier 2024	20 939	2	1	20 942	57	3	33	93	21 035
Variations du compte de résultat et des OCI									
Revenus d'assurance									
Contrats évalués selon l'approche de juste valeur	-11	—	—	-11	-11	—	—	-11	-22
Contrats évalués selon l'approche rétrospective modifiée	-131	—	—	-131	-16	—	—	-16	-147
Autres contrats1	-36	—	—	-36	-30	—	—	-30	-66
Total des revenus d'assurance	-178	—	—	-178	-57	—	—	-57	-235
Charges des services d'assurance									
Sinistres survenus et autres charges des services d'assurance	—	—	81	81	—	—	37	37	118
Amortissement des flux de trésorerie d'acquisition	3	—	—	3	1	—	—	1	4
Pertes et reprises de pertes sur contrats onéreux	—	-1	—	-1	—	—	—	—	-1
Ajustement des passifs pour sinistres survenus	—	—	—	—	—	—	-7	-7	-7
Total des charges des services d'assurance	3	-1	81	83	1	—	30	31	114
Composantes investissement	-1 976	—	1 976	—	—	—	—	—	—
Résultat des services d'assurance	-2 151	-1	2 057	-95	-56	—	30	-26	-121
Charges financières nettes liées aux contrats d'assurance	1 049	—	—	1 049	—	—	—	—	1 049
Autres mouvements reconnus du compte de résultat et des OCI	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Effet des variations des taux de change	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des variations du compte de résultat et des oci	-1 102	-1	2 057	954	-56	—	30	-26	928
Flux de trésorerie									
Primes reçues	1 683	—	—	1 683	60	—	—	60	1 743
Sinistres et autres charges de service d'assurance payés									
Sinistres et autres charges de service d'assurance payés	-58	—	-2 054	-2 112	—	—	-32	-32	-2 144

Flux de trésorerie d'acquisition d'assurance	-15	—	—	-15	-2	—	—	-2	-17
Total flux de trésorerie	1 610	—	-2 054	-444	58	—	-32	26	-418
Passifs d'un groupe destiné à être cédé détenus en vue de la vente	-20 985	—	—	-20 985	-9	-2	-27	-38	-21 023
Autres mouvements	—	-1	-1	-2	1	-1	-2	-2	-4
Solde net de fermeture 31/12/2024	462	—	3	465	51	—	2	53	518
Actifs à la fermeture	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Passifs à la fermeture	462	—	3	465	51	—	2	53	518
Solde net de fermeture 31/12/2024	462	—	3	465	51	—	2	53	518

(En millions d'euros.)	Exercice clos le 31/12/2023								
	Vie à participation directe et investissement DPF				Autres contrats vie				
	Passifs pour la couverture restante :		Sinistres survenus	Total	Passifs pour la couverture restante :		Sinistres survenus	Total	Total
	Hors composante perte	Composant e perte			Hors composante perte	Composant e perte			
Actifs à l'ouverture	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Passifs à l'ouverture	20 331	1	1	20 333	58	1	41	100	20 433
Solde net d'ouverture au 1 ^{er} janvier 2023	20 331	1	1	20 333	58	1	41	100	20 433
Variations du compte de résultat et des OCI									
Revenus d'assurance									
Contrats évalués selon l'approche de juste valeur	-5	—	—	-5	-11	—	—	-11	-16
Contrats évalués selon l'approche rétrospective modifiée	-138	—	—	-138	-19	—	—	-19	-157
Autres contrats (1)	-33	—	—	-33	-36	—	—	-36	-69
Total des revenus d'assurance	-176	—	—	-176	-66	—	—	-66	-242
Charges des services d'assurance									
Sinistres survenus et autres charges des services d'assurance	—	—	86	86	—	—	27	27	113
Amortissement des flux de trésorerie d'acquisition	2	—	—	2	1	—	—	1	3
Pertes et reprises de pertes sur contrats onéreux	—	1	—	1	—	2	—	2	3
Ajustement des passifs pour sinistres survenus	—	—	—	—	—	—	-3	-3	-3
Total des charges des services d'assurance	2	1	86	89	1	2	24	27	116
Composantes investissement	-2 010	—	2 010	—	—	—	—	—	—
Résultat des services d'assurance	-2 184	1	2 096	-87	-65	2	24	-39	-126
Charges financières nettes liées aux contrats d'assurance	1 646	—	—	1 646	1	—	—	1	1 647
Effet des variations des taux de change	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des variations du compte de résultat et des OCI	-538	1	2 096	1 559	-64	2	24	-38	1 521
Flux de trésorerie									
Primes reçues	1 218	—	—	1 218	65	1	—	66	1 284
Sinistres et autres charges de service d'assurance payés	-59	—	(2 096)	-2 155	—	—	-32	-32	-2 187
Flux de trésorerie d'acquisition d'assurance	-13	—	—	-13	-3	—	—	-3	-16
Total des flux de trésorerie	1 146	—	(2 096)	-950	62	1	-32	31	-919
Autres mouvements	—	—	—	—	1	-1	—	—	—
Solde net de fermeture 31/12/2023	20 939	2	1	20 942	57	3	33	93	21 035
Actifs à la fermeture	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Passifs à la fermeture	20 939	2	1	20 942	57	3	33	93	21 035
Solde net de fermeture 31/12/2023	20 939	2	1	20 942	57	3	33	93	21 035

(1) Les Autres contrats correspondent aux contrats évalués en appliquant la norme IFRS 17 dès la création des contrats. Ils incluent les contrats évalués selon l'approche rétrospective intégrale au moment de la Transition ainsi que les contrats créés après la Transition.

Évolution des montants comptables des contrats d'assurance - Analyse par composante de mesure

	Contrats d'assurance - Vie à participation directe et investissement DPF				
	2024				
	Estimation de la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs et du risque (1)	Marge sur services contractuels			Total
		Contrats évalués selon l'approche de juste valeur	Contrats évalués selon l'approche rétrospective modifiée	Autres contrats (2)	
Actifs à l'ouverture	—	—	—	—	—
Passifs à l'ouverture	20 080	10	645	207	20 942
Solde net d'ouverture au 1 ^{er} janvier 2024	20 080	10	645	207	20 942
Variations du compte de résultat et des OCI					
Variations liées aux services actuels					
CSM comptabilisée pour services fournis	—	-8	-55	-16	-79
Variation de l'ajustement au titre du risque non financier expiré	-10	—	—	—	-10
Ajustements d'expérience	-5	—	—	—	-5
Autres mouvements comptabilisés dans le résultat des services d'assurance	—	—	—	—	—
Variations liées aux services futurs					
Contrats initialement comptabilisés au cours de l'exercice	-37	—	—	37	—
Variations des estimations d'ajustement de la CSM	26	9	-5	-30	—
Variations des estimations entraînant des pertes et reprises de pertes sur contrats onéreux	-1	—	—	—	-1
Variations liées aux services passés					

Ajustements des passifs pour sinistres survenus	—	—	—	—	—
Résultat des services d'assurance	-27	1	-60	-9	-95
Charges financières nettes des services d'assurance	1 049	—	—	—	1 049
Autres mouvements comptabilisés dans le compte de résultat et les autres éléments du résultat global	—	—	—	—	—
Effet de variation des taux de change	—	—	—	—	—
Total des variations du compte de résultat et des OCI	1 022	1	-60	-9	954
Flux de trésorerie					
Primes reçues	1 683	—	—	—	1 683
Sinistres, autres frais de service d'assurance encourus (composantes d'investissement incluses) et autres flux de trésorerie	-2 112	—	—	—	-2 112

	Contrats d'assurance - Autres contrats vie					Total
	2024					
	Estimation de la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs et du risque (1)	Marge sur services contractuels			Total	
	Contrats évalués selon l'approche de juste valeur	Contrats évalués selon l'approche rétrospective modifiée	Autres contrats (2)			
Actifs à l'ouverture	-1	—	—	1	—	—
Passifs à l'ouverture	-1	48	16	30	93	21 035
Solde net d'ouverture au 1 ^{er} janvier 2024	-2	48	16	31	93	21 035
Variations du compte de résultat et des OCI						
Variations liées aux services actuels						
CSM comptabilisée pour services fournis	—	-5	-5	-9	-19	-98
Variation de l'ajustement au titre du risque non financier expiré	-2	—	—	—	-2	-12
Ajustements d'expérience	2	—	—	—	2	-3
Autres mouvements comptabilisés dans le résultat des services d'assurance	—	—	—	—	—	—
Variations liées aux services futurs						
Contrats initialement comptabilisés au cours de l'exercice	-10	—	—	10	—	—
Variations des estimations d'ajustement de la CSM	-3	2	7	-6	—	—
Variations des estimations entraînant des pertes et reprises de pertes sur contrats onéreux	—	—	—	—	—	-1
Variations liées aux services passés						
Ajustements des passifs pour sinistres survenus	-7	—	—	—	-7	-7
Résultat des services d'assurance	-20	-3	2	-5	-26	-121
Charges financières nettes des services d'assurance	—	—	—	—	—	1 049
Autres mouvements comptabilisés dans le compte de résultat et les autres éléments du résultat global	—	—	—	—	—	—
Effet de variation des taux de change	—	—	—	—	—	—
Total des variations du compte de résultat et des OCI	-20	-3	2	-5	-26	928
Flux de trésorerie						
Primes reçues	60	—	—	—	60	1 743
Sinistres, autres frais de service d'assurance encourus (composantes d'investissement incluses) et autres flux de trésorerie	-32	—	—	—	-32	-2 144

(En millions d'euros.)	Contrats d'assurance - Contrats Vie à participation directe et d'investissement avec participation discrétionnaire				
	2023				
	Estimation de la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs et du risque (1)	Marge sur services contractuels			Total
		Contrats évalués selon l'approche de juste valeur	Contrats évalués selon l'approche rétrospective modifiée	Autres contrats (2)	
Flux de trésorerie d'acquisition d'assurance	-15	—	—	—	-15
Total des flux de trésorerie	-444	—	—	—	-444
Passifs d'un groupe destiné à être cédé détenus en vue de la vente	-20 206	—	-587	-192	-20 985
Autres mouvements	1	-4	2	-1	-2
Solde net de fermeture 31/12/2024	453	7	—	5	465
Actifs à la fermeture	—	—	—	—	—
Passifs à la fermeture	453	7	—	5	465
Solde net de fermeture 31/12/2024	453	7	—	5	465

(En millions d'euros.)	Contrats d'assurance - Autres contrats vie					Total
	2023					
	Estimation de la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs et du risque (1)	Marge sur services contractuels			Total	
		Contrats évalués selon l'approche de juste valeur	Contrats évalués selon l'approche rétrospective modifiée	Autres contrats (2)		
Flux de trésorerie d'acquisition d'assurance	-2	—	—	—	-2	-17
Total des flux de trésorerie	26	—	—	—	26	-418
Passifs d'un groupe destiné à être cédé détenus en vue de la vente	-5	—	-19	-14	-38	-21 023
Autres mouvements	-1	—	1	-2	-2	-4
Solde net de fermeture 31/12/2024	-2	45	—	10	53	518
Actifs à la fermeture	—	—	—	—	—	—
Passifs à la fermeture	-2	45	—	10	53	518
Solde net de fermeture 31/12/2024	-2	45	—	10	53	518

(En millions d'euros.)	Contrats d'assurance - Contrats Vie à participation directe et d'investissement avec participation discrétionnaire				
	2023				
	Estimation de la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs et du risque (1)	Marge sur services contractuels			Total
		Contrats évalués selon l'approche de juste valeur	Contrats évalués selon l'approche rétrospective modifiée	Autres contrats (2)	
Actifs à l'ouverture	—	—	—	—	—
Passifs à l'ouverture	19 361	8	741	223	20 333
Solde net d'ouverture au 1er janvier 2023	19 361	8	741	223	20 333
Variations du compte de résultat et des OCI					
Variations liées aux services actuels					
CSM comptabilisée pour services fournis	—	-2	-65	-18	-85
Variation de l'ajustement au titre du risque non financier expiré	-6	—	—	—	-6
Ajustements d'expérience	2	—	—	—	2
Variations liées aux services futurs					
Contrats initialement comptabilisés au cours de l'exercice	-32	—	—	32	—
Variations des estimations d'ajustement de la CSM	57	4	-31	-30	—
Variations des estimations entraînant des pertes et reprises de pertes sur contrats onéreux	2	—	—	—	2
Variations liées aux services passés					
Ajustements des passifs pour sinistres survenus	—	—	—	—	—
Résultat des services d'assurance	23	2	-96	-16	-87
Charges financières nettes des services d'assurance	1 646	—	—	—	1 646
Effet de variation des taux de change	—	—	—	—	—
Total des variations du compte de résultat et des OCI	1 669	2	-96	-16	1 559
Flux de trésorerie					
Primes reçues	1 218	—	—	—	1 218
Sinistres, autres frais de service d'assurance encourus (composantes d'investissement incluses) et autres flux de trésorerie	-2 155	—	—	—	-2 155
Flux de trésorerie d'acquisition d'assurance	-13	—	—	—	-13
Total des flux de trésorerie	-950	—	—	—	-950
Autres mouvements	—	—	—	—	—
Solde net de fermeture 31/12/2023	20 080	10	645	207	20 942
Actifs à la fermeture	—	—	—	—	—
Passifs à la fermeture	20 080	10	645	207	20 942
Solde net de fermeture 31/12/2023	20 080	10	645	207	20 942

(1) Les estimations de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs des contrats d'assurance vie avec éléments de participation directe et des contrats d'investissement avec éléments de participation discrétionnaire comprennent un ajustement au titre du risque de 108 millions EUR (2023 : 108 millions EUR). De même, les estimations de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs des autres contrats d'assurance vie incluent un ajustement du risque de (2) millions EUR (2023 : (2) millions EUR).

(2) Les Autres contrats correspondent aux contrats évalués en appliquant la norme IFRS 17 dès la création des contrats. Ils incluent les contrats évalués selon l'approche rétrospective intégrale au moment de la Transition ainsi que les contrats créés après la Transition.

(En millions d'euros.)	Contrats d'assurance - Autres contrats vie 2023				
	2023				
	Estimation de la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs et du risque (1)	Marge sur services contractuels			Total
		Contrats évalués selon l'approche de juste valeur	Contrats évalués selon l'approche rétrospective modifiée	Autres contrats (2)	
Actifs à l'ouverture	—	—	—	—	—
Passifs à l'ouverture	13	45	17	25	100
Solde net d'ouverture au 1 ^{er} janvier 2023	13	45	17	25	100

Variations du compte de résultat et des OCI					
Variations liées aux services actuels					
CSM comptabilisée pour services fournis	—	-6	-6	-9	-21
Variation de l'ajustement au titre du risque non financier expiré	-2	—	—	—	-2
Ajustements d'expérience	-14	—	—	—	-14
Variations liées aux services futurs					
Contrats initialement comptabilisés au cours de l'exercice	-4	—	—	5	1
Variations des estimations d'ajustement de la CSM	-24	8	5	10	-1
Variations des estimations entraînant des pertes et reprises de pertes sur contrats onéreux	1	—	—	—	1
Variations liées aux services passés					
Ajustements des passifs pour sinistres survenus	-3	—	—	—	-3
Résultat des services d'assurance	-46	2	-1	6	-39
Charges financières nettes des services d'assurance	—	1	—	—	1
Effet de variation des taux de change	—	—	—	—	—
Total des variations du compte de résultat et des OCI	-46	3	-1	6	-38
Flux de trésorerie					
Primes reçues	66	—	—	—	66
Sinistres, autres frais de service d'assurance en cours (composantes d'investissement incluses) et autres flux de trésorerie	-32	—	—	—	-32
Flux de trésorerie d'acquisition d'assurance	-3	—	—	—	-3
Total des flux de trésorerie	31	—	—	—	31
Autres mouvements	—	—	—	—	—
Solde net de fermeture 31/12/2023	-2	48	16	31	93
Actifs à la fermeture	-1	—	—	1	—
Passifs à la fermeture	-1	48	16	30	93
Solde net de fermeture 31/12/2023	-2	48	16	31	93

(1) Les estimations de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs des contrats d'assurance vie avec éléments de participation directe et des contrats d'investissement avec éléments de participation discrétionnaire comprennent un ajustement au titre du risque de 108 millions EUR (2023 : 108 millions EUR). De même, les estimations de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs des autres contrats d'assurance vie incluent un ajustement du risque de (2) millions EUR (2023 : (2) millions EUR).

(2) Les Autres contrats correspondent aux contrats évalués en appliquant la norme IFRS 17 dès la création des contrats. Ils incluent les contrats évalués selon l'approche rétrospective intégrale au moment de la Transition ainsi que les contrats créés après la Transition.

Effet des contrats comptabilisés initialement au cours de la période

(En millions d'euros.)	Exercice clos le 31/12/2024			Exercice clos le 31/12/2023		
	Contrats rentables émis	Contrats onéreux émis	Total	Contrats rentables émis	Contrats onéreux émis	Total
Contrats vie à participation directe et d'investissement DPF						
Estimations de la valeur actualisée des sorties de trésorerie	1 150	3	1 153	931	1	932
– flux de trésorerie d'acquisition d'assurance	11	—	11	11	—	11
– sinistres et autres charges de service d'assurance à payer	1 139	3	1 142	920	1	921
Estimations de la valeur actualisée des entrées de trésorerie	-1 192	-3	-1 195	-967	-1	-968
Ajustement du risque au titre du risque non financier	5	—	5	4	—	4
Marge sur services contractuels	37	—	37	32	—	32
Pertes comptabilisées lors de la comptabilisation initiale	—	—	—	—	—	—
Autres contrats vie						
Estimations de la valeur actualisée des sorties de trésorerie	24	1	25	15	4	19
– flux de trésorerie liés à l'acquisition de contrats d'assurance	—	—	—	2	—	2
– sinistres et autres charges de service d'assurance à payer	24	1	25	13	4	17
Estimations de la valeur actualisée des entrées de trésorerie	-35	-1	-36	-21	-3	-24
Ajustement du risque au titre du risque non financier	1	—	1	1	—	1
Marge sur services contractuels	10	—	10	5	—	5
Pertes comptabilisées lors de la comptabilisation initiale	—	—	—	—	-1	-1

Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs attendus liés aux passifs des contrats d'assurance et à la marge sur services contractuels

(En millions d'euros.)	Moins de 1 an	1-2 ans	2-3 ans	3-4 ans	4-5 ans	5-10 ans	10-20 ans	Plus de 20 ans	Total€
2024									
Flux de trésorerie futurs liés aux passifs d'assurance (1)									
Contrats vie à participation directe et d'investissement DPF	24	1	21	15	19	66	153	150	449
Autres contrats vie	-5	-7	-6	-5	-4	-14	2	32	-7
Flux de trésorerie futurs liés aux passifs d'assurance au 31/12/2024	19	-6	15	10	15	52	155	182	442

Marge sur services contractuels restante (1)									
Contrats vie à participation directe et d'investissement DPF	1	1	1	1	1	3	2	2	12
Autres contrats vie	6	5	5	4	4	15	13	3	55
Marge sur services contractuels restante au 31/12/2024	7	6	6	5	5	18	15	5	67
2023									
Flux de trésorerie futurs liés aux passifs d'assurance									
Contrats vie à participation directe et d'investissement DPF	632	736	709	655	580	1 762	-548	15 447	19 973
Autres contrats vie	-2	-8	-9	-8	-7	-17	1	32	-18
Flux de trésorerie futurs liés aux passifs d'assurance au 31/12/2023	630	728	700	647	573	1 745	-547	15 479	19 955
Marge sur services contractuels restante									
Contrats vie à participation directe et d'investissement DPF	74	70	66	61	57	228	233	73	862
Autres contrats vie	14	13	9	8	7	23	16	4	94
Marge sur services contractuels restante au 31/12/2023	88	83	75	69	64	251	249	77	956

(1) Les « flux de trésorerie futurs liés aux passifs d'assurance » et la « marge sur services contractuels restante » au 31/12/2024 excluent le groupe de cession lié à la vente prévue de l'activité d'assurance-vie en France.

Taux d'actualisation

Le Groupe a choisi d'appliquer une approche bottom-up, qui consiste à obtenir le taux d'actualisation à partir du taux sans risque ajusté en fonction d'une prime d'illiquidité, telle que définie dans le Résumé des principales politiques comptables (j) Contrats d'assurance à la page 257. La moyenne combinée des taux d'actualisation utilisés au sein de nos principales entités de production est comme suit :

(En euros.)	France	Malta
Au 31/12/2024		
Taux à 10 ans (%)	2,97	2,27
Taux à 20 ans (%)	2,95	2,26
Au 31/12/2023		
Taux à 10 ans (%)	2,96	2,42
Taux à 20 ans (%)	2,97	2,40

Sensibilité des filiales d'assurance de HSBC aux facteurs de risque de marché2

(En millions d'euros.)	Au 31/12/2024			Au 31/12/2023		
	Effet sur bénéfice après impôt	Effet sur CSM	Effet sur total des fonds propres	Effet sur bénéfice après impôt	Effet sur CSM	Effet sur total des fonds propres
Déplacement parallèle de +100 points de base des courbes de rendement	2	59	-28	-4	5	-34
Déplacement parallèle de -100 points de base des courbes de rendement	-8	-135	22	-1	-67	27
Déplacement parallèle de +100 points de base des spreads de crédit	-5	-21	-35	-4	-39	-35
Déplacement de -100 points de base des spreads de crédit	4	9	34	4	42	35
Hausse de 10 % des actifs de croissance (1)	25	73	25	35	73	35
Baisse de 10 % des actifs de croissance (1)	-25	-71	-25	-34	-72	-34
Appréciation de 10 % en devises étrangères par rapport à la devise fonctionnelle locale	—	—	—	—	—	—
Dépréciation de 10 % en devises étrangères par rapport à la devise fonctionnelle locale	—	—	—	—	—	—

(1) Les « actifs de croissance » comprennent principalement des titres de participation et des immeubles de placement et la variabilité de la juste valeur des actifs de croissance constitue un risque de marché pour les filiales d'assurance de HSBC.

(2) Les sensibilités présentées pour les « Contrats d'assurance et de réassurance » incluent l'impact du stress de sensibilité sur les actifs sous-jacents détenus pour soutenir les contrats d'assurance et de réassurance ; les sensibilités présentées pour les « Instruments financiers » incluent l'impact du stress de sensibilité sur d'autres instruments financiers, principalement les actifs des actionnaires.

Montants payables sur demande

(En millions d'euros.)	Au 31/12/2024 (1)		Au 31/12/2023	
	Montants payables sur demande	Montant comptable pour ces contrats	Montants payables sur demande	Montant comptable pour ces contrats
Contrats vie à participation directe et contrats d'investissement DPF	252	465	20 588	20 942
Autres contrats vie	—	53	—	93
Total	252	518	20 588	21 035

(1) Exclut les montants du groupe de cession liés à la vente prévue de l'activité d'assurance vie en France.

Sensibilité des filiales d'assurance de HSBC aux facteurs de risque d'assurance

(En millions d'euros.)	Au 31/12/2024			Au 31/12/2023		
	Effet sur CSM (1)	Effet sur bénéfice après impôt (1)	Effet sur total des fonds propres (1)	Effet sur CSM (1)	Effet sur bénéfice après impôt (1)	Effet sur total des fonds propres (1)
5 % de hausse des taux de mortalité et/ou morbidité	-12	-1	-1	-14	-1	-1
5 % de baisse des taux de mortalité et/ou morbidité	13	1	1	15	1	1
10 % de hausse des taux de rachat	-57	-4	-4	-65	-7	-7
10 % de baisse des taux de rachat	63	4	4	69	6	6
10 % de hausse des taux de dépenses	-27	-2	-2	-24	-2	-2
10 % de baisse des taux de dépenses	27	2	2	24	2	2

(1) Les effets « nets » sont fournis avant de prendre en compte les impacts des contrats de réassurance détenus à titre d'atténuation des risques.

Gestion des risques liés au métier de l'assurance**Faits marquants de l'année**

L'année 2024 a été marquée par une baisse de l'inflation ainsi que par l'amorce d'un cycle d'assouplissement des politiques monétaires. Dans le même temps, les conflits géopolitiques ont généré de l'incertitude, tant dans la sphère réelle que financière.

En ce qui concerne plus spécifiquement HSBC Continental Europe, l'année 2024 a débuté avec la cession du réseau de banque de détail en France à My Money Group/CCF. L'année s'est terminée avec la signature par HSBC Continental Europe d'un protocole d'accord portant sur le projet de vente de HSBC Assurances Vie (France) à Matmut Société d'Assurance Mutuelle.

Le 11 septembre 2024, HSBC Bank Malta p.l.c. (« HSBC Malte ») a informé les actionnaires que HSBC Holdings plc avait informé le Conseil d'Administration de HSBC Malte qu'elle entreprendrait un examen stratégique de sa participation indirecte de 70,03 % dans HSBC Malte y compris sa filiale d'assurance.

Gouvernance

Le dispositif de gouvernance des risques de HSBC Assurances Vie (France) s'articule autour de plusieurs comités, dont la responsabilité est de gérer l'exposition de l'entreprise aux risques en fonction des limites définies dans l'appétence au risque. Les principaux comités de la gouvernance des risques sont les suivants :

- Le Finance Risk and Control Management Meeting (« FRCMM ») est responsable de la surveillance des risques financiers (il remplace le Financial Reporting Committee conjointement avec l'Actuarial Review Committee) ;
- L'Actuarial Review Committee (« ARC ») valide les hypothèses, la méthodologie et les modèles utilisés dans les rapports financiers et examine toutes les modifications apportées à ces éléments ;
- Le Model Management Meeting valide, contrôle et surveille les modèles utilisés par l'entreprise ;
- L'Asset and liabilities Committee contrôle le risque actif-passif et surveille les niveaux de capital économique et réglementaire ;
- L'Investment Committee contrôle les risques d'investissement (risques de marché, de crédit et de liquidité) ;
- L'Insurance Risk Committee contrôle les risques assurantiels, y compris les taux de sortie et de sinistres (rachat, mortalité et morbidité), la stratégie de réassurance et les hypothèses non économiques utilisées dans les modèles ; et
- Le Risk Management Meeting (« RMM »).

Les responsabilités du Risk Management Meeting s'étendent à tous les risques auxquels l'activité d'assurance est exposée. Le RMM s'appuie sur les rapports des comités ci-dessus. Le RMM rend compte au Comité d'audit et des risques de HSBC Assurances Vie (France), avec une procédure d'escalade pour les défaillances et les plans d'actions.

HSBC Life Assurance (Malta) Ltd a mis en place un cadre de gouvernance des risques similaire à celui de HSBC Assurances Vie (France), conformément aux politiques du Groupe HSBC. Les mêmes comités que ceux de HSBC Assurances Vie (France), à l'exception de l'Insurance Risk committee, qui n'est pas obligatoire dans la gouvernance du groupe HSBC, sont responsables du suivi des risques assurantiels et financiers au sein de HSBC Life Assurance (Malta) Ltd. Le rôle de ces comités est globalement le même que pour HSBC Assurances Vie (France).

La section ci-dessous fournit des informations sur les risques découlant des activités d'assurance, y compris les risques financiers tels que le risque de marché, le risque de crédit, le risque de liquidité ainsi que le risque assurantiel.

Les risques liés aux activités d'assurance sont gérés au sein des compagnies d'assurance à l'aide de méthodologies et de processus adaptés à ces activités et font l'objet d'une surveillance au niveau de HSBC Group Insurance.

De plus, l'Asset and Liabilities committee de la filiale locale contrôle l'adéquation dans le temps des flux de trésorerie attendus des actifs et des passifs d'assurance.

Tous les produits d'assurance, qu'ils soient développés en interne ou par un tiers, sont soumis à un processus d'approbation avant leur commercialisation.

Le modèle de HSBC Continental Europe

HSBC Continental Europe a changé de modèle depuis le 1^{er} janvier 2024 avec la vente de l'activité de banque de détail en France au CCF, qui est sous le contrôle de My Money Group. À la suite de cette vente, HSBC Continental Europe distribue la majorité de ses produits d'assurance de patrimoine et de protection via un canal externe. Ce modèle diffère du précédent où HSBC Continental Europe avait un modèle de bancassurance intégré avec des produits d'assurance principalement commercialisés auprès de clients avec lesquels le Groupe HSBC avait une relation bancaire.

La stratégie de HSBC Continental Europe en matière d'assurance est axée sur l'assurance vie et une démarche de diversification consistant à vendre des contrats d'épargne et de protection avec pour objectif d'atténuer les risques.

HSBC diversifie également sa stratégie dans le domaine de l'épargne en commercialisant des produits en unités de compte ainsi que des fonds euros.

Principaux risques financiers

Les activités d'assurance du groupe HSBC Continental Europe sont exposées à un ensemble de risques pouvant être classés comme suit :

- Risques de marché : risques découlant de la variation de la valeur de marché des actifs financiers ou de leurs flux de trésorerie futurs sous l'effet de fluctuations de variables telles que les taux d'intérêt ou les prix des actions et des actifs de croissance ;
- Risques de crédit : risque de perte financière occasionnée par le manquement d'un tiers à ses obligations ;
- Risques de liquidité : risque de ne pas pouvoir honorer à bonne date ses obligations de paiement vis-à-vis des assurés en raison de l'insuffisance des actifs pouvant être vendus ; et
- Risques de souscription d'assurance : risque d'affecter la rentabilité ou le capital de l'entreprise en raison de changements liés aux frais, à la mortalité, à la morbidité et aux rachats.

Les exigences réglementaires définissent le type des actifs, leur qualité et leur niveau de concentration que HSBC Assurances Vie (France) et HSBC Life Assurance (Malta) Ltd doivent conserver pour honorer les passifs d'assurance. Ces exigences viennent compléter les politiques du Groupe HSBC dans son ensemble.

Le tableau ci-après présente la répartition des actifs et passifs par type de contrat :

Bilan des filiales d'assurance par type de contrat (audité)

(En millions d'euros.)	Contrats d'assurance - Vie à participation directe et investissement DPF (1)	Contrats d'assurance - Autres contrats vie (2)	Autres contrats (3)	Actifs et passifs des actionnaires	Total
Actifs financiers	1 167	39	105	106	1 417
– actifs détenus à des fins de transaction	—	—	—	—	—
– actifs financiers désignés et obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat	531	39	105	41	716
– instruments dérivés	5	—	—	—	5
– investissements financiers – au coût amorti	—	—	—	1	1
– investissements financiers à la juste valeur par OCI	—	—	—	—	—
– autres actifs financiers ⁴	631	—	—	64	695
Actifs des contrats d'assurance	—	—	—	—	—
Actifs des contrats de réassurance	—	3	—	—	3
Actifs détenus en vue de la vente	22 030	—	—	1 318	23 348
Autres actifs et immeubles de placement	11	1	—	32	44
Total actifs au 31/12/2024	23 208	43	105	1 456	24 812
Passifs relatifs à des contrats d'investissement désignés à la juste valeur	—	—	167	—	167
Passifs des contrats d'assurance	464	53	—	—	517
Passifs des contrats de réassurance	—	—	—	—	—
Impôt différé	—	—	—	—	—
Passifs associés des groupes destinés à être cédés	20 985	38	—	1 550	22 573
Autres passifs	—	—	—	535	535
Total passifs au 31/12/2024	21 449	91	167	2 085	23 792
Total fonds propres au 31/12/2024	—	—	—	1 020	1 020
Total passifs et fonds propres au 31/12/2024	21 449	91	167	3 105	24 812
Actifs financiers	22 057	37	96	1 214	23 404
– actifs détenus à des fins de transaction	—	—	—	—	—
– actifs financiers désignés et obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat	12 634	36	96	579	13 345
– instruments dérivés	106	—	—	5	111
– investissements financiers – au coût amorti	251	—	—	17	268
– investissements financiers à la juste valeur par OCI	7 999	—	—	520	8 519
– autres actifs financiers ⁴	1 067	1	—	93	1 161
Actifs des contrats d'assurance	—	—	—	—	—

Actifs des contrats de réassurance	—	12	—	—	12
Autres actifs et immeubles de placement	861	1	—	93	955
Total actifs au 31/12/2023	22 918	50	96	1 307	24 371
Passifs des contrats d'investissement désignés à la juste valeur	—	—	167	—	167
Passifs des contrats d'assurance	20 942	93	—	—	21 035
Passifs des contrats de réassurance	—	4	—	—	4
Impôt différé	—	—	—	2	2
Autres passifs	2 113	—	—	68	2 181
Total passifs au 31/12/2023	23 055	97	167	70	23 389
Total fonds propres au 31/12/2023	—	—	—	982	982
Total passifs et fonds propres au 31/12/2023	23 055	97	167	1 052	24 371

(1) Les « Contrats d'assurance - Vie à participation directe et investissement DPF » sont essentiellement évalués selon le modèle de mesure de l'approche des frais variables.

(2) Les « Autres contrats vie » sont évalués selon le modèle général d'évaluation et comprennent principalement des contrats d'assurance protection ainsi que des contrats de réassurance. Les contrats de réassurance offrent principalement des avantages de diversification par rapport aux contrats d'assurance vie avec participation directe et aux contrats d'assurance vie avec participation discrétionnaire (« DPF »).

(3) Les « Autres contrats » comprennent les contrats d'investissement pour lesquels HSBC ne supporte pas de risque d'assurance significatif.

(4) Les « Autres actifs financiers » comprennent principalement les prêts et avances aux banques, les liquidités et les soldes intersociétés avec d'autres entités légales non spécialisées dans l'assurance.

Compte tenu du projet de vente de HSBC Assurances Vie (France), 23,3 milliards EUR d'actifs et 22,6 milliards EUR de passifs ont été reclassés en « détenus en vue de la vente ».

Risques de marché des activités d'assurance

Le risque de marché est le risque que des changements dans les facteurs de marché affectent le capital ou les bénéfices de l'entreprise. Les facteurs de marché comprennent les taux d'intérêt, les actions et les actifs de croissance, ainsi que, dans une moindre mesure, les taux de change.

Sont examinées ci-après les principales caractéristiques des activités des sociétés d'assurance du groupe qui génèrent des risques de marché, ainsi que la nature des risques de marché auxquels ces caractéristiques exposent la société.

Les produits de placement ou d'assurance à long terme peuvent être assortis de garanties. Il y a risque de taux d'intérêt lorsque les actifs de couverture présentent un rendement qui peut être inférieur au rendement du placement garanti qu'ils doivent couvrir.

Le montant des contrats d'assurance et de placement avec participation discrétionnaire (« DPF ») est principalement investi en obligations ; une fraction est affectée à d'autres catégories d'actifs - à savoir des actions et des actifs de croissance - de manière à fournir aux clients un potentiel de rendement supplémentaire. Toutefois, le risque de ces derniers est plus important que celui des obligations. C'est pourquoi les compagnies d'assurance de HSBC Continental Europe fixent des limites au montant maximum à détenir en actions et en actifs de croissance.

Les filiales ayant commercialisé ce type de produits sont exposées au risque de chute des cours du marché lorsque les primes discrétionnaires ne peuvent pas pleinement absorber ces variations. Une hausse de la volatilité du marché peut également engendrer une augmentation de la valeur de la garantie accordée aux assurés. HSBC Assurances Vie (France) et HSBC Life Assurance (Malta) Ltd supportent le manque à gagner si les rendements des placements détenus en regard des contrats à prestations garanties sont inférieurs aux rendements correspondant à ces prestations garanties.

Le risque de marché est également fortement corrélé au risque de souscription et en particulier au risque de rachat. Les contrats de placement et d'assurance à long terme permettent, en règle générale, à l'assuré de racheter la police à n'importe quel moment. Lorsque la valeur de rachat n'est pas liée à la valeur obtenue par la cession des actifs sous-jacents associés, la filiale est exposée aux risques de marché. En l'occurrence, lorsque les clients souhaitent racheter leur contrat alors que la valeur des actifs a baissé, ceux-ci vont devoir être vendus avec des moins-values pour financer les remboursements.

Le risque de change est limité pour HSBC Assurances Vie (France) et HSBC Life Assurance (Malta) Ltd. Leurs passifs sont émis en monnaie locale et les deux compagnies d'assurance limitent leurs investissements dans des actifs présentant un risque de change afin d'éviter les décalages entre l'actif et le passif. Ce risque n'est ainsi supporté qu'à travers des fonds d'investissement, puisque tous les investissements directs sont réalisés en monnaie locale.

Concernant les contrats en unités de compte, le risque de marché est pour l'essentiel supporté par l'assuré, mais en règle générale l'exposition au risque de marché demeure, car les montants des commissions perçues sont liés à la valeur de marché des actifs correspondant.

Chaque filiale d'assurance du Groupe HSBC gère le risque de marché en recourant en tout ou partie aux techniques suivantes :

- Pour les contrats avec participation discrétionnaire, en ajustant le taux de la participation aux bénéfices pour gérer les engagements envers les assurés. Une part significative du risque de marché est ainsi supportée par l'assuré ;
- En structurant les portefeuilles d'actifs pour couvrir les flux de trésorerie relatifs aux passifs ;
- En utilisant, dans une certaine mesure, des instruments dérivés offrant une protection contre des mouvements défavorables du marché ou permettant une meilleure couverture des flux de trésorerie relatifs aux passifs ;

- En révisant périodiquement les produits identifiés comme présentant un risque élevé, comportant des garanties de rendement et des caractéristiques optionnelles liées à des produits d'épargne et de placement ;
- En intégrant dans les nouveaux produits des caractéristiques, destinées à atténuer le risque de marché ; et
- En se séparant, dans la mesure du possible, des placements dont le risque est jugé inacceptable.

En plus de ces techniques, HSBC Assurances Vie (France) a mis en place un nouveau traité de réassurance sur les contrats à participation discrétionnaire en janvier 2024. Ce traité vise à réduire les pertes enregistrées en French GAAP (Generally Accepted Accounting Principles) et réduit donc non seulement le risque de marché mais l'ensemble des risques.

Risques de crédit des activités d'assurance

Le risque de crédit est le risque de perte financière si un client ou une contrepartie ne remplit pas ses obligations contractuelles. Il se manifeste dans deux domaines principaux pour les compagnies d'assurance :

- Le risque lié à la volatilité des spreads de crédit et à la défaillance des contreparties des titres de créance dans lesquels ont été investies les primes dans le but de produire un rendement pour les assurés et les actionnaires ; et
- Le risque de défaillance des contreparties de réassurance et de non-remboursement des sinistres survenus après la cession d'une partie du risque assurantiel.

Une évaluation de la solvabilité des émetteurs et des contreparties est effectuée essentiellement sur la base des opinions de HGAM (HSBC Global Asset Management) et d'agences de notation de réputation internationale ainsi qu'a l'aide d'autres informations publiques.

Un certain nombre d'outils sont mis en œuvre pour gérer et surveiller les risques de crédit. Parmi ces outils figure le Credit Watch Report qui comprend une liste signalant les placements susceptibles de présenter des problèmes de crédit. Il s'agit principalement d'investissements susceptibles de faire l'objet d'une dépréciation future ou de contreparties sur lesquelles le portefeuille d'investissements présente un niveau élevé de concentration. Les sensibilités au risque de spread de crédit sont évaluées et suivies régulièrement.

Risque de liquidité des activités d'assurance

Le risque de liquidité est le risque qu'une compagnie d'assurance, bien que solvable, ne dispose pas de ressources financières suffisantes pour faire face à ses engagements lorsqu'ils arrivent à échéance ou ne puisse les garantir qu'à un coût excessif. Le risque de liquidité peut être partagé avec les assurés ayant investi dans un produit avec participation discrétionnaire. Le risque de liquidité est géré par le rapprochement entre les flux de trésorerie du passif et ceux de l'actif et par le maintien de ressources de trésorerie suffisantes, en investissant dans des placements de haute qualité de crédit sur des marchés liquides et de volume suffisant, en surveillant les concentrations d'investissement et en les limitant le cas échéant, et en mettant en place des engagements de liquidité si nécessaire.

Risques assurantiels

Les risques assurantiels correspondent aux risques de perte liés à une évolution défavorable, en termes de calendrier ou de montant, des paramètres de souscription d'assurance (hypothèses non économiques). Ces paramètres comprennent les taux de mortalité, de morbidité, de longévité, de rachats et de frais.

Le principal risque rencontré par HSBC Assurances Vie (France) est que, avec le temps, les coûts liés à l'acquisition et à l'administration des contrats, aux remboursements de sinistres et aux versements de revenus puissent dépasser le montant cumulé des primes perçues et des produits de placement. Les coûts liés aux remboursements de sinistres et aux versements de revenus peuvent dépendre de nombreux facteurs, dont l'évolution des taux de mortalité et de morbidité, des taux de frais et des taux de rachat.

Dans la situation actuelle, avec des taux d'intérêt supérieurs au rendement total des actifs, il existe un risque d'augmentation des rachats. En cas de rachats massifs dans la configuration actuelle des taux d'intérêt, HSBC Assurances Vie (France) devrait vendre une partie de son portefeuille obligataire et ainsi réaliser une partie de ses moins-values latentes.

Pour les contrats gérés par HSBC Life Assurance (Malta) Ltd où le risque assuré est le décès ou la maladie, les facteurs les plus susceptibles d'augmenter la fréquence globale des sinistres sont les épidémies ou les changements globaux de mode de vie entraînant des sinistres plus précoces ou plus nombreux que prévu.

HSBC Assurances Vie (France) atténue le risque assurantiel en utilisant deux techniques principales qui sont la diversification et la réassurance.

Les activités d'épargne et celles de protection apportent une forme de diversification qui permet de réduire le risque de mortalité. En effet les activités d'épargne et de retraite sont principalement exposées au risque de longévité, tandis que les activités de protection sont principalement exposées au risque de mortalité.

Concernant la réassurance, HSBC Assurances Vie (France) a mis en place des traités sur les activités de protection avec une combinaison d'accords proportionnels et non proportionnels. Cela permet à HSBC Assurances Vie (France) d'atténuer

à la fois les événements ou circonstances catastrophiques et les sinistres individuels importants. Le nouveau traité de réassurance sur l'épargne réduit le risque portant globalement sur la rentabilité ou le capital de la société.

HSBC Life Assurance (Malta) Ltd gère son risque d'assurance via des limites de souscription et une gestion des sinistres stricte ; des procédures d'approbation des nouveaux produits et des révisions de prix ; une surveillance étroite des accords de réassurance et des risques émergents. La stratégie de souscription de la Compagnie vise à s'assurer que les risques souscrits sont bien diversifiés par type de risque et au niveau des prestations. Ainsi, la compagnie équilibre le risque de décès au sein de son portefeuille. La sélection médicale est également incluse dans les procédures de souscription de la Compagnie, la prime variant en fonction de l'état de santé et des antécédents médicaux familiaux des assurés.

Les activités de protection de HSBC Life Assurance (Malta) Ltd sont réassurées dans le cadre d'un traité stop-loss où le risque de la société est limité aux premiers 50 000 € pour chaque vie assurée, ce qui atténue fortement son risque assurantiel.

HSBC Life Assurance (Malte) est également exposée au risque de rachats et, plus précisément, à une évolution différente des rachats en fonction des différents types de produits. Une augmentation des rachats sur les produits les plus rentables réduirait les bénéfices attendus sur le portefeuille actuel. On note également un risque lié à des taux de rachat plus faibles sur les polices à primes fixes pour lesquels le niveau de prime ne couvre plus le coût du risque, en particulier sur les polices anciennes et de longue maturité.

6. – Salaires et avantages au personnel

Montant de la masse salariale et nombre moyen d'employés

Montant de la masse salariale (activités poursuivies)

(En millions d'euros.)	2024	2023 (1)
Salaires	779	783
Charges salariales	201	190
Avantages postérieurs à l'emploi	28	28
Au 31 décembre	1 008	1 001

(1) Conformément à la norme IFRS 5, les données comparatives ont été retraitées pour refléter les activités abandonnées dans le cadre du projet de cession des activités d'assurance vie en France. Cela inclut également les activités abandonnées dans le cadre de la vente des activités de banque de détail en France.

Nombre moyen d'employés de HSBC Continental Europe durant l'année

	2024	2023
Banque privée et de gestion de patrimoine (WPB)	1 399	4 500
Banque d'entreprises (CMB)	1 374	1 482
Activités de marchés et de conservation de titres (MSS)	1 504	1 548
Banque de financement et d'investissement (GB)	401	413
Banque de financement, d'investissement et de marchés (GBM) – Autres activités	5	6
Corporate Centre	19	18
Fonctions support et autres (1)	2 842	3 353
Au 31 décembre (2), (3)	7 544	11 320

(1) Y compris les personnes en CFCS (Congés de Fin de Carrière et de Solidarité) et les expatriés.

(2) CDI et CDD ayant un contrat avec HSBC Continental Europe (y compris les succursales européennes) et ses filiales HSBC Global Asset Management (France) et HSBC Assurances Vie (France).

(3) Les chiffres 2023 incluent les employés des activités de banque de détail en France classées en activités abandonnées au 31/12/2023.

Paiements réglés en actions

Politique du Groupe HSBC

Depuis 2006, la politique générale du Groupe HSBC est de ne plus attribuer d'options de souscription (sauf quand les règles légales et fiscales d'un pays l'y contraignent), mais de privilégier l'attribution d'actions.

Les actions peuvent revêtir deux formes :

- les actions avec conditions de performance – « Group Performance Shares », attribuées aux seuls Group Executives ; et
- les actions sans conditions de performance – « Restricted Shares », attribuées aux autres collaborateurs dont une partie de la rémunération variable est versée sous forme d'actions HSBC.

Mise en pratique chez HSBC Continental Europe

Les collaborateurs de HSBC Continental Europe ne se voient pas attribuer de Group Performance Shares qui sont réservées aux Group Executives.

En revanche, les collaborateurs dont une partie de la rémunération variable est différée en application des règles Groupe se voient attribuer des Restricted shares. Il en est de même pour les collaborateurs identifiés risk takers qui sont soumis à des règles particulières en matière de rémunération variable, 50 % de celle-ci devant être versée en actions tant dans la partie immédiate que dans la partie différée.

Pour les collaborateurs sous contrat français, ces actions prennent la forme de « French qualified shares », qui bénéficient d'un régime social et fiscal particulier.

Actions sans conditions de performance (mouvements sur la période)

	Nombre (En milliers.)
Attributions d'actions non encore acquises au 1 ^{er} janvier 2024	6 091
Actions attribuées durant l'exercice ¹	3 921
Actions acquises durant l'exercice ²	-3 432
Mouvements d'effectifs au cours de l'année ³	-1 114
Attributions d'actions non encore acquises au 31/12/2024	5 466
– dont exerçables	—
Durée contractuelle restante moyenne pondérée (en années)	—
Attributions d'actions non encore acquises au 1 ^{er} janvier 2023	6 905
Actions attribuées durant l'exercice (1)	3 940
Actions acquises durant l'exercice (2)	-3 626
Mouvements d'effectifs au cours de l'année (3)	-1 129
Attributions d'actions non encore acquises au 31/12/2023	6 091
– dont exerçables	—
Durée contractuelle restante moyenne pondérée (en années)	—

(1) Le cours moyen pondéré de l'action en date d'attribution était en 2024 de 7,00 EUR (2023 : 7,20 EUR).

(2) Le cours moyen pondéré des actions acquises en 2024 était de 6,91 EUR (2023 : 6,69 EUR).

(3) Ce chiffre correspond aux actions attribuées à des collaborateurs du Groupe ayant rejoint HSBC Continental Europe au cours de l'année nettes des actions attribuées à des collaborateurs de HSBC Continental Europe ayant rejoint d'autres entités du Groupe, aux actions devenues caduques durant l'exercice, et aux actions acquises durant l'exercice par des employés qui ne figurent plus dans les effectifs au 31/12/2024.

En 2024, un montant de 9 millions EUR a été comptabilisé dans le compte de résultat au titre de l'amortissement des plans existants de HSBC en France (en 2023 : 8 millions EUR).

La période d'acquisition des droits aux actions devant être attribuées en 2025 au titre de la performance de l'année 2024 est réputée débiter au 1^{er} janvier 2024.

Augmentation de capital réservée aux employés

En 2024, HSBC Continental Europe n'a pas procédé à l'émission d'actions réservées aux salariés. Impact dans le compte de résultat (charge) (activités poursuivies)

Impact dans le compte de résultat (charge) (activités poursuivies)

(En millions d'euros.)	2024	2023
Plan d'attribution d'actions sans conditions de performance (« Restricted Shares »)	22	15
Plan d'Épargne Entreprise – souscription avec décote	—	—
Au 31 décembre	22	15

Engagements de retraites et autres avantages assimilés

HSBC Continental Europe fait bénéficier à un certain nombre de ses salariés d'avantages à long terme et d'avantages postérieurs à l'emploi tels que régimes de retraite à prestations définies et à cotisations définies dont le régime de retraite HSBC Allemagne est le plus important.

Régime de retraite HSBC Continental Europe en Allemagne

Le régime de retraite HSBC Allemagne est un plan de rémunération de fin de carrière et est calculé sur la base de la durée d'emploi de l'employé multipliée par une accumulation de prestations et des revenus prédéfinis. La pension est versée à l'échéance de la prestation et est un paiement de pension déterminé, un montant forfaitaire ou une combinaison des deux. Le régime est supervisé par un fiduciaire corporatif indépendant, qui a la responsabilité fiduciaire du fonctionnement du régime. Ses actifs sont détenus séparément des actifs du Groupe HSBC.

L'objectif stratégique de l'investissement est de réaliser, de la manière la plus continue possible, une augmentation de la valeur dans le temps. À cette fin, le fonds investit principalement dans des obligations d'État, des obligations d'entreprises, des fonds d'investissement et des actions. Il investit principalement dans les régions développées. Dans l'ensemble, l'accent est mis sur un degré élevé de diversification.

Les actifs du régime ont été créés pour financer les obligations de retraite et séparés par ce qu'on appelle un accord de fiducie contractuel (« CTA »). HSBC Trinkaus Vermögensstreuhänder e. V. et HSBC Trinkaus Mitarbeitertreuhänder e. V. assument le rôle de fiduciaire. Les membres actifs du trustee sont les salariés de la Banque.

La Banque vise régulièrement à financer intégralement les prestations engagées en externe. Il n'y a aucune obligation d'allouer des contributions au CTA. La Banque a droit à des actifs qui ne sont pas nécessaires pour financer les prestations engagées. Aucun autre ajout aux actifs du régime n'est envisagé à l'heure actuelle.

Conformément à l'Acte constitutif et aux Statuts, les revenus ne peuvent être utilisés, par exemple, que pour le paiement des pensions ou pour le réinvestissement. De même, les retraits ne peuvent être effectués que conformément à l'Acte constitutif et aux Statuts.

La dernière évaluation de l'obligation au titre des prestations définies du régime au 31 décembre 2024 a été réalisée par Hans-Peter Kieselmann (membre de l'Association allemande des actuaires (« DAV ») et Helga Bader, de Willis Towers Watson GmbH, en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. La prochaine évaluation sera effectuée au 31 décembre 2025.

Régime de retraite HSBC Continental Europe en France

HSBC Continental Europe verse à chaque salarié partant à la retraite en France une indemnité de fin de carrière dont le montant dépend à la fois du salaire de fin de carrière, de l'ancienneté accumulée à cette date dans l'entreprise et des droits garantis par les conventions collectives et les accords internes. Ces plans représentent environ 59 % du total des engagements en France.

D'autre part, certains retraités de la banque et les mandataires sociaux de HSBC Continental Europe bénéficient de régimes de retraite à prestations définies, qui prévoient le paiement de rentes à partir de la date de départ à la retraite et représentent environ 36 % du total des engagements en France. La dernière évaluation de l'obligation au titre des prestations définies du régime au 31 décembre 2024 a été réalisée par SPAC Actuaries et les coûts comptabilisés pour le financement de ces plans postérieurs à l'emploi sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées, avec des évaluations actuarielles annuelles réalisées sur chaque plan. La prochaine mesure aura une date effective le 31 décembre 2025. Les versements aux régimes à cotisations définies et aux régimes de retraite publics sont comptabilisés en charges d'exploitation à la date à laquelle ils sont dus lorsque les obligations de HSBC Continental Europe au titre des régimes sont équivalentes à celles d'un régime à cotisations définies.

Comptabilisation des engagements postérieurs à l'emploi

(Actif)/Passif net comptabilisé au bilan au titre des régimes à prestations définies

(En millions d'euros.)	Juste valeur des actifs des régimes de retraite	Valeur actualisée des obligations postérieures à l'emploi	Effet de la limite sur les excédents du régime	Total
Régimes de retraite à prestations définies	399	-407	—	-8
Régimes de santé à prestations définies	—	—	—	—
Au 31 décembre 2024	399	-407	—	-8
Total des engagements au titre des avantages du personnel (au sein des « Comptes de régularisation, produits différés et autres passifs »)				-75
Total des avoirs au titre des avantages du personnel (dans la rubrique « Paiements anticipés, produits courus et autres actifs »)				66
Régimes de retraite à prestations définies	393	-421	—	-28
Régimes de santé à prestations définies	—	—	—	—
Au 31 décembre 2023	393	-421	—	-28
Total des engagements au titre des avantages du personnel (au sein des « Comptes de régularisation, produits différés et autres passifs »)				-74
Total des avoirs au titre des avantages du personnel (dans la rubrique « Paiements anticipés, produits courus et autres actifs »)				46

Régimes de retraite à prestations définies**Actif/(Passif) net des régimes de retraite à prestations définies**

(En millions d'euros.)	Juste valeur des actifs des régimes de retraite		Valeur actualisée des obligations postérieures à l'emploi		Actif/(passif) net au titre des avantages postérieurs à l'emploi	
	France et autres plans	Allemagne	France et autres plans	Allemagne	France et autres plans	Allemagne
Au 1 ^{er} janvier 2024	5	388	-71	-350	-66	38
Coûts des services :	—	—	-3	-6	-3	-6
– Coûts des services rendus	—	—	-3	-6	-3	-6
– Coûts des services passés	—	—	—	—	—	—
Revenu/(Coût) d'intérêt net sur les passifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi	—	8	-2	-10	-2	-2
Effets de revalorisation comptabilisés dans les autres éléments du résultat global :	—	-1	-2	8	-2	7
– rendement des actifs des régimes de retraite (hors intérêts et produits assimilés)	—	-1	—	—	—	-1
– (gains)/pertes actuariels	—	—	-2	8	-2	8
– autres variations	—	—	—	—	—	—
Prestations versées	-1	—	5	14	4	14
Autres mouvements (1), (2)	—	—	4	6	4	6
Au 31/12/2024	4	395	-69	-338	-65	57
Au 1 ^{er} janvier 2023	5	458	-65	-403	-60	55
Coûts des services :	—	—	-1	-8	-1	-8
– Coûts des services rendus	—	—	-3	-9	-3	-9
– Coûts des services passés	—	—	2	1	2	1
Revenu/(Coût) d'intérêt net sur les passifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi	—	12	-3	-11	-3	1
Effets de revalorisation comptabilisés dans les autres éléments du résultat global :	—	7	-5	-34	-5	-27
– rendement des actifs des régimes de retraite (hors intérêts et produits assimilés)	—	7	—	—	—	7
– (gains)/pertes actuariels	—	—	-5	-34	-5	-34
– autres variations	—	—	—	—	—	—
Prestations versées	—	—	8	14	8	14
Autres mouvements (1), (3), (4)	—	-89	-5	92	-5	3
Au 31/12/2023	5	388	-71	-350	-66	38

(1) Les autres mouvements pour l'Allemagne comprennent le reclassement en passifs d'un groupe destiné à être cédé détenus en vue de la vente d'un montant de 10 millions EUR correspondant aux obligations au titre des prestations définies, lié à la vente planifiée de l'activité de banque privée en Allemagne.

(2) Les autres mouvements pour la France et autres plans comprennent le reclassement en passifs d'un groupe destiné à être cédé détenus en vue de la vente d'un montant de 3 millions EUR correspondant aux obligations au titre des prestations définies, lié à la vente planifiée de HSBC Assurances Vie (France).

(3) Les autres mouvements pour la France et autres plans comprennent le transfert à HSBC Continental Europe d'un montant de 3 millions EUR correspondant aux obligations au titre des prestations définies de HSBC Private Bank (Luxembourg) S.A. dans le cadre de l'acquisition, et le reclassement en passifs d'un groupe destiné à être cédé détenus en vue de la vente d'un montant de 2 millions EUR d'obligations au titre des prestations définies, lié aux activités de banque de détail en France.

(4) Les autres mouvements pour les plans de retraite en Allemagne incluent le reclassement du plan LAZK en avantages sociaux à long terme.

HSBC Allemagne ne prévoit pas de verser de cotisations au régime de retraite de HSBC Allemagne en 2025. Le tableau ci-après présente les estimations des prestations à verser aux retraités suivant le plan sur les cinq prochaines années puis de façon cumulée pour les cinq années suivantes :

Estimation des prestations à verser au titre des régimes

(En millions d'euros.)	2025	2026	2027	2028	2029	2030–2034
France (1)	8	6	5	5	5	23
Allemagne (2)	16	13	14	14	15	83

(1) La durée de l'obligation au titre des prestations définies est de 9 ans pour le régime principal selon les hypothèses de publication adoptées (2023 : 9 ans) et de 9 ans pour tous les autres régimes combinés (2023 : 9 ans). La maturité des engagements reste à 11 ans en 2024, tout comme c'était le cas en 2023.

(2) La durée de l'obligation au titre des prestations définies est de 13,6 ans pour le régime de retraite HSBC Allemagne selon les hypothèses de publication adoptées (2023 : 14,2).

Juste valeur des actifs des régimes de retraite ventilés par classe d'actifs

(En millions d'euros.)	Au 31/12/2024				Au 31/12/2023			
	Juste valeur	Prix coté observable sur un marché actif	Absence de prix coté observable sur un marché actif	Dont : HSBC	Juste valeur	Prix coté observable sur un marché actif	Absence de prix coté observable sur un marché actif	Dont : HSBC
France et autres plans								
Juste valeur des actifs des régimes de retraite	4	4	—	—	5	5	—	—
– actions	—	—	—	—	—	—	—	—
– titres à taux fixe	4	4	—	—	4	4	—	—
– obligations indexées	—	—	—	—	—	—	—	—
– autres	—	—	—	—	1	1	—	—
Allemagne								
Juste valeur des actifs des régimes de retraite	395	379	16	—	388	358	30	—
– actions	3	3	—	—	3	3	—	—
– titres à taux fixe	258	258	—	—	225	225	—	—
– obligations indexées	8	8	—	—	8	8	—	—
– autres	126	110	16	—	152	123	30	—

Principales hypothèses actuarielles retenues pour les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies

HSBC Continental Europe détermine les taux d'actualisation à appliquer à ses obligations en liaison avec les actuaires locaux des régimes sur la base du rendement actuel moyen d'instruments de dette de grande qualité (notés AA ou équivalent), dont les échéances correspondent à celles des obligations des régimes à prestations définies.

Principales hypothèses

(En %.)	France				Allemagne			
	Taux d'actualisation	Taux d'inflation	Taux de revalorisation des retraites versées et différées (1)	Taux de revalorisation des salaires	Taux d'actualisation	Taux d'inflation	Taux de revalorisation des retraites versées et différées	Taux de revalorisation des salaires
Au 31/12/2024	3,25	2,00	2,00	2,92	3,41	2,25	2,25	2,25
Au 31/12/2023	3,10	2,00	2,00	2,95	3,17	2,25	2,25	2,25

Tableau de mortalité et espérance de vie moyenne à 60 ans

France	Tableau de mortalité	Espérance de vie à 60 ans pour un homme actuellement : 60 ans	Espérance de vie à 60 ans pour une femme actuellement : 60 ans
Au 31/12/2024	TV – TD 2018 2020	23,14	27,58
Au 31/12/2023	TV – TD 2017 2019	23,29	27,67

Tableau de mortalité et espérance de vie moyenne à 60 ans

Allemagne	Tableau de mortalité	Espérance de vie à 60 ans pour un homme actuellement :		Espérance de vie à 60 ans pour une femme actuellement :	
		60 ans	40 ans	60 ans	40 ans
Au 31/12/2024	RT 2018 G (1)	25,5	28,5	29,2	31,5
Au 31/12/2023	RT 2018 G (1)	25,4	28,3	29,1	31,3

(1) Tables de Heubeck – RT 2018G – sont des tables de mortalité généralement acceptées et utilisées pour les régimes de retraite professionnels en Allemagne en tenant compte des améliorations futures de la mortalité et de la mortalité plus faible pour les retraités les mieux rémunérés.

Sensibilité des hypothèses actuarielles

Le tableau suivant présente l'effet des variations d'hypothèses actuarielles sur les principaux régimes. Le taux d'actualisation est sensible aux variations des conditions de marché sur la période considérée. Le taux de mortalité varie selon le profil des bénéficiaires.

(En millions d'euros.)	France				Allemagne			
	Impact financier d'une augmentation		Impact financier d'une diminution		Impact financier d'une augmentation		Impact financier d'une diminution	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Taux d'actualisation – augmentation/diminution de 0,25 %	(2)	(2)	2	2	(9)	(10)	10	10
Taux d'inflation – augmentation/diminution de 0,25 %	1	1	(1)	(1)	7	8	(8)	(7)
Paielements de pension et pensions différées – augmentation/diminution de 0,25 %	1	1	(1)	(1)	7	7	(7)	(7)
Salaires – augmentation/diminution de 0,25 %	1	1	(1)	(1)	1	2	(1)	(1)
Variation de la mortalité – augmentation d'une année	1	1	(1)	(1)	10	11	N/A	N/A

7. – Honoraires des commissaires aux comptes

	PricewaterhouseCoopers Audit France (1)		BDO Paris (1)	
	Montant (HT) (En milliers d'euros.)	(En %.)	Montant (HT) (En milliers d'euros.)	(En %.)
Certification des comptes	3 984	79	652	87
Honoraires en lien avec la directive sur la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises (« CSRD »)	580	12	—	—
Services autres que la certification des comptes	471	9	95	13
Honoraires versés en 2024	5 035	100	747	100
Certification des comptes	4 899	89	692	92
Honoraires en lien avec la directive sur la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises (« CSRD »)	—	—	—	—
Services autres que la certification des comptes	628	11	59	8
Honoraires versés en 2023	5 527	100	751	100

(1) Cette Note est préparée conformément aux règlements de l'ANC 2016-08, 2016-09, 2016-10 et 2016-11 et n'inclut que les honoraires versés à PricewaterhouseCoopers Audit France et BDO Paris.

Les certifications de comptes au 31 décembre 2024 pour PricewaterhouseCoopers Audit France et BDO Paris concernent principalement des prestations de commissariat aux comptes, juridiques ou réglementaires. Les prestations autres que la certification de comptes concernent des prestations liées aux procédures de contrôle interne (i.e. rapport ISAE 3402) pour PricewaterhouseCoopers Audit France.

8. – Impôts

Charge d'impôt courant et différé (activités poursuivies)

	2024	2023 (1)
Impôts courants	179	257
Impôts différés	227	89
– Impôt différés de la période	212	91
– Ajustement des impôts différés au titre des exercices antérieurs	15	(2)
– Effet du changement de taux d'impôt sur impôts différés	—	—
Total de la charge d'impôt au 31 décembre	406	346

(1) Conformément à la norme IFRS 5, les données comparatives ont été retraitées pour refléter les activités abandonnées dans le cadre du projet de cession des activités d'assurance vie en France. Cela inclut également les activités abandonnées dans le cadre de la vente des activités de banque de détail en France.

Les profits de HSBC Continental Europe sont imposés à des taux différents en fonction des pays dans lesquels les profits sont réalisés. Le principal taux d'impôt appliqué concerne la France. Le taux d'IS applicable en 2024 était de 25 %. La contribution sociale sur les bénéfices

(3,3 % de l'IS) est maintenue et s'ajoute à l'IS. En conséquence, au niveau du groupe d'intégration fiscale, le taux d'imposition en 2024 pour les entités françaises est de 25,83 % (2023 : 25,83 %).

Le taux d'imposition effectif final varie en fonction de la contribution des entités situées hors de France, notamment l'Allemagne qui a un taux d'impôt sur le revenu pour l'exercice 2024 de 31,4 %, et les autres succursales européennes.

Risques fiscaux

Suite à un contrôle fiscal dont a fait l'objet HSBC Leasing France (« HLF ») en 2018 sur les années 2015 à 2018, le traitement fiscal appliqué à des provisions relatives à des opérations de crédit-bail aéronautique par HSBC Leasing France (« HLF ») et ses entités ad hoc a été rectifié.

Depuis, HLF n'a cessé de contester ces rectifications mais l'administration fiscale française a rejeté les réclamations présentées par HSBC. En conséquence, en 2024, HSBC a introduit un recours devant le tribunal administratif pour les années fiscales 2016 à 2018, relatif à une proposition de rectification pour ces entités ad hoc.

Analyse de la charge d'impôt globale

Réconciliation de la charge (produit) d'impôt (activités poursuivies)

	2024		2023 (1)	
	Charge (produit) d'impôt activités poursuivies		Charge (produit) d'impôt activités poursuivies	
	(En millions d'euros.)	(En %.)	(En millions d'euros.)	(En %.)
Résultat avant impôt	930		1 326	
Impôt sur les bénéfices				
Impôt à taux normal	240	25,7	342	25,8
Impact des différences de taux d'imposition sur les bénéfices des principales implantations	5	0,4	1	0,1
Éléments impactant la charge fiscale :				
– Différences permanentes	2	0,2	2	0,2
– Impôt local et impôts anticipés à l'étranger	4	0,4	20	1,5
– Changement du taux d'imposition	—	—	—	—
– Opérations non imposées ou à taux réduit	-1	—	-1	-0,1
– Ajustements au titre des exercices antérieurs	-3	-0,3	4	0,3
– Impôts différés sur pertes reportables et crédits d'impôts générés sur la période et non reconnus	27	2,9	—	—
– Décomptabilisation d'impôts différés sur pertes reportables et de crédits d'impôts reconnus	150	16,1	—	—
– Autres éléments exceptionnels (2)	5	,5	—	—
– Autres éléments (3)	-23	-2,5	-22	-1,7
Au 31 décembre	406	43,7	346	26,1

(1) Conformément à la norme IFRS 5, les données comparatives ont été retraitées pour refléter les activités abandonnées dans le cadre du projet de cession des activités d'assurance vie en France. Cela inclut également les activités abandonnées dans le cadre de la vente des activités de banque de détail en France.

(2) Représente la partie non déductible nette de la perte sur cession des activités de banque de détail et sur cession de HSBC Epargne Entreprise.

(3) Comprend principalement l'impact des dividendes AT1, qui sont déductibles dans le régime fiscal français en 2024, à l'instar de 2023.

Le taux effectif d'impôt pour 2024, qui s'établit à 43,7 % (2023 : 26,1 %), ajusté de manière à exclure l'activité d'assurance de HSBC) est supérieur au taux d'imposition de 25,8 % applicable en France (2023 : 25,8 %). Ce taux effectif d'impôt plus élevé reflète en grande partie l'impact de la diminution de 150 millions EUR des actifs d'impôt différé au titre des pertes du groupe d'intégration fiscale français.

Évolution des impôts différés actifs et passifs

(En millions d'euros.)	Engagements de retraite	Provisions sur prêts douteux	Actifs à la juste valeur par les autres éléments du résultat global	Écarts d'acquisition et immobilisations incorporelles	Déficits fiscaux	Provisions pour charges	Autres (1)	Total
Actifs	46	63	325	5	660	91		1 190
Passifs	—	—	—	—	—	—	-238	-238
Au 1 ^{er} janvier 2024	46	63	325	5	660	91	-238	952
Compte de résultat (activités poursuivies)	-6	-17	—	-4	-159	-24	-17	-227
Compte de résultat (activités abandonnées)	—	—	—	—	—	—	12	12
Autres éléments du résultat global (activités poursuivies)	-2	—	-4	—	—	—	-25	-31
Autres éléments du résultat global (activités abandonnées)	—	—	-47	—	—	—	46	-1
Capitaux propres	—	—	—	—	—	—	-26	-26
Écarts de change et autres mouvements ¹	-1	1	-219	1	—	-2	188	-32
Au 31/12/2024	37	47	55	2	501	39	-34	647
Actifs	37	47	55	2	501	39		681
Passifs	—	—	—	—	—	—	-34	-34

Actifs	37	58	451	12	677	115	—	1 350
Passifs	—	—	—	—	—	—	-250	-250
Au 1 ^{er} janvier 2023 (2)	37	58	451	12	677	115	-250	1 100
Compte de résultat (activités poursuivies)	—	3	—	-6	-17	1	-70	-89
Compte de résultat (activités abandonnées)	—	-2	-1	—	—	-27	21	-9
Autres éléments du résultat global (activités poursuivies)	10	—	-8	—	—	—	-42	-40
Autres éléments du résultat global (activités abandonnées)	-1	—	-127	—	—	—	118	-10
Capitaux propres	—	—	—	—	—	—	—	—
Ecart de change et autres mouvements	—	4	10	-1	—	2	-15	—
Au 31/12/2023 (2)	46	63	325	5	660	91	-238	952
Actifs (2)	46	63	325	5	660	91	—	1 190
Passifs (2)	—	—	—	—	—	—	-238	-238

(1) La variation reflète le reclassement comme détenue en vue de la vente de l'activité d'assurance vie en France.

(2) Conformément à la norme IFRS 5, les données comparatives ont été retraitées pour refléter les activités abandonnées dans le cadre du projet de cession des activités d'assurance vie en France. Cela inclut également les activités abandonnées dans le cadre de la vente des activités de banque de détail en France.

Groupe d'intégration fiscale français

Au 31 décembre 2024, HSBC Continental Europe reconnaît un impôt différé actif de 647 millions EUR (2023 : 952 millions EUR) incluant un actif d'impôt différé de 536 millions EUR (2023 : 798 millions EUR) pour le groupe d'intégration fiscale français, dont 501 millions EUR (2023 : 652 millions EUR) au titre des déficits fiscaux reportables.

En 2024, le management a estimé le caractère probable des bénéfices imposables futurs permettant de recouvrer les actifs d'impôt différé du groupe d'intégration fiscale français, en tenant compte du reversement des différences temporaires imposables existantes, des déterminants de la performance passée, des prévisions des performances futures et de l'incertitude associée aux prévisions. À la lumière de ces estimations, l'actif d'impôt différé au titre des déficits fiscaux a été réduit d'un montant de 150 millions EUR durant l'année. Ces déficits sont indéfiniment reportables et il est estimé qu'ils seront utilisés à une échéance de 10 à 13 ans.

Impôt différé non comptabilisé

Les impôts différés non comptabilisés du Groupe s'élèvent à 177 millions EUR (déficits fiscaux non reconnus : 685 millions EUR) au 31 décembre 2024 (2023 : néant).

CVAE

Depuis 2014, la CVAE (cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises) est une composante de l'impôt sur le résultat. En 2024, l'impôt courant est de 4 millions EUR (2023 : 9 millions EUR) et la charge d'impôt différé s'élève à 1 million EUR (2023 : produit d'impôt différé de 1 million EUR). La loi de finance 2024 prévoit une réduction progressive du taux de la CVAE, jusqu'à la suppression de cet impôt en 2030.

Charge d'impôt courant et différé (Activités abandonnées)

(En millions d'euros.)	2024		2023 (1)	
	Charge (crédit) d'impôt sur perte liée à l'abandon	Charge (crédit) d'impôt sur activités ordinaires des activités abandonnées	Charge (crédit) d'impôt sur perte liée à l'abandon	Charge (crédit) d'impôt sur activités ordinaires des activités abandonnées
Produit/(charge) avant impôt	-19	119	143	-210
Impôt courant	—	33	12	-17
Impôt différé charge/(crédit)	-5	-7	25	-16
Total de la charge d'impôt	-5	26	37	-33

(1) Conformément à la norme IFRS 5, les données comparatives ont été retraitées pour refléter les activités abandonnées dans le cadre du projet de cession des activités d'assurance vie en France. Cela inclut également les activités abandonnées dans le cadre de la vente des activités de banque de détail en France.

Les activités de banque de détail en France du Groupe HSBC Continental Europe constituent une ligne d'activité principale et une UGT (unité génératrice de trésorerie) pour les besoins du reporting et du management des opérations. La cession de ces activités remplit les critères de classement en tant qu'activités abandonnées conformément à IFRS 5, ce qui justifie la présentation ci-dessus de la charge (crédit) d'impôt relative à la perte liée à l'abandon ainsi que de la charge (crédit) d'impôt relative aux activités ordinaires des activités abandonnées.

9. – Dividendes

Dividendes versés aux actionnaires de la société mère

	2024		2023	
	Par action (En euros.)	Total (En millions d'euros.)	Par action (En euros.)	Total (En millions d'euros.)
Dividendes versés sur les actions ordinaires				
Au titre de l'exercice précédent				
– dividende exceptionnel	—	—	—	—
– dividende versé	—	—	—	—
Au titre de l'exercice en cours				
– premier acompte sur dividende	—	—	—	—
Total des dividendes versés sur les actions ordinaires	—	—	—	—
Total des coupons sur les titres de capital classés dans les capitaux propres		83		78

Dividendes au titre de l'exercice 2024

Le Conseil d'Administration du 18 février 2025 a proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire du 24 mars 2025 de ne pas distribuer de dividende au titre de l'exercice 2024.

Dividendes au titre de l'exercice 2023

L'Assemblée Générale Ordinaire du 25 mars 2024 a approuvé la proposition du Conseil d'Administration du 20 février 2024 de ne pas distribuer de dividende au titre de l'exercice 2023.

Dividende par action

(En millions d'euros.)	2024	2023
Dividende par action (1)	—	—

(1) Les coupons payés sur les autres instruments de fonds propres ne sont pas inclus dans le calcul du dividende par action.

Autres fonds propres**Total des coupons sur instruments classés en Autres fonds propres**

(En millions d'euros.)	Première date de remboursement optionnel	2024	2023
Emprunts subordonnés perpétuels			
– 200 millions EUR émis à un taux de 5,73 %	mai 2022	12	12
– 300 millions EUR émis à un taux de 6,45 % ¹	mars 2023	20	16
– 250 millions EUR émis à un taux de 3,46 % ²	décembre 2024	9	9
– 250 millions EUR émis à un taux de 5,625 % ²	décembre 2029	—	—
– 250 millions EUR émis à un taux de 3M Euribor +4,06 %	mars 2027	19	18
– 235 millions EUR émis à un taux 5Y Euro Swap Rate + 5,55 %	janvier 2022	13	13
– 200 millions EUR émis à un taux de 5,039 %	janvier 2025	10	10
Total		83	78

(1) Le 28 mars 2023, le taux d'intérêt de l'emprunt subordonné perpétuel de 300 millions EUR émis le 28 mars 2018 à 4,00 % a été révisé à 6,45 %. L'instrument est remboursable à n'importe quelle date après la première date de remboursement.

(2) Le 18 décembre 2024, un instrument de 250 millions EUR a été remboursé et remplacé par un instrument d'un nominal équivalent assorti d'un taux d'intérêt de 5,625 %.

10. – Bénéfice par action

Le bénéfice par action est calculé en divisant le résultat de 568 millions EUR par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion des actions détenues par la Société, soit 214 212 855 actions (au 31 décembre 2023 : le résultat était de 883 millions EUR et le nombre moyen pondéré d'actions de 212 466 555).

Le bénéfice par action après dilution a été calculé en divisant le résultat, sans ajustement au titre de l'effet dilutif des actions ordinaires potentielles (y compris des options de souscription d'actions en circulation, mais pas encore exercées), par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, à l'exclusion des actions détenues par la Société, majoré du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires qui seraient émises en cas de conversion ordinaire de la totalité des actions ordinaires potentielles à effet dilutif, soit 214 212 855 actions (212 466 555 actions au 31 décembre 2023). Au 31 décembre 2024, aucune action ordinaire potentielle à effet dilutif n'a été émise.

Bénéfice par action et bénéfice par action après dilution

	2024			20231		
	Résultat net (En millions d'euros.)	Nombre d'actions (En millions)	Par action (En euros.)	Résultat net (En millions d'euros.)	Nombre d'actions (En millions)	Par action (En euros.)
Bénéfice par action	568	214	2,65	883	212	4,17
Bénéfice par action après dilution	568	214	2,65	883	212	4,17
– Bénéfice par action au titre des activités poursuivies	489	214	2,28	954	212	4,50
– Bénéfice par action au titre des activités abandonnées	79	214	0,37	(71)	212	(0,33)

(1) Conformément à la norme IFRS 5, les données comparatives ont été retraitées pour refléter les activités abandonnées dans le cadre du projet de cession des activités d'assurance vie en France. Cela inclut également les activités abandonnées dans le cadre de la vente des activités de banque de détail en France.

11. – Portefeuille de transaction (Actif)

(En millions d'euros.)	2024	2023
Bons du Trésor et assimilés	1 231	524
Obligations et autres titres à revenu fixe	14 818	13 419
Titres actions	6 297	2 809
Titres de transaction	22 346	16 752
Prêts et créances sur les établissements de crédit	184	99
Prêts et créances sur la clientèle	323	398
Au 31 décembre	22 853	17 249

12. – Juste valeur des instruments financiers évalués à la juste valeur

Dispositif de contrôle

La détermination des justes valeurs est soumise à un dispositif de contrôle visant à vérifier que ces justes valeurs sont déterminées ou validées par une fonction indépendante du preneur de risque.

Pour tous les instruments financiers dont les justes valeurs sont déterminées par référence à des cotations externes ou à des paramètres de prix observables, une détermination ou une validation indépendante de ces prix est appliquée. Sur les marchés inactifs, nous utilisons des sources alternatives d'informations de marché pour valider la juste valeur des instruments financiers en privilégiant les données les plus pertinentes et les plus fiables. À ce titre, seront considérés, entre autres, les facteurs suivants :

- dans quelle mesure les prix peuvent être considérés comme représentatifs des prix négociés ou négociables ;
- le degré de comparabilité avec des instruments financiers existants ;
- le degré de cohérence des différentes sources utilisées ;
- le processus mis en œuvre par le fournisseur de prix pour déterminer les données ;
- le temps écoulé entre la date d'enregistrement des données du marché et la date d'arrêt du bilan ; et
- la manière dont les données ont été obtenues.

Pour les justes valeurs déterminées sur la base de modèles d'évaluation, le dispositif de contrôle peut inclure, le cas échéant, la mise en place ou la validation par une fonction support indépendante : (i) de la logique des modèles de valorisation, (ii) des données qui alimentent ces modèles, (iii) des éventuels ajustements requis en dehors de ces modèles et (iv) si possible, des résultats obtenus.

Les modèles de valorisation sont soumis à un processus de contrôle diligent et d'étalonnage avant de pouvoir être opérationnels. Ils sont comparés en permanence aux données externes du marché dans le respect du principe de continuité d'exploitation.

Passifs financiers évalués à la juste valeur

Dans certaines circonstances, HSBC Continental Europe enregistre ses propres dettes émises à la juste valeur, sur la base de prix cotés sur un marché actif pour l'instrument spécifique. Lorsque des prix de marché cotés ne sont pas disponibles, la dette propre est évaluée à l'aide de techniques de valorisation, dont les données sont basées soit sur des prix cotés de marché inactif pour l'instrument, soit est estimée par comparaison avec les prix cotés sur un marché actif pour des instruments similaires. Dans les deux cas, la juste valeur comprend l'effet de l'application de l'écart de crédit approprié aux passifs du groupe.

Les titres structurés émis et certains autres instruments hybrides sont inclus dans les portefeuilles de transaction (passif) et sont évalués à la juste valeur. Le spread appliqué à ces instruments est issu des spreads auxquels le groupe émet des titres structurés.

Hierarchisation de la juste valeur

La juste valeur des actifs et passifs financiers est déterminée dans le respect de la hiérarchie suivante :

- Level 1 – Évaluation utilisant la cotation de marché : instruments financiers présentant une cotation sur un marché actif auquel le groupe a accès à la date de détermination de la juste valeur.
- Level 2 – Évaluation utilisant des données de marché observables : instruments financiers présentant des cotations pour des instruments similaires sur un marché actif ou cotations pour des instruments financiers identiques ou similaires sur un marché non actif et des instruments financiers utilisant des modèles au sein desquels tous les paramètres significatifs sont observables.
- Level 3 – Évaluation utilisant des données de marché non observables significatives : instruments financiers évalués sur la base de modèles au sein desquels un ou plusieurs éléments significatifs ne sont pas des données observables.

Ventilation des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par niveau de juste valeur

Instruments financiers évalués à la juste valeur et bases d'évaluation

(En millions d'euros.)	2024				2023			
	Level 1 – Cotation de marché	Level 2 – Utilisation de données de marché observables	Level 3 – Utilisation de données de marché non observables	Total	Level 1 – Cotation de marché	Level 2 – Utilisation de données de marché observables	Level 3 – Utilisation de données de marché non observables	Total
Au 31 décembre								
Actifs								
Portefeuille de transaction	21 531	1 156	166	22 853	16 040	969	240	17 249
Actifs financiers désignés comme ou obligatoirement évalués à la juste valeur par le compte de résultat	719	592	252	1 563	4 269	7 149	2 172	13 590
Instruments dérivés	595	42 405	251	43 251	341	45 003	178	45 522
Investissements financiers	11 918	4 396	1 088	17 402	10 733	9 331	797	20 861
Actifs détenus en vue de la vente ¹	5 415	13 870	2 968	22 253	—	—	69	69
Passifs								
Portefeuille de transaction	16 200	280	—	16 480	18 944	933	—	19 877
Passifs financiers désignés dès l'origine à la juste valeur	167	8 252	1 487	9 906	155	8 018	1 523	9 696
Instruments dérivés	714	40 862	281	41 857	531	42 843	256	43 630
Passifs d'un groupe destiné à être cédé détenus en vue de la vente (1)	—	125	—	125	—	2 145	—	2 145

(1) Les actifs et passifs détenus en vue de la vente en 2024 incluent un groupe destiné à être cédé dans le cadre de la cession des activités de banque de détail en France et des activités de banque privée en Allemagne. Les actifs et passifs détenus en vue de la vente en 2023 incluent un groupe destiné à être cédé dans le cadre de la cession des activités de banque de détail en France.

Transferts entre les Levels 1 et 2 de juste valeur

(En millions d'euros.)	Actifs			Passifs			
	Investissements financiers	Portefeuille de transaction	Désignés comme ou obligatoirement évalués à la juste valeur par le compte de résultat	Produits dérivés actifs	Portefeuille de transaction	Instruments financiers désignés dès l'origine à la juste valeur	Produits dérivés passifs
Au 31/12/2024							
Transfert de Level 1 à Level 2	12	4	—	—	23	—	—
Transfert de Level 2 à Level 1	37	2	—	—	35	—	—

Au 31/12/2023							
Transfert de Level 1 à Level 2	29	2	—	—	—	—	—
Transfert de Level 2 à Level 1	140	98	—	—	40	—	—

Les transferts entre Levels de juste valeur sont réputés avoir lieu à la fin de chaque période de reporting trimestriel. Les transferts vers et hors des Levels sont généralement attribuables à l'observabilité des données d'évaluation et à la transparence des prix.

Ajustements de juste valeur

Des ajustements de juste valeur sont effectués lorsque nous identifions des facteurs supplémentaires pris en compte par les acteurs du marché, mais qui ne sont pas incorporés dans le modèle de valorisation.

Les variations du niveau d'ajustement de juste valeur ne se traduisent pas nécessairement par la comptabilisation de pertes ou profits dans le compte de résultat. Ainsi, l'amélioration de certains modèles peut conduire à l'abandon de certains ajustements.

Bid-offer

IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur » nécessite l'utilisation de prix à l'intérieur de la fourchette bid-offer (ou acheteur/vendeur) considéré comme le plus représentatif de la juste valeur. Les modèles de valorisation donnent en général des valeurs correspondant à la moyenne du marché. L'ajustement bid-offer correspond au coût qui serait supporté si la totalité des risques résiduels de marché étaient neutralisés via l'utilisation d'instruments de couverture ou le dénouement des positions.

Incertitude

Certaines données peuvent ne pas être immédiatement déterminables à partir des données de marché, et/ou le choix du modèle lui-même peut s'avérer subjectif. Un ajustement peut donc s'avérer nécessaire afin de refléter la possibilité que les acteurs du marché adoptent une approche plus prudente sur les paramètres incertains et/ou sur les hypothèses considérées par le modèle de valorisation.

Ajustements des évaluations de crédit (« CVA »)

Le CVA (Credit Valuation Adjustment) est un ajustement de la valorisation des contrats dérivés de gré à gré permettant de tenir compte de la possibilité qu'une contrepartie fasse défaut et que HSBC Continental Europe ne reçoive pas la pleine valeur de marché des transactions.

Ajustement des évaluations de débit (« DVA »)

Le DVA (Debit Valuation Adjustment) est un ajustement de la valorisation des contrats dérivés de gré à gré permettant de tenir compte de la possibilité que HSBC Continental Europe fasse défaut et que le Groupe ne soit pas en mesure d'honorer la pleine valeur de marché des transactions.

Funding fair value adjustment (ajustement de la juste valeur de financement (« FFVA »))

La FFVA est calculée en appliquant les niveaux de financement futurs à l'exposition future de financement attendue pour la partie du portefeuille de dérivés de gré à gré non garantie par un appel de marge. L'exposition future de financement est calculée selon une méthode de simulation, le cas échéant, et est ajustée pour tenir compte d'événements qui pourraient mettre fin au risque, tels qu'un défaut de HSBC Continental Europe ou de la contrepartie. La FFVA et le DVA sont calculés indépendamment.

Limites des modèles

Les modèles utilisés pour la valorisation du portefeuille peuvent être basés sur des hypothèses simplificatrices qui ne tiennent pas compte de l'ensemble des caractéristiques présentes et futures du marché. Le Groupe peut donc être amené à procéder à des ajustements pour pallier les limites des modèles.

Profit initial (réserves Day one profit)

HSBC Continental Europe procède à des ajustements sur le profit initial lorsque la juste valeur estimée par le modèle de valorisation se base sur une ou plusieurs données de marché non observables significatives.

Bases de valorisation à la juste valeur**Instruments financiers valorisés à la juste valeur avec utilisation de données non observables significatives – Level 3**

(En millions d'euros.)	Actifs					Passifs			
	Investissements financiers	Portefeuille de transaction	Désignés comme ou obligatoirement évalués à la juste valeur par le compte de résultat	Dérivés	Total actifs	Portefeuille de transaction	Instruments financiers désignés dès l'origine à la juste valeur	Dérivés	Total passifs
Au 31/12/2024									
Private equity y compris les investissements stratégiques	16	1	236	—	253	—	1	—	1
Titres structurés	—	—	—	—	—	—	1 483	—	1 483
Dérivés	—	—	—	251	251	—	—	281	281
Autres	1 072	165	16	—	1 253	—	3	—	3
Total	1 088	166	252	251	1 757	—	1 487	281	1 768
Au 31/12/2023									
Private equity y compris les investissements stratégiques	13	1	1 918	—	1 932	—	523	—	523
Titres structurés	—	—	—	—	—	—	984	—	984
Dérivés	—	—	—	178	178	—	—	256	256
Autres	784	239	254	—	1 277	—	16	—	16
Total	797	240	2 172	178	3 387	—	1 523	256	1 779

Private equity y compris les investissements stratégiques

La juste valeur des investissements est estimée : sur la base de l'analyse de la situation financière et des résultats de l'entité, de son profil de risque, de ses perspectives et d'autres facteurs ; par référence aux valorisations de marché d'entités similaires cotées sur un marché actif ; au prix auquel des entités similaires ont été cédées ; ou à partir des valeurs nettes d'inventaire (VNI) reçues. Des ajustements sont effectués, le cas échéant, sur la VNI des fonds afin d'obtenir la meilleure estimation de la juste valeur.

Émissions structurées

La juste valeur des émissions structurées de Level 3 découle de celle du titre sous-jacent, et la juste valeur du produit dérivé incorporé est déterminée comme indiqué dans la section ci-dessous sur les instruments dérivés. Ces émissions structurées comprennent principalement des émissions indexées sur des actions ou des taux, émises par HSBC Continental Europe, qui offrent à la contrepartie un rendement lié à la performance d'actions ou d'autres portefeuilles. Parmi les paramètres non observables, nous pouvons mentionner la volatilité et la corrélation à long terme entre le prix des actions, les taux d'intérêt et les taux de change.

Produits dérivés

Les produits dérivés de gré à gré (c'est à dire non négociés en bourse) sont valorisés à partir de modèles d'évaluation. Ces modèles calculent la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs attendus, sur la base du principe de non-arbitrage. Pour la plupart des produits dérivés « vanilles », tels que les swaps de taux d'intérêt et les options européennes, les approches de modélisation sont communes à l'ensemble du secteur.

Pour les produits dérivés plus complexes, les pratiques de marché peuvent varier. Les modèles d'évaluation sont alimentés à partir de données de marché observables chaque fois qu'elles existent, y compris des cours fournis par des Bourses, négociateurs, courtiers ou autres fournisseurs de consensus de marché. Certaines de ces données pourront ne pas être observables directement sur le marché, mais pourront être déterminées à partir de cours observables au moyen de procédures de calibration des modèles. Enfin, certaines données ne sont pas observables, mais peuvent généralement être déterminées à partir de données historiques ou d'autres sources.

Réconciliation de la mesure de la juste valeur des instruments classés en Level 3**Mouvement des instruments classés en Level 3**

(En millions d'euros.)	Actifs				Passifs		
	Investissements financiers	Portefeuille de transaction	Désignés comme ou obligatoirement évalués à la juste valeur par le compte de résultat	Produits dérivés actifs	Portefeuille de transaction	Instruments financiers désignés dès l'origine à la juste valeur	Produits dérivés passifs
Au 1 ^{er} janvier 2024	797	240	2 172	178	—	1 523	256
Total des gains/(pertes) sur actifs et passifs comptabilisés en compte de résultat	—	-2	-15	161	—	131	156
– résultat net des instruments financiers détenus à des fins de transaction ou gérés sur la base de la juste valeur ¹	—	-2	—	161	—	—	—
– résultat net des actifs et des passifs des entreprises d'assurance, y compris les dérivés évalués à la juste valeur par le compte de résultat	—	—	-41	—	—	—	—
– variation de la juste valeur des instruments financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le compte de résultat	—	—	26	—	—	131	—
– résultat net des investissements financiers à la juste valeur par résultat global	—	—	—	—	—	—	—
– pertes de crédit attendues et autres dépréciations et provisions pour risque de crédit	—	—	—	—	—	—	—
– gains à la juste valeur transférés dans le compte de résultat à la cession	—	—	—	—	—	—	—
– différences de change	—	—	—	—	—	—	—
Profits/(pertes) comptabilisés en capitaux propres	—	—	—	—	—	—	—
– investissements financiers : gains/(pertes) liés à la variation de juste valeur	-10	—	—	—	—	—	—
– couverture des flux de trésorerie : gains/(pertes) liés à la variation de juste valeur	—	—	—	—	—	—	—
– gains liés à la variation de juste valeur transférés au compte de résultat à la cession	—	—	—	—	—	—	—
– différences de change	—	—	—	—	—	—	—
Achats	1 222	11	339	—	—	—	—
Émissions	—	—	—	—	—	771	—
Ventes	-41	-29	-30	—	—	—	—
Arrivées à échéance ¹	-732	-11	-2 242	-98	—	-604	-151
Sorties	-148	-44	-7	-81	—	-754	-74
Entrées	—	1	35	91	—	420	94
Au 31 décembre 2024	1 088	166	252	251	—	1 487	281
Profits/(pertes) non réalisés, comptabilisés en compte de résultat au 31/12/2024	—	—	—	—	—	—	—
– gains ou pertes sur opérations de portefeuilles de transaction hors marge nette d'intérêt	—	-2	—	112	—	—	-94
– produit/(charge) net des autres instruments financiers désignés à la juste valeur par le compte de résultat	—	—	27	—	—	-14	—

(En millions d'euros.)	Actifs				Passifs		
	Investissements financiers	Portefeuille de transaction	Désignés comme ou obligatoirement évalués à la juste valeur par le compte de résultat	Produits dérivés actifs	Portefeuille de transaction	Instruments financiers désignés dès l'origine à la juste valeur	Produits dérivés passifs
Au 1 ^{er} janvier 2023	1 262	654	2 242	194	14	1 484	377
Profits/(pertes) sur les actifs et profits/(pertes) sur les passifs comptabilisés en compte de résultat	-3	-3	-84	275	4	54	166
– résultat net des instruments financiers détenus à des fins de transaction ou gérés sur la base de la juste valeur	—	-3	—	275	4	—	166
– variation de la juste valeur des instruments financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le compte de résultat	—	—	-84	—	—	54	—

– résultat net des investissements financiers à la juste valeur par résultat global	-3	—	—	—	—	—	—
– pertes de crédit attendues et autres dépréciations et provisions pour risque de crédit	—	—	—	—	—	—	—
– gains à la juste valeur transférés dans le compte de résultat à la cession	—	—	—	—	—	—	—
– différences de change	—	—	—	—	—	—	—
Profits/(pertes) comptabilisés en capitaux propres	32	—	—	—	—	—	—
– investissements financiers : gains/(pertes) liés à la variation de juste valeur	32	—	—	—	—	—	—
– couverture des flux de trésorerie : gains/(pertes) liés à la variation de juste valeur	—	—	—	—	—	—	—
– gains liés à la variation de juste valeur transférés au compte de résultat à la cession	—	—	—	—	—	—	—
– différences de change	—	—	—	—	—	—	—
Achats	59	87	78	—	—	—	—
Émissions	—	2	—	—	2	528	—
Ventes	-183	-456	-25	—	—	-2	—
Arrivées à échéance ²	-25	-8	—	-316	-20	-319	-264
Sorties ³	-473	-82	-39	-30	—	-243	-55
Entrées	128	46	—	55	—	21	32
Au 31 décembre 2023	797	240	2 172	178	—	1 523	256
Profits/(pertes) non réalisés, comptabilisés en compte de résultat au 31/12/2023	—	-1	-85	54	—	-43	-15
– gains ou pertes sur opérations de portefeuilles de transaction hors marge nette d'intérêt	—	-1	—	54	—	—	-15
– produit/(charge) net des autres instruments financiers désignés à la juste valeur par le compte de résultat	—	—	-85	—	—	-43	—
– pertes attendues et autres pertes enregistrées au titre du risque de crédit	—	—	—	—	—	—	—

(1) Les « Arrivées à échéance » en 2024 incluent le reclassement en actifs destinés à être vendus de 486 millions EUR d'investissements financiers et de

2,5 milliards EUR d'actifs financiers désignés comme ou obligatoirement évalués à la juste valeur par le compte de résultat, en lien avec le projet de cession des activités d'assurance vie en France.

(2) Les « Arrivées à échéance » en 2023 incluent le reclassement en actifs destinés à être vendus de 25 millions EUR d'investissements financiers en lien avec les opérations de banque de détail en France.

(3) Les « Sorties » en 2023 comprennent le reclassement du niveau 3 au niveau 2 de 376 millions EUR d'investissements financiers en lien avec la révision de l'évaluation de la classification de certaines activités d'assurance.

Impact des modifications des hypothèses significatives non observables à des hypothèses alternatives probables raisonnables

Sensibilité des justes valeurs classées en Level 3 à des hypothèses alternatives probables et raisonnables

(En millions d'euros.)	Au 31/12/2024				Au 31/12/2023			
	Comptabilisés en compte de résultat		Comptabilisés dans les autres éléments du résultat global		Comptabilisés en compte de résultat		Comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	
	Variations favorables	Variations défavorables	Variations favorables	Variations défavorables	Variations favorables	Variations défavorables	Variations favorables	Variations défavorables
Dérivés / portefeuille de transaction (d'actifs ou de passifs) ¹	11	-11	—	—	6	-6	—	—
Actifs et passifs désignés comme ou obligatoirement évalués à la juste valeur par le compte de résultat	22	-22	—	—	110	-110	—	—
Investissements financiers	—	—	3	-6	—	—	17	-20
Total	33	-33	3	-6	116	-116	17	-20

(1) Dérivés et portefeuille de transaction sont représentés en une seule catégorie afin de refléter la manière dont le risque inhérent à ces instruments financiers est géré.

Sensibilité des justes valeurs classées en Level 3 à des hypothèses alternatives probables et raisonnables par type d'instrument

(En millions d'euros.)	Comptabilisés en compte de résultat		Comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	
	Variations favorables	Variations défavorables	Variations favorables	Variations défavorables
Au 31/12/2024				
Private equity y compris investissements stratégiques	15	-15	1	-1
Titres structurés	7	-7	—	—
Dérivés	10	-10	—	—
Autres portefeuilles	1	-1	2	-5
Total	33	-33	3	-6
Au 31/12/2023				
Private equity y compris investissements stratégiques	103	-103	1	-1
Titres structurés	1	-1	—	—
Dérivés	4	-4	—	—
Autres portefeuilles	8	-8	16	-19
Total	116	-116	17	-20

L'analyse de sensibilité vise à mesurer une fourchette de justes valeurs cohérentes avec l'application d'un intervalle de confiance à 95 %. Les méthodologies tiennent compte de la nature de la technique d'évaluation employée, ainsi que de la disponibilité et de la fiabilité des proxys et des données historiques observables.

Lorsque la juste valeur d'un instrument financier est fonction de plusieurs hypothèses non observables, le tableau ci-dessus indique la variation la plus favorable ou la plus défavorable obtenue en faisant varier les hypothèses individuellement.

Principales données d'entrée non observables pour les instruments financiers de Level 3

Information quantitative sur les données d'entrée non observables significatives de Level 3

	Juste Valeur (1) (En millions d'euros.)		Méthode d'évaluation	Principales données non observables	Gamme complète des données	
	Actifs	Passifs			Basse (En %.)	Haute (En %.)
Au 31 décembre 2024						
Private equity y compris les investissements stratégiques	253	1	Prix - Valeur nette d'inventaire	Valeur actuelle / Coût	—	1
Titres adossés à des actifs (ABS)						
– CLO/CDO2	—	—	Données de marché	Cotations à l'achat	—	—
– Autres ABS	—	—				
Produits structurés :	—	1 483				
– Obligations indexées sur des actions	—	1 127	Modèle de valorisation	Volatilité des actions	14	18
			Modèle de valorisation	Corrélation des actions	26	99
– Obligations indexées sur devises	—	—	Modèle de valorisation	Volatilité de change	—	—
– Autres	—	356				
Dérivés	251	281				
Dérivés de taux	174	198				
– Swaps de titrisation	41	4	Modèle DCF3	Taux de remboursement constant	5	10
				Volatilité du taux d'intérêt	—	—
– Options sur swaps longue durée	—	—	Modèle de valorisation			
– Autres	133	194				
Dérivés de change	2	2				
– Options	1	1	Modèle de valorisation	Volatilité de change	4	14
– Autres	1	1				
Dérivés actions	74	71				
– Options longue durée	—	—	Modèle de valorisation	Volatilité des actions	—	—
– Autres	74	71				
Dérivés de crédit	1	10				
– Autres	1	10				
Autres portefeuilles	1 253	3				
– Obligations	1 086	—	Données de marché	Mid quotes		
– Autres	167	3				
Total Level 3	1 757	1 768				
Au 31 décembre 2023						
Private equity y compris les investissements stratégiques	1 932	523	Voir les notes ci-dessous	Voir les notes ci-dessous	N/A	N/A
Titres adossés à des actifs (ABS) :						
– CLO/CDO2	—	—	Données de marché	Cotations à l'achat	—	—

– Autres ABS	—	—				
Produits structurés :	—	984				
– Obligations indexées sur des actions	—	641	Modèle de valorisation	Volatilité des actions	8	35
– Obligations indexées sur devises	—	—	Modèle de valorisation	Corrélation des actions	46	97
– Autres	—	343	Modèle de valorisation	Volatilité de change	—	—
Dérivés :	178	256				
Dérivés de taux :	134	166				
– Swaps de titrisation	3	3	Modèle DCF3	Taux de remboursement constant	5	10
– Options sur swaps longue durée	—	—	Modèle de valorisation	Volatilité du taux d'intérêt	—	—
– Autres	131	163				
Dérivés de change :	16	16				
– Options	16	16	Modèle de valorisation	Volatilité de change	4	17
Dérivés actions :	26	62				
– Options longue durée	—	—	Modèle de valorisation	Volatilité des actions	—	—
– Autres	26	62				
Dérivés de crédit :	2	12				
– autres	2	12				
Autres portefeuilles	1 277	16				
Total Level 3	3 387	1 779				

(1) Y compris les soldes Level 3 avec les entités HSBC.

(2) Obligations adossées à des créances bancaires / Obligations adossées à des créances.

(3) Actualisation des flux de trésorerie.

Private equity, dont investissements stratégiques

Étant donné que chaque participation doit être analysée de manière individuelle, il n'est pas envisageable de faire référence aux données de marché significatives non observables prises en compte. Ces données incluraient le prix et la corrélation. L'approche de valorisation tient compte d'une diversité de données, incluant les indicateurs financiers propres aux entreprises, les multiples de valorisation de sociétés comparables, les valeurs nettes d'inventaire publiées et les hypothèses qualitatives, qui ne sont pas directement comparables ou quantifiables.

Taux de remboursement anticipé

Les taux de remboursement anticipé sont un moyen de mesurer la vitesse présumée à laquelle le portefeuille de prêts sera remboursé de manière anticipée. Ils peuvent varier en fonction de la nature du portefeuille de prêts et des estimations du marché et peuvent être calculés grâce à divers éléments, tels que les taux de remboursement anticipé évalués à partir d'une approximation des prix observables des valeurs mobilières, les taux de remboursement anticipés courants ou historiques et les modèles macro-économiques.

Marché de substitution

Une estimation des prix à partir d'un marché de substitution peut être utilisée pour un instrument pour lequel il n'existe pas de prix coté spécifique, lorsqu'il existe des données sur des instruments présentant des caractéristiques communes. Dans certains cas, il est possible d'identifier un instrument de substitution particulier, mais de façon plus générale les données s'appuieront sur un plus large éventail d'instruments pour favoriser la compréhension des facteurs qui influencent les prix actuels du marché et les modalités selon lesquelles s'exerce cette influence.

Volatilité

La volatilité est une mesure de la variabilité future anticipée d'un prix de marché. Elle varie selon le prix de marché de référence du sous-jacent, et selon le prix d'exercice et l'échéance de l'option.

Certaines volatilités, notamment à long terme, ne sont pas observables. Elles sont alors estimées à partir de données observables. Les différentes volatilités non observables reflètent la grande variation des données de volatilité selon les prix du marché de référence. Au sein du portefeuille HSBC Continental Europe, les exemples avec des volatilités extrêmes se présentent rarement.

Corrélation

La corrélation constitue une mesure de l'interdépendance qui existe entre deux prix de marché et est exprimée sous la forme d'un nombre compris entre moins un et un. Elle est utilisée pour évaluer des instruments plus complexes dont la valeur dépend de plus d'un prix de marché. Il existe une large gamme d'instruments pour lesquels la corrélation est prise en compte. Une gamme étendue de corrélations pour un même actif et entre plusieurs actifs est donc utilisée. En général, la gamme de corrélations pour un même actif sera plus étroite que la gamme de corrélations entre plusieurs actifs.

Les corrélations non observables peuvent être estimées à partir de plusieurs sources, dont les services de fourniture de consensus de marché, les prix exécutés par HSBC Continental Europe, les corrélations de substitution et l'examen des relations historiques entre prix. La gamme des corrélations non observables citées dans le tableau est le reflet de l'importante variabilité des données de corrélation dérivées des paires de prix de marché.

Spread de crédit

Le spread de crédit correspond à la prime par rapport au taux d'intérêt de référence exigée par le marché pour accepter une qualité de crédit inférieure. Dans un modèle de flux de trésorerie actualisés, le spread de crédit augmente les facteurs d'actualisation appliqués aux flux de trésorerie futurs, ce qui diminue la valeur de l'actif considéré. Les spreads de crédit peuvent être déduits implicitement des prix du marché et peuvent ne pas être observables dans les marchés moins liquides.

Relations entre les données de marché non observables essentielles

Il se peut que des données de marché non observables essentielles pour les instruments de niveau 3 ne soient pas indépendantes les unes des autres. Comme indiqué ci-dessus, les variables de marché peuvent être corrélées. Ces corrélations reflètent généralement la manière dont les différents marchés ont tendance à réagir face aux événements macroéconomiques ou autres. En outre, l'effet de l'évolution des variables de marché sur le portefeuille de HSBC Continental Europe dépendra de sa position de risque nette au regard de chaque variable.

13. – Juste valeur des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur

Juste valeur des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur et base d'évaluation

(En millions d'euros.)	Valeur comptable	Juste valeur			
		Level 1 – Cotation de marché	Level 2 – Utilisation de données de marché observables	Level 3 – Utilisation de données de marché non observables	Total
Au 31/12/2024					
Actif					
Prêts et avances aux établissements de crédit	5 703	—	5 703	—	5 703
Prêts et avances à la clientèle (1)	51 288	—	—	50 159	50 159
Opérations de prise en pension – hors trading	25 764	—	25 764	—	25 764
Investissements financiers – au coût amorti	3 338	2 363	965	—	3 328
Passif					
Dettes envers les établissements de crédit	11 820	—	11 820	—	11 820
Comptes créditeurs de la clientèle	97 065	—	97 078	—	97 078
Opérations de mise en pension – hors trading	12 344	—	12 344	—	12 344
Dettes représentées par un titre	15 257	—	15 367	—	15 367
Dettes subordonnées	1 941	—	1 993	—	1 993
Au 31/12/2023					
Actif					
Prêts et avances aux établissements de crédit	5 816	—	5 816	—	5 816
Prêts et avances à la clientèle (1)	50 127	—	—	49 547	49 547
Opérations de prise en pension – hors trading	24 490	—	24 490	—	24 490
Investissements financiers – au coût amorti	1 747	884	860	3	1 747
Passif					
Dettes envers les établissements de crédit(2)	10 261	—	10 270	—	10 270
Comptes créditeurs de la clientèle (2)	93 890	—	94 036	—	94 036
Opérations de mise en pension – hors trading	11 153	—	11 153	—	11 153
Dettes représentées par un titre	12 909	—	12 949	—	12 949
Dettes subordonnées	1 951	—	1 986	—	1 986

(1) Inclut le portefeuille de prêts immobiliers et autres prêts français conservé suite à la cession des activités de banque de détail en France, d'une valeur comptable de 6,7 milliards EUR (7,1 milliards EUR au 31/12/2023). Nous avons reclassé ce portefeuille selon un modèle économique « hold-to-collect-and-sale » le 1^{er} janvier 2025 et l'évaluerons prospectivement à partir du premier trimestre 2025 à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Nous prévoyons de comptabiliser une perte de juste valeur avant impôt estimée à 1 milliard EUR dans les autres éléments du résultat global lors de la réévaluation des instruments financiers. La valorisation de ce portefeuille de prêts peut être sensiblement différente en cas de vente en raison de facteurs spécifiques à l'entité et à la transaction, notamment les coûts de financement et la valeur des relations avec les clients.

(2) Suite à une erreur de classification, les données comparatives au 31/12/2023 ont été retraitées pour un montant de 1,4 milliard EUR du poste Comptes créditeurs de la clientèle au poste Dettes envers les établissements de crédit.

Les autres instruments financiers non évalués à la juste valeur sont généralement des instruments à court terme et sont réévalués fréquemment aux taux actuels du marché. De ce fait, leur valeur comptable est une approximation raisonnable du montant de leur juste valeur. Cela inclut le compte caisse, banques centrales et CCP, qui est évalué au coût amorti.

Valorisation

L'évaluation de la juste valeur correspond à l'estimation par HSBC Continental Europe du prix à recevoir sur la vente d'un actif ou à payer sur le transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction régulière entre des acteurs du marché à la date d'évaluation. Elle ne prend pas en compte les bénéfices économiques ni les coûts susceptibles d'intervenir dans les flux de trésorerie des instruments concernés sur leur durée de vie attendue. Les méthodes et hypothèses de valorisation utilisées par HSBC Continental Europe peuvent différer de celles d'autres établissements lorsqu'il n'existe pas de prix de marché observable.

Prêts et avances aux établissements de crédit et à la clientèle

La juste valeur des prêts et avances est fondée sur des transactions de marché observables, lorsque de telles transactions existent. Si ce n'est pas le cas, la juste valeur est estimée en utilisant des modèles de valorisation intégrant de nombreuses hypothèses. Ces hypothèses peuvent comprendre des estimations de valeur faites par des courtiers indépendants qui reflètent les activités d'échange de gré à gré ; des modèles d'actualisation des flux futurs de trésorerie futurs utilisant des hypothèses que HSBC Continental Europe estime cohérentes avec celles qui seraient utilisées par les acteurs du marché pour valoriser de tels prêts ; et des données de négociation d'autres acteurs du marché, dont des échanges primaires et secondaires observés.

Les prêts sont groupés, dans la mesure du possible, dans des ensembles homogènes selon leurs caractéristiques en vue d'estimer les données de valorisation le plus précisément possible. La ventilation d'un portefeuille de prêts prend en compte tous les facteurs importants, comme l'ancienneté, la période d'émission, les estimations de taux d'intérêts futurs, les délais de remboursement anticipé, les taux de défaillance, les ratios prêt-valeur (Loan-to-Value, ou « LTV »), la qualité des garanties, la probabilité de défaut et les notations internes de risque de crédit.

La juste valeur des prêts reflète à la fois les dépréciations des prêts à la date du bilan et les estimations des attentes des acteurs du marché concernant les pertes de crédit attendues sur la durée de vie des prêts, et l'impact sur la juste valeur des revalorisations entre la date d'émission et la date du bilan.

Investissements financiers

La juste valeur des investissements financiers cotés est déterminée en fonction des cours de marché. La juste valeur des investissements financiers non cotés est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation incorporant les prix et les flux de revenus futurs de titres cotés équivalents.

Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les justes valeurs sont estimées en utilisant des flux de trésorerie actualisés, en appliquant les taux actuels offerts pour des dépôts à échéances similaires. La juste valeur d'un dépôt remboursable sur demande est obtenue par approximation via sa valeur comptable.

Comptes créditeurs de la clientèle et passifs sous-jacents

Les justes valeurs sont estimées en utilisant des prix de marché cotés à la date du bilan lorsqu'ils sont disponibles, ou bien sur la base de prix de marché cotés pour des instruments similaires.

Opérations de mise et de prise en pension – hors trading

Les justes valeurs se rapprochent de la valeur comptable car leurs soldes sont en général à court terme.

14. – Actifs financiers désignés comme ou obligatoirement évalués à la juste valeur par le compte de résultat

(En millions d'euros.)	2024	2023
	Désignés comme ou obligatoirement évalués à la juste valeur par le compte de résultat	Désignés comme ou obligatoirement évalués à la juste valeur par le compte de résultat
Titres		
– bons du Trésor et assimilés	10	—
– obligations et autres titres à revenu fixe	279	2 267
– actions et autres titres à revenu variable	750	11 323
Prêts et avances aux établissements de crédit et à la clientèle	—	—
Autre (1)	524	—
Au 31 décembre	1 563	13 590
(1) Inclut la contribution au fonds de défaut.		

15. – Instruments dérivés

Montants des contrats notionnels et juste valeur des dérivés par type de contrat détenus par HSBC Continental Europe

(En millions d'euros.)	Montants notionnels des contrats		Juste valeur – Actifs			Juste valeur – Passifs		
	Transaction	Couverture	Transaction	Couverture	Total	Transaction	Couverture	Total
Change	1 307 338	261	15 988	9	15 997	15 794	—	15 794
Taux d'intérêt	4 351 904	39 993	40 933	89	41 022	39 647	67	39 714
Actions	135 643	—	948	—	948	1 025	—	1 025
Dérivés de crédit	6 708	—	54	—	54	93	—	93
Matières premières et autres	2 095	—	69	—	69	70	—	70
Total brut	5 803 688	40 254	57 992	98	58 090	56 629	67	56 696
Compensations (Note 28)	—	—	-14 839	—	-14 839	-14 839	—	-14 839
Au 31/12/2024	5 803 688	40 254	43 153	98	43 251	41 790	67	41 857
Change	1 053 255	9	11 683	—	11 683	12 015	—	12 015
Taux d'intérêt	3 763 564	30 214	52 358	169	52 527	49 950	75	50 025
Actions	84 491	—	620	—	620	874	—	874
Dérivés de crédit	8 945	—	99	—	99	122	—	122
Matières premières et autres	1 427	—	72	—	72	73	—	73
Total brut	4 911 682	30 223	64 832	169	65 001	63 034	75	63 109
Compensations (Note 28)	—	—	-19 479	—	-19 479	-19 479	—	-19 479
Au 31/12/2023	4 911 682	30 223	45 353	169	45 522	43 555	75	43 630

Les montants des contrats notionnels de dérivés détenus à des fins transactionnelles et de dérivés relevant de la comptabilité de couverture correspondent à la valeur nominale des transactions en cours à la date de clôture ; ils ne représentent pas des montants de risques.

Les justes valeurs des actifs et passifs des dérivés ont diminué en 2024, principalement en raison des fluctuations des courbes des taux et des taux de change.

Utilisation de dérivés

Les opérations de HSBC Continental Europe impliquant des dérivés sont menées à trois fins principales : créer des solutions de gestion des risques pour les clients, gérer les risques de portefeuille découlant des activités des clients et gérer ou couvrir les risques de la Société.

Instruments dérivés de transaction

La plupart des transactions sur produits dérivés réalisées par HSBC Continental Europe s'inscrivent dans le cadre de ses activités commerciales et de trading. Les activités commerciales comprennent la structuration et la commercialisation de produits dérivés auprès des clients pour leur permettre de prendre, transférer, modifier ou réduire des risques actuels ou attendus. Les activités de trading comprennent la tenue de marché et la gestion des risques. La tenue de marché implique la cotation de prix d'offre et de demande à d'autres acteurs du marché dans le but de générer des revenus basés sur les spreads et les volumes. L'activité de gestion des risques est entreprise pour gérer le risque découlant des transactions des clients, dans le but principal de conserver la marge du client.

Instruments dérivés valorisés à partir de modèles intégrant des données non observables significatives

La différence entre la juste valeur telle que reconnue initialement (le prix de transaction) et la valeur qui aurait été extrapolée si les techniques de valorisation utilisées pour les évaluations ultérieures avaient été appliquées lors de la comptabilisation initiale, moins celles ultérieures, est détaillée dans le tableau suivant :

Solde non amorti des instruments dérivés valorisés à partir de modèles intégrant des données non observables

(En millions d'euros.)	2024	2023
Solde non amorti au 1 ^{er} janvier	4	8
Nouvelles opérations	—	9
Intégration dans le compte de résultat sur la période :	-2	-13
– amortissement	-2	-10
– paramètres non observables devenus observables	—	—
– échéance, fin ou compensation de dérivés	—	-3
– risque couvert	—	—
Différence de change et autres	—	—
Solde non amorti au 31 décembre	2	4

Dérivés de comptabilité de couverture

HSBC Continental Europe utilise des instruments dérivés (principalement des swaps de taux d'intérêt) à des fins de couverture dans le cadre de la gestion de ses portefeuilles d'actifs et de passifs et de ses positions de taux structurelles. Ces opérations permettent d'optimiser le coût global de l'accès aux marchés de la dette et de gérer les risques de marché liés aux écarts structurels de profil (échéance, nature de taux ou autre) entre ses actifs et ses passifs.

Le traitement comptable des opérations de couverture varie en fonction de la nature de l'instrument couvert et du type d'opération de couverture. Les instruments dérivés peuvent être considérés comme des couvertures d'un point de vue comptable s'il s'agit de couvertures de juste valeur ou de couvertures de flux de trésorerie, ou en tant qu'instruments de couverture de ses investissements nets dans des opérations en monnaies étrangères. Ces catégories font chacune l'objet ci-après d'une présentation sous un paragraphe distinct.

Couvertures de juste valeur

Les couvertures de juste valeur mises en place par HSBC Continental Europe sont principalement des swaps de taux d'intérêt assurant une protection contre les variations, liées à l'évolution des taux d'intérêt du marché, de la juste valeur des instruments financiers à long terme du portefeuille et des prêts à taux fixe. Toutes les variations de juste valeur des produits dérivés éligibles en tant que couvertures de juste valeur et la totalité des variations de juste valeur de l'élément couvert sont comptabilisées dans le compte de résultat. Si la relation de couverture prend fin, l'ajustement de juste valeur de l'élément couvert est amorti dans le compte de résultat sur la période de couverture restant à courir.

Instruments de couverture par risque couvert

(En millions d'euros.)	Instrument de couverture				
	Valeur comptable			Présentation du bilan	Variations de la juste valeur
	Montant notionnel(1)	Actifs	Passifs		
Risque couvert					
Taux d'intérêt (2)	13 334	89	64	Dérivés	-102
Au 31/12/2024	13 334	89	64		-102
Risque couvert					
Taux d'intérêt (2)	10 819	165	52	Dérivés	-374
Au 31/12/2023	10 819	165	52		-374

(1) Les montants des contrats notionnels des dérivés désignés dans les relations de comptabilité de couverture éligibles indiquent la valeur nominale des transactions en cours à la date de clôture ; ils ne représentent pas des montants à risque.

(2) Le risque de taux d'intérêt couvert inclut une composante inflation.

Éléments couverts par risque couvert

Risque couvert	Éléments couverts					Inefficacité		
	Valeur comptable		Ajustements cumulés de juste valeur de la couverture inclus dans la valeur comptable		Présentation dans le bilan	Variation de la juste valeur (1)	Intégré dans le compte de résultat	Présentation dans le compte de résultat
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs				
Taux d'intérêt (2)	13 149	—	6	—	Actifs financiers à la juste valeur par les autres éléments du résultat global	87	-3	Résultat net des instruments financiers détenus à des fins de transaction ou gérés à la juste valeur
	—	—	—	—	Prêts et créances sur les établissements de crédit	—		
	435	—	-8	—	Prêts et créances sur la clientèle	12		
	—	—	—	—	Opérations de prise en pension – hors-trading	—		
	—	—	—	—	Instruments financiers détenus jusqu'à l'échéance (Coût amorti)	—		
	—	33	—	-4	Dettes émises	—		
	—	—	—	—	Dettes subordonnées et dettes envers les établissements de crédit	—		
Au 31/12/2024	13 584	33	-2	-4		99	-3	
Taux d'intérêt (2)	10 047	—	-147	—	Actifs financiers à la juste valeur par les autres éléments du résultat global	332	-8	Résultat net des instruments financiers détenus à des fins de transaction ou gérés à la juste valeur
	—	—	—	—	Prêts et créances sur les établissements de crédit	—		
	668	—	-17	—	Prêts et créances sur la clientèle	20		
	—	—	—	—	Opérations de prise en pension – hors-trading	14		
	—	—	—	—	Instruments financiers détenus jusqu'à l'échéance (Coût amorti)	—		
	—	32	—	-5	Dettes émises	—		
	—	—	—	—	Dettes subordonnées et dettes envers les établissements de crédit	—		
Au 31/12/2023	10 715	32	-164	-5		366	-8	

(1) Pris en compte dans l'évaluation de l'efficacité de la couverture, comprend le montant attribuable au risque couvert désigné qui peut être un élément du risque.

(2) Le risque de taux d'intérêt couvert inclut une composante inflation.

Couvertures de flux de trésorerie

Les couvertures de flux de trésorerie mises en place par HSBC Continental Europe correspondent principalement à des swaps de taux d'intérêt et des swaps de devises qui servent à gérer la variabilité des flux de trésorerie attendus d'actifs et de passifs financiers hors trading résultant des variations des taux d'intérêt de marché et des devises.

HSBC Continental Europe applique une macro-couverture de flux de trésorerie pour les expositions au risque de taux d'intérêt sur les portefeuilles complétant l'émission d'actifs et de passifs d'exploitation hors trading actuelle et prévue qui portent des intérêts à taux variables, y compris le roulement de ces instruments. Pour chaque portefeuille d'actifs financiers, il est établi des projections concernant le montant et le calendrier des flux d'intérêts et de capital attendus, qui se fondent sur les conditions contractuelles et d'autres facteurs pertinents dont les défauts de paiement et des estimations de remboursements anticipés. Pour déterminer l'efficacité ou l'inefficacité, les flux de trésorerie agrégés représentant le principal et les flux de trésorerie d'intérêts de tous les portefeuilles sont utilisés. Les macro-couvertures de flux de trésorerie sont considérées comme des couvertures dynamiques.

Instruments de couverture par risque couvert

Risque couvert (En millions d'euros.)	Instrument de couverture				Élément couvert		Inefficacité	
	Montant notionnel (1)	Valeur comptable		Présentation dans le bilan	Variation de la juste valeur (2)	Variation de la juste valeur (3), (4)	Intégré dans le compte de résultat	Présentation dans le compte de résultat
		Actifs	Passifs					
Devise	261	9	—	Dérivés	2	2	—	Résultat net des instruments financiers détenus à des fins de transaction ou gérés sur la base de la juste valeur
Taux d'intérêt	26 659	1	3		-104	-113	9	
Au 31/12/2024	26 920	10	3		-102	-111	9	
Devise	9	—	—	Dérivés	—	—	—	Résultat net des instruments financiers détenus à des fins de transaction ou gérés sur la base de la juste valeur
Taux d'intérêt	19 395	4	23		125	106	19	
Au 31/12/2023	19 404	4	23		125	106	19	

(1) Les montants des contrats notionnels des dérivés désignés dans les relations de comptabilité de couverture éligibles indiquent la valeur nominale des transactions en cours à la date de clôture, ils ne représentent pas des montants à risque.

(2) Pris en compte dans les tests d'efficacité de la couverture, comprend intégralement la variation de juste valeur de l'instrument de couverture.

(3) Pris en compte dans l'évaluation de l'efficacité de la couverture, comprend le montant attribuable au risque couvert désigné qui peut être un élément du risque.

(4) Suite à une erreur de traitement dans l'état consolidé du résultat global, la couverture de flux de trésorerie au titre de la période close le 31/12/2023 a été retraitée pour 119 millions EUR afin de tenir compte du produit net bancaire sur les swaps de couverture de flux de trésorerie. Ce retraitement n'a pas d'impact sur le produit net bancaire au titre de la période dans l'état consolidé du résultat global ni sur le traitement de la couverture de flux de trésorerie au titre de la période et au début ou à la fin de l'exercice dans le tableau de variation des capitaux propres consolidés.

Les sources d'inefficacité de la couverture peuvent découler du risque de base, y compris, mais sans s'y limiter, les différences temporelles entre les éléments couverts et les instruments de couverture, et les instruments n'ayant pas une juste valeur à zéro.

Analyse des états consolidés du résultat global par type de risque

(En millions d'euros.)	Taux d'intérêt	Devise
Couverture de flux de trésorerie au 1 ^{er} janvier 2024	-63	—
Gains/(pertes) de juste valeur	-113	2
Gains/(pertes) évalués à la juste valeur reclassés de la couverture de flux de trésorerie au compte de résultat	230	-2
Impôts différés	-31	—
Autres	—	—
Couverture de flux de trésorerie au 31/12/2024	23	—
Couverture de flux de trésorerie au 1 ^{er} janvier 2023	-231	—
Gains/(pertes) de juste valeur ¹	106	—
Gains/(pertes) évalués à la juste valeur reclassés de la couverture de flux de trésorerie au compte de résultat (1)	121	—
Impôts différés	-59	—
Autres	—	—
Couverture de flux de trésorerie au 31/12/2023	-63	—

(1) Suite à une erreur de traitement dans l'état consolidé du résultat global, la couverture de flux de trésorerie au titre de la période close le 31/12/2023 a été retraitée pour 119 millions EUR afin de tenir compte du produit net bancaire sur les swaps de couverture de flux de trésorerie. Ce retraitement n'a pas d'impact sur le produit net bancaire au titre de la période dans l'état consolidé du résultat global ni sur le traitement de la couverture de flux de trésorerie au titre de la période et au début ou à la fin de l'exercice dans le tableau de variation des capitaux propres consolidés.

16. – Investissements financiers

Valeurs comptables des investissements financiers

(En millions d'euros.)	2024	2023
Investissements financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	17 402	20 861
– bons du Trésor et assimilés	893	776
– obligations et autres titres à revenu fixe	16 074	19 664
– actions et autres titres à revenu variable	27	29
– autres instruments	408	392
Titres de créances évalués au coût amorti	3 338	1 747
– bons du Trésor et assimilés	—	—
– obligations et autres titres à revenu fixe	3 338	1 747
Au 31 décembre	20 740	22 608

Instruments de capitaux propres détenus mesurés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

(En millions d'euros.)	2024		2023	
	Juste valeur	Dividendes comptabilisés	Juste valeur	Dividendes comptabilisés
Type d'instruments de capitaux propres	11	1	16	—
Facilitation des affaires	16	—	13	—
Investissements requis par des institutions centrales	—	—	—	—
Autres	27	1	29	—

17. – Actifs remis en garantie de passifs, collatéraux acceptés en garantie d'actifs et actifs financiers transférés

Actifs remis en garantie de passifs (1)**Actifs financiers donnés en garantie**

(En millions d'euros.)	2024	2023
Effets publics et valeurs assimilées	1 231	446
Prêts et créances sur la clientèle	759	2 290
Obligations et autres titres à revenus fixes	12 967	14 673
Actions et autres titres à revenus variables	363	671
Autres actifs	14 836	13 247
Actifs donnés en garantie au 31 décembre	30 156	31 327

Les actifs donnés en garantie comprennent tous les actifs classés comme grevés dans la Note à la page 216 à l'exception des actifs détenus en vue de la vente.

Le montant des actifs remis en garantie des passifs peut s'avérer supérieur à la valeur comptable des actifs utilisés comme collatéral. Tel est le cas pour les titrisations et pour les obligations sécurisées lorsque le montant des passifs émis, plus la surcollatéralisation obligatoire, est inférieur à la valeur comptable des actifs financiers donnés en garantie. Tel est également le cas lorsque des actifs financiers sont placés auprès d'un dépositaire ou d'un agent de règlement qui dispose d'une sûreté sans dessaisissement sur tous les actifs financiers placés en garantie de tous les engagements figurant dans les comptes de règlement.

Ces transactions sont menées selon les conditions habituelles des opérations garanties, impliquant, le cas échéant, le prêt de titres standard, les opérations de mise en pension et les appels de marge sur dérivés.

HSBC Continental Europe place des dépôts de garantie en espèces et autres dépôts de garanties dans le cadre des transactions sur dérivés.

Actifs financiers donnés en garantie que la contrepartie a le droit de vendre ou de redonner en garantie

(En millions d'euros.)	2024	2023
Portefeuille de transaction (actif)	13 575	12 587
Investissements financiers	224	2 183
Au 31 décembre	13 799	14 770

Collatéraux reçus (1)

La juste valeur des actifs financiers acceptés comme collatéraux, qui sont liés principalement à des prêts de titres standard, à des opérations de prise en pension et à des appels de marge sur dérivés, et que HSBC Continental Europe peut vendre ou redonner en garantie en absence de défaut, s'élève à 61 419 millions EUR au 31 décembre 2024 (48 999 millions EUR au 31 décembre 2023).

La juste valeur des collatéraux qui ont été revendus ou redonnés en garantie s'élève à 43 830 millions EUR au 31 décembre 2024 (39 400 millions EUR au 31 décembre 2023). HSBC Continental Europe a l'obligation de restituer ces actifs.

Ces transactions sont menées selon les conditions habituelles des opérations garanties, impliquant, le cas échéant, le prêt de titres standard, les opérations de prise en pension et les appels de marge sur dérivés.

Transferts d'actifs financiers (1)

Les actifs donnés en garantie incluent les actifs transférés à des tiers sans donner lieu à décomptabilisation, et notamment les emprunts garantis, tels que les titres détenus par des contreparties comme collatéral dans le cadre de mises en pension et des actions prêtées dans le cadre d'accord de prêts sur titres, ainsi que de swaps actions et de titres de créance. S'agissant des titres donnés en pension, les titres demeurent au bilan de la banque et une dette correspondante représentative de l'obligation de rachat des titres à un prix déterminé à l'avance est inscrite au passif. En cas de swap de titres, les actifs transférés restent inscrits dans leur intégralité au bilan. Aucun passif ne leur est associé, puisque la garantie non monétaire reçue n'est pas inscrite au bilan. Pendant la durée d'une transaction, HSBC Continental Europe ne peut ni utiliser, ni vendre ni remettre en garantie l'actif transféré et demeure exposé au risque de taux et de crédit des actifs donnés en garantie. Les recours dont les contreparties disposent ne sont pas limités aux actifs transférés.

Actifs financiers transférés ne remplissant pas les conditions pour une décomptabilisation totale et passifs financiers associés

(En millions d'euros.)	Actifs transférés	Passifs associés
Opérations de pension de titres	10 834	10 837
Opérations de prêt de titres	2 965	—
Au 31/12/2024	13 799	10 837
Opérations de pension de titres	12 885	12 734
Opérations de prêt de titres	1 885	5
Au 31/12/2023	14 770	12 739

(1) Exclut les actifs classés comme détenus en vue de la vente.

18. – Informations relatives aux implantations pays par pays

Les informations relatives aux implantations pays par pays requises par la directive 2013/36/UE dite « CRD IV » ont été transposées en droit français par l'article L. 511-45 du Code monétaire et financier.

(En millions d'euros.)	Au 31 décembre 2024					
	Revenus (activité poursuivies) (1)	Résultat avant impôt (activités poursuivies)	Impôts courants (activités poursuivies)	Impôts différés (activités poursuivies)	Subventions publiques reçues	Effectifs (En Équivalent Temps Plein)
HSBC Continental Europe	3 349	930	-179	-227	—	6 739
– France	1 280	109	31	-231	—	2 837
– Belgique	27	15	-4	—	—	21
– République tchèque	27	13	-3	—	—	48
– Grèce	—	—	—	—	—	—
– Irlande	177	135	-16	—	—	112
– Italie	50	18	-5	—	—	61

– Luxembourg	170	73	-17	—	—	205
– Pays-Bas	135	108	-28	—	—	71
– Espagne	75	43	-2	-8	—	101
– Suède	9	2	—	—	—	22
– Royaume-Uni	—	—	—	—	—	—
– Pologne	94	67	-12	—	—	92
– Allemagne	987	196	-73	14	—	2 155
– Malte	263	163	-49	-6	—	860
– Autres (4)	55	-12	-1	4	—	154

(1) Le « Produit net bancaire avant variations relatives aux dépréciations pour pertes attendues et autres pertes enregistrées au titre du risque de crédit » est également désigné par le terme « revenus ».

(2) Conformément à la norme IFRS 5, les données comparatives ont été retraitées pour refléter les activités abandonnées liées au projet de cession des activités d'assurance vie en France. Cela inclut également les activités abandonnées dans le cadre de la vente des activités de banque de détail en France.

(3) Inclut les employés des activités de banque de détail en France qui ont été classées en activités abandonnées.

(4) « Autres » inclut HSBC Private Bank (Luxembourg) S.A. après son acquisition le 2 novembre 2023.

(En millions d'euros.)	Au 31 décembre 2023 (2)					
	Revenus (activité poursuivies) (1)	Résultat avant impôt (activités poursuivies)	Impôts courants (activités poursuivies)	Impôts différés (activités poursuivies)	Subventions publiques reçues	Effectifs (En Équivalent Temps Plein)
HSBC Continental Europe	3 720	1 325	-257	-89	—	9 969
– France	1 660	381	-25	-45	—	5 996
– Belgique	26	14	-4	—	—	20
– République tchèque	35	20	-4	—	—	51
– Grèce	33	5	—	—	—	—
– Irlande	195	147	-15	—	—	108
– Italie	40	11	-3	—	—	59
– Luxembourg	181	88	-20	-2	—	224
– Pays-Bas	162	131	-35	—	—	73
– Espagne	81	51	-11	-3	—	99
– Suède	5	-1	—	—	—	16
– Royaume-Uni	—	—	—	—	—	—
– Pologne	93	63	-11	-1	—	96
– Allemagne	962	295	-84	-37	—	2 195
– Malte	234	135	-45	-3	—	853
– Autres (4)	13	-15	—	2	—	179

(1) Le « Produit net bancaire avant variations relatives aux dépréciations pour pertes attendues et autres pertes enregistrées au titre du risque de crédit » est également désigné par le terme « revenus ».

(2) Conformément à la norme IFRS 5, les données comparatives ont été retraitées pour refléter les activités abandonnées liées au projet de cession des activités d'assurance vie en France. Cela inclut également les activités abandonnées dans le cadre de la vente des activités de banque de détail en France.

(3) Inclut les employés des activités de banque de détail en France qui ont été classées en activités abandonnées.

(4) « Autres » inclut HSBC Private Bank (Luxembourg) S.A. après son acquisition le 2 novembre 2023.

La liste des filiales par pays détaillant les noms des entités, la nature de l'activité et la localisation géographique, est présentée dans la Note 35 aux pages 321 à 322. Les adresses des principales implantations à l'étranger sont présentées à la page 380.

19. – Entités structurées

Entités structurées consolidées par HSBC Continental Europe

Total des actifs des entités structurées consolidées de HSBC Continental Europe, répartis par type d'entité

	Conduits	Titrisations	Fonds gérés par HSBC	Autres	Total m €
Au 31/12/2024	—	—	5 028	509	5 537
Au 31/12/2023	—	—	4 918	440	5 358

Principes généraux

Une entité structurée est une entité créée dans le cadre de montages particuliers et conçue de telle manière que les droits de vote ou équivalents ne soient pas le facteur principal qui décide du contrôle sur l'entité, par exemple quand les droits de vote ne sont liés qu'aux activités administratives et que les activités clés sont dirigées par des accords contractuels. Ces entités ont ainsi un champ d'activité réduit et un objet bien défini.

La consolidation de ces entités structurées par HSBC Continental Europe est déterminée selon les critères définis dans la Note 1.

HSBC Continental Europe détient directement ou indirectement des participations dans des entités structurées principalement par le biais de la titrisation d'actifs financiers, de véhicules financiers et de fonds d'investissement.

Les accords conclus par le Groupe qui impliquent le recours à des entités structurées font l'objet d'une autorisation centrale afin de garantir le respect de leur objet et une gouvernance appropriée. Les activités des entités structurées administrées par HSBC Continental Europe font l'objet d'une surveillance étroite de la part de la Direction Générale. HSBC Continental Europe travaille avec des entités structurées consolidées ou non consolidées, pouvant être créées par le Groupe HSBC ou par un tiers, comme indiqué en détail ci-dessous.

Titrisations

HSBC Continental Europe détient des intérêts dans des véhicules de titrisation consolidés au travers de la détention de titres émis par ces entités.

Fonds gérés par HSBC

HSBC Continental Europe, en collaboration avec d'autres entités de HSBC, a créé et géré un certain nombre de fonds d'investissement monétaires et non monétaires afin d'offrir à ses clients des opportunités d'investissement. Lorsqu'il intervient en tant que mandant et non en tant qu'agent, HSBC Continental Europe contrôle et consolide lesdits fonds.

HSBC Continental Europe, en tant que gestionnaire de fonds, peut être amené à percevoir des commissions de gestion et de performance sur les actifs sous gestion. Certaines parts de ces fonds peuvent également être détenues par HSBC Continental Europe.

Fonds non gérés par HSBC

HSBC Continental Europe achète et détient des parts de fonds gérés par des tiers dans le but de faciliter l'activité et répondre aux besoins des clients.

Entités structurées sponsorisées par HSBC Continental Europe

Le montant des actifs transférés à ces entités de même que le montant des revenus perçus de ces entités en 2024 et 2023 ne sont pas significatifs.

Autres

HSBC Continental Europe conclut un certain nombre de transactions dans le cadre de ses activités courantes, notamment lors de financements d'actifs et de financements structurés, étant ainsi amené à contrôler des entités structurées.

Entités structurées non consolidées par HSBC Continental Europe

La notion d'« entités structurées non consolidées » se réfère à l'ensemble des entités structurées non contrôlées par le Groupe HSBC. Elle inclut les intérêts détenus dans les entités structurées non consolidées. Le Groupe HSBC entre en relation avec des entités structurées non consolidées dans le cadre de ses activités courantes, dans le but de faciliter les transactions de ses clients et de saisir des opportunités spécifiques d'investissement.

Le tableau ci-dessous présente les actifs totaux des entités structurées non consolidées dans lesquelles le Groupe HSBC détient un intérêt à la date de reporting, ainsi que l'exposition maximale du Groupe HSBC au risque de perte attribuable à ces intérêts.

Nature et risques liés aux intérêts de HSBC Continental Europe dans les entités structurées non consolidées

	Titrisations	Fonds gérés par HSBC	Fonds non gérés par HSBC	Autres	Total
Total de la valeur de l'actif des entités (m €)					
0 – 500	—	101	120	3	224
500 – 2 000	—	18	49	—	67
2 000 – 5 000	—	8	25	—	33
5 000 – 25 000	—	5	12	—	17
Supérieure à 25 000	—	1	1	—	2
Nombre d'entités au 31/12/2024	—	133	207	3	343

Total des actifs par rapport à la participation de HSBC Continental Europe dans les entités structurées non consolidées	—	4 139	1 873	—	6 012
– actifs de transaction	—	1	—	—	1
– actifs financiers désignés comme ou obligatoirement évalués à la juste valeur par le compte de résultat	—	248	14	—	262
– investissements financiers	—	6	—	—	6
– actifs détenus en vue de la vente (1)	—	3 884	1 859	—	5 743
Total des passifs par rapport à la participation de HSBC Continental Europe dans les entités structurées non consolidées	—	7	—	—	7
Exposition maximale de HSBC Continental Europe au 31/12/2024	—	4 132	1 873	—	6 005
Total de la valeur de l'actif des entités (€m)					
0 – 500	—	119	114	3	236
500 – 2 000	—	28	64	—	92
2 000 – 5 000	—	10	28	—	38
5 000 – 25 000	—	6	15	—	21
25 000+	—	1	—	—	1
Nombre d'entités au 31/12/2023	—	164	221	3	388
Total des actifs par rapport à la participation de HSBC Continental Europe dans les entités structurées non consolidées	—	4 089	2 061	—	6 150
– actifs de transaction	—	1	—	—	1
– actifs financiers désignés comme ou obligatoirement évalués à la juste valeur par le compte de résultat	—	4 082	2 061	—	6 143
– investissements financiers	—	6	—	—	6
Total des passifs par rapport à la participation de hsbcc continental europe dans les entités structurées non consolidées	—	7	—	—	7
Exposition maximale de HSBC Continental Europe au 31/12/2023	—	4 082	2 061	—	6 143

(1) Les actifs détenus en vue de la vente en 2024 comprennent un groupe destiné à être cédé dans le cadre du projet de cession des activités d'assurance vie en France.

L'exposition maximale de HSBC Continental Europe au risque de perte attribuable à ses intérêts dans des entités structurées non consolidées se réfère au montant maximum de perte que le groupe HSBC Continental Europe pourrait être amené à absorber, indépendamment de sa probabilité d'occurrence.

- Pour les engagements, garanties et contrats de swap sur défaillance, l'exposition maximale de HSBC Continental Europe au risque de perte correspond au montant notionnel des pertes futures potentielles.
- Pour les titres détenus dans les entités structurées non consolidées et les prêts qui leur sont accordés, l'exposition maximale de HSBC Continental Europe au risque de perte correspond à la valeur comptable de ces intérêts à la date du bilan.

L'exposition maximum à la perte n'intègre pas les contrats de couverture et de garantie contractés en vue d'atténuer l'exposition de HSBC Continental Europe au risque de perte.

20. – Écarts d'acquisition et immobilisations incorporelles

(En millions d'euros.)	2024	2023
Écarts d'acquisition	66	66
Autres immobilisations incorporelles	153	122
Au 31 décembre	219	188

Écarts d'acquisition

Analyse des mouvements des écarts d'acquisition

(En millions d'euros.)	2024	2023
Valeurs brutes		
Au 1 ^{er} janvier	441	441
Autre (1)	-83	—
Au 31 décembre	358	441
Pertes de dépréciation cumulées		
Au 1 ^{er} janvier	-375	-375
Autre (1)	83	—
Au 31 décembre	-292	-375
Valeur nette comptable au 31 décembre	66	66

(1) « Autre » en 2024 représente le montant des reprises de dépréciations suite à la cession des activités de détail en France.

Tests de dépréciation

Au cours de l'année 2024, des tests de dépréciation ont été effectués et aucune dépréciation n'a été reconnue pour l'écart d'acquisition de la gestion d'actifs.

Résultats de dépréciation et principales hypothèses dans le calcul de la VIU

	Écart d'acquisition au 31/12/2024 (En millions d'euros.)	Taux d'actualisation (En %.)	Taux de croissance sur une projection de trésorerie initiale (En %.)	Écart d'acquisition au 31/12/2023 (En millions d'euros.)	Taux d'actualisation (En %.)	Taux de croissance nominale sur une projection de trésorerie initiale (En %.)
Gestion d'actifs	66	10,9	1,9	66	10,4	1,9
Total des écarts d'acquisitions dans les UGT (1) listées ci-dessus	66			66		

(1) Unités Génératrices de Trésorerie.

Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles incluent notamment les droits de gestion hypothécaire, les logiciels informatiques, les marques, les portefeuilles de clientèle, les dépôts de base et les cartes de crédit et prêts à la clientèle. Les logiciels informatiques comprennent les logiciels achetés et conçus en interne. Le coût des logiciels conçus en interne comprend tous les coûts directement attribuables, nécessaires pour créer, produire et préparer le logiciel afin qu'il puisse être utilisé de la manière prévue par la Direction. Les coûts supportés au titre de la maintenance courante des logiciels sont immédiatement comptabilisés en charges dès qu'ils sont engagés.

Les immobilisations incorporelles sont soumises à un test de dépréciation en cas d'événements ou de changements de circonstances lorsqu'il existe un indice de perte de valeur concernant l'immobilisation incorporelle. Lorsque :

- les immobilisations incorporelles, qui ont une durée d'utilité indéterminée ou ne sont pas encore prêtes à l'utilisation, font l'objet d'un test de dépréciation annuel. Une immobilisation incorporelle comptabilisée durant la période en cours fait l'objet d'un test avant la fin de l'année en cours ; et
- les immobilisations incorporelles, qui ont une durée d'utilité limitée, sont évaluées au coût diminué des amortissements et des pertes de valeur cumulées et sont amorties sur leur durée d'utilité estimée. La durée de vie utile estimée est la plus faible entre la durée légale et la durée de vie utile prévue. L'amortissement des frais de gestion des prêts hypothécaires est inclus dans les « Commissions nettes ».

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité limitée sont généralement amorties selon la méthode linéaire sur leur durée d'utilité comme suit :

- Marques commerciales : 10 ans
- Logiciels créés en interne : entre 3 et 10 ans
- Logiciels achetés : entre 3 et 10 ans
- Autres : généralement 10 ans

Les variations d'immobilisations incorporelles de l'exercice clos au 31 décembre se ventilent comme suit :

(En millions d'euros.)	Frais de développements informatiques internes	Acquisitions de logiciels externes	Autres	Total
Coût				
Au 1 ^{er} janvier 2024	446	115	13	574
Acquisitions	65	5	—	70
Cessions	-1	—	—	-1
Reprises de dépréciations utilisées	-44	-12	-12	-68
Regroupement d'entreprises et autres changements (1)	-4	-8	—	-12
Au 31/12/2024	462	100	1	563
Cumul des amortissements et dépréciations				
Au 1 ^{er} janvier 2024	-328	-112	-12	-452
Charges d'amortissement de l'année	-30	—	—	-30
Dépréciations de l'année	-3	—	—	-3
Reprise de dépréciation	—	—	—	—
Reprises de dépréciations utilisées	44	12	12	68
Cessions	—	—	—	—
Regroupement d'entreprises et autres changements (1)	-1	8	—	7
Au 31/12/2024	-318	-92	—	-410
Valeur comptable au 31/12/2024	144	8	1	153
Coût				
Au 1 ^{er} janvier 2023	393	111	12	516
Acquisitions	50	2	1	53
Cessions (2)	-25	—	—	-25
Reprises de dépréciations utilisées	—	-1	—	-1

Regroupement d'entreprises et autres changements (1)	28	3	—	31
Au 31/12/2023	446	115	13	574
Cumul des amortissements et dépréciations				—
Au 1 ^{er} janvier 2023	-323	-107	-12	-442
Charges d'amortissement de l'année	-27	-3	—	-30
Dépréciations de l'année	-4	—	—	-4
Reprise de dépréciation (3)	11	—	—	11
Reprises de dépréciations utilisées	—	—	—	—
Cessions (2)	22	1	—	23
Regroupement d'entreprises et autres changements (1)	-7	-3	—	-10
Au 31/12/2023	-328	-112	-12	-452
Valeur comptable au 31/12/2023	118	3	1	122

(1) En 2024, le regroupement d'entreprises et autres changements incluent le reclassement comme détenues en vue de la vente des activités d'assurance en France. En 2023, le regroupement d'entreprises représente la contribution liée à l'acquisition de HSBC Private Bank (Luxembourg) S.A. le 2 novembre 2023.

(2) Les cessions correspondent à la vente des activités de la succursale de HSBC Continental Europe en Grèce à Pancræta Bank SA le 28 juillet 2023.

(3) En 2023, les reprises de dépréciation sur les actifs incorporels incluent 1 million EUR pour les activités de Banque d'entreprises (« CMB ») et 9 millions EUR dans les activités de Banque de financement et d'investissement (« GB ») en France.

21. – Comptes de régularisation, immobilisations corporelles et autres actifs

(En millions d'euros.)	2024	2023
Dépôts de garantie et appels de marge à recevoir	14 128	13 109
Comptes de règlement et comptes d'encaissement (2)	1 193	4 876
Comptes de régularisation	1 089	1 129
Lingots	3	3
Immobilisations corporelles	134	862
Droits d'utilisation à l'actif (1)	131	156
Actifs de contrats de réassurance (Note 5)	3	12
Avantages postérieurs à l'emploi à l'actif (Note 6)	66	46
Endossements et effets acceptés	1	8
Autres comptes	1 250	1 525
Au 31 décembre	17 998	21 726

(1) La valeur nette comptable du droit d'utilisation se décompose en 388 millions EUR de valeur brute (2023 : 372 millions EUR) et (257) million EUR de dotation aux amortissements et provisions (2023 : (216) millions EUR).

En 2023, les « Comptes d'encaissement » de 273 millions EUR étaient présentés au bilan, mais figurent désormais dans les « Comptes de régularisation et autres actifs » (2) du Document d'Enregistrement Universel et du Rapport Financier Annuel 2024.

Comptes de régularisation, immobilisations corporelles et autres actifs comprennent 17 165 millions EUR (2023 : 20 043 millions EUR) d'actifs financiers, dont la majorité sont évalués au coût amorti.

Immobilisations corporelles

Les terrains et immeubles sont comptabilisés à leur coût historique ou à leur juste valeur à la date de passage aux IFRS, déduction faite de toute perte pour dépréciation et des amortissements calculés selon les règles suivantes :

- les terrains non bâtis ne sont pas amortis ;
- les frais d'acquisition des immeubles sont passés en charge sur l'exercice au cours duquel ils sont engagés au même titre que les frais d'établissement ; et
- les immeubles font l'objet d'un amortissement linéaire sur leur durée d'utilité, en général de 25 à 75 ans.

L'équipement, le mobilier et les agencements (comprenant l'équipement relatif aux contrats de location dans le cadre desquels HSBC Continental Europe est le bailleur) sont comptabilisés au coût d'acquisition diminué des dépréciations ; les amortissements sont calculés, pour leur plus grande part, selon le mode linéaire afin d'amortir totalement les actifs sur leur durée d'utilité, soit en général entre 5 et 25 ans. HSBC Continental Europe est propriétaire de certains immeubles à des fins d'investissement pour percevoir des loyers ou en vue d'une appréciation du capital, voire le deux. Les immeubles sont portés au bilan à leur juste valeur, les variations de la juste valeur étant constatées au compte de résultat sur la période comptable à laquelle elles se produisent. La juste valeur est déterminée par des experts professionnels indépendants qui appliquent des techniques de valorisation reconnues. Les immobilisations corporelles sont soumises à une revue de dépréciation si des événements ou de nouvelles circonstances indiquent que la valeur comptable risque de ne pas être recouvrable.

(En millions d'euros.)	Terrains et constructions (1)	Equipements, Mobilier et Agencements	Total
Coût d'acquisition ou juste valeur			
Au 1 ^{er} janvier 2024	792	448	1 240
Acquisitions	3	20	23
Ajustements de juste valeur	-65	—	-65
Cessions	-6	-40	-46
Transferts	—	—	—
Regroupement d'entreprises et autres changements	—	—	—
Reclassés comme détenus en vue de la vente (2)	-661	-4	-665
Au 31/12/2024	63	424	487
Cumul des amortissements			
Au 1 ^{er} janvier 2024	-27	-351	-378
Dotations aux amortissements et provisions de l'exercice	—	-27	-27
Cessions	3	39	42
Transferts	—	—	—
Perte pour dépréciation comptabilisée	—	-4	-4
Reprise de dépréciation	—	10	10
Regroupement d'entreprises et autres changements	—	—	—
Reclassés comme détenus en vue de la vente (2)	—	4	4
Au 31/12/2024	-24	-329	-353
Valeur nette comptable au 31/12/2024	39	95	134

(1) Cette colonne comprend 13 million EUR de terrains et immeubles loués pour lesquels les droits d'utilisation sont considérés comme suffisants pour constituer un contrôle et pour lesquels la dette de loyer est non significative (2023 : 13 millions EUR). Ils sont donc présentés comme des actifs détenus.

(2) Correspond au reclassement en actifs détenus en vue de la vente en lien avec HSBC Assurances Vie (France) au quatrième trimestre 2024.

(3) L'année 2023 inclut l'acquisition de HSBC Private Bank (Luxembourg) S.A. le 2 novembre 2023.

(4) Correspond au reclassement en actifs détenus en vue de la vente en lien avec les opérations de banque de détail en France au quatrième trimestre 2023.

(En millions d'euros.)	Terrains et constructions (1)	Equipements, Mobilier et Agencements	Total
Coût d'acquisition ou juste valeur			
Au 1 ^{er} janvier 2023	785	456	1 241
Acquisitions	8	16	24
Ajustements de juste valeur	—	—	—
Cessions	-1	-26	-27
Transferts	—	—	—
Regroupement d'entreprises et autres changements (3)	2	9	11
Reclassés comme détenus en vue de la vente (4)	-2	-7	-9
Au 31/12/2023	792	448	1 240
Cumul des amortissements			
Au 1 ^{er} janvier 2023	-19	-375	-394
Dotations aux amortissements et provisions de l'exercice	-1	-35	-36
Cessions	1	23	24
Transferts	—	—	—
Perte pour dépréciation comptabilisée	-3	-7	-10
Reprise de dépréciation	—	41	41
Regroupement d'entreprises et autres changements (3)	-6	-5	-11
Reclassés comme détenus en vue de la vente (4)	1	7	8
Au 31/12/2023	-27	-351	-378
Valeur nette comptable au 31/12/2023	765	97	862

(1) Cette colonne comprend 13 million EUR de terrains et immeubles loués pour lesquels les droits d'utilisation sont considérés comme suffisants pour constituer un contrôle et pour lesquels la dette de loyer est non significative (2023 : 13 millions EUR). Ils sont donc présentés comme des actifs détenus.

(2) Correspond au reclassement en actifs détenus en vue de la vente en lien avec HSBC Assurances Vie (France) au quatrième trimestre 2024.

(3) L'année 2023 inclut l'acquisition de HSBC Private Bank (Luxembourg) S.A. le 2 novembre 2023.

(4) Correspond au reclassement en actifs détenus en vue de la vente en lien avec les opérations de banque de détail en France au quatrième trimestre 2023.

Test de dépréciation

La dépréciation des actifs non financiers (y compris les actifs corporels et les droits d'utilisation) est évaluée conformément à notre politique expliquée à la Note 1.2(n) en comparant la valeur nette comptable des unités génératrices de trésorerie (UGT) avec leurs valeurs recouvrables. Aucune perte de valeur significative n'a été comptabilisée au cours de l'exercice. Toutefois, les reprises de dépréciation nette de rattrapage d'amortissement de 5 millions EUR (31 décembre 2023 : 23 millions EUR) sur les immobilisations corporelles (brut 10 millions EUR (31 décembre 2023 : 41 millions EUR), rattrapage d'amortissement (5) millions EUR (31 décembre 2023 : (18) millions EUR)) et 6 millions EUR (31 décembre 2023 : 27 millions EUR) sur les actifs liés au droit d'utilisation (brut 14 millions EUR (31 décembre 2023 : 42 millions EUR), rattrapage d'amortissement (8) millions EUR (31 décembre 2023 : (15) millions EUR)) ont été comptabilisés au cours de l'exercice. Les UGT sont considérées comme l'activité globale au sein des principales entités opérationnelles, donc les reprises de dépréciation nettes de rattrapage d'amortissement sont affectées à hauteur de 7 millions d'euros à l'activité Banque commerciale (« CMB ») (31 décembre 2023 : 32 millions EUR) et de 4 millions EUR d'activité Global Banking (« GB ») (31 décembre 2023 : 18 millions EUR) en France.

22. – Portefeuille de transaction (Passif)

(En millions d'euros.)	2024	2023
Dettes envers les établissements de crédit (1)	—	8
Comptes créditeurs de la clientèle (1)	1	—
Autres dettes représentées par un titre	—	—
Autres dettes – positions nettes vendeuses de titres	16 479	19 869
Total au 31 décembre	16 480	19 877

(1) « Dettes envers les établissements de crédit » et « Comptes créditeurs de la clientèle » comprennent les opérations de mise en pension, les prêts de titres et d'autres montants.

23. – Passifs financiers désignés dès l'origine à la juste valeur

(En millions d'euros.)	2024	2023
Dettes envers la clientèle et les établissements de crédit	58	15
Engagements vis-à-vis des clients aux termes de contrats financiers	168	167
Dettes représentées par un titre	9 680	9 514
Au 31 décembre	9 906	9 696

Au 31 décembre 2024, la valeur comptable des passifs financiers désignés dès l'origine à la juste valeur était inférieure de (356) millions EUR au montant contractuel à l'échéance ((497) millions EUR inférieure au 31 décembre 2023). Au 31 décembre 2024, le montant cumulé des variations de juste valeur attribuables à des modifications du risque de crédit atteignait (72) million EUR ((125) millions EUR au 31 décembre 2023). En 2024, HSBC Continental Europe a comptabilisé dans les autres éléments du résultat global une variation de valeur de (26) millions EUR pour la partie afférente au risque de crédit ((84) millions EUR en 2023).

24. – Comptes de régularisation et autres passifs

(En millions d'euros.)	2024	2023
Dépôts de garantie et appels de marge	13 528	15 446
Comptes de règlement et comptes de décaissement (1)	1 247	1 565
Comptes de régularisation	1 137	1 176
Dettes de loyer	174	216
Avantages postérieurs à l'emploi (Note 6)	75	74
Endossements et effets acceptés	1	4
Passifs des contrats de réassurance	—	4
Autres passifs	1 686	3 304
Au 31 décembre	17 848	21 789

(1) En 2023, les « Comptes de décaissement » de 320 millions EUR étaient présentés au bilan, mais figurent désormais dans les « Comptes de régularisation et autres passifs » du Document d'Enregistrement Universel et du Rapport Financier Annuel 2024.

Au 31 décembre 2024, les comptes de régularisation et autres passifs comprenaient 17 052 millions EUR (au 31 décembre 2023 : 20 982 millions EUR) de passifs financiers, évalués pour l'essentiel au coût amorti.

25. – Provisions pour risques et charges

HSBC Continental Europe comptabilise une provision dès lors que ces trois critères sont remplis :

- il existe une obligation actuelle résultant d'un événement passé ;
- il est probable que cette obligation entraînera des sorties de ressources pour l'éteindre ; et
- le montant de l'obligation peut être estimé de façon fiable.

(En millions d'euros.)	Coûts de restructurations	Procédures judiciaires et affaires réglementaires	Fonds de commerce	Autres provisions	Total
Provisions (à l'exclusion des engagements contractuels)					
Au 1 ^{er} janvier 2024	78	10	4	95	187
Dotations aux provisions	3	3	1	22	29
Reprises de provisions utilisées	-43	-3	—	-53	-99
Reprises de provisions disponibles	-16	-3	-1	-14	-34
Échanges et autres mouvements	-1	—	—	32	31
Au 31 décembre 2024	21	7	4	82	114
Engagements contractuels (1)					
Au 01/01/2024					58
Variation nette des provisions sur pertes de crédit attendues et autres mouvements					12
Au 31 décembre 2024					70
Total des provisions					
Au 31/12/2023					245
Au 31 décembre 2024					184

(1) Les provisions sur engagements contractuels comprennent les garanties et engagements de prêts hors bilan pour lesquels les pertes de crédit attendues sont calculées en vertu d'IFRS 9. Une analyse plus détaillée du mouvement des pertes de crédit attendues est présentée dans le tableau « Réconciliation des variations de l'encours brut et des provisions pour pertes de crédit, pour les prêts et avances sur la clientèle et les établissements de crédit y compris les engagements de prêts et les garanties financières » au sein de la section « Risque de Crédit ».

(En millions d'euros.)	Coûts de restructurations (1)	Procédures judiciaires et affaires réglementaires	Fonds de commerce	Autres provisions	Total
Provisions (à l'exclusion des engagements contractuels)					
Au 1 ^{er} janvier 2023	121	19	4	79	223
Dotations aux provisions (1)	19	5	1	52	77
Reprises de provisions utilisées	-35	-4	—	-23	-62
Reprises de provisions disponibles	-24	-10	-1	-20	-55
Échanges et autres mouvements	-3	—	—	7	4
Au 31 décembre 2023	78	10	4	95	187
Engagements contractuels (2)					
Au 1 ^{er} janvier 2023					63
Variation nette des provisions sur pertes de crédit attendues et autres mouvements					-5
Au 31 décembre 2023					58
Total des provisions					
Au 31/12/2022					286
Au 31 décembre 2023					245

(1) Le 9 octobre 2023, HSBC Continental Europe a annoncé un plan de départ volontaire (« Rupture Conventionnelle Collective ») impactant les activités de banque privée de la succursale française de HSBC Private Bank (Luxembourg) S.A. Une provision de 11 millions EUR pour frais de restructuration a été constituée au 31/12/2023.

(2) Les provisions sur engagements contractuels comprennent les garanties et engagements de prêts hors bilan pour lesquels les pertes de crédit attendues sont calculées en vertu d'IFRS 9. Une analyse plus détaillée du mouvement des pertes de crédit attendues est présentée dans le tableau « Réconciliation des variations de l'encours brut et des provisions pour pertes de crédit, pour les prêts et avances sur la clientèle et les établissements de crédit y compris les engagements de prêts et les garanties financières » au sein de la section « Risque de Crédit ».

Des informations concernant les « Procédures judiciaires et les affaires réglementaires relatives aux entités de l'ensemble du Groupe HSBC » sont décrites dans la Note 32.

26. – Dettes subordonnées

Les dettes subordonnées sont initialement évaluées à leur juste valeur, qui correspond à la contrepartie reçue, nette des coûts de transaction directement imputables encourus. Elles sont ensuite évaluées au coût amorti, l'écart entre le prix net des frais de transaction directement imputables et la valeur de rachat étant amorti sur la durée de vie attendue des dettes en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, à moins qu'elles n'aient été désignées dès l'origine à la juste valeur.

(En millions d'euros.)	2024	2023
Au coût amorti	1 941	1 951
Au 31 décembre	1 941	1 951

(En millions d'euros.)		Valeur comptable	
		2024	2023
Fonds propres de catégorie 2 émis par HSBC Continental Europe et ses filiales			
16 millions EUR	Titres subordonnés à durée indéterminée – Taux variable	16	16
300 millions EUR	Taux variable – échéance 2028	—	300
400 millions EUR	Taux variable – échéance 2029	—	400
100 millions EUR	Taux variable – échéance 2029	—	100
260 millions EUR	Taux variable – échéance 2029	—	260
500 millions EUR	Taux variable – échéance 2030	500	500
150 millions EUR	Taux variable – échéance 2029	—	150
10 millions EUR	Taux 4,21 % – échéance 2025	10	10
5 millions EUR	Taux 4,21 % – échéance 2025	5	5
10 millions EUR	Taux 5,50 % – échéance 2028	10	10
200 millions EUR	Taux variable – échéance 2034	200	200
400 millions EUR	Taux variable – échéance 2035	400	—
300 millions EUR	Taux variable – échéance 2035	300	—
500 millions EUR	Taux variable – échéance 2036	500	—
Total au 31 décembre		1 941	1 951

27. – Analyse des actifs et passifs financiers et des engagements hors bilan par maturité

Maturité contractuelle des passifs financiers

Les soldes représentés dans cette note ne correspondent pas directement à ceux du bilan consolidé. En effet, les tableaux intègrent, sur une base non actualisée, tous les flux de trésorerie liés aux paiements du principal et des coupons futurs (sauf pour les passifs de transactions et dérivés non détenus à des fins de couverture).

Les flux de trésorerie non actualisés à payer au titre des passifs dérivés de couverture sont classés en fonction de leur maturité contractuelle. Les passifs de transaction et les dérivés non qualifiés de couverture sont inclus dans la catégorie « à vue » et ne sont pas ventilés selon leur maturité contractuelle.

Les engagements de crédit, garanties financières et autres contrats similaires ne sont généralement pas comptabilisés au bilan. Les flux de trésorerie non actualisés sont classés en fonction de la première date à laquelle ils peuvent être appelés.

Ventilation des flux de trésorerie à payer par maturité

(En millions d'euros.)	Inférieur à 1 mois	Entre 1 et 3 mois	Entre 3 et 12 mois	Entre 1 et 5 ans	À plus de 5 ans	Total
2024						
Dettes envers les établissements de crédit	10 284	58	242	979	382	11 945
Comptes créditeurs de la clientèle	89 069	4 502	3 166	378	107	97 222
Opérations de mise en pension – hors trading	11 262	823	303	—	—	12 388
Portefeuille de transaction (passif)	16 480	—	—	—	—	16 480
Passifs financiers désignés dès l'origine à la juste valeur	305	428	1 377	5 336	3 207	10 653
Instruments dérivés	41 791	—	—	40	26	41 857
Dettes représentées par un titre	878	1 451	4 072	6 253	3 863	16 517
Dettes subordonnées	—	—	522	240	1 422	2 184
Autres passifs financiers	16 220	102	304	136	27	16 789
Passifs d'un groupe destiné à être cédé détenus en vue de la vente (1)	2 037	124	111	—	1 396	3 668
Sous-total	188 326	7 488	10 097	13 362	10 430	229 703
Engagements sur prêts et autres opérations de crédit	110 820	—	—	—	—	110 820

Garanties financières (2)	1 950	—	—	—	—	1 950
Total au 31/12/2024	301 096	7 488	10 097	13 362	10 430	342 473
Proportion des flux de trésorerie à payer sur la période (%)	88	2	3	4	3	
2023						
Dettes envers les établissements de crédit (3)	7 650	1 080	303	1 046	310	10 389
Comptes créditeurs de la clientèle (3)	82 144	7 193	4 284	381	91	94 093
Opérations de mise en pension – hors trading	10 423	556	199	—	—	11 178
Portefeuille de transaction (passif)	19 877	—	—	—	—	19 877
Passifs financiers désignés dès l'origine à la juste valeur	477	507	2 680	4 266	2 440	10 370
Instruments dérivés	43 555	—	—	51	24	43 630
Dettes représentées par un titre	738	2 102	3 774	4 701	2 945	14 260
Dettes subordonnées	401	2	109	929	740	2 181
Autres passifs financiers	18 651	84	429	157	1 379	20 700
Passifs d'un groupe destiné à être cédé détenus en vue de la vente (1)	17 887	693	1 647	2 467	1 288	23 982
Sous-total	201 803	12 217	13 425	13 998	9 217	250 660
Engagements sur prêts et autres opérations de crédit	112 147	—	—	—	—	112 147
Garanties financières (2)	1 552	—	—	—	—	1 552
Total au 31/12/2023	315 502	12 217	13 425	13 998	9 217	364 359
Proportion des flux de trésorerie à payer sur la période (%)	87	3	4	4	2	

(1) Les passifs détenus en vue de la vente en 2024 comprennent un groupe destiné à être cédé dans le cadre de la cession planifiée de s activités d'assurance vie en France et de l'activité de banque privée en Allemagne. Les actifs et passifs détenus en vue de la vente en 2023 incluent un groupe destiné à être cédé dans le cadre de la vente des activités de banque de détail en France et des activités d'administration de hedge funds de HSBC Continental Europe.

(2) Les garanties financières comprennent 1,9 milliard EUR (2023 : 1,5 milliard EUR), pour lesquels les pertes de crédit attendues sont fournies conformément à IFRS 9. Une analyse plus approfondie de l'évolution des pertes de crédit attendues est présentée dans le tableau « Ventilation des actifs financiers par qualité de crédit » à la section « Risque de crédit ».

(3) Suite à une erreur de classification, les données comparatives au 31/12/2023 ont été retraitées pour un montant de 1,4 milliard EUR du poste « Comptes créditeurs de la clientèle » au poste « Dettes envers les établissements de crédit ».

Analyse des maturités des actifs et passifs financiers

Les tableaux ci-après fournissent une analyse du total des actifs et passifs par maturité contractuelle résiduelle à la date de clôture. Les soldes d'actifs et de passifs sont inclus dans l'analyse des maturités de la manière suivante :

- Les actifs et passifs détenus à des fins de transaction (y compris les dérivés, mais à l'exclusion des opérations de prise en pension, et de mise en pension et des dettes représentées par un titre) sont inclus dans la rubrique « Inférieur à un an », car les soldes des portefeuilles de transaction sont généralement détenus pendant de courtes périodes ;
- Les actifs et passifs financiers sans maturité contractuelle (tels que les titres de participation) sont inclus dans la rubrique « À plus de 1 an ».
- Les instruments à durée ou échéance non déterminée sont classés en fonction de la période contractuelle de préavis de la contrepartie. Lorsqu'il n'y a pas de période contractuelle de préavis, les contrats à durée ou échéance indéterminée sont inclus dans la rubrique « À plus de 1 an » ;
- Les instruments financiers inclus dans les actifs et passifs des groupes destinés à être cédés détenus en vue de la vente sont classés selon la maturité contractuelle des instruments sous-jacents et non selon la date de cession ; et
- Les passifs sous contrats d'investissement sont classés selon leur maturité contractuelle. Les instruments à durée ou échéance non déterminée sont inclus dans la rubrique « À plus de 1 an ». Cependant, ces contrats sont soumis à des options de rachat et de transfert par les assurés.

Analyse des maturités des actifs et passifs financiers

	2024			2023		
	Inférieur à 1 an	À plus de 1 an	Total	Inférieur à 1 an	À plus de 1 an	Total
Actifs financiers						
Caisse, banques centrales et CCP	48 907	—	48 907	56 894	—	56 894
Portefeuille de transaction (actif)	22 840	13	22 853	17 233	16	17 249
Actifs financiers désignés comme étant ou obligatoirement évalués à la juste valeur	561	1 002	1 563	85	13 505	13 590
Instruments dérivés	43 162	89	43 251	45 357	165	45 522
Prêts et créances sur les établissements de crédit	5 460	243	5 703	5 663	153	5 816
Prêts et créances sur la clientèle	18 058	33 230	51 288	17 045	33 082	50 127
Opérations de prise en pension – hors trading	25 647	117	25 764	24 334	156	24 490
Investissements financiers	3 863	16 877	20 740	2 685	19 923	22 608
Actifs détenus en vue de la vente (1)	3 578	21 168	24 746	11 487	13 500	24 987
Autres actifs financiers (2)	17 000	349	17 349	19 984	332	20 316
Total au 31 décembre	189 076	73 088	262 164	200 767	80 832	281 599
Passifs financiers						
Dettes envers les établissements de crédit (3)	10 564	1 256	11 820	9 014	1 247	10 261

Comptes créditeurs de la clientèle (3)	96 609	456	97 065	93 447	443	93 890
Opérations de mise en pension – hors trading	12 344	—	12 344	11 153	—	11 153
Portefeuille de transaction (passif)	16 480	—	16 480	19 877	—	19 877
Passifs financiers désignés dès l'origine à la juste valeur	1 980	7 926	9 906	3 637	6 059	9 696
Instruments dérivés	41 791	66	41 857	43 555	75	43 630
Dettes représentées par un titre	6 398	8 859	15 257	6 601	6 308	12 909
Passifs d'un groupe destiné à être cédé détenus en vue de la vente (1)	2 279	1 398	3 677	20 253	3 496	23 749
Autres passifs financiers (2)	17 104	315	17 419	19 768	1 534	21 302
Dettes subordonnées	515	1 426	1 941	500	1 451	1 951
Total au 31 décembre	206 064	21 702	227 766	227 805	20 613	248 418

(1) Les passifs détenus en vue de la vente en 2024 comprennent un groupe destiné à être cédé dans le cadre de la cession planifiée des activités d'assurance vie en France et des activités de banque privée en Allemagne. Les actifs et passifs détenus en vue de la vente en 2023 incluent un groupe destiné à être cédé dans le cadre de la vente des activités de banque de détail en France et des activités d'administration de hedge funds de HSBC Continental Europe.

(2) En 2023, les « Comptes d'encaissement » de 273 millions EUR étaient présentés dans l'Analyse des maturités des actifs et passifs financiers, mais figurent désormais dans les « Autres actifs financiers » du Document d'Enregistrement Universel et du Rapport Financier Annuel 2024. De la même manière, les

« Comptes de décaissement » de 320 millions EUR sont désormais présentés dans les « Autres passifs financiers ».

(3) Suite à une erreur de classification, les données comparatives au 31/12/2023 ont été retraitées pour un montant de 1,4 milliard EUR du poste « Comptes créditeurs de la clientèle » au poste « Dettes envers les établissements de crédit ».

Des informations complémentaires concernant la gestion de la liquidité et du financement de HSBC Continental Europe sont présentées dans le chapitre Facteurs de risques aux pages 215 et suivantes.

28. – Compensation des instruments financiers à l'actif et au passif

Les actifs et passifs financiers sont compensés et le montant net est porté au bilan lorsqu'il existe une obligation juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et une intention de régler sur une base nette, ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément (« les critères de compensation »).

Dans le tableau suivant, les « Montants non compensés au bilan » comprennent les opérations dans le cadre desquelles :

- la contrepartie a une exposition de compensation auprès de HSBC Continental Europe et un accord de compensation générale ou une disposition similaire est en place avec un droit de compensation uniquement en cas de défaut, d'insolvabilité ou de faillite, ou les critères de compensation ne sont pas autrement remplis ; et
- dans le cas des instruments dérivés, des prises en pension/mises en pension, des emprunts/prêts de titres et accords similaires, des collatéraux en espèces et autres qu'en espèces ont été reçus/donnés en garantie pour couvrir l'exposition nette en cas de défaut ou d'événements prédéterminés.

L'effet de la surcollatéralisation est exclu.

Les « montants non soumis à des accords-cadres de compensation exécutoires » comprennent les contrats exécutés dans des juridictions où les droits de compensation peuvent ne pas être respectés en vertu des lois locales sur la faillite, et les transactions pour lesquelles un avis juridique attestant de l'applicabilité du droit de compensation n'a peut-être pas été demandé, ou n'a pas pu être obtenu.

Compensation des actifs et passifs financiers

(En millions d'euros.)	Montants soumis aux obligations de compensation						Montants non soumis aux obligations de compensation (3)	Total
	Montants bruts	Montants compensés	Montants nets au bilan	Montants non compensés au bilan		Montant net		
				Instruments financiers dont garanties autres qu'en espèces	Garanties en espèces			
Instruments financiers à l'actif								
Dérivés (Note 15)1	55 491	-14 839	40 652	-30 260	-9 785	607	2 599	43 251
Opérations de pension, emprunts de titres et accords similaires classés comme (2) :	62 970	-37 167	25 803	-25 587	-216	—	186	25 989
– portefeuille de transaction	39	—	39	-39	—	—	186	225
– portefeuille hors transaction	62 931	-37 167	25 764	-25 548	-216	—	—	25 764
Au 31/12/2024	118 461	-52 006	66 455	-55 847	-10 001	607	2 785	69 240
Dérivés (Note 15)1	64 558	-19 479	45 079	-34 097	-10 170	812	443	45 522
Opérations de pension, emprunts de titres et accords similaires classés comme (2) :	50 300	-25 757	24 543	-24 471	-72	—	61	24 604
– portefeuille de transaction	53	—	53	-53	—	—	61	114
– portefeuille hors transaction	50 247	-25 757	24 490	-24 418	-72	—	—	24 490
Au 31/12/2023	114 858	-45 236	69 622	-58 568	-10 242	812	504	70 126
Instruments financiers au passif								

Dérivés (Note 15)1	55 816	-14 839	40 977	-29 513	-10 408	1 056	880	41 857
Opérations de pension, prêts de titres et accords similaires classés comme (2) :	49 511	-37 167	12 344	-12 166	-178	—	1	12 345
– portefeuille de transaction	—	—	—	—	—	—	1	1
– portefeuille hors transaction	49 511	-37 167	12 344	-12 166	-178	—	—	12 344
Au 31/12/2024	105 327	-52 006	53 321	-41 679	-10 586	1 056	881	54 202
Dérivés (Note 15)1	62 324	-19 479	42 845	-35 011	-6 994	840	785	43 630
Opérations de pension, prêts de titres et accords similaires classés comme (2) :	36 912	-25 757	11 155	-10 534	-621	—	5	11 160
– portefeuille de transaction	2	—	2	-2	—	—	5	7
– portefeuille hors transaction	36 910	-25 757	11 153	-10 532	-621	—	—	11 153
Au 31/12/2023	99 236	-45 236	54 000	-45 545	-7 615	840	790	54 790

(1) Au 31/12/2024, le montant des appels de marge reçus ayant été compensés sur les actifs dérivés bruts s'élève à 720 millions EUR (2023 : 852 millions EUR). Le montant des appels de marge payés ayant été compensés sur les passifs dérivés bruts s'élève à 1 592 millions EUR (2023 : 3 300 millions EUR).

(2) Pour le montant des opérations de pension, prêts de titres, emprunts de titres et accords similaires comptabilisés au bilan dans le « Portefeuille de transaction (Actif) » et « Portefeuille de transaction (Passif) », voir le tableau « Sources et emplois des fonds » à la page 215.

(3) Ces expositions continuent d'être garanties par des sûretés financières, mais il se peut que HSBC Continental Europe n'ait pas demandé ou n'ait pas été en mesure d'obtenir un avis juridique attestant du caractère exécutoire du droit de compensation.

29. – Capital social appelé et autres instruments de capitaux propres

Capital social appelé et prime d'émission

Le capital social de HSBC Continental Europe s'élevait, au 31 décembre 2024, à 1 328 millions EUR divisé en 265 583 192 actions ordinaires d'une valeur nominale de 5 EUR, intégralement libérées.

Actions d'une valeur nominale de 5 EUR de HSBC Continental Europe

	2024		2023	
	Nombre d'actions	(En millions d'euros.)	Nombre d'actions	(En millions d'euros.)
Au 1 ^{er} janvier	212 466 555	1 062	212 466 555	1 062
Actions émises	53 116 637	266	—	—
Au 31 décembre	265 583 192	1 328	212 466 555	1 062

Prime d'émission de HSBC Continental Europe

(En millions d'euros.)	2024	2023
Au 31 décembre	6 747	5 264

Total du capital social appelé et de la prime d'émission

(En millions d'euros.)	2024	2023
Au 31 décembre	8 075	6 326

Autres instruments de capitaux propres

Fonds propres additionnels de catégorie 1

Instruments de capitaux propres additionnels de catégorie 1 de HSBC Continental Europe émis et comptabilisés dans les capitaux propres

(En millions d'euros.)		Première date de remboursement	2024	2023
200 millions EUR	Instruments subordonnés perpétuels Tier 1 additionnels émis en 2017	26/05/2022	200	200
300 millions EUR	Instruments subordonnés perpétuels Tier 1 additionnels émis en 2018	28/03/2023	300	300
250 millions EUR	Instruments subordonnés perpétuels Tier 1 additionnels émis en 2019	18/12/2024	—	250
250 millions EUR	Instruments subordonnés perpétuels Tier 1 additionnels émis en 2022	24/03/2027	248	248
250 millions EUR	Instruments subordonnés perpétuels Tier 1 additionnels émis en 2024	18/12/2029	247	—
235 millions EUR	Instruments subordonnés perpétuels Tier 1 additionnels réinitialisables émis en 2016	01/01/2022	235	235
200 millions EUR	Instruments subordonnés perpétuels Tier 1 additionnels réinitialisables émis en 2019	01/01/2025	200	200
Au 31 décembre			1 430	1 433

30. – Passifs éventuels, engagements de financement et garanties

Passifs éventuels et engagements de financement

(En millions d'euros.)	2024	2023
Garanties et autres passifs éventuels (1) :		
– garanties financières	1 950	1 552
– garanties d'exécution et autres garanties	16 899	15 261
– autres passifs éventuels	16	2
Au 31 décembre	18 865	16 815
Engagements de financement donnés (1), (2) :		
– crédits documentaires et financement d'échanges commerciaux à court terme	1 099	1 192
– achats à terme d'actifs et dépôts à terme placés	35 132	40 573
– autres engagements de financement, lignes de crédit et autres engagements	74 589	70 382
Au 31 décembre	110 820	112 147

(1) Comprend 0.3 million EUR de garanties et autres passifs éventuels et 454 millions EUR d'engagements de financement donnés relatifs aux activités de banque privée en Allemagne au 31/12/2024 (2023 : 80 millions EUR de garanties et autres passifs éventuels, 509 millions EUR d'engagements de financement donnés relatifs aux activités de banque de détail en France et 5 millions EUR d'engagements de financements donnés relatifs aux activités d'administration de hedge funds en France).

(2) Dont 104 656 millions EUR d'engagements au 31/12/2024 (2023 : 106 159 millions EUR) auxquels s'appliquent les dispositions de la norme IFRS 9 en matière de dépréciation lorsque HSBC Continental Europe est devenu partie à un engagement irrévocable.

Les montants figurant dans le tableau ci-dessus représentent l'exposition maximale de HSBC Continental Europe dans le cadre d'un grand nombre d'engagements de garantie individuels. Les risques et expositions liés aux garanties sont appréhendés et gérés conformément aux politiques et procédures générales de gestion du risque de crédit de HSBC Continental Europe. Les garanties accordées pour une durée supérieure à un an font l'objet d'une revue annuelle de la Direction du Crédit. Le total des montants notionnels n'est pas représentatif des besoins de liquidité futurs.

Garanties

HSBC Continental Europe consent des garanties et engagements similaires au profit de clients tiers et d'autres entités du Groupe HSBC. Ces garanties sont généralement consenties dans le cadre normal des activités bancaires de HSBC Continental Europe. Les principaux types de garanties consenties et le montant potentiel maximal des décaissements futurs qui pourraient être exigés de HSBC Continental Europe se répartissent comme suit au 31 décembre :

(En millions d'euros.)	2024		2023	
	Au profit de tiers	Au profit d'autres entités du Groupe HSBC	Au profit de tiers	Au profit d'autres entités du Groupe HSBC
Type de garantie				
Garanties financières	1 389	561	1 084	468
Garanties d'exécution et autres garanties	15 551	1 348	14 006	1 255
Total au 31 décembre	16 940	1 909	15 090	1 723

Les garanties financières comprennent notamment les engagements à remplir les obligations de clients ou d'entités du groupe au cas où ces clients ou entités ne les honoreraient pas. Les garanties financières comprennent également les lettres de crédit stand-by qui engagent irrévocablement HSBC Continental Europe à effectuer des règlements au profit de tiers au cas où un client n'honorerait pas un engagement.

Les garanties d'exécution comprennent les garanties de bonne exécution, les substituts de crédit direct et les lettres de crédit stand-by liées à des opérations spécifiques qui sont des engagements par lesquels l'obligation d'effectuer le paiement au titre de la garantie dépend de l'issue d'un événement futur non lié à la solvabilité du client. Les autres garanties comprennent les garanties de soumissions et autres garanties liées à des transactions qui sont des engagements par lesquels le garant s'engage à effectuer un règlement en fonction de l'issue d'un événement futur dissocié du profil de crédit du client.

Les montants inscrits dans le tableau ci-dessus correspondent à l'exposition maximale de HSBC Continental Europe dans le cadre d'un grand nombre d'engagements de garantie individuels. Les risques et expositions issus des garanties sont recensés et gérés conformément aux politiques et procédures générales de gestion du risque de crédit mises en place par HSBC Continental Europe.

Les garanties accordées pour une durée supérieure à un an font l'objet d'une revue annuelle de la Direction du Crédit.

HSBC Continental Europe n'a aucun passif ou engagement éventuel lié à des entreprises associées ou sous contrôle conjoint.

La majorité des garanties ci-dessus ont une échéance supérieure à un an et sont soumises aux procédures de révision annuelle des crédits mises en œuvre par HSBC Continental Europe. Lorsque HSBC Continental Europe octroie une garantie au profit d'un client, il conserve le droit de recouvrer auprès de ce client tout montant versé au titre de cette garantie.

31. – Contrats de location

HSBC Continental Europe loue un large éventail d'actifs à des tiers, notamment des moyens de transport (tels que des avions), des biens immobiliers ou des immobilisations de production générales, dans le cadre de crédits-bails financiers. À la fin du bail, les actifs peuvent être vendus à des tiers, ou loués pour une durée supplémentaire. Les redevances sont calculées de manière à couvrir le coût des actifs retraité de leur valeur résiduelle, tout en dégagant un revenu financier.

(En millions d'euros.)	2024			2023		
	Total paiements futurs minimum	Produits financiers non acquis	Valeur actuelle	Total paiements futurs minimum	Produits financiers non acquis	Valeur actuelle
Créances de location						
– à moins de 1 an	131	-16	115	179	-22	157
– à plus de 1 an et à moins de 5 ans	366	-54	312	538	-72	466
– 1 à 2 ans	111	-16	95	247	-26	221
– 2 à 3 ans	96	-14	82	108	-17	91
– 3 à 4 ans	90	-12	78	115	-15	100
– 4 à 5 ans	69	-12	57	68	-14	54
– à plus de 5 ans	291	-22	269	359	-33	326
Total au 31 décembre	788	-92	696	1 076	-127	949

32. – Procédures judiciaires et affaires réglementaires relatives aux entités de l'ensemble du Groupe HSBC

Des entités du Groupe HSBC, dont HSBC Continental Europe, font l'objet d'actions en justice et autres procédures menées par les autorités de régulation, découlant de l'exercice de leurs activités courantes. En dehors des cas décrits ci-dessous et de ceux décrits à la section « Risques juridiques et gestion des litiges » aux pages 223 et 224 du Document d'Enregistrement Universel 2024, HSBC Continental Europe considère qu'aucune de ces affaires ne revêt d'importance majeure. HSBC Continental Europe a procédé, en lien avec ces affaires, à des provisions dans tous les cas où un paiement pourrait être demandé en règlement des obligations découlant d'événements antérieurs et où une estimation fiable du montant desdites obligations peut être faite. Aucune provision comptabilisée ne constitue une reconnaissance de la part de HSBC Continental Europe d'un quelconque manquement ou d'une responsabilité juridique. Bien que l'issue de ces affaires et actions en justice soit par définition incertaine, la Direction estime que, sur la base des informations disponibles, HSBC Continental Europe a passé des dotations aux provisions appropriées, lorsque nécessaire, au titre des actions en justice à la date du 31 décembre 2024.

Bernard L. Madoff Investment Securities LLC

Diverses sociétés HSBC non américaines, parmi lesquelles HSBC Institutional Trust Services (Ireland) DAC (« HTIE ») et/ou sa filiale Somers Dublin DAC, ont fourni des services de conservation, d'administration et équivalents à un certain nombre de fonds constitués en dehors des États-Unis et dont les actifs étaient investis dans Bernard L. Madoff Investment Securities LLC (« Madoff Securities »).

Le 1^{er} août 2018, HSBC Continental Europe a acquis auprès de HSBC Bank plc 100 % des actions de HTIE. Le contrat d'acquisition prévoit qu'HSBC Bank plc indemniserait HSBC Continental Europe et/ou ses filiales au titre de certains passifs liés aux activités de HTIE et/ou de Somers. (HTIE a par la suite fusionné avec HSBC Continental Europe Dublin Branch). HTIE et/ou sa filiale Somers Dublin DAC sont visées dans les procédures liées à Madoff décrites ci-dessous.

Litige aux États-Unis :

Madoff Securities est en cours de liquidation aux États-Unis par un trustee qui a engagé aux États-Unis des procédures judiciaires contre diverses sociétés du Groupe HSBC et des sociétés tierces, visant à recouvrer des virements allégués de Madoff Securities à HSBC d'un montant de 543 millions USD (plus intérêts). Ces procédures sont en instance devant le tribunal des faillites du district sud de New York.

Procédure concernant la fixation de l'Euribor

En décembre 2016, la Commission européenne (la « Commission ») a rendu une décision concluant que HSBC et d'autres banques ont eu des pratiques anticoncurrentielles relatives au prix des produits dérivés de taux d'intérêt en euros. La Commission a prononcé contre HSBC une amende déterminée sur la base d'une durée de 1 mois de participation par HSBC en 2007 à ces pratiques. Cette amende a été annulée en 2019 et une amende d'un montant inférieur a été prononcée en 2021 et payée. En janvier 2023, le pourvoi formé par HSBC a été rejeté par la Cour de Justice de l'Union européenne, qui a confirmé les conclusions de la Commission sur la responsabilité de HSBC. En novembre 2024, le Tribunal de l'Union européenne a rejeté le recours distinct de HSBC relatif au montant de l'amende. Ce dossier est désormais clos.

Enquêtes fiscales

Depuis 2023, le Parquet national financier français enquête sur plusieurs banques, dont HSBC Continental Europe et la succursale de Paris de HSBC Bank plc, pour une présumée fraude fiscale en relation avec le régime de retenue à la source sur les dividendes appliqués à certaines activités de trading. HSBC Bank plc et la succursale allemande de HSBC Continental Europe continuent également de coopérer dans le cadre d'une enquête menée par le ministère public allemand sur de nombreuses institutions financières et leurs employés, en relation avec le régime de retenue à la source sur les dividendes appliqués à certaines activités de trading.

Sur la base des faits actuellement connus, il n'est pas possible à l'heure actuelle pour HSBC de prédire la résolution de ces affaires, notamment leur calendrier ou tout impact éventuel sur HSBC, qui pourrait être significatif.

Autres enquêtes réglementaires, examens et litiges

HSBC Continental Europe et/ou certaines de ses sociétés affiliées font également l'objet d'un certain nombre d'autres enquêtes et examens, de demandes d'informations, d'investigations et de vérifications de la part de diverses autorités fiscales, divers organismes de réglementation, d'autorités chargées de la concurrence et de l'application de la loi, ainsi que des procédures judiciaires, incluant des litiges et autres contentieux en rapport avec diverses questions découlant de leurs activités et opérations.

À l'heure actuelle, HSBC Continental Europe ne s'attend pas à ce que la résolution finale de l'une quelconque de ces questions ait une incidence significative sur sa situation financière. Toutefois, compte tenu des incertitudes liées aux procédures judiciaires et aux questions réglementaires, aucune garantie ne peut être donnée quant à l'issue finale d'une ou de plusieurs affaires en particulier.

33. – Transactions avec des parties liées

La société mère du Groupe est HSBC Holdings plc, une société constituée au Royaume-Uni. Des exemplaires des états financiers du Groupe peuvent être obtenus à l'adresse suivante :

HSBC Holdings plc
8 Canada Square
Londres
E14 5HQ

Toutes les transactions ont été effectuées dans le cours normal des affaires et selon des modalités sensiblement identiques, y compris en ce qui concerne les taux d'intérêt et la sécurité, comme pour des transactions comparables avec des personnes de même statut ou, le cas échéant, avec d'autres employés. Les transactions ne comportaient pas plus que le risque normal de remboursement ni ne présentaient d'autres caractéristiques défavorables.

Principaux dirigeants

Le tableau ci-dessous présente les transactions relevant de la norme IAS 24 « Informations relatives aux parties liées » entre HSBC Continental Europe et les principaux dirigeants de HSBC Continental Europe ainsi que, d'une part, leurs conjoints et leurs enfants respectifs vivant dans le foyer familial et, d'autre part, les entreprises contrôlées.

Transactions et soldes pendant l'année avec les principaux dirigeants

	2024			2023		
	Nombre de personnes	Solde au 31 décembre (2) (En milliers d'euros.)	Encours les plus élevés pendant l'année (2) (En milliers d'euros.)	Nombre de personnes	Solde au 31 décembre (2) (En milliers d'euros.)	Encours les plus élevés pendant l'année (2) (En milliers d'euros.)
Principaux dirigeants (1)						
Avances et crédits	20	—	—	17	146	535
Garanties	20	—	—	17	—	—
Dépôts	20	—	480	17	6 632	13 178

(1) Incluant les principaux dirigeants, les membres de la famille proche des principaux dirigeants et les entités contrôlées, conjointement ou non, par les principaux dirigeants ou les membres de leur famille proche.

(2) Le solde le plus élevé de l'année et le solde au 31 décembre sont considérés comme les informations les plus significatives montrant les transactions effectuées au cours de l'année.

La rémunération des principaux dirigeants de HSBC Continental Europe au titre de la norme IAS 24 se présente comme suit :

Rémunération des principaux dirigeants

(En milliers d'euros.)	2024	2023
Avantages à court terme	213	175
Avantages postérieurs à l'emploi	186	104
Avantages à long terme	—	—
Indemnités de fin de contrat de travail	84	60
Paievements en actions	923	755
Au 31 décembre	1 406	1 094

Actions, options et autres titres détenus par les principaux dirigeants

	2024	2023
Nombre d'options détenues sur les actions ordinaires de HSBC Holdings dans le cadre des plans d'actionnariat des employés	—	—
Nombre d'actions ordinaires de HSBC Holdings détenues à titre bénéficiaire et non bénéficiaire	67 438	46 927
Au 31 décembre	67 438	46 927

Le rapport sur la gouvernance d'entreprise inclut également une description détaillée de la rémunération des administrateurs (voir page 41 et suivantes).

Transactions avec d'autres parties liées

Les transactions liées aux coentreprises et aux entreprises liées présentent des montants non significatifs.

Les transactions détaillées ci-après incluent les montants dus ou à recevoir de HSBC Continental Europe et d'autres entités du Groupe HSBC.

Transactions et soldes pendant l'année avec HSBC Bank plc, les filiales de HSBC Bank plc, HSBC Holdings plc et ses filiales (1)

(En millions d'euros.)	Dû à/par HSBC Bank plc (société mère)		Dû aux/par les filiales de HSBC Bank plc		Dû à/par HSBC Holding plc et ses filiales	
	Montant le plus élevé au cours de l'année jusqu'au 31 décembre	Solde au 31 décembre	Montant le plus élevé au cours de l'année jusqu'au 31 décembre	Solde au 31 décembre	Montant le plus élevé au cours de l'année jusqu'au 31 décembre	Solde au 31 décembre
2024						
Actifs						
Portefeuille de transaction (actif)	117	117	—	—	16	—

Instruments dérivés (actifs)	11 635	11 635	6	6	1 947	1 647
Actifs financiers désignés comme ou obligatoirement évalués à la juste valeur par le compte de résultat	52	50	—	—	31	—
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 297	1 230	481	442	1 440	537
Prêts et créances sur la clientèle	—	—	4	—	549	298
Investissements financiers	—	—	—	—	223	95
Opérations de prise en pension - hors trading	3 654	2 413	—	—	3 984	3 712
Comptes de régularisation (actifs) et autres actifs	7 853	3 039	121	92	1 957	1 515
Total des actifs des parties liées au 31 décembre	24 608	18 484	612	540	10 147	7 804
Passifs						
Portefeuille de transaction (passif)	2	—	—	—	2	1
Dettes envers les établissements de crédit	1 447	652	470	423	2 270	1 322
Comptes créditeurs de la clientèle	—	—	60	59	420	250
Instruments dérivés (passifs)	13 869	13 869	5	1	2 816	2 816
Montant subordonné dû	1 900	1 900	—	—	260	—
Opérations de mise en pension - hors trading	4 578	1 717	19	19	764	165
Provisions, comptes de régularisation, produits constatés d'avance et autres passifs	5 978	691	75	43	1 380	351
Total des passifs des parties liées au 31 décembre	27 774	18 829	629	545	7 912	4 905
Garanties et engagements	4 224	265	243	231	2 559	2 416
2023						
Actifs						
Portefeuille de transaction (actif)	59	57	—	—	16	16
Instruments dérivés (actifs)	15 014	11 584	—	—	1 571	1 571
Actifs financiers désignés comme ou obligatoirement évalués à la juste valeur par le compte de résultat	287	50	—	—	30	30
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 177	1 055	36	33	3 330	981
Prêts et créances sur la clientèle	—	—	4	2	477	292
Investissements financiers	—	—	—	—	223	223
Opérations de prise en pension - hors trading	2 781	1 338	—	—	887	887
Comptes de régularisation (actifs) et autres actifs	7 661	1 403	115	94	2 397	833
Total des actifs des parties liées au 31 décembre	26 980	15 487	155	129	8 932	4 833
Passifs						
Portefeuille de transaction (passif)	19	2	—	—	1	1
Passifs financiers désignés à la juste valeur	—	—	—	—	—	—
Dettes envers les établissements de crédit	2 262	1 358	364	364	3 324	766
Comptes créditeurs de la clientèle	—	—	49	43	202	141
Instruments dérivés (passifs)	12 772	10 328	—	—	2 511	1 726
Montant subordonné dû	1 712	1 650	—	—	260	260
Opérations de mise en pension - hors trading	4 578	4 578	—	—	1 121	51
Provisions, comptes de régularisation, produits constatés d'avance et autres passifs	7 856	2 591	58	50	1 457	743
Total des passifs des parties liées au 31 décembre	29 199	20 508	471	457	8 876	3 688
Garanties et engagements	2 775	560	96	96	2 364	1 557

Transactions et soldes pendant l'année avec HSBC Bank plc, les filiales de HSBC Bank plc, HSBC Holdings plc et ses filiales

(En millions d'euros.)	2024			2023 (1)		
	Dû à/par HSBC Bank plc (société mère)	Dû aux/par les filiales de HSBC Bank plc	Dû à/par HSBC Holding plc et ses filiales	Dû à/par HSBC Bank plc (société mère)	Dû aux/par les filiales de HSBC Bank plc	Dû à/par HSBC Holding plc et ses filiales
Compte de résultat (activités poursuivies)						
Intérêts et produits assimilés	478	6	135	188	1	91
Intérêts et charges assimilés	555	19	78	335	5	119
Commissions (produits)	105	1	46	97	1	45
Commissions (charges)	100	2	37	71	1	25
Résultat net de cession des investissements financiers	—	—	2	—	—	—
Autres produits d'exploitation	15	2	31	12	2	37
Dividendes reçus	—	—	—	—	—	—
Frais généraux et administratifs	10	1	788	21	—	622

(1) Conformément à la norme IFRS 5, les données comparatives ont été retraitées pour refléter les activités abandonnées dans le cadre du projet de cession des activités d'assurance vie en France. Cela inclut également les activités abandonnées dans le cadre de la vente des activités de banque de détail en France.

Les soldes impayés ci-dessus sont survenus dans le cours normal des activités et essentiellement aux mêmes conditions, y compris les taux d'intérêt et la sécurité, que pour des transactions comparables avec des contreparties tierces.

34. – Événements postérieurs à la clôture

Il n'y a pas eu d'événement significatif entre le 31 décembre 2024 et la date d'approbation de ces états financiers par le Conseil d'Administration qui nécessiterait un ajustement ou une information supplémentaire dans les états financiers.

35. – Liste des sociétés consolidées de HSBC Continental Europe

HSBC Continental Europe classe les investissements dans les entités qu'il contrôle comme des filiales. Les principes de consolidation de HSBC Continental Europe sont décrits dans la Note 1.

Sociétés consolidées	Pays de constitution ou d'enregistrement	Activité principale	Part du capital détenu par HSBC Continental Europe (En %.)	
			2024	2023
Actions Monde et Emergent (1), (5)	France	Sté financière	100	0
Actions Monde et Europe (1), (5)	France	Sté financière	100	0
Beau Soleil Limited Partnership	Hong Kong	Sté financière	85	85
CCF & Partners Asset Management Limited	Royaume-Uni	Sté financière	100	100
Charterhouse Administrators (D.T) Limited	Royaume-Uni	Sté d'investissements	100	100
Charterhouse Management Services Limited	Royaume-Uni	Sté d'investissements	100	100
DEMPAR 1	France	Sté financière	100	100
ERISA Actions Grandes Valeurs (5)	France	Sté financière	100	100
FCT HAV FI FLR 12-46 (5)	France	Sté financière	97	100
Flandres Contentieux SA	France	Sté de services	100	100
Foncière Elysées	France	Sté immobilière	100	100
HLF	France	Sté commerciale	100	100
HSBC Actions Europe Part (1), (5)	France	Sté financière	51,5	0
HSBC Assurances Vie (France) (5)	France	Sté d'assurance	100	100
HSBC Bank Malta p.l.c.	Malte	Sté financière	70	70
HSBC Epargne Entreprise (France) (3)	France	Sté financière	0	100
HSBC Euro Protect 80 Plus Part C (5)	France	Sté financière	78,1	76,3
HSBC Europe Small Mid Cap (3), (5)	France	Sté financière	0	55,9
HSBC Factoring (France)	France	Sté financière	100	100
HSBC GB Japan Eq Ind (5)	France	Sté financière	99,7	100
HSBC GIF-EuroInd Gr-A (3), (5)	France	Sté financière	30,4	55,2
HSBC GLB-US Equity Ind-Aceur (3), (5)	France	Sté financière	40,2	87
HSBC Global Asset Management (Deutschland) GmbH	Allemagne	Sté de gestion	100	100
HSBC Global Asset Management (France)	France	Sté de gestion	100	100
HSBC Global Asset Management (Malta) Limited	Malte	Sté de gestion	70	70
HSBC Global Infrastructure Debt FD Feeder (5)	France	Sté financière	100	56,8
HSBC Global Investment Funds Gem Equity (5)	France	Sté financière	56,5	59,6
HSBC Horizon 2034 2036 A 3D (1), (5)	France	Sté financière	76,7	0
HSBC Life Assurance (Malta) Limited	Malte	Sté d'assurance	70	70
HSBC Mix Dynamique FCP3DEC (5)	France	Sté financière	58,1	56,7
HSBC Mul.Ass.St.Fact.S FCP3DEC (5)	France	Sté financière	100	100
HSBC Oblig Inflation Euro Ac (3), (5)	France	Sté financière	0	58,5
HSBC Operational Services GmbH	Allemagne	Sté de services	100	100
HSBC Port-World Sel 5-Aheur (3), (5)	France	Sté financière	48,9	50,4
HSBC Private Bank (Luxembourg) S.A	Luxembourg	Sté financière	100	100
HSBC Real Estate Leasing (France)	France	Sté financière	100	100
HSBC REIM (France)	France	Sté de gestion	100	100
HSBC Resp Inve Fd-Sri Dynamic Part Ac (5)	France	Sté financière	72,8	72,7
HSBC Resp Inves Funds-Sri Balanced Ac (5)	France	Sté financière	64,1	66,3
HSBC Resp Investment Funds Sri Global Equity (5)	France	Sté financière	61,8	70
HSBC Select Balanced Part A (3), (5)	France	Sté financière	35,4	50,4
HSBC Select Dynamic A FCP 2DEC (5)	France	Sté financière	78,6	80,7
HSBC Select Equity A Fcp 4Dec (5)	France	Sté financière	84	85,5
HSBC Select Flexible Part A (5)	France	Sté financière	63,9	61,6
HSBC Service Company Germany GmbH	Allemagne	Sté de services	100	100
HSBC Services (France)	France	Sté financière	100	100
HSBC SFH (France) (3)	France	Sté financière	0	100
HSBC Small Cap France (5)	France	Sté financière	52,7	50,9
HSBC Transaction Services GmbH	Allemagne	Sté de services	100	100
HSBC Trinkaus & Burkhardt (International) S.A.	Luxembourg	Sans activité	100	100
HSBC Trinkaus & Burkhardt Gesellschaft für Bankbeteiligungen mbH	Allemagne	Sté d'investissements	100	100
HSBC Trinkaus & Burkhardt GmbH	Allemagne	Sté financière	100	100
HSBC Trinkaus Family Office GmbH	Allemagne	Sté de services	100	100
HSBC Trinkaus Real Estate GmbH	Allemagne	Sté immobilière	100	100
HSBC World Equity Protect 80 (5)	France	Sté financière	98,9	97,8
Internationale Kapitalanlagegesellschaft mit beschränkter Haftung	Allemagne	Sté de services	100	100
Keyser Ullmann Limited	Royaume-Uni	Sté d'investissements	100	100

OPCVM8 – Erisa Diversifié N2 FCP (5)	France	Sté financière	100	100
OPCVM9 – Erisa Opportunités FCP (5)	France	Sté financière	100	100
SAF Baiyun	France	Sté financière	100	100
SAF Guangzhou	France	Sté financière	100	100
SAPC Ufipro Recouvrement	France	Sté de services	99,9	99,9
SCI HSBC Assurances Immo (5)	France	Sté immobilière	100	100
SFM	France	Sté commerciale	100	100
SNC les Oliviers d'Antibes	France	Sté financière	60	60
Société Française et Suisse	France	Sté d'investissements	100	100
Somers Dublin DAC	Irlande	Sté de services	100	100
Sopingest	France	Sté financière	100	100
Trinkaus Europa Immobilien-Fonds Nr.3 Objekt Utrecht Verwaltungs-GmbH	Allemagne	Sté immobilière	100	100
Trinkaus Immobilien-Fonds Geschäftsführungs-GmbH	Allemagne	Sté immobilière	100	100
Trinkaus Immobilien-Fonds Verwaltungs-GmbH	Allemagne	Sté immobilière	100	100
Trinkaus Private Equity Management GmbH	Allemagne	Sté de gestion	100	100
Trinkaus Private Equity Verwaltungs GmbH	Allemagne	Sté de gestion	100	100
Valeurs Mobilières Elysées	France	Sté d'investissements	100	100

(1) Entrée dans le périmètre.

(2) Liquidation.

(3) Sortie du périmètre.

(4) La participation dans l'entité est dépréciée à zéro depuis des années.

(5) Le projet de cession de l'activité d'assurance vie en France a été classé comme destiné à être cédé conformément à la norme IFRS 5.

Mise en équivalence	Pays de constitution ou d'enregistrement	Activité principale	Part du capital détenu par HSBC Continental Europe (En %.)	
			2024	2025
HCM Holdings Ltd (2)	Royaume-Uni	Sté financière	0	51
Services Epargne Entreprise (3)	France	Sté de services	0	14,2
Trinkaus Europa Immobilien-Fonds Nr. 7 Frankfurt Mertonviertel KG (4)	Allemagne	Sté immobilière	41	41

(1) Entrée dans le périmètre.

(2) Liquidation.

(3) Sortie du périmètre.

(4) La participation dans l'entité est dépréciée à zéro depuis des années.

(5) Le projet de cession de l'activité d'assurance vie en France a été classé comme destiné à être cédé conformément à la norme IFRS 5.

Entités non consolidées	Pays de constitution ou d'enregistrement	Motif de non-consolidation	Part du capital détenu par HSBC Continental Europe (En %.)	
			2024	2023
CCF Finance Moyen Orient SAL	Liban	En cours de liquidation depuis 2002	99,9	99,9
CCF Holding Liban SAL	Liban	En cours de liquidation depuis 2002	75	75
FL FINANZ LEASING GmbH	Allemagne	En cours de liquidation	25	25
HSBC Private Markets Management SARL	Luxembourg	Cette entité ne répond pas à la définition de filiale selon les normes comptables IFRS.	100	100
SNCB/M6 2007 A	France	Non consolidé en application d'IFRS 10	100	100
SNCB/M6 2007 B	France	Non consolidé en application d'IFRS 10	100	100
SNCB/M6 2008 A	France	Non consolidé en application d'IFRS 10	100	100

Partenariats

Au 31 décembre 2024, la contribution de HSBC Middle East Leasing Partnership dans le total des actifs consolidés de HSBC Continental Europe était de 89 millions EUR (2023 : 234 millions EUR) et de 9 millions EUR (2023 : 17 millions EUR) dans le résultat net consolidé.

VII. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société HSBC Continental Europe relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Dépréciations des prêts et créances sur la clientèle d'entreprises

Risque identifié

La détermination des pertes de crédit attendues (ECLs) implique le jugement de la direction. Les estimations correspondantes sont soumises à un degré élevé d'incertitude qui s'est accru dans le contexte économique actuel avec notamment la hausse de l'inflation, des prix d'énergie et la baisse des taux d'intérêt.

La direction recourt pour le calcul des ECLs à des modèles sur-mesure complexes. La nature et l'étendue des ajustements apportés, basés ou non sur les modèles et déterminés sur la base des jugements de la direction, varient selon les portefeuilles d'entreprises.

La détermination des paramètres de risques qui sous-tendent l'estimation des ECLs, nécessite le recours à des hypothèses notamment en ce qui concerne les scénarios économiques prospectifs et leurs probabilités d'occurrence, les notations des crédits des clients d'entreprises (CRR) et le caractère recouvrable de ces encours.

Nous avons considéré que ces dépréciations constituaient un point clé de l'audit dans la mesure où elles représentent une zone de jugement significative pour l'établissement des comptes, en particulier dans le contexte économique actuel.

Notre réponse

La direction a mis en place des contrôles afin de s'assurer de la fiabilité des calculs des pertes de crédit attendues (ECLs). Dans ce contexte, nous avons testé les contrôles, jugés clés pour notre audit, de manière à apprécier la pertinence des dépréciations comptabilisées, en particulier :

- L'examen et la revue contradictoire de plusieurs scénarios économiques et leur probabilité d'occurrence par un groupe d'experts et un comité de gouvernance interne ;
- La pertinence des comités de crédit mis en place pour évaluer et approuver les dépréciations estimées, en particulier les jugements de la direction pour déterminer les ajustements à appliquer ;
- La validation et la surveillance des modèles ;
- Les revues de crédit permettant de déterminer les notations de risque de crédit sur des portefeuilles d'entreprises ;
- Les entrées de données critiques dans les systèmes source, ainsi que le flux et la transformation des données entre les systèmes source et le moteur de calcul des dépréciations ;

Nous avons impliqué nos experts dans l'évaluation du caractère raisonnable des prévisions des variables macro-économiques, notamment sur l'estimation de la probabilité de réalisation de divers scénarios. Ces experts ont examiné la sensibilité des pertes de crédit attendues à ces hypothèses.

Nous avons également évalué la pertinence des méthodologies de modèles lorsque les pertes de crédit attendues ont été ajustées, nous avons apprécié les dépréciations déterminées par la direction et l'analyse les justifiant.

Par ailleurs, nous avons apprécié le niveau d'ECLs sur un échantillon de prêts à la clientèle d'entreprise et la pertinence des jugements de la direction, en particulier le niveau des notations de risque de crédit et les évaluations à dire d'experts. Nous avons également apprécié les informations sur le risque de crédit présentées dans les états financiers au 31 décembre 2024.

Les dépréciations des prêts et créances sur la clientèle d'entreprises (société non financière) présentent un montant de 432 millions EUR au 31 décembre 2024.

Se référer à la note 1.1.d de l'annexe aux comptes consolidés et à la section « Ventilation des actifs financiers par qualité de crédit » du rapport de gestion.

Reconnaissance des Impôts Différés Actifs liés aux pertes fiscales reportables

Risque identifié

Les impôts différés actifs nets sur le groupe d'intégration fiscale français s'élèvent à 538 millions EUR dans les comptes consolidés de HSBC Continental Europe au 31 décembre 2024 dont 501 millions EUR d'impôts différés actifs sur pertes fiscales reportables, après le passage en charge de 150 millions EUR de l'actif d'impôt différé sur les pertes du groupe d'intégration fiscale français. La valorisation ainsi que la recouvrabilité des impôts différés actifs résultant de ces pertes reportables dépend principalement :

- Du résultat taxable que HSBC Continental Europe prévoit de générer dans le futur ;
- De la législation fiscale française applicable à la reconnaissance et à l'utilisation des impôts différés actifs provenant des pertes fiscales reportables de HSBC Continental Europe en France.

La valorisation et l'utilisation future des impôts différés actifs sur déficits reportables reposent sur des jugements importants de la part de la direction. Ces jugements portent principalement sur les projections de résultats fiscaux, la durée des pertes fiscales ainsi que les stratégies de planification fiscale disponibles et réalisables.

Par conséquent, compte tenu du montant significatif d'impôts différés actifs au 31 décembre 2024 et des estimations et jugements exercés par la direction pour la reconnaissance de ces impôts différés sur déficits reportables, nous avons considéré que ces derniers constituaient un point clé de l'audit des comptes de HSBC Continental Europe.

Notre réponse

Nous avons réalisé les diligences suivantes afin de valider la recouvrabilité des impôts différés actifs sur déficits reportables :

- Nous avons testé les contrôles en place au titre du calcul et de la comptabilisation des impôts différés actifs sur pertes fiscales reportables ;
- Nous avons, avec l'aide de nos fiscalistes, fait une revue critique des hypothèses utilisées par la direction pour estimer la valeur recouvrable des impôts différés actifs estimée sur les déficits reportables à la clôture de l'exercice.

Nos travaux ont notamment consisté à :

- Tester les données clés utilisées dans le modèle de comptabilisation des impôts différés, y compris les prévisions de trésorerie des plans approuvés par le conseil d'administration ;
- Apprécier les estimations faites par la direction des projections de résultats fiscaux en examinant les différences temporelles et permanentes des années précédentes et prises en compte dans les projections futures ;
- Comparer les hypothèses utilisées par la direction pour estimer les résultats fiscaux futurs pour déterminer le montant des impôts différés actifs à reconnaître avec les hypothèses utilisées pour déterminer les flux de trésorerie futurs utilisés dans les différents tests de dépréciation d'actifs. Évaluer la conformité des hypothèses de la direction avec les lois et règles fiscales en place et à venir ;
- Nous avons testé la classification des impôts différés actifs en prenant en compte l'existence d'impôts différés passifs ;
- Apprécier les estimations faites par la direction concernant le passage en charges de l'actif d'impôt différé sur les pertes du groupe d'intégration fiscale français.
- Enfin, nous avons apprécié le caractère approprié des informations communiquées dans les annexes aux comptes consolidés.

Pour plus d'informations, se référer aux notes 1.2.I et 8 des états financiers consolidés.

Évaluation des passifs d'assurance vie à participation directe et des contrats d'investissement avec éléments de participation discrétionnaire**Risque identifié**

Au 31 décembre 2024, figurent au bilan des passifs liés à des contrats d'assurance pour un montant de 518 millions EUR, auxquels se rajoutent 21 023 millions EUR de passifs liés à des contrats d'assurance qui ont été reclassés en « passifs associés à un groupe destiné à être cédé », voir note 5 - « Activités d'assurance » de l'annexe aux états financiers consolidés. Le modèle d'évaluation basée sur l'approche par commission variable (ci-après dénommée « VFA ») est utilisé pour les contrats d'assurance vie à participation directe et les contrats d'investissement avec éléments de participation discrétionnaires qui représentent la grande majorité des contrats émis par le groupe, à hauteur de 465 millions EUR incluant un montant de 20 985 millions EUR qui a été reclassé en passifs d'un groupe destiné à être cédé détenus en vue de la vente.

L'estimation de ces passifs selon la norme IFRS 17 repose sur :

- La détermination de la meilleure estimation de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs nécessaires à l'exécution des obligations contractuelles envers les assurés : La Projection de ces flux de trésorerie futurs intègre des hypothèses sur le comportement des assurés et les décisions de gestion de la direction. Ces flux estimés sont actualisés afin de refléter la valeur temps de l'argent sur la base d'une courbe des taux sans risque ajustée d'une prime d'illiquidité.
- La définition de l'ajustement au titre des risques non financiers (ou « risk adjustment »), destiné à couvrir l'incertitude sur le montant et l'échéancier des flux de trésorerie futurs à mesure que les contrats d'assurance sont exécutés. Pour évaluer cet ajustement, le groupe a choisi de retenir la méthode de « valeur à risque » (« Value at Risk » ou « VAR »). En particulier, le groupe a exercé son jugement dans le choix du niveau de confiance et de la maille de diversification appliquée.
- La marge sur services contractuels représentant la valeur actualisée des profits futurs différés attribuables au Groupe sur la durée de couverture des contrats d'assurance profitables et reconnue en compte de résultat sur la base des unités de couverture définies par le groupe et appropriées aux groupes de contrats d'assurance considérés.

En raison de l'horizon long terme des engagements relatifs aux contrats d'assurance, de leur sensibilité importante à l'environnement économique et financier pouvant engendrer un impact sur le comportement des assurés, du caractère significatif du jugement de la direction dans le choix des données et des hypothèses ainsi que le recours à des techniques complexes de modélisation, nous avons considéré l'évaluation des provisions techniques des contrats d'assurance évalués selon le modèle VFA comme un point clé de l'audit.

Notre réponse

Avec le concours de nos spécialistes en modélisation actuarielle, nous avons mis en œuvre les procédures d'audit suivantes :

- Prendre connaissance des processus et des méthodologies définis par la direction du groupe permettant de déterminer, selon les principes de la norme IFRS 17, la meilleure estimation de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs nécessaires à l'exécution des obligations contractuelles envers les assurés de contrats d'assurance évalués selon le modèle VFA ;
- Évaluer la conformité des principes comptables appliqués par le groupe aux dispositions de la norme IFRS 17 ;
- Apprécier et tester les contrôles clés mis en place par la direction, y compris sur l'environnement de contrôle interne des systèmes d'information intervenant dans le traitement des données. Dans ce cadre, nous avons en particulier évalué les dispositifs de contrôle relatifs aux méthodologies, aux jugements et aux hypothèses clés formulées par la direction. Nous avons également apprécié le caractère adéquat des éventuels changements d'hypothèses, de paramètres ou de modélisation des processus actuariels intervenant dans l'évaluation des flux de trésorerie futurs ;
- Tester, par sondage, les principales méthodologies, les hypothèses et les paramètres actuariels clés retenus dans la détermination des estimations des flux de trésorerie futurs actualisés, de l'ajustement au titre des risques non financiers et de la marge sur services contractuels. Nous avons apprécié, par sondage, le caractère raisonnable de ces estimations ;
- Tester, par sondage, la fiabilité des données sous-jacentes utilisées dans les modèles de projection et les calculs de la meilleure estimation des flux de trésorerie futurs actualisés ;
- Réaliser des procédures analytiques sur les évolutions afin d'identifier le cas échéant toute variation incohérente ou inattendue significative ;
- Apprécier le caractère approprié de l'information communiquée dans les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Pour plus d'informations, se référer à la note 1.2.j, et la note 5 des états financiers consolidés.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen d'élégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Directeur Général. S'agissant de comptes consolidés, nos diligences comprennent la vérification de la conformité du balisage de ces comptes au format défini par le règlement précité.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen. Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes consolidés qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société HSBC Continental Europe par votre assemblée générale du 23 avril 2015 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 10 mai 2007 pour le cabinet BDO Paris.

Au 31 décembre 2024, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 10^e année de sa mission sans interruption et le cabinet BDO Paris dans la 18^e année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 19 février 2025

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Agnès Hussherr

BDO Paris
Vincent Génibrel

C. — Rapport de gestion

Les rapports de gestion consolidé et social peuvent être obtenu sur simple demande à l'adresse du siège social de la société : HSBC Continental Europe : 103 Avenue des Champs Elysées – 75008 Paris.